Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE – Nº 13957 – 4,50 F

MARDI 12 DÉCEMBRE 1989

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Equilibrisme au Liban

SERA-T-IL donné au Liban de renaître des cendres de la guerre froide ? Jamais, peut-être, en quinze ans de guerre – civile et étrangère, – le pays du Cèdre n'aura autant fait qu'aujourd'hui l'unanimité des grandes puissances. Une unanimité réaffirmée de La Valette à Paris, de Kiev à Washington. Cet accord est centré sur une préoccupation commune : empêcher tout nouveau bain de sang alors que les menaces d'explosion et d'élimination d'une partie, au moins, de l'une des communautés libanaises – la chrétienne – a rarement été aussi précise.

M. François Mitterrand l'a clairement dit, dimanche 10 décembre, lorsque, excluant une intervention armée française au Liban, il a rappelé les nombreuses consultations qu'il avait eues à ce propos tant avec M. Bush et M. Gorbatchev qu'avec les dirigeants arabes pour leur dire : « Il faut que vous empêchiez l'affrontement militaire qui risque de se terminer par un massacre, en l'occurrence, puisque c'est la plus faible, de la population chrétienne de Beyrouth-Est ». A Malte, ce sont les chefs des deux premières puissances mondiales qui ont fait état de leur « accord total » sur leur volonté de ne plus voir couler le sang au Liban. Enfin, à Kiev, MM. Mitterrand et Gorbatchev ont réaffirmé leur détermination à coopérer en permanence en vue d'un règlement pacifique du conflit.

EMPÊCHER la reprise des combats, mais aussi faire prévaloir la légalité, celle représentée par le président Elias Hraoui, élu au nom de l'accord de Taëf, face au général chrétien Michel Aoun, retranché derrière la barrière humaine que forment ses partisans. C'est là que le bât blesse et qu'apparaît la fragilité d'une unanimité fondée sur une contradiction. Comment, en effet, contribuer « en douceur » à la restauration de l'Etat à partir du moment où le général Aoun se refuse obstinément à reconnaître cet Etat et ceux qui le représentent ? Or, le consensus de Taëf – et tout le monde en est d'accord, y compris la plupart des pays arabes – n'a de signification que si le canon continue de se taire.

PLUS cyniquement, le dilemme auquel se heurte la diplomatie internationale peut se résumer ainsi : comment se débarrasser du général Aoun sans mettre le feu aux poudres ? Un problème d'autant plus difficile à résoudre que, devenu pour beaucoup de chrétiens le symbole de la résistance aux prétentions syriennes sur le Liban, Michel Aoun jouit d'un indéniable soutien populaire à Beyrouth-Est.

Reste à savoir si, dans un pays où les passions l'ont trop souvent emporté sur la raison, les grandes puissances ainsi liguées pourront longtemps mener de front cette double tâche : retenir les armées syriennes tout en signifiant au général Aoun qu'il n'a jamais été aussi isolé sur le plan international.

La remise du prix Nobel de la paix au dalaï-lama

L'apologie de la non-violence

page 8

«Les alliances sont toujours là» - «Les clandestins doivent être rapatriés»

M. Mitterrand s'est efforcé de rassurer les Français sur les conséquences des changements à l'Est et l'immigration

Dans son intervention radio-télévisée de dimanche soir 10 décembre, M. François Mitterrand s'est efforcé de rassurer les Français sur les conséquences de l'immigration et des changements dans les pays de l'Est, tout en affirmant que « les alliances sont toujours là ». Il a longuement expliqué les conditions qu'il pose à une éventuelle réunification de l'Allemagne et qui sont celles énoncées samedi par les Douze à l'issue du Conseil européen de Strasbourg. Le président de la République, qui a salué le nouveau démarrage de l'Europe politique, a également appelé au soutien de M. Gorbatchev. En butte à de vives critiques, ce dernier aurait brandi la menace de sa démission au cours d'un plénum du comité central particulièrement agité, samedi, à Moscou.

A propos de l'immigration, M. Mitterrand a distingué les étrangers régulièrement installés en France des clandestins. Ces derniers, a-t-il dit, doivent être expulsés, conformément à la loi. Le chef de l'Etat a souligné que la France compte une « trop forte concentration géographique » d'immigrés, sans toutefois exposer en détail sa conception de l'intégration.

Les embarras de la liberté

par Jacques Amalric

M. Mitterrand n'a eu nul besoin de triompher dimanche soir : sa présidence européenne, qui prend fin le 31 décembre, se termine sur un brillant succès. Ce n'était pourtant pas évident dès le départ et encore moins à mi-parcours, lorsque se mirent à trembler, après ceux de Pologne et de Hongrie, les régimes vermoulus de RDA, de Tchécoslovaquie et, à un degré moindre, de Bulgarie. Le président de la République s'apprêtait en juillet dernier à gérer le mieux possible quelques dossiers difficiles, comme ceux de l'Union économique et monétaire et de la charte sociale, et voilà que soudain la terre s'ouvrait sous ses pieds, bouleversant complètement le paysage européen.

C'est l'ouverture du mur de Berlin et de la frontière interallemande qui prit le plus au dépourvu non seulement M. Mitterrand, mais tous ses partenaires européens, pour ne rien dire du président Bush et de M. Gorbatchev.

Lire la suite page 4

L'intégration dans le flou

par Robert Solé

Les mots bougent, et les tabous tombent. Il y a peu de temps encore, un militant de gauche aurait bondi en entendant parler de *« seuil de tolérance »* à propos des immigrés. C'était une notion scandaleuse, sans aucun fondement – une notion raciste. Dimanche soir, en réponse à une question, François Mitterrand a répondu posément : *« Le seuil de tolérance a été atteint dès les années 70.... »*

Le chef de l'Etat ne faisait, il est vrai, que redire, avec d'autres mots, ce que les dirigeants socialistes soutiennent depuis 1981, à savoir que la France ne peut accueillir davantage d'immigrés. Mais tous les mots n'ont pas la même charge symbolique et la même portée. Voilà le *« seuil de tolérance »* plus ou moins banalisé, même si M. Mitterrand a réservé son avis sur *« le caractère moral »* de cette notion.

Le président de la République a innové d'une autre manière, dimanche, en soulignant la *« trop forte concentration géographique »* des immigrés.

Lire la suite page 4

L'Histoire s'est remise en marche à Prague

Après la formation d'un gouvernement à majorité non communiste le président Husak a présenté sa démission

PRAGUE

de notre envoyée spéciale

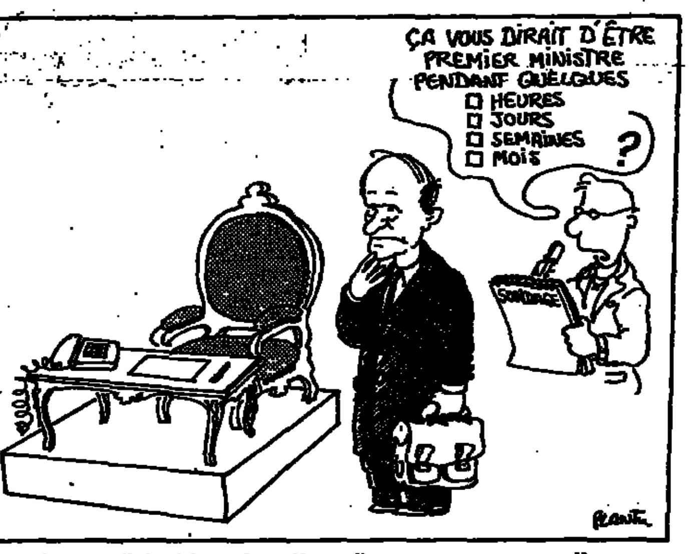
Il aura donc fallu trois semaines aux Tchécoslovaques pour mettre à bas un régime qui les terrorisait depuis vingt ans.

Vendredi 8 décembre, le premier ministre désigné – ils en avaient déjà fait tomber un – leur annonçait qu'il était prêt à accepter un gouvernement dans lequel, pour la première fois depuis quarante ans, les communistes seraient minoritaires. Samedi, le vieux président Gustav Husak, auquel le Forum civique avait donné jusqu'au 10 décembre pour démissionner, s'adressait à eux dans une pathétique allocution télévisée pour leur expliquer que oui, il voulait bien s'en aller, qu'il reconnaissait *« les erreurs et les déviations du passé »*, mais qu'on lui laisse encore vingt-quatre heures, sinon le pays se trouverait sans gouvernement ni président. L'air perdu, comme un animal traqué, M. Husak n'a même pas eu la force de trouver les mots qui touchent, les paroles historiques qui lui auraient permis de partir la tête haute... Comme Kadar l'an dernier, comme MM. Honecker et Jivkov cet automne, il a raté sa sortie.

Dimanche, de nouveaux massés par dizaines de milliers sur leur chère place Venceslas, les Pragois ovationnaient M. Vaclav Havel, le héros de cette *« douce révolution »*, l'écrivain maintes fois emprisonné, aujourd'hui candidat à la présidence de la République. *« L'Histoire, que l'on avait artificiellement arrêtée, s'est remise en marche à une telle vitesse que l'on a peine à y croire,* leur a-t-il dit. *Les historiens analyseront cette période et nous diront comment la qualifier. »* L'heure était venue de dresser un bilan de ce qui avait été acquis en trois semaines : l'abolition du rôle dirigeant du parti communiste et du marxisme-léninisme comme idéologie officielle, la démission *« des dirigeants les plus compromis de l'ancien régime, y compris Milos Jakes »* et puis, ce dimanche, *« au terme de négociations compliquées et parfois dramatiques »*, la formation d'un gouvernement d'*« entente nationale »*. Le mot d'ordre de grève générale annoncé pour lundi est du coup transformé en une manifestation de cloches et de klaxons sur le coup de midi.

SYLVIE KAUFFMANN

Lire la suite page 7



Pour la première fois depuis 1971

Réunion à Berlin des quatre vainqueurs de l'Allemagne

Les ambassadeurs des Etats-Unis, de l'URSS, de la Grande-Bretagne et de la France se sont réunis, lundi 11 décembre, à Berlin-Ouest pour discuter des conséquences de l'ouverture du mur.

page 48 - section C

- **RDA** Ouverture de la campagne électorale page 6
- **URSS** La réunion du plénum du comité central page 6
- ***BULGARIE*** Manifestations pour la poursuite des réformes page 7
- Vienne, capitale du marché *noir avec l'Est* page 25 - section C
- Les industriels occidentaux et les bouleversements à l'Est page 27 - section C

CHAMPS ÉCONOMIQUES

L'Afrique délaissée

Les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique s'apprêtent à renouveler, le 15 décembre, la Convention de Lomé les liant à la Communauté européenne. Les négociations ont révélé les inquiétudes des pays pauvres, qui craignent un repli financier de la CEE, attirée par l'Est.

- **MALI** L'aide occidentale, au lieu de résoudre les difficultés, en a créé de nouvelles
- **SÉNÉGAL** Le dégraissage du secteur public, à grands coups de licenciements, a gonflé le nombre de chômeurs
- **TCHAD** Les firmes françaises et de nombreux cadres locaux ont quitté le pays sans espoir de retour
- **GAMBIE** Un système de santé en piteux état

La chronique de Paul Fabra « Le capitalisme sans bilan »

pages 29 à 31 - section C

La visite à Paris du premier ministre laotien
Un entretien avec M. Kaysone Phomvihane
page 8

Coupe du monde de football en Italie
La fête et les imprévus du tirage au sort
page 13 - section B

Les victimes d'attentat devant l'incompréhension
Traumatismes physiques et traumatismes psychologiques
page 15 - section B

La programmation de l'Opéra-Bastille
Ouverture le 17 mars avec « les Troyens », de Berlioz
page 16 - section B

Quatre élections cantonales
Regain du Front national, baisse du PS
page 11

Nouveau plan d'austérité en Argentine
Le gouvernement dévalue de 50 % l'austral
page 25 - section C

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 48 - section C

M 0147 - 1212 0 - 4,50 F

3790147004500 12120

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dr. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 $; Antilles/Réunion, 7,20 F ; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 160 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA (NY), 1,50 $; USA (others), 2 $.

« L'Est et l'Ouest doivent se diriger

M. François Mitterrand, qui n'a jamais dissimulé son ambition de tutoyer l'Histoire, vit une période faste et s'en délecte. Cela se sent, cela se voit. Il aurait pu parler des heures et des heures du grand chambardement de l'Europe de l'Est si les quatre journalistes – Jean-Pierre Elkabbach, Christine Ockrent, Alain Duhamel, Serge July – qui l'interrogeaient, dimanche soir 10 décembre, sur Antenne 2 et Europe 1, en direct du salon Pompadour, à l'Elysée, ne l'avaient engagé sur des terrains plus « hexagonaux », et donc fatalement moins exaltants, au cours de la dernière demi-heure de cette émission de quatre-vingt-quinze minutes.

M. Mitterrand ne cache pas son plaisir personnel de fréquenter M. Gorbatchev, cet *« homme d'envergure »*, *« qui voit loin »*, dont le *« rôle historique »* ne souffre aucune contestation et mérite, au contraire, tous les encouragements. Paris et Moscou sont sur la même ligne en face des deux Allemagnes : pas question de toucher à la ligne Oder-Neisse qui constitue la frontière entre la Pologne et l'Allemagne de l'Est, et, même si les Allemands de l'Ouest et ceux de l'Est précipitaient le processus de réunification, il ne serait pas concevable de les laisser ensuite disposer de l'arme nucléaire. Bref, si les événements de l'Est sont *« heureux »* et s'il ne faut surtout pas en avoir peur, ce n'est pas une raison pour laisser faire n'importe quoi. La priorité des priorités, aux yeux de M. Mitterrand, consiste à traiter l'*« ouvrier »* Gorbatchev comme un *« partenaire »* de l'Europe des Douze pour l'aider à mettre son propre pays dans la voie de la modernité.

Tout le reste devient subalterne. Les hésitations du chancelier ouest-allemand ? M. Mitterrand ne s'en formalise pas. Pourquoi le ferait-il ? Le conseil européen de Strasbourg n'a-t-il pas répondu à son attente ? Il est formel : personne n'a le droit de douter des convictions européennes de M. Helmut Kohl. Le Liban ? M. Mitterrand a visiblement été irrité par la démarche spectaculaire des députés de l'opposition qui sont allés à Beyrouth se ranger moralement derrière le général Aoun. Ces députés-là voudraient-ils que la France engage son armée au Liban ? Une bonne occasion de rappeler que ce pays écartelé compte des population diverses

M. Mitterrand, interrogé sur les résultats du conseil européen réuni les 8 et 9 décembre à Strasbourg, estime, d'abord, que les décisions annoncées vont « permettre de jalonner le chemin » *des Douze vers l'*« Europe politique » : « On a avancé à un moment où l'on pouvait douter *(...)*. Cela prouve que l'Europe s'impose. »

M. Mitterrand rend hommage au chancelier ouest-allemand. « Il est décidément européen, *dit-il*, on n'a pas le droit d'en douter. » *Il confirme, toutefois, que M. Kohl ne l'avait pas informé de son plan pour la réunification des deux Allemagnes :*

« Il n'était pas tenu de m'en informer, c'était une affaire spécifiquement allemande, mais qui intéresse la France quand même. »

M. Mitterrand ajoute, sur ce point : « Le nouvel équilibre allemand ne peut pas se faire au détriment de l'équilibre de l'Europe.

» *On doit préserver toutes les chances de la paix, et le respect des frontières est un principe essentiel.* »

Et si les Allemands de l'Ouest et ceux de l'Est décidaient d'imposer leur réunification ?

A cette question, M. Mitterrand répond : « Il est tout à fait possible qu'ils *[le]* décident. Ils devront à ce moment-là tenir compte des traités, ils devront tenir compte des voisins, du voisinage, ils devront tenir compte aussi d'un certain nombre de rapports qui se sont déterminés, surtout entre ces pays et l'Union Soviétique (...). S'il y a des forces de ce type qui se dessinent, il faudra les regarder en face, mais il faut aussi que nos amis allemands tiennent compte du fait qu'il a existé une guerre mondiale, que cette guerre mondiale a dessiné une certaine configuration de l'Europe, qu'on réclame la démocratie et la paix, mais qu'on demande aussi que les frontières de l'Europe fixées à cette époque ne soient pas bouleversées, parce que, si on ouvre ce débat, il y en a beaucoup d'autres.

» Qu'arrivera-t-il, par exemple, des provinces de Poméranie, Silésie, Mazurie, et même d'un bout de Prusse-Orientale, qui est devenue soviétique, alors que les trois premières que j'ai citées sont devenues polonaises. Qu'adviendra-t-il ? Il est bien clair que la frontière Oder-Neisse, qui est la frontière entre la Pologne et l'Allemagne de l'Est, doit rester intangible.

» Et puis, il y a la contagion... Vous connaissez le débat entre la Roumanie et la Hongrie sur la Transylvanie... Est-ce que je dois vous parler de la Moldavie ? »

M. Mitterrand confirme son désir de se rendre en RDA : « J'irai en Allemagne de l'Est le 20 décembre. Mais j'ai répondu à une invitation. Quelle invitation ? Celle de M. Honecker. J'ai répondu à M. Honecker : oui, j'irai. J'ai consulté le chancelier Kohl qui m'a dit : vous ferez bien d'y aller (...), c'est une très bonne chose. Et j'ai reçu confirmation de l'invitation. Et puis, *exit* M. Honecker ! Est arrivé M. Krenz, qui m'a aussitôt confirmé l'invitation. Je n'avais aucune raison de me dédire, surtout qu'il y avait une évolution, qui, à mon avis, était heureuse en Allemagne de l'Est. Alors, j'ai dit oui.

» Et puis, *exit* M. Krenz à son tour !

» Alors, j'attends de savoir ce que les nouveaux responsables ont l'intention de faire. Je crois que leur sentiment est plutôt favorable à ce type de rencontre (...).

Faut-il avoir peur de la réunification éventuelle des Allemagnes ?

« On n'a pas le droit d'avoir peur d'événements qui, en soi, sont heureux, *réplique M. Mitterrand.* Enfin, va-t-on se plaindre ? Cela fait combien d'années qu'on réclame qu'un peu de liberté – beaucoup ! – passe par là ? Elle passe et naturellement elle dérange. Mais enfin il faut l'aborder carrément. La liberté et nous, on se connaît ! Seulement, la liberté, cela bouscule...

» Moi, je n'en ai pas peur, mais naturellement il faudra s'adapter à cette situation nouvelle (...). Le projet que je défends partout, devant le visage nouveau de l'Europe, tourne autour de trois thèmes : d'abord la liberté et les droits de l'homme ; deuxièmement la paix : rien de doit venir aujourd'hui gêner la marche vers la paix entamée depuis les premiers accords sur le désarmement ; troisièmement, la solidarité : l'Est et l'Ouest doivent se diriger en commun vers l'objectif Europe. Voilà quelle est ma politique. »

M. Gorbatchev est un homme qui voit loin

Insistant sur la nécessité de respecter les frontières, M. Mitterrand ajoute : « Il serait bon que les frontières puissent rester ce qu'elles sont. Je ferais juste une nuance ; c'est vrai que la frontière entre les deux Allemagnes n'est pas exactement de même nature que les autres [...]. Ne mettons pas le désordre partout : les frontières correspondent généralement, sauf pour un certain nombre d'erreurs de tracés à l'affirmation nationale de peuples.

» Pour les Allemands, c'est différent, puisque c'était un peuple qu'on a séparé par une frontière tout à fait récente (...).

» Le premier réflexe de mes partenaires le 18 novembre, c'était de dire : il faut rappeler que les alliances restent ce qu'elles sont.

» M. Gorbatchev m'a dit la même chose. C'est un bon cadre de discussion.

Le chef de l'Etat parle ensuite de ses relations avec M. Gorbatchev et du nouveau rôle de l'URSS dans le concert international : « Il faut considérer M. Gorbatchev comme un partenaire (...).

» Dans quelques jours sera signé un accord économique entre la Communauté européenne et l'Union soviétique. C'est un partenaire, et tant mieux (...).

» C'est un homme grave... comment ne le serait-il pas ?

» Il avait lu ce que j'avais dit à la conférence de l'OTAN lundi dernier. J'avais dit : *« A mon avis, » la révolution qui a commencé à » Moscou, grâce à Moscou, grâce » à M. Gorbatchev, qui a libéralisé » le système, va faire le tour de » l'Europe et va retourner à Mos» cou »*. C'est ce que je lui ai redit (...).

» M. Gorbatchev et un homme qui voit loin. Il n'est pas possible qu'il ait engagé son action sans y avoir pensé. Il faut lui laisser le temps de souffler. C'est un immense pays que le sien... difficile à manier ! (...).

» Je l'ai trouvé plus serein et plus ferme encore qu'au mois de juillet dernier, quand il est venu à Paris. Je le lui ai fait remarquer (...). Il m'a répondu gravement : « Quand j'ai décidé, après avoir décidé, je suis tranquille. »

» Donc il a décidé une certaine orientation. Il a pesé les conséquences. Les conséquences peuvent bousculer parfois les intentions et les volontés de l'homme le plus remarquable. Le rôle historique de Gorbatchev doit être souligné. Les conquêtes de la liberté lui doivent beaucoup (...). J'entends bien qu'il soit soutenu... Il faut le soutenir ! C'est, comment dirais-je, la pierre de base de toute la construction présente. C'est lui qui l'a permise. Il en est le meilleur ouvrier. Pour la suite, je ne peux répondre. Je vous donne mon sentiment (...). C'est l'homme d'envergure. L'histoire parlera. »

Après avoir rappelé son approbation du « premier désarmement », *M. Mitterrand explique :*

« On vient de commencer ou plutôt d'aborder la partie sérieuse du désarmement conventionnel : le désarmement des chars, des engins blindés, de certains avions... C'est la négociation de Vienne. Les armes nucléaires, je ne compte pas en démunir la France, qui est très loin d'avoir le potentiel, l'arsenal dont dispose l'Union soviétique. C'est une bonne chose que le désarmement (...). Si l'Union soviétique et les Etats-Unis d'Amérique allaient beaucoup plus loin, jusqu'à atteindre un niveau d'armement qui n'en ferait plus une menace pour personne, la France se joindrait à cette négociation. »

Interrogé sur la construction du char Leclerc, le chef de l'Etat indique :

« Beaucoup de questions ne sont pas résolues à l'Est, et on ne peut pas préjuger de notre capacité de défense nationale, et internationale, sur la seule vue des événements qui viennent de se produire (...). Tant mieux, si on n'a plus à surarmer pour organiser une stratégie qui n'aurait plus cours. (...) Mais laissez-moi souffler... Il faut examiner les choses avec les dirigeants de notre armée, avec le premier ministre et le ministre de la défense. On s'est déjà rencontré à ce sujet. »

Pour le chef de l'Etat, « on aura raison » *de dire en 1990 qu'il faut moins d'argent pour la défense,* « à condition que du côté soviétique la démarche soit parallèle ». *Convaincu qu'* « il se passera du temps » *avant que la France intervienne dans la négociation entre Soviétiques et Américains, il observe :* « On m'a dit : il faudrait aller à Malte. Mais enfin, à Malte, ils ne pouvaient pas décider du sort de l'Europe !.. Ils s'en sont bien gardé, et d'ailleurs ils n'en avaient pas les moyens. Ils ont parlé des choses qui les intéressaient, des deux empires. Ils ont en particulier discuté des désarmements. S'ils m'avaient demandé d'y aller, j'aurais refusé ! Je ne tiens pas du tout à venir autour d'une table sur laquelle je n'ai à rien à mettre, et je ne veux rien mettre tant qu'il restera ces milliers et ces milliers de charges nucléaires en face de nos 300 à 400. »

« L'Allemagne ne peut pas détenir l'arme nucléaire »

Jugeant qu'on ne peut que « désirer » *une accélération de la construction d'une communauté européenne de défense; M. Mitterrand note : que,* « parmi les règles fondamentales, il y a celle-ci : l'Allemagne ne peut pas détenir l'arme nucléaire, et d'ailleurs l'Allemagne ne le demande pas ».

Alors qu'on lui demande s'il n'y a pas un risque de neutralisation de l'Allemagne, le président de la République répond : « Ce risque existe. C'est d'ailleurs une démarche constante de l'Union soviétique. Mais ce risque existe, il suffi de dire « non ». « Non », c'est un petit mot qu'on peut employer quelquefois.

« La France est le protecteur du Liban

Après avoir rappelé son hostilité à l'idée d'une partition du Liban « parce que *[un petit Liban]* ne serait pas viable », *M. Mitterrand redit son soutien aux accords de Taëf, souligne la légitimité que la France reconnaissait au président Moawad. Il poursuit :* « Nous avons dit à M. Hraoui : vous avez la légitimité. J'ai écrit la même chose au général Aoun pour lui expliquer les positions de la France : la légitimité appartient au président et au gouvernement issus du choix du Parlement, en application des accords de Taëf, mais cela n'autorise pas, et je l'ai dit au président Hraoui, à régler ce problème par la violence appuyée sur une armée étrangère. »

Le chef de l'Etat précise alors qu'il a « esquissé à Kiev le recommencement de la démarche utile et efficace que nous avons entreprise il y a quelques mois lors des combats de mars et avril ».

Relatant qu'une démarche franco-soviétique est une « bonne piste » *mais* « pas la seule », *il ajoute :* « Le gouvernement Bush soutient le président Hraoui et le gouvernement légitime de Selim Hoss, mais personne ne désire que cela se traduise par un massacre à Beyrouth-Est. J'espère bien que tout cela suffira à régler le problème, mais vous m'avez dit : qu'est-ce que la France fera ? Je répondrai à votre question par une question : est-ce que vous voulez que la France envoie son armée là-bas ? Est-ce que c'est cela que veulent dire beaucoup de parlementaires qui nous demandent d'agir ? Est-ce que cela veut dire que la France devrait engager son armée

A la question : « *la France n'est-elle pas le protecteur des chrétiens du Liban ?*, *il répond :* « La France est le protecteur du Liban. Nous le considérons ainsi. Cela ne relève pas d'un droit, d'un décret, mais nous avons un devoir par rapport au Liban tout entier, et nous ne souhaitons pas être partie prenante dans le déchirement du Liban. »

Trois catégories de frontières

Il existe en Europe différentes sortes de frontières, les unes moins intangibles que les autres. C'est ce qui ressort des propos tenus par le président de la République.

Différents textes internationaux existent, qui proclament l'inviolabilité des frontières issues de la seconde guerre mondiale. C'est le cas notamment de l'Acte final de la Conférence d'Helsinki (1975), auquel les dirigeants ouest-allemands font régulièrement référence et dont la validité a été fermement réaffirmée par les Douze à Strasbourg. Inviolabilité, cela veut dire que les frontières ne peuvent être modifiées par la force. Cela ne veut pas dire qu'elles sont forcément intangibles, immuables. L'Acte final d'Helsinki ne visait pas à ériger *« des murs de papier »*, dit M. François Mitterrand. Ce texte laisse ouverte la possibilité de changements dans le tracé des frontières, à condition qu'ils soient pacifiques et démocratiques.

A partir de là, le président de la République opère une distinction entre les frontières qui, selon lui, sont légitimement modifiables et celles qui ne le sont pas pour différentes raisons. La frontière de l'Elbe qui sépare la RFA et la RDA est parmi les premières, pour des raisons en quelque sorte naturelles. *« C'est une frontière qui a été instaurée à travers un même peuple ; personne ne conteste qu'il s'agisse d'un peuple. » « Personne ne pouvait penser*, dit-il encore, *que la division de l'Allemagne serait éternelle »*. Rien n'interdit qu'il puisse un jour y être mis un terme, dans des conditions qu'il énumère très précisément.

Ce n'est pas le cas en revanche pour la frontière qui sépare la RDA de la Pologne. *« Il est bien clair que la frontière Oder-Neisse doit rester intangible »*, a souligné M. Mitterrand dimanche. Pourquoi ? Parce qu'elle est le prix que les Allemands ont eu à payer pour la guerre. *« Il faut que nos amis allemands se souviennent qu'il a existé une guerre mondiale »* dit le président. Il n'est pas question de toucher aux anciens territoires de l'Est perdus par le Reich.

Si ce principe n'était pas clairement réaffirmé, il risquerait en outre d'y avoir *« contagion »* poursuit M. Mitterrand, et remise en cause d'une troisième catégorie de frontières : celles qui ont résulté plus anciennement encore du *« va-et-vient de l'histoire, avec son cortège de déchirements et d'espoirs »*. M. Mitterrand cite la frontière entre la Roumanie et la Hongrie c'est-à-die le problème de le Transylvanie, ainsi que la *« revendication roumaine, pas de l'Etat mais du peuple, par rapport à la Moldavie »* (aujourd'hui soviétique). *« Je n'ai jamais demandé à mes partenaires de restaurer l'Empire français dans réalité de 1805*, disait-il samedi à Strasbourg. *Je ne pleure pas après la disparition des départements qui englobaient la rive gauche du Rhin, une partie de la Belgique, de l'Italie. Il y a des réalités nationales qui sont offensées dans beaucoup de domaines actuellement en Europe, ce n'est souvent pas juste »*. Cela ne justifie pas pour autant, selon le président, une remise en cause des frontières qui plongerait l'Europe dans *« l'anarchie »*. L'essentiel est que ces réalités nationales ne soient pas contestées ; c'est une référence, à nouveau, aux préceptes qui figurent dans divers documents du processus d'Helsinki sur le respect des minorités nationales.

Dans quelle catégorie figurent les pays baltes, a-t-on demandé samedi au président. Pas dans la troisième : *« Parmi les différents pays qui font l'Union soviétique, certains d'entre eux ont eu une existence nationale dans le passé mais il faut remonter très loin pour bon nombre d'entre eux alors que l'on remonte beaucoup moins loin, du temps de Staline, pour les pays baltes. Il faut donc faire les distinctions qui s'imposent. »*

C'est la première fois que cette distinction est faite à propos des pays baltes. Voilà qui nuance considérablement les propos tenus de concert par MM. Mitterrand et Gorbatchev à Kiev et qui semblaient mettre toutes les frontières européennes dans le même sac.

CLAIRE TRÉAN

L'élève Delors « travaille très bien »

« Le président de la Commission travaille très bien, il est admirablement compétent, il y croit (...). *Alors, que son rôle soit confirmé par le déroulement des opérations, tant mieux. »* Tel est le sobre satisfecit auquel a eu droit dimanche M. Jacques Delors de la part du président de la République.

C'est déjà mieux qu'une totale ignorance, comme celle dans laquelle il avait été relégué la veille à Strasbourg, lors de la conférence de presse de clôture du conseil européen. L'usage veut que cette conférence soit tenue conjointement par le président en exercice de la Communauté et par celui de la Commission. Mais M. Jacques Delors ne fut gratifié samedi que du rôle de figurant muet à la tribune.

Le président de la République avait été moins chiche en compliments dans le discours qu'il avait prononcé il y a quelques semaines devant le Parlement européen. Il avait cité à de nombreuses reprises le rôle du président de la Commission dans ce qu'il appelle aujourd'hui le *« déroulement des opérations »*, à savoir l'acte unique, l'échéance de 1993 pour le grand marché et l'union monétaire, tous projets qui sont sortis ces dernières années du cabinet de M. Delors, même si la France en fut ensuite un ardent promoteur. Les commentateurs relevèrent cet hommage ; un peu trop, peut-être, au goût du président...

Le *« déroulement des opérations »*, à savoir l'ébauche de nouveaux équilibres européens et transatlantiques a fait aussi de M. Delors ces derniers mois un personnage de premier plan sur la scène internationale. Il doit beaucoup notamment à l'excellence de la relation personnelle entre le président de la Commission et M. George Bush. Un peu trop, peut-être...

Mais M. Delors est rodé. Il avait déjà eu l'occasion de répéter son rôle de figurant le 18 novembre, lors de la conférence de presse qui avait suivi le dîner des Douze à l'Elysée. Lorsqu'une question avait été posée au président de la Commission, muet à la tribune, M. Mitterrand avait eu pour instinctif réflexe de répondre à sa place, avant, finalement, de lui laisser la parole.

C. T.

Un absent : le missile Hadès

Entre la France et l'Allemagne fédérale, c'est moins le programme Leclerc d'un nouveau char français qui fait débat que le projet de modernisation de l'arsenal nucléaire préstratégique français et, plus spécialement, le programme Hadès de missile sol-sol portant une tête nucléaire de 300 kilotonnes sur 480 kilomètres. M. Mitterrand a donc balayé d'un revers de la main la question du sort du Leclerc, évitant du même coup de parler du Hadès.

A ce jour, l'arsenal préstratégique de la France comprend deux systèmes majeurs : le missile sol-sol Pluton (de 120 kilomètres de portée) et le missile air-sol ASPM qui porte, par lui-même, jusqu'à 300 kilomètres à partir de l'avion Mirage 2000 qui le tire. Compte tenu du rayon d'action de l'avion lanceur et de sa propre autonomie de navigation, le missile ASMP est donc un système d'armes qui peut atteindre des objectifs relativement éloignés.

Ce n'est pas le cas, en principe, du Pluton et ce ne sera pas le cas du Hadès qui le remplacera à partir de 1992. L'un et l'autre de ces missiles, qui ont l'avantage d'être tous temps par rapport au missile aéroporté ASMP, couvrent l'Allemagne fédérale et ses voisins de l'Europe de l'Est. Et pas au-delà, sauf à accepter, pour la France, de les déplacer puisqu'il s'agit d'un système mobile.

Dès lors, le système Hadès peut être, avec le missile ASMP, sous certaines conditions, l'embryon d'une sécurité communautaire. C'est précisément cette aptitude-là du dispositif français de défense qui, par son ambiguïté volontairement maintenue pour cause de dissuasion, prête à réfléchir dans un contexte européen ouvert aux discussions sur le désarmement en Europe, entre l'Est et l'Ouest. Il est vrai, aussi, que le Hadès, opérationnel dans trois ans, peut devenir une monnaie d'échange le jour où la France estimera le moment venu d'entrer à son tour dans des négociations où, déjà, Américains et Soviétiques auraient baissé leur garde.

J. I.

DE M. MITTERRAND

en commun vers l'objectif Europe »

par leurs origines et leurs croyances et que le devoir *« protecteur »* de la France interdit d'y privilégier qui que ce soit. Voilà pourquoi l'Elysée ne cesse d'essayer de convaincre les principaux protagonistes que le recours à la violence *n'y résoudra rien.*

Mais il faut bien parler des sujets de préoccupation intérieure. Et d'abord de l'immigration, sur fond d'élections partielles favorables au Front national. M. Mitterrand cherche à dépassionner le débat, à le ramener à ses justes proportions, qui n'en font pas seulement une affaire nationale mais un *« problème européen »*, en limitant la question dans notre pays, à l'existence de certains *« ghettos »*, tel celui de Dreux, qui engendrent des peurs souvent irrationnelles. Il sait, pourtant, que cette explication ne suffira pas à enrayer la tendance.

Jamais M. Mitterrand n'avait été aussi ferme — tout en rappelant son attachement au « droit des gens » — sur la nécessité d'« expulser » les immigrés clandestins et de sanctionner ceux qui exploitent au noir leur *« misère »*. L'« effet Le Pen » ne l'épargne plus, comme il n'épargne plus personne, même si, personnellement, il semble, sur ce terrain, en vouloir à M. Chirac plus qu'à tout autre si l'on en juge par sa réflexion assimilant le maire de Paris à un « disciple » du président du Front national.

En revanche, M. Mitterrand se montre conciliant avec M. Michel Rocard, dont il vante les mérites, après ceux de M. Jacques Delors. Mais, sur ce registre aussi, le président de la République use habilement du contrepoint. La « volonté sociale » du premier ministre ne fait, à ses yeux, aucun doute. Mais il ne lui paraît pas moins nécessaire d'énumérer les actions prioritaires qu'il juge indispensables pour combler le « déficit social » qui est reproché à M. Rocard à l'intérieur même du Parti socialiste et dont il ne conteste pas l'existence... Double langage ?

Non, répond-il, *« je suis l'aiguillon dans tous les domaines... »*. Un rôle dans lequel M. Mitterrand a l'intention, semble-t-il, de se réinvestir pour *combler peut-être son propre déficit d'explication depuis sa réélection.*

ALAIN ROLLAT.

« L'immigration clandestine ne doit pas être tolérée »

« Je ne crois pas » *que les Français sont plus racistes aujourd'hui qu'il y a quelques années, assure M. Mitterrand, qui ajoute :* « Il y a un certain nombre d'endroits dans lesquels des ghettos se sont créés dans des conditions de logement généralement détestables. A Dreux, ville d'importance moyenne, 28 % de la population est d'origine immigrée. Cela a résulté de l'appel massif d'immigrés venus généralement d'Afrique du Nord par les industriels français. (...) C'était bien avant 1981, bien avant 1974 et même bien avant 1958, mais cela s'est accéléré depuis.

» (...) Il faut que les Français comprennent que c'est un problème européen, pas seulement français : l'immigration se produit de la même manière dans beaucoup de pays d'Europe, il y a même des pays d'Europe où cela se produit davantage qu'en France. Pourquoi ? Parce que ce sont des pays dits riches où existent des lois de liberté, où l'on respecte le droit des gens, alors on se sent mieux là où on a plus d'avenir, plus de travail, que dans le pays d'où on vient. »

M. Mitterrand distingue « plusieurs catégories d'immigrés » : *les clandestins, ceux* « qui ont été acceptés », *ceux qui ont été* « naturalisés » *et* « les enfants d'immigrés, qui sont français ». *Sur la première catégorie, il affirme :* « L'immigration clandestine ne doit pas être tolérée : les clandestins qui viennent en France doivent donc s'attendre à être rapatriés ou dirigés sur un pays de leur choix... »

Sur les mesures à prendre, il évoque le renforcement du contrôle aux frontières. Il dit : « On ne peut pas mettre un policier tous les dix mètres, on peut tout de même contrôler les passages aux frontières, et les frontières cela sous-entend aussi les aéroports. » *Après avoir souhaité que le contrôle de la frontière extérieure de la Communauté soit le moment venu* « commun » *et* « sérieux », *le président de la République observe que les immigrés ne viennent pas seulement de l'extérieur de la Communauté. Il poursuit :* « Je dois dire, sans que la démarche apparaisse comme une petite agression, que l'Allemagne nous envoie très facilement ses Turcs. *De même il cite les Yougoslaves,* « gens souvent très sympathiques », *qui* « viennent à travers des pays comme l'Italie ».

M. Mitterrand explique ensuite : « On fait un procès autour des immigrés en général, alors que les immigrés que l'on a reconnus, que l'on a admis, ont des droits. On ne peut pas les traiter comme cela... D'ailleurs, les clandestins non plus. C'est pourquoi, sur les clandestins, il y a une modification sensible : nous sommes entrés dans le droit des gens. Désormais, il ne suffit pas qu'un commissaire de police les « pique » quelque part pour les expédier. Maintenant, ils ont vingt-quatre heures pour s'adresser au tribunal administratif, ce n'est pas très long, vingt-quatre heures, et le tribunal administratif n'a que deux jours pour trancher, et aucun recours contre cette décision du tribunal administratif n'est suspensif. »

Il conteste regretter l'abrogration de la « loi Pasqua », en précisant : « On a simplement introduit une notion qui appartient au droit des gens et, si l'on veut me faire dire cela, pour quelque raison que ce soit, y compris pour faire plaisir à ce qui serait — je ne le crois pas une majorité de l'opinion... je ne ferai pas ce plaisir. Moi, je défendrai le droit et la dignité de la France.

» Un clandestin, il doit être renvoyé chez lui. Mais il doit être renvoyé dans les conditions du droit. Il se plaint, il dit que c'est injuste : « Je ne suis pas un clandestin », ou il emploie la raison qu'il veut, naturellement. Il a vingt-quatre heures pour cela. Ce n'est pas très long, surtout qu'un immigré n'est pas toujours très informé du droit français. Ensuite, le tribunal a, lui, quarante-huit heures.

» La décision du tribunal n'est pas suspensive. Il appartient à ce moment-là au ministre de l'intérieur d'appliquer l'arrêté préfectoral contre lequel on s'est pourvu (...). Je préfère trois jours plutôt que l'injustice (...). Pour moi, les droits, cela compte. Mais les clandestins (que ce soit simple et que les Français me comprennent) doivent être ramenés chez eux, et puis — le mot n'est pas plaisant — ils doivent être expulsés ! »

Après avoir souhaité un renforcement des moyens de la police aux frontières et des effectifs des organismes chargés d'admettre les immigrés (pour que les dossiers en souffrance soient réglés en « six mois » *et pour que les nouveaux cas le soient en* « trois mois »), *le chef de l'Etat explique que, d'après le ministère de l'intérieur,* « qui compte les cartes de séjour », *il y a quatre millions quatre cent mille immigrés dont un peu plus d'un million d'enfants et que, d'après la statistique de recensement, il y a* « trois millions sept cent mille immigrés avec à peu près le même nombre d'enfants ». *Il ajoute :* « Les immigrés reconnus, non clandestins, ne sont pas plus nombreux qu'en 1982 et ils ne sont pas plus nombreux proportionnellement à la population française, qui s'est accrue, qu'en 1975. »

M. Mitterrand reconnaît que les Français ressentent « plus cruellement » *la présence des immigrés parce que les* « clandestins apparaissent comme se moquant de nos lois, se moquant de nos raisons de sécurité et créent un sentiment de trouble, d'incertitude et de manque de confiance dans les institutions publiques. Il faut corriger cela. »

« Le seuil de tolérance a été atteint dès les années 70 où il y avait déja quatre millions cent mille à quatre millions deux cent mille cartes de séjour à partir de 1982. (...) Autant que possible, il ne faut pas dépasser ce chiffre, mais on s'y tient depuis des années et des années », *assure M. Mitterrand.*

« La règle de la laïcité doit s'imposer »

Ancien maire de Château-Chinon, il approuve tout autant le maire de Marseille, M. Vigouroux, que celui de Lyon, M. Noir, de construire des mosquées. S'il était proviseur de lycée, il se retrouverait « du côté de la loi ». *Il poursuit :*

« Je dirais : il appartient aux établissements de décider eux-mêmes de leur discipline intérieure. »

Le chef de l'Etat déclare : « Je pense que, dans cette affaire, la position exprimée par Lionel Jospin à l'Assemblée nationale, *lors du* dernier débat à ce sujet, disant « Ces jeunes filles, on ne va pas les chasser. On va essayer de les convaincre... » c'est-à-dire de convaincre leurs parents... Or, cela prend un peu de temps, quelques semaines en tout cas. Il ne faut pas que ce soit trop de mois, sans quoi c'est l'indiscipline qui prévaut.

» Mais en fin de compte, c'est la règle de la laïcité qui doit s'imposer, c'est-à-dire que des familles *qui ne se laissent* pas convaincre que leur enfant est une cause de désordre, de prosélytisme religieux à l'intérieur de l'établissement, il faut qu'elles admettent que la règle de la laïcité s'impose. Mais il appartient à chaque établissement d'établir sa discipline. Cela, c'est la règle, c'est la loi. »

Interrogé sur le récent duel télévisé entre M. Le Pen et M. Stoléru, le président de la République affirme :

« J'ai trouvé que c'était une manifestation incongrue. Quand on cite la religion de quelqu'un, surtout s'il s'agit de la religion juive, on sait bien qu'il y a toute une série de connotations qui vont susciter auprès de gens très sommaires, très primaires, très primitifs, des réveils d'antisémitisme. Ce n'est pas dit par hasard ; je prends cela pour *une manifestation de racisme...* »

Après avoir jugé « bon » *qu'* « un jour », *on revienne* « à ce qu'on appelait le ministère de la population », *M. Mitterrand évoque l'intégration :*

« L'intégration, je suis pour, tout à fait pour (...). Permettez que j'englobe ce verbe « intégrer » dans un raisonnement vis-à-vis de la masse des clandestins. D'abord il faut prévenir le mal, pour le prévenir (...) ce sont des frontières mieux tenues, ce sont des administrations plus actives, plus rapides. A ce moment-là, on peut éviter l'accumulation des immigrés clandestins. Prévenir, ensuite, il faut sanctionner (...) non pas l'immigré clandestin, il est suffisamment sanctionné par l'expulsion, mais les *entreprises qui font appel* à la main-d'œuvre immigrée clandestine, parce que cela permet aux entreprises en question de sous-payer et de sous-protéger. Ils ne sont pas protégés socialement puisqu'on ne les connaît pas. (...) La loi punit cela. Elle le punit et nous avons renforcé les sanctions pénales en 1985. Ceux qui exploitent les immigrés clandestins, ces *esclaves modernes, réduits en servage*, en 1988, je les ai exclus de l'amnistie. En 1989, le 10 juillet, on a encore renforcé les sanctions pénales. Il faut aller plus loin.

» *Il faut maintenant que les parquets* interviennent très vigoureusement pour que la police aille partout, car il y a une fiction qui est de dire : « impossible, c'est un domicile privé ». Cela ne se fait pas dans les usines qui ont pignon sur rue, cela se fait dans des appartements, et on n'a pas le droit d'y aller. Il faut que cette fiction cesse, il faut frapper les industriels de la misère des immigrés qui en même temps gangrènent la société française. »

« Pourquoi arrêter ce débat par un référendum ? »

Que pense M. Mitterrand de la proposition de M. Chirac de recourir au « droit de pétition » *pour aboutir à l'organisation d'un référendum sur le droit de vote des immigrés ?*

« Je pense, *répond-il,* que M. Le Pen commence à avoir des disciples ! Pour ces élections, je suis de ceux qui pensent qu'il serait sage, comme le font les Anglais, les Hollandais, les Suédois, les Norvégiens, etc., de donner aux immigrés en situation régulière le droit de prendre part aux scrutins locaux qui concernent la rue qui passe devant chez eux, l'électricité qui les éclaire, les égouts qui les débarrassent.

» C'est une opinion que j'ai toujours affirmée, que je n'ai pas l'intention de démentir, mais qui ne rencontre pas à l'évidence le sentiment de l'immense majorité des Français. Donc, il y a un travail d'explication à faire — une explication très pacifique. Ceux qui sont pour doivent dire pourquoi et essayer de démontrer qu'après tout la France est le pays des droits des gens... Ceux qui sont contre, qui sont la grande majorité — un tas de mes amis sont contre — qu'ils s'expliquent eux aussi. C'est un débat tout à fait noble, c'est un vrai débat. Pourquoi le trancher dès l'origine, pourquoi arrêter ce débat par un référendum ?

« Le premier ministre et les ministres font du bon travail »

A propos de la persistance du chômage, le président de la République indique que l'on peut « compter » *sur la création, cette année, de trois cent cinquante mille à quatre cent mille emplois. Il ajoute :* « Sur l'année, il y a 1,7 % — c'est très faible — de réduction du chômage, avec une proportion beaucoup plus importante de jeunes. Ce n'est pas un triomphe, on ne va pas pavoiser.

» Donc il faudra accélérer l'allure. Mais c'est lent de former *quelqu'un à un métier* nouveau. C'est lent... Et puis, souvent, notre appareil industriel, dans certains domaines, n'est pas modernisé ! »

M. Mitterrand ne récuse pas l'expression « déficit social » *quand on l'interroge sur la perception que les Français ont de la politique gouvernementale. Il déclare :* « Les progrès sociaux n'ont pas exactement suivi la courbe de la croissance. Il faut quand même faire la part du temps. Tout ce qu'on décide met toujours un certain temps à entrer dans les faits. (...) Si la croissance permet désormais un certain nombre de dispositions qui doivent couvrir une partie du déficit social, elle ne permet pas de le faire dès l'année 1989 autant qu'on le voudrait parce que cette croissance reste fragile. Notre monnaie est saine. Il faut faire attention à la préserver. (...) La liste des mesures sociales est très importante. Le gouvernement a bien travaillé. (...) »

M. Mitterrand souligne d'abord la nécessité de régler « le problème général de la fonction publique ».

« Il y a trop de bas salaires, ce qu'on appelle la catégorie D par exemple. Trop de traitements trop bas et, d'autre part, il y a trop de rigidité. Les qualifications ne sont pas suffisamment reconnues. On ne peut pas suffisamment passer d'un métier à l'autre. Et quand on n'a *pas de diplômes, même si* on est un fonctionnaire remarquable on n'a pas beaucoup de perspectives d'avenir. Il faut quand même modifier cela.

» C'est pourquoi, M. Durafour a engagé une concertation qui devrait aboutir, je l'espère, rapidement, pour définir sur quelques années tout un plan de redressement des bas salaires et qui *devrait, de proche en proche,* atteindre tous les traitements. Mais « il n'y a pas que les fonctionnaires ». *Et M. Mitterrand d'énumérer* « les points les plus sensibles » : « le logement social, la très grande pauvreté, la formation », *qui constituent* « des priorités auxquelles il faut s'attaquer dès maintenant ». *Il souligne :* « Ainsi, les conditions d'accès au RMI : une famille de six enfants — des travailleurs, mais misérables, qui n'ont pas d'argent — ne le touche pas parce qu'elle perçoit des allocations familiales, ou alors elle le touche avec une soustraction très sensible au montant du RMI. Il faut savoir tout cela. (...)

» Les lois Auroux ne sont pas suffisamment appliquées. Il faut les étendre. Il faut que les travailleurs, partout, soient consultés sur ce qui les intéresse. Il faut qu'ils soient représentés dans les conseils d'administration. Il faut qu'ils y soient, que rien de ce qui les touche n'ait été discuté.

» Et pourquoi hésiterait-on davantage à donner leurs pleins droits, le meilleur de leurs droits, aux victimes du terrorisme par comparaison aux victimes de la guerre ? »

M. Mitterrand ne critique pas, pour autant, la politique du gouvernement : « On ne peut pas faire *de reproche au premier ministre,* qui a fait beaucoup de choses ».

» Si je vous avais parlé il y a un an, je vous aurais donné comme priorités toute une série de mesures qui ont *été précisément engagées* par Michel Rocard. (...) La volonté sociale de Michel Rocard ne peut pas être contestée, avec l'ensemble des mesures qu'il préconise, parce que, lui, il a les yeux fixés sur le franc, sur les grands équilibres, et il ne peut pas en discuter. Mon rôle, à moi, c'est de faire les incitations et de lui dire : oui, mais il faut qu'on équilibre peut-être davantage. Nous parlons toujours de cela deux fois par semaine. (...) Je suis l'aiguillon dans tous les domaines. Après tout, je n'ai pas la responsabilité de la vie quotidienne, et je suis très satisfait de ce qui se fait. (...) Je considère que le premier ministre et les ministres font du bon travail. Il n'empêche que mon rôle est d'être à l'écoute de tous les Français, et j'observe bien l'inquiétude, le mécontentement ou l'angoisse de telle ou telle catégorie de Français.

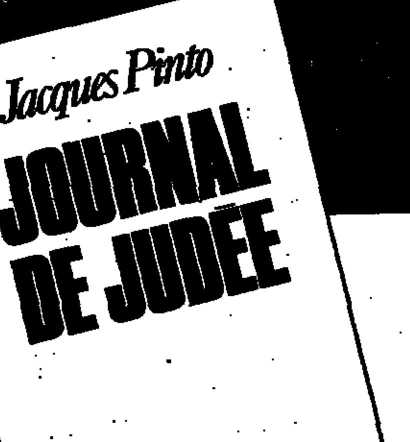
Les immigrés de Cerisay (Deux-Sèvres) élisent leurs représentants au conseil municipal

Les trois cent sept immigrés *de Cerisay, chef-lieu de canton* des deux-Sèvres, ont pu, dimanche 10 décembre, élire leurs représentants au conseil municipal de la commune. Ce bourg du bocage vendéen connaît, depuis le début des années 50, une assez forte présence de travailleurs étrangers, attirés par l'extraordinaire développement de l'ancien forgeron-charron du village, la maison Heulliez, devenu un des premiers sous-traitants de l'automobile. Ce *sont essentiellement* des Portugais qui vinrent s'installer ici, au milieu des descendants des Chouans. Leur intégration se fit sans difficultés.

La municipalité, dirigée par *M. Jean Grellier, socialiste,* a décidé d'aller plus loin : elle a proposé aux 307 étrangers, recensés sur une liste électorale, *d'élire,* à la proportionnelle spéciale, cinq *« conseillers municipaux associés » ;* deux cent dix-sept d'entre eux ont profité de cette possibilité, en choisissant entre deux listes : Europe unie et Nouveaux *Citoyens, qui ne se distinguaient* pas par des motifs politiques. Si cinq Portugais ont été élus, c'est parce qu'ils forment l'essentiel de la communauté étrangère de Cerisay, dans laquelle, en dehors d'eux, on trouve trois Chiliens, deux Turcs, deux Cambodgiens, un Belge.

R. S.

Intifada : un officier israélien témoigne



65 F

Entre la folie des Israéliens, qui traitent les Palestiniens comme des chiens, et la folie des Palestiniens, qui s'érigent en juges pour aller massacrer à la nuit tombée, le visage couvert d'une cagoule, ceux qu'ils considèrent comme des traîtres, il ne reste qu'un espace d'espoir très mince. Disons une meurtrière... Propos recueillis par René Backmann/Le Nouvel Observateur

Collection L'Histoire immédiate dirigée par Jean-Claude Guillebaud.

Editions du Seuil

LES DÉCLARATIONS DE M. MITTERRAND

Politique sociale : un déficit d'imagination

Si M. Michel Rocard est coupable de « déficit social », comme le lui reprochent depuis des semaines plusieurs dirigeants du Parti socialiste, il bénéficie largement de circonstances atténuantes. C'est ainsi que l'on peut interpréter les remarques de M. François Mitterrand. Point un : le déficit social existe. Point deux : « La volonté sociale de Michel Rocard ne peut pas être contestée » ; point trois : c'est parce que la croissance est encore fragile qu'on doit reporter à 1991 ce qu'il aurait mieux valu faire dès 1990...

En se présentant comme *« l'aiguillon dans tous les domaines »*, en particulier semble-t-il dans le domaine social, le président de la République a toutefois habilement tiré la couverture à lui en mettant à son actif toutes les réformes, comme l'institution du revenu minimum d'insertion ou le lancement du crédit formation, qui sont tirées de la *« Lettre à tous les Français »*. Encore a-t-il pris soin de souligner qu'on aurait pu, ou du moins qu'on pourrait mieux faire, en élargissant dans un cas comme dans l'autre le nombre de bénéficiaires. Tout en justifiant la relative prudence de son premier ministre sur le plan social, M. Mitterrand a d'ores et déjà mis à son propre crédit l'intensification de l'effort social annoncé pour le budget de 1991. Si la volonté sociale de M. Rocard n'est pas en cause, voilà qu'elle se trouve bel et bien aiguillonnée...

Pour autant, M. Mitterrand est resté sur un registre classique. S'il s'est longuement étendu sur le malaise de la fonction publique, sur la grande pauvreté et même sur *l'insuffisance des résultats* obtenus dans la lutte contre le chômage, il a à peine effleuré l'accroissement des inégalités de revenus, qui a pourtant marqué la fin de son premier septennat. Pour combler le *« déficit social »*, il conserve les mêmes orientations que son premier ministre, tout en souhaitant visiblement leur donner un coup d'accélérateur. C'est ainsi que l'idée d'étendre les lois Auroux — en faisant principalement en sorte que les salariés soient *« représentés dans les conseils d'administration »* — avait déjà été avancée par M. Rocard, une telle perspective laissant au demeurant indifférents la plupart des syndicats. C'est peut-être aussi de ces manques dont souffrent les pouvoirs publics : un déficit d'imagination.

MICHEL NOBLECOURT

Les sanctions à l'égard du travail clandestin

Les sanctions évoquées par M. François Mitterrand contre les industriels qui emploient des travailleurs immigrés dans des conditions illégales concernent principalement le travail clandestin et l'importation de main-d'œuvre.

La loi qui spécifie que le travail clandestin est interdit prévoit, en cas d'infractions, des peines pouvant aller de deux mois à deux ans de prison ou une amende de 2 000 F à 20 000 F. Les peines sont semblables en ce qui concerne l'importation de main-d'œuvre. La loi stipule en effet que *« les opérations de recrutement en France et l'introduction en métropole de travailleurs originaires des territoires d'outre-mer et des étrangers sont confiées à titre exclusif à l'Office des migrations internationales »*. Les manquements à ces textes peuvent être punis de peines d'emprisonnement de deux mois à un an ou d'une amende de 2 000 F à 20 000 F. En cas de récidive, l'emprisonnement peut être porté à trois ans et l'amende à 40 000 F. *« En outre, le tribunal peut ordonner la fermeture temporaire ou définitive des bureaux ou entreprises tenus ou exploités par des délinquants »* (loi du 10 juillet 1987).

Le code du travail interdit aussi *« d'engager ou de conserver à son service un étranger en situation irrégulière »*. La peine prévue pour ce délit est le versement d'une contribution spéciale d'un minimum de 500 fois le SMIC au bénéfice de l'Office des migrations internatinales.

Dans son intervention, le président de la République a fait référence aux ateliers de confection qui se sont développés à Paris depuis de nombreuses années.

Créations d'emploi et maintien du chômage

La France renoue avec les créations d'emploi, le chômage tend à se tasser, mais chacun s'accorde à considérer que l'économie française devrait mieux faire. En 1989, a indiqué le président de la République, 350 000 à 400 000 emplois nouveaux vont être créés après quelque 300 000 en 1988. En un an, d'octobre 1988 à octobre 1989, le nombre de demandeurs d'emploi (2 526 000) n'a reculé « que » de 1,7 % (soit 44 400) en données corrigées des variations saisonnières. Dans le même temps, l'ancienneté moyenne des chômeurs s'élève à 359 jours, en hausse de 13 jours en un an. Près du tiers des demandeurs d'emploi sont inscrits à l'ANPE depuis plus d'un an.

En fait, il apparaît que la reprise de l'emploi ne bénéficie guère aux chômeurs. En un an, le nombre des sortants de l'ANPE a chuté de 4,4 % et, parallèlement, le recours au travail « précaire » (intérim, contrats à durée déterminée) demeure massif. D'octobre à octobre, les inscriptions à l'ANPE au terme d'une mission d'intérim ont crû de 14,1 % et, avec les contrats à durée déterminée, représentent aujourd'hui plus de la moitié (51,8 %) des nouvelles arrivées au chômage. Sans compter que de plus en plus de personnes ne pouvant justifier d'une durée d'affiliation suffisante sont exclues du bénéfice de l'assurance chômage...

Deux éléments expliquent ce décalage entre croissance économique et situation de l'emploi : la démographie et l'inadaptation de la qualification de la main-d'œuvre. De nombreuses entreprises se plaignent d'une véritable pénurie de salariés qualifiés.

J.-M. N.

Le Monde

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Rédacteur en chef : Daniel Vernet
Corédacteur en chef : Claude Sales
Administrateur général : Bernard Wouts

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Telex MONDPAR 650572 F ; Télécopieur : (1) 45-23-06-81

L'intégration dans le flou

Suite de la première page.

Jusqu'à présent, c'était la droite qui tenait ce langage sur la *« trop forte concentration géographique »*. Le maire de Montfermeil, dont tout le raisonnement se fonde sur le nombre excessif d'enfants d'immigrés dans sa commune, a dû *boire du petit lait*...

Il serait injuste d'accuser François Mitterrand d'avoir changé son fusil d'épaule. Sa manière de considérer l'immigration et les immigrés reste globalement la même. Ce n'est pas un changement d'orientations, mais de priorité, avec un langage plus réaliste qui veut tenir compte de l'état d'esprit de l'opinion après la bourrasque de ces dernières semaines.

Le chef de l'Etat a beaucoup insisté sur la lutte contre l'immigration clandestine. Sur le fond, il n'y a rien de nouveau : on peut retrouver dans ses propos antérieurs plusieurs interventions allant dans le même sens. Cette fois, cependant, il en a fait un point central, en insistant sur la nécessité de sanctionner les entreprises coupables de travail illégal. *« Il faut aller plus loin, il faut maintenant que les Parquets interviennent très vigoureusement pour que la police aille partout. »*. A vrai dire, elle sait parfaitement où aller, les ateliers clandestins, dans une ville comme Paris, étant repérés depuis longtemps. Les amendes contre les employeurs peuvent être haussées ou multipliées. C'est certainement nécessaire, mais le problème des expulsions reste entier : comment renvoyer chez elles, « humainement », des personnes installées en France ? Et comment le faire de manière dissuasive, sans tomber dans le style Pasqua, pour que *« le monde entier »* — comme l'a dit récemment le ministre de l'intérieur — sache que les frontières de la France ne sont pas ouvertes ?

M. Mitterrand ne s'est pas privé de remarquer que *« l'Allemagne nous envoie très facilement ses Turcs »* et que l'Italie laisse volontiers des Yougoslaves franchir les Alpes. L'immigration est en effet *« un problème européen »*. Le président de la République en avait parlé plus longuement, la veille, dans sa conférence de presse de Strasbourg, en indiquant la nécessité d'une politique commune de l'immigration à l'échelle des Douze : *« Une harmonisation communautaire est tout à fait souhaitable. D'ailleurs, nous allons même y être contraints par la nécessité puisque nous allons avoir les mêmes frontières extérieures. Il va bien falloir avoir des attitudes semblables, des législations comparables, des administrations capables de faire à peu près la même chose. »*

Nuances sur le foulard

Dimanche, le chef de l'Etat a pris soin de différencier clairement plusieurs catégories de personnes : les clandestins, les étrangers qui sont en France *« parce qu'on les a acceptés »*, ceux qui ont obtenu la nationalité française, et enfin les enfants de la deuxième génération. Mais pour mélanger un peu tout ensuite, ne distinguant par les travailleurs des demandeurs d'asile, et parlant de quatre millions quatre cent mille immigrés (alors qu'il s'agit d'étrangers).

Il a présenté ces chiffres comme une révélation alors qu'ils sont connus depuis longtemps. Le débat ne porte d'ailleurs pas sur les étrangers régulièrement installés en France — dont le nombre, en effet, n'a guère varié ces dernières années — mais sur les clandestions et, accessoirement, sur ceux qui font baisser la statistique parce qu'ils sont devenus français.

Le président souhaite que le sort des étrangers qui frappent à la porte de la France soit réglé *« dans les trois mois »*. Il fait sans doute allusion aux demandeurs d'asile, dont le dossier peut traîner parfois plusieurs années et qu'on n'ose plus renvoyer chez eux. Cela suppose de donner des moyens beaucoup plus importants à l'OFPRA (Office français pour la protection des réfugiés et apatrides) dont le budget vient déjà d'être augmenté. Aucune allusion n'a été faite cependant à une réforme des procédures, sans laquelle le délai de trois mois ne pourrait jamais être respecté compte tenu des recours possibles.

Le chef de l'Etat approuve les maires de Marseille et de Lyon qui ont donné leur feu vert à la construction de grandes mosquées dans leurs villes. Cela ne l'empêche pas d'avoir des mots assez durs pour *« les fanatiques, les exaltés »* de l'islam, en prenant soin de rappeler qu'ils ne représentent en France qu'une petite minorité.

L'inévitable question sur le foulard islamique a entraîné une réponse tout en nuances. S'abritant derrière le récent avis du Conseil d'Etat, le président de la République estime qu'il *« appartient aux chefs d'établissement »* de décider du règlement, *« dès lors qu'on fixe une règle générale »*. Quelle règle générale ? Le dialogue avec les familles est préconisé, mais si, au bout *« de quelques semaines »* ce dialogue échoue, *« c'est la règle de la laïcité qui doit prévaloir »*. Le principal de Creil peut être rassuré...

« Le débat continue »

Fallait-il créer un ministère de l'intégration, comme le réclamaient SOS-Racisme et quelques autres ? Michel Rocard a estimé que non. François Mitterrand, lui, pense qu'il serait bon de *« revenir un jour à un ministère de la population »*. Quitte à estimer que le choix d'un secrétaire général, fait par son premier ministre, va dans le même sens...

Il ne ressort pas des propos présidentiels une idée-force en matière d'intégration. Par manque de questions posées ? En novembre 1985, lors d'une conférence de presse, M. Mitterrand avait lancé : *« Les immigrés en France sont chez eux »*. Dimanche, aucune petite phrase — ni dans ce sens, ni dans un autre — n'a été prononcée.

On aurait aimé savoir, par exemple, comment le président de la République pense pouvoir diminuer les *« concentrations géographiques »* excessives. C'est une question essentielle. On aurait surtout aimé connaître sa conception de l'intégration. Estime-t-il, comme son premier ministre, qu'il faut défendre un *« modèle français »* et que la France ne peut être *« une juxtaposition de communautés »* ? C'est probablement cela que les Français, inquiets et désorientés, attendaient du chef de l'Etat. Dommage !

A la question, très controversée, du droit de vote des étrangers aux élections locales, M. Mitterrand continue de répondre la même chose : personnellement, je suis pour ; mais l'opinion française n'est pas prête. Il parle même maintenant d'une *« immense majorité »* de Français opposés à cette innovation. Le sondage IFOP publié dans *le Monde* du 30 novembre montrait en effet que deux électeurs sur trois y sont hostiles.

Le président de la République n'a aucune intention d'organiser un référendum sur ce sujet explosif, comme le lui suggère gentiment M. Chirac. Mais il prend le risque de dire que *« le débat continue »*, plutôt que de le mettre carrément entre parenthèses. Un débat que beaucoup de gens, à gauche et à droite, entendent poursuivre et qui risque de compliquer un peu plus la tâche difficile dans laquelle le gouvernement s'est engagée en matière d'intégration.

ROBERT SOLÉ

Les embarras de la liberté

Suite de la première page

L'Histoire courait trop vite, l'ordre ancien se fissurait trop profondément, la liberté si souvent chantée hier menaçait désormais une stabilité injuste mais finalement rassurante. Le *« sommet »* de l'embarras fut atteint ce fameux samedi 18 novembre, lorsque, bousculé par les événements, M. Mitterrand invita en catastrophe à dîner les onze chefs de gouvernement de la CEE et M. Delors pour répondre, lors de la conférence de presse qui s'ensuivit, que la question de la réunification allemande n'avait pas été abordée...

C'est cet impair collectif, ce manque de clairvoyance, que le conseil européen de Strasbourg vient de réparer. Il faut dire que le chancelier Kohl, silencieux sur la réunification et enjôleur quant à ses sentiments communautaires le 18 novembre au cours du dîner de l'Elysée, n'avait pas laissé le choix à ses partenaires en exposant dix jours plus tard devant le Bundestag (et non le Reichstag, selon la lapsus significatif de M. Mitterrand) son plan en dix points consacré à la réunification. La bombe, pourtant bien prévisible, à moins de supposer une très forte tendance au suicide politique chez le chancelier, réveilla ceux qui ne voulaient ni entendre ni voir le dérapage de la situation en Allemagne de l'Est. Le faux-vrai sommet de Malte fit le reste, ainsi que les entretiens Mitterrand-Gorbatchev de Kiev.

La mise au point de Strasbourg ne suffira sans doute pas à dissiper les frayeurs sourdes, les fantômes du passé, peut-être pas à freiner le délabrement que connaît l'Etat est-allemand au rythme de la valse de ses dirigeants. Elle n'en a pas moins le mérite de fixer les règles du jeu : le retour à *« l'unité du peuple allemand »* doit se faire *« pacifiquement et démocratiquement »*, c'est-à-dire après que les habitants des deux Etats se seront prononcés. Si réunification il y a, elle doit intervenir dans l'esprit des accords d'Helsinki, de la détente Est-Ouest et de l'intégration européenne.

« L'équilibre de l'Europe »

Au cours de sa conférence de presse tenue samedi à Strasbourg et de sa prestation radiotélévisée de dimanche, M. Mitterrand a mis aussi quelques points bienvenus sur quelques « i ». C'est ainsi qu'il a reconnu que *« la frontière entre les deux Etats allemands n'est pas exactement de même nature que les autres »*, contrairement à la ligne Oder-Neisse, qui sépare l'Allemagne de la Pologne, et qui, elle, doit rester *« intangible »*. Tout cela, effectivement, va mieux en le disant : si la frontière interallemande était considérée comme intangible, évoquer l'unité du peuple allemand relèverait de la plaisanterie. Quant au chancelier Kohl, qui s'est vu décerner au passage un brevet d'Européen (*« on n'a pas le droit d'en douter »*), il aurait sans doute été mieux inspiré de se prononcer clairement sur l'Oder-Neisse et de tenir au courant ses alliés de son plan en dix points.

Autres précisions apportées par M. Mitterrand : *« Nos amis allemands doivent se rappeler qu'a existé une guerre mondiale »* — ce n'est sans doute pas une coïncidence si les ambassadeurs des quatre puissances victorieuses devaient enfin se rencontrer lundi à Berlin pour envisager certaines adaptations du statut quadripartite, — et l'Allemagne *« ne doit pas devenir une puissance nucléaire »*.

Ironie de l'Histoire : M. Mitterrand, qui voulait naguère en finir avec Yalta, a affirmé presque avec soulagement que *« les alliances sont toujours là »* et rappelé la promesse du président Bush de ne pas retirer unilatéralement toutes les troupes américaines d'Europe. Tous les deux rejoignent, il est vrai, M. Gorbatchev, qui ne raisonne plus autrement et qui a rangé au magasin des accessoires ses anciennes propositions de dissolution des blocs. Tant que le pacte de Varsovie existera, même s'il est moribond, il freinera d'autant la réunification et l'apparition du spectre d'une Allemagne neutre. Dommage, à ce sujet, que MM. Mitterrand et Gorbatchev n'aient jamais été interrogés sur ce qu'ils préféreraient en cas de réunification même lointaine : une Allemagne à la neutralité infiniment moins innocente que la Suisse ou, comme l'a déjà suggéré M. Bush, une Allemagne réunifiée, membre de l'alliance atlantique.

La question, espère-t-on ici et là, n'est pas pour demain. Puisque *« le nouvel équilibre allemand ne peut se faire au détriment de l'équilibre de l'Europe »*, pour reprendre les propos de M. Mitterrand, on s'apprête à naviguer à vue pendant plusieurs années encore. Rien, cependant, ne prouve que ce sera possible : le mariage du *statu quo* juridique et des rebondissements imprévisibles, celui de la raison froide et de la passion risquent de ne pas durer très longtemps. Deux conditions doivent au moins être remplies, mais, si elles sont nécessaires, elles ne sont pas suffisantes : cette Europe politique dont M. Mitterrand a annoncé le réveil ne doit pas se rendormir, et M. Gorbatchev ne doit pas échouer dans son entreprise titanesque.

Or force est de constater que le rythme de la construction européenne est par définition incapable de rivaliser avec celui de l'effondrement des régimes communistes d'Europe centrale, avec celui de la révolte qui gronde en RDA. Quant aux difficultés auxquelles fait face M. Gorbatchev, elles sont à la mesure des brassées de fleurs que M. Mitterrand a envoyées samedi et dimanche à son nouveau *« partenaire »*, le numéro un soviétique : un homme certes *« grave »* mais *« plus serein et plus ferme »* malgré les obstacles qu'en juillet dernier, lors de son voyage en France. *« Un homme qui voit loin »*, auquel on doit *« la révolution qui a commencé à Moscou, va faire le tour de l'Europe et retournera à Moscou »*, *« le meilleur ouvrier des conquêtes de la liberté »*.

« J'entends bien qu'il soit soutenu ! », s'est exclamé M. Mitterrand après voir fait allusion à la *« gangrène »* qui ronge l'économie soviétique et aux conflits ethniques qui la minent. C'était reconnaître que le président de la République, comme tous les Occidentaux, parie sur un homme seul. Comme Pascal, ils n'ont rien à perdre. Ils n'ont d'ailleurs pas le choix puisqu'ils ont enfin décidé de *« ne pas avoir peur des victoire de la liberté »*.

JACQUES AMALRIC

Les conclusions du Conseil européen de Strasbourg

L'image d'une Communauté sûre d'elle-même

STRASBOURG
(Communautés européennes)

C'est l'image d'une Communauté active et sûre d'elle-même que donnent les conclusions de la présidence publiées à l'issue du conseil européen, ainsi que les commentaires qui les ont accompagnées. Une Communauté qui met en place son marché unique, en libérant les échanges à un rythme satisfaisant : *« Le calendrier qui a été fixé est respecté »*, lit-on dans le texte approuvé par les chefs d'Etat et de gouvernement.

Parmi les zones d'ombre, figure la fiscalité. *« Il n'y aura pas de vrai marché intérieur sans rapprochement des taux de TVA »*, avait averti M. Jacques Delors, à la veille de Strasbourg. Le conseil européen a invité les ministres des finances à décider rapidement les modalités de ce rapprochement, ainsi que celles de l'extension des franchises dont bénéficient les voyageurs pour leurs achats personnels dans la Communauté.

Confirmant à Strasbourg sa volonté de préparer la prochaine étape de l'intégration politique et économique, le conseil a décidé de convoquer, pour la fin de 1990, la conférence inter gouvernementale, qui rédigera le traité de l'Union économique et monétaire. Cette décision, de loin la plus importante, avait pu sembler être remise en cause en raison des hésitations de l'Allemagne. *« Il y a eu risque, et il a été évité ; il est vrai qu'il n'y avait, au départ, pas d'accord sur les conditions dans lesquelles devrait s'ouvrir la conférence inter gouvernementale. Cependant, il n'y avait pas de divergences sur l'objectif à atteindre. Je me réjouis que nos amis allemands aient finalement admis qu'il était nécessaire de la convoquer en 1990 »*, a commenté samedi M. Mitterrand, au cours d'une conférence de presse. Le nouveau traité pourra entrer en vigueur environ un an après la fin de la conférence intergouvernementale, lorsqu'il aura été ratifié par les Parlements nationaux. Quel délai est-il raisonnable d'envisager pour en arriver là ? *« Le vœu optimiste, c'est la fin 1992 ; le vœu, peut être plus réaliste, c'est le printemps 1994, avant la prochaine élection du Parlement européen au suffrage universel »*, a répondu le président de la République.

Interrogé sur ce que sera l'attitude britannique, M. Mitterrand a rappelé le précédent de l'Acte unique : en juin 1985, Mme Margaret Thatcher s'était opposée à la réunion d'une conférence inter gouvernementale, mais les Britanniques y participèrent et approuvèrent ses conclusions. *« Cet exemple existe et il est plutôt encourageant. Je souhaite que la Grande-Bretagne, qui a beaucoup de sens pratique, joue le jeu de l'Union économique et monétaire »*, a indiqué le président de la République.

L'aide aux pays de l'Est

Les aménagements institutionnels autres que ceux directement liés à l'intégration économique et monétaires pourraient, a-t-il expliqué, être examinés par la conférence, mais seulement, dans une deuxième phase.

Les conclusions de la présidence passent en revue de façon détaillée les décisions prises ou projetées par les Douze pour aider les pays de l'Est. Les Douze affirment vouloir conclure un accord de commerce et de coopération avec la RDA, au cours du premier semestre de 1990. En raison de *« l'importance et l'urgence des besoins »*, ils se prononcent pour l'adoption, *« dans les plus brefs délais »*, d'un second programme d'aide alimentaire à la Pologne.

Le conseil européen demande aux ministres des affaires étrangères d'arrêter, dès le début de 1990, les décisions nécessaires à l'établissement d'une fondation européenne pour la formation. Surtout, il a donné son aval à l'idée française de créer une banque européenne pour la reconstruction et le développement *(voir ci-dessous)*. La CEE participera pour plus de moitié à la constitution d'un *fonds de stabilisation de 1 milliard* de dollars au bénéfice de la Pologne. Elle est favorable à l'octroi, après accord avec le FMI, d'un prêt d'ajustement d'un même montant à la Hongrie.

Les chefs d'Etat et de gouvernement insistent pour que la coordination de l'aide apportée par vingt-quatre pays de l'OCDE à la Pologne et à la Hongrie, *« ainsi que, le cas échéant, à d'autres pays d'Europe centrale et orientale »*, soit renforcée. Une réunion de coordination des « vingt-quatre » se tiendra au niveau ministériel le 23 décembre à Bruxelles.

PHILIPPE LEMAITRE

La déclaration politique

Voici les principaux extraits du projet de déclaration sur l'Europe centrale et orientale qui a été adopté samedi :

« Chaque jour en Europe centrale et orientale, le changement s'affirme avec plus de force. Partout s'exprime une puissante aspiration à la liberté, à la démocratie, au respect des droits de l'homme, à la prospérité, à la justice sociale et à la paix. Les peuples manifestent clairement leur volonté de prendre en main leur destin et de choisir la voie de leur développement. (...) Il s'agit-là d'événements historiques, *sans doute les plus importants* depuis la seconde guerre mondiale et auxquels le succès d'une Communauté européenne forte et dynamique, *la vitalité du processus de* la CSCE et la stabilité en matière de sécurité, à laquelle participent les Etats-Unis et le Canada, ont largement contribué (...).

» Nous recherchons l'établissement d'un état de paix en Europe, dans laquelle le peuple allemand retrouve son unité à travers une libre autodétermination. Ce processus doit se réaliser démocratiquement et pacifiquement, dans le respect des accords et traités, sur la base de tous les principes définis par l'Acte final d'Helsinki, dans un *contexte de dialogue et de coopération* Est-Ouest. Il doit se situer dans la perspective de l'intégration européenne. (...)

» Le Conseil européen est convaincu que dans les circonstances actuelles chacun doit faire preuve plus que jamais de sens des responsabilités. Il importe que les changements et les transitions nécessaires ne s'opèrent pas au détriment de la stabilité de l'Europe mais qu'au contraire ils contribuent à la renforcer.

» Loin de vouloir tirer des avantages unilatéraux de la situation présente, la Communauté et ses Etats membres entendent apporter leur soutien aux pays qui sont entrés dans la voie des changements démocratiques. (...)

» La Communauté et ses Etats membres sont (...) prêts à développer avec l'URSS et les autres pays de l'Europe centrale et orientale qui se sont engagés dans cette voie des relations plus riches et plus étroites qui reposeront sur une intensification du dialogue politique et une coopération accrue dans tous les domaines. (...)

» A cette époque de changements profonds et rapides la Communauté constitue et doit rester un *pôle de référence et de rayonnement*. Elle demeure la pierre angulaire d'une nouvelle architecture européenne et, dans sa volonté *d'ouverture, un môle d'ancrage* d'un futur équilibre européen (...).

Les autres documents

• **La Banque pour l'Europe de l'Est** : le Conseil européen a approuvé la création d'une banque européenne pour la reconstruction *et le développement. Son objet sera* de promouvoir, en consultation avec le FMI et la Banque mondiale, les investissements productifs et concurrentiels dans les Etats d'Europe centrale et orientale, de réduire, le cas échéant, les risques liés au financement de leurs économies, de faciliter la transition vers une économie plus orientée vers le marché et d'accélérer les ajustements structurels nécessaires. Les Etats d'Europe centrale et orientale concernés pourront participer au capital et à la direction de cette banque dont les pays membres, la Communauté et la Banque européenne d'investissement détiendront la majorité. D'autres pays et notamment les autres membres de l'OCDE seront invités à participer. Le Conseil européen souhaite que la Banque européenne pour la reconstruction et le développement soit créée aussitôt que possible. Le Conseil européen demande que les dispositions nécessaires soient prises pour que les négociations s'ouvrent dès le mois de janvier 1990. La Banque européenne d'investissement jouera un rôle central dans la préfiguration de la nouvelle institution.

• **Moyen-Orient** : le Conseil se dit *« vivement préoccupé »* par les atteintes aux droits de l'homme dans les territoires occupés. Il entend doubler en trois ans les aides directes de la CEE aux populations de ces territoires. Il renouvelle son soutien *« à la proposition d'élections dans les territoires occupés ainsi qu'aux efforts qui visent à établir le dialogue entre les parties directement concernées »*.

• **Liban** : le Conseil réaffirme son soutien aux autorités légales du Liban, au président de la République et au gouvernement qu'il a désigné ; il déclare que le processus de réconciliation nationale *« implique le retrait de toutes les forces étrangères »*.

• **Dialogue euro-arabe** : le Conseil souhaite qu'un *« nouvel élan »* soit donné au dialogue euro-arabe et signale que la conférence qui se tiendra à Paris les 21 et 22 décembre est organisé dans ce but.

• **Afrique australe** : la Communauté est prête à mettre en œuvre des programmes d'aide importants à la Namibie, ainsi qu'à l'Angola et au Mozambique. Elle a décidé de renforcer le programme d'aide aux victimes de l'apartheid en Afrique du Sud et de *« maintenir ses pressions sur les autorités sud-africaines »*. Elle *« salue »* cependant *« plusieurs gestes de clémence et une certaine liberté d'expression »*, intervenus depuis l'accession de M. De Klerk au pouvoir.

• **Ethiopie** : le Conseil exprime sa satisfaction devant les démarches entreprises en faveur de solutions négociées et *« demande instamment »* à toutes les parties concernées de ne pas entraver l'acheminement des aides humanitaires.

• **Chili** : le Conseil se *« réjouit des perspectives ouvertes par les prochaines élections présidentielles et législatives, au terme d'un processus qui doit permettre enfin le retour à un Etat de droit »*.

• **Amérique centrale** : le Conseil *« appelle toutes les parties dans la région à agir pour la relance du processus de paix régional issu des accords d'Esquipulas »*.

Dimanche

A Strasbourg, les fonctionnaires européens s'appellent par leur prénom.

Des fonctionnaires, des parlementaires, les représentants de 23 Etats se côtoient en permanence à Strasbourg. Chaque jour, ils œuvrent pour l'union européenne.

Comme tous les grands projets, l'Europe est avant tout une histoire d'Hommes. A force de travailler côte à côte, on finit par s'appeler simplement "Dieter", "Catherine", "John" ou "Maria" et les choses deviennent plus faciles.

Strasbourg, la tolérante, a toujours été la ville de la convivialité.

Strasbourg. Européenne par cœur.

DIPLOMATIE

Après le Conseil européen de Strasbourg

En RFA : des réactions mitigées

BONN

de notre correspondant

Les résultats du sommet européen de Strasbourg sont salués en République fédérale comme une avancée importante sur le chemin de l'unité allemande : la presse et les commentaires des hommes poli tiques soulignent l'appui donné par les Douze aux aspirations des Allemands à l'unité. *On est particulièrement* fier, dans la délégation allemande, d'avoir réussi à faire passer dans la déclaration adoptée des formulations reprenant les termes de la Loi fondamentale, soutenant le peuple allemand dans ses efforts pour *« parvenir à l'unité au moyen de la libre autodétermination »*.

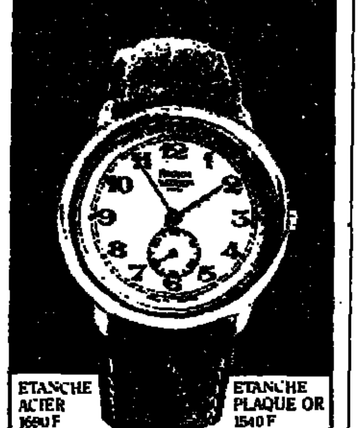
La deuxième partie de la déclaration sur la question allemande, qui établit un lien entre l'unité allemande et le respect scrupuleux des frontières issues de la seconde guerre mondiale irrite cependant quelques commentateurs de droite *« On ne peut être satisfait par le document de Strasbourg*, écrit la *Frankfurter Allgemeine Zeitung. Nos partenaires reconnaisssent certes l'aspiration des Allemands à l'unité étatique, mais ils la lient au respect de tous les principes de l'acte final d'Helsinki (...) cela n'est pas pour le chancelier Kohl un encouragement pour son plan en dix points. »*

Mises au point

L'accord sur la mise en oeuvre de l'union monétaire et l'ouverture avant la fin 1990 de la conférence intergouvernementale suscite, par ailleurs, des mises au point très nettes sur le contenu qu'entendent donner certains responsables allemands à ce projet cher au président français. *« L'heure de verité est encore à venir »* a déclaré le ministre des finances , M. Théo Waigel, qui a insisté sur le fait que *« la stabilité devait avoir la priorité »* dans l'établissement de la monnaie commune. Cela exclut, selon M. Waigel,des taux de hausse des prix et des déficits budgétaires *« de six sept ou même quatorze pour cent existant dans certains pays membres de la Communauté »*. On note en tout cas avec satifaction dans les milieux économiques et financiers qu'aucun calendrier contraignant n'a été adopté à Strasbourg.

L. R.

EMERICH MEERSON
PARIS
Montres & Bijoux



ETANCHE ACIER 1690 F
ETANCHE PLAQUE OR 1840 F
Modèle déposé

200, Bd SAINT GERMAIN
75007 PARIS
TEL: (1) 42 22 12 89

11, Rue TRONCHET
75008 PARIS
TEL: (1) 42 65 80 13

MURS,MURS
LE MAGAZINE DES VILLES
NUMERO SPECIAL
BERLIN
FAIT LE MUR
43 54 13 92

EUROPE

Les résistances à la perestroïka et l'accélération

URSS : M. Gorbatchev laisse prévoir l'abandon du rôle dirigeant du Parti communiste

Lors de la réunion du Comité central du PCUS, le secrétaire général aurait menacé de démissionner

M. Gorbatchev aurait offert sa démission au cours de la réunion du comité central du PC soviétique qui s'est tenue samedi 9 décembre. Le secrétaire général aurait fait cette proposition en réponse aux appels qui lui étaient lancés à ralentir son programme de réformes, a déclaré à la télévision de Tallinn le chef du PC estonien, M. Vaino Valjas, cité par l'agence Reuter. Toutefois les participants au plénum l'ont assuré de leur soutien, a ajouté M. Valjas. Ce plénum qui s'est traduit par un léger remaniement des organismes dirigeants du parti, a été marqué par un débat sur le rôle dirigeant du parti, consigné dans l'article VI de la constitution. Tout en s'opposant à son abrogation immédiate, comme l'ont demandé dimanche plusieurs milliers de manifestants à Moscou, M. Gorbatchev a laissé entendre que cet article sera révisé le moment venu.

Moscou

de notre correspondant

C'est d'un front à l'autre et sans discontinuer. A peine assuré de l'unanimité du soutien occidental et fort aussi, maintenant, de l'irréversibilité des boulerversements d'Europe de l'Est, M. Gorbatchev a réuni, samedi 9 décembre, son comité central pour lui faire accélérer a préparation du congrès du parti et par la même le rythme des réforme politiques.

Totalement dominé par des conservateurs d'un autre âge, le *comité central* a *tempêté*, assailli M. Gorbatchev de critiques et récriminations et, une fois de plus, obtempéré. Le bureau politique à en effet été chargé d'élaborer pour le courant du mois de janvier les projets de documents à soumettre au congrès et de convoquer, pour la *même période, une « réunion plénière élargie »* du comité central qui sera appelée à les adopter pour diffusion dans tout le Parti. M. Gorbatchev s'étant constitué, au fil des remaniements, une très solide majorité au bureau politique, cela signifie, concrètement parlant, que c'est lui qui décidera de la composition de ce plénum et qu'il aura, sous sept semaines au plus tard, présenté au pays son propre programme politique. Or, d'ici janvier, toute l'URSS sera entrée en campagne électorale.

Dans chacune des quinze Républiques fédérées d'abord, *les électeurs* seront appelés à élire, avec candidatures multiples bien sûr, les nouveaux membres des parlements et des conseilsmunicipaux. Parallèlement, mais au sein du parti cette fois, débutera le processus de désignation des délégués au Congrès. De ces différents votes, dépendront les futurs rapports de force dans le pays, et M. Gorbatchev vient ainsi de prendre tous ses adversaires de vitesse.

Plus que jamais, il joue là de sa double casquette d' *« Apparatchik nº 1 »* et de *« radical nº 1 »* (1), utilisant sa position de secrétaire général pour prendre d'assaut le système, mais de l'intérieur. Il ne s'agit pas seulement pour lui de garder la maîtrise de l'échiquier politique et d'éviter aussi bien *d'être paralysé par les conservateurs* que débordé par plus radical que lui. Il s'agit aussi, et fondamentalement, de continuer à coller à l'évolution des esprits en la suscitant pour mieux l'accompagner. Maintenant que les premières élections partiellement libres du printemps dernier et six mois surtout de débats parlementaires, retransmis par la télévision et chaque jour de meilleur niveau, ont commencé d'apprendre ladémocratie à l'URSS, M. Gorbatchev peut et doit en effet aller de l'avant dans la démocratisation.

Plus tôt, il n'aurait pas été compris et donc pas suivi. A plus tarder, il risquait d'apparaître hostile à de nouveaux changements et de laisser le champ libre à l'improvisation du *« tout, tout de suite »* — c'est-à-dire, dans ce baril de poudre qu'est l'URSS, au chaos. *Il s'apprête maintenant à faire de nouveau reculer les limites du possible* et à banaliser des idées hier encore sulfureuses.

Le chef du Parti critiqué

Car si M. Gorbatchev n'a rien dit devant le plénum de samedi des grandes lignes de son futur programme, il avait, à la veille de son départ pour l'Italie et Malte, publié dans *la Pravda* un long article théorique dans lequel il défendait une *« conception plus réaliste du socialisme »*, louait la *« contribution de la Social-Démocratie à ce siècle »*, et constatait que *« Marx avait sous-estimé la capacité d'autodéveloppement du capitalisme »*.

Tout cela était savamment noyé dans la longueur d'assommants prolégomènes donnant à l'ensemble un air familier de gris exercice théorique. Mais outre que les conservateurs *ne s'y sont pas* trompés et que ce texte a alimenté leurs attaques de samedi, l'entourage du secrétaire-général s'emploie depuis plusieurs semaines déjà à donner le ton. On parle désormais ouvertement de l'« utopie » du communisme. Sous *seul* couvert d'anonymat, tel conseiller de premier plan se définit comme *« social-démocrate »* tandis qu'un autre préfère l'étiquette de *« centre-gauche »* et il y a déjà longtemps qu'on ne parle plus — même sous la forme — de préoccupations idéologiques.

Cela ne veut pas dire — contrairement à ce qui se passe en Europe centale — qu'on va se hâter d'abattre les idoles. Cela se fera, se fait déjà, mais par touches successives. L'attitude de M. Gorbatchev sur la question hautement symbolique du *« rôle dirigeant du parti »* en est le meilleur exemple.

Ce n'est déjà pressque plus qu'un symbole puisque *de facto* et même *de jure* le pluripartisme existe déjà en URSS.

Il n'est nullement limité aux républiques périphériques, mais tout aussi réel en Russie même, où l'on ne compte *Plus les organisations* « clubs » et autres « mouvements » regroupés pour la majorité d'entre eux dans deux grands « fronts », l'un d'extrême-droite, l'autre libéral et extrêmement pluraliste, puisq'il va de la gauche socialiste aux nationalistes.

Pas de sujet tabou »

Comme déjà en Hongrie, en Pologne, *en* Tchécoslovaquie, en Allemagne de l'Est et très bientôt en Bulgarie aussi, le rôle dirigeant du parti, c'est-à-dire son monopole que garantit l'article 6 de la Constitution, est condamné en URSS. Rendant compte, samedi soir, à la presse des discussions du plénum, M. Medvedev, le responsable de l'idéologie, expliquait qu'il n'est pas de *« sujet tabou »*, que le parti passait du rôle de *« noyau »* du système politique à celui d'*« avant-garde »* et que *« certaines formulations »* de l'article 6 ne correspondaient pas à cette évolution.

Mieux encore, M. Gorbatchev lui-même a déclaré devant le plénum que, du temps de Lénine et même sous Staline, le rôle dirigeant du parti n'était pas inscrit dans la Constitution. C'était dire que rien ne s'opposait à son abandon. Mais le secrétaire général l'a dit... *en s'opposant* à l'abrogation de l'article 6 car ceux qui la demandent d'*« urgence »*, a-t-il expliqué, veulent en fait *« démoraliser les communistes »*. Selon lui, l'article 6 ne *« crée pas d'obstacles au déroulement libre des élections »* et à trop se hâter d'amender la Constitution, il faudrait amender les amendements. Autrement dit, il ne s'agit plus de savoir s'il faut ou non abroger l'article 6 *mais s'il faut* le faire tout de suite ou plus tard.

C'est ainsi, par ce constant glissement du raisonnement, que M. Gorbatchev a fait, depuis cinq ans, *avancer les choses*. Compte tenu du bas niveau politique général, l'appareil n'a vu le danger de la veille que lorsque se profilait celui du lendemain et la population n'a commencé (très tardivement) à croire au changement que pour le trouver (soudain) trop lent. Le temps passant, l'opposition conservatrice a fini par s'organiser tandis que le soutien populaire allait à des dirigeants *plus libres de leurs* déclarations.

Le danger devenait réel pour M. Gorbatchev, qui a su utiliser et précipiter le séisme centre-*européen pour réussir*, d'un *coup*, à accroître encore sa popularité à l'étranger, à contraindre les gouvernements occidentaux à négocier avec lui une tentative de canalisation du bouleversement européen — à donner à voir à ses radicaux et à créer l'irréversible face à ses conservateurs.

Horrifiés par ce qui se passe dans le reste de l'ancien bloc mais terrifiés aussi par l'idée de subir le sort d'un Honecker ou d'un Jivkov, les membres du comité central se sont donc entendus dire que les événements de Prague ou de Berlin *étaient un « aboutissement logique »* et que *« nos amis* communistes d'Europe centrale) *ont maintenant à apprendre sur le tas la science du travail politique dans les nouvelles conditions du pluralisme réel »*.

En clair, qu'ils se débrouillent. *Car l'Union soviétique « fonde ses relations avec les pays est-européens — qu'ils œuvrent à* [leurs] *transformations depuis assez longtemps, en aient seulement pris la route ou aient encore à le faire — sur l'unique position du respect de la souveraineté* [et] *de la reconnaissance de la liberté de choix (...), y compris du choix de système. »*

Suit le développement connu sur l'impossibilité d'accepter une quelconque modification du *statu quo* européen en dehors d'un cadre négocié. Sur ce point, M. Gorbatchev se montre ferme, mais c'est pour dire que *« l'une des tâches principales est maintenant d'intégrer graduellement les économies de nos pays* [ceux du COMECON] *dans les structures paneuropéennes et mondiales. »*

Divisions chez les radicaux

A la veille de l'ouverture, ce mardi, *de la deuxième session* du Congrès des députés du peuple, le chef de l'Etat a commencé aussi à marquer des points auprès des députés radicaux du « groupe interrégional ». Ceux-ci se sont en effet démarqué, dimanche, d'un appel lancé par M. Sakharov et *quatre autres élus* à une grève générale de deux heures, ce lundi, en faveur de l'abrogation de l'article 6. *« Manque de concertation »*, *« fonctionnement de parti* [communiste] », leur a-t-on lancé. Mais le fond du problème est que l'opposition des députés radicaux à M. Gorbatchev est moins vive après Prague qu'avant.

Dans la foulée, le secrétaire *général a fait entrer le nouveau* premier secrétaire ukrainien, M. Ivachko, au bureau politique, et le nouveau directeur de la *Pravda*, son ami, M. Ivan Frolov, au secrétariat.

Le plénum a enfin créé un « bureau russe » présidé par *M. Gorbatchev. La Fédération* de Russie est, jusqu'à présent, la seule des quinze Républiques à ne pas avoir son propre parti, confondu avec le parti fédéral. Cette discrimination avait pour objet d'éviter l'apparition d'un premier secrétaire russe disposant d'une majorité *automatique* au sein du PCUS, à l'heure de la reconnaissance des autonomies. Cela n'était toutefois *plus tenable. Il y aura bientôt un* parti russe, et rien n'en sera simplifié.

BERNARD GUETTA

(1) C'est ainsi qu'a récemment été décrit M. Gorbatchev par les *Nouvelles de Moscou.*

RDA : la campagne électorale est ouverte

Après son congrès extraordinaire du week-end, le parti communiste est-allemand doit maintenant se préparer à affronter les élections du 6 mai prochain. L'éparpillement des forces politiques dans le prochain Parlement pourrait lui laisser un rôle non négligeable.

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

Les deux mille sept cent cinquante-trois délégués du congrès extraordinaire de l'ex-SED auront eu juste le temps de se remettre de leur longue nuit du début du weed-end avant d'affronter, lundi 11 décembre, leurs militants et leurs collègues de travail et juger ainsi de l'impact des décisions *prises par leur parti pour rompre* avec le passé. La mise en place d'une nouvelle structure de direction, qui doit garantir la démocratie interne du parti et la volonté désormais affichée de se battre pour une société politique pluraliste, doit, espèrent les nouveaux dirigeants, donner sa chance à un nouveau type de socialisme en RDA. Bref, la campagne électorale est ouverte.

Il a fallu attendre la fin de matinée de samedi pour que le décompte final des votes pour *l'élection de la nouvelle direction* mette un point final à seize heures de débats. Elu à bulletin secret *avec 95,3 % des voix, le* nouveau président du parti, M. Gregor Gysi, dont la personnalité tranche singulièrement avec celle de ses prédécesseurs, incarne sans doute la dernière chance du parti de convaincre de sa mutation. Le maire de Dresde, M. Wolfgang Berghofer, que l'on a vu à tout instant ces dernier jours aux côtés de M. Gysi, s'était lui-même effacé *devant la candidature de ce dernier*. Les stratèges du parti ont préféré un homme dont l'intégrité ne peut absolument pas être mise en cause et qui représente une rupture totale avec l'ancien appareil communiste. *Le seul lien de M. Gysi* avec ce dernier est l'Union des avocats, à la tête de laquelle il s'était engagé dans un combat pour un minimum de respect des droits des citoyens. Depuis les premières manifestations, il n'avait perdu aucune occasion, y compris dans les meetings publics, pour réclamer un Etat de droit. Il sera assisté dans ses fonctions par quatre vice-*présidents, dont M. Berghofer, et le* premier ministre, M. Hans Modrow, dont les interventions ont eu un effet décisif dans les moments importants du congrès.

Eviter de mauvaises surprises

Les paris sont désormais ouverts en prévision des élections du 6 mai prochain. Les nouveaux dirigeants partent avec la conviction que, s'ils ne peuvent prétendre à une majorité dans le futur Parlement, le parti continuera néanmoins d'y *jouer un rôle de premier plan.* On table, selon les uns ou les autres, sur un score de 15 à 20 %. M. Berghofer estimait que l'éparpillement des forces politiques dans le pro*chain Parlement donnerait à tout* parti qui pourrait atteindre un tel score une influence non négligeable. *Ce calcul est fondé*, cependant, sur la participation aux élections des seules forces actuellement connues, représentées à la table ronde qui s'est ouverte la semaine *dernière entre les partis de la coalition* gouvernementale et les groupes d'opposition. Théoriquement, *la Constitution actuelle*, qu'il n'est prévu de changer qu'après les élections, permet d'éviter de mauvaises surprises en écartant d'emblée toute nouvelle formation qui ne se reconnaît pas dans le socialisme ou qui refuserait l'existence de deux Etats allemands séparés. Cette précaution ne vaut cependant que si la situation se stabilise. Certains dirigeants du parti reconnaissent que tout pourrait changer si des formations plus radicales parvenaient à mobiliser des centaines de milliers de personnes dans la rue pour exiger leur participation aux élections.

Samedi prochain, le congrès se réunira à nouveau pour adopter les grandes lignes d'un *projet de programme*. Une première *« contribution à la discussion »* a été approuvée samedi 9 décembre. Le parti y estime *« de son devoir de s'excuser devant le peuple de ce que l'ancienne direction du SED a plongé notre pays dans une crise qui menace son existence »*. La contribution affirme la volonté de créer un nouveau parti, socialiste, qui se reconnaisse dans le *« pluralisme politique »*, qui souhaite une coopération au niveau international avec les sociaux-démocrates, qui entende prouver sa volonté de *changement* en réduisant de manière considérable son appareil et en modifiant son organisation de manière à bien marquer la séparation du parti et de l'État.

Le gouvernement entend montrer aussi sa volonté d'aller de l'avant pour résoudre la crise économique. Le premier ministre, M. Hans Modrow, réunissant *dimanche 10 décembre les directeurs* des combinats, a insisté sur l'importance de la stabilisation économique du pays pour le succès de la démocratisation.

M. Modrow envisage, dans l'immédiat, deux étapes. Une première, intermédiaire, d'ici à 1992, *pour stabiliser l'économie et amorcer* les changements de structures nécessaires ; la deuxième étape, jusqu'en *1995*, devrait, selon lui, permettre de voir l'économie est-allemande s'intégrer progressivement dans la division internationale du travail et ses entreprises affirmer leur *indépendance en se* basant sur le marché.

En attendant une réforme de la Constitution, le gouvernement va prendre, a indiqué M. Modrow, toutes les mesures nécessaires pour donner des garanties à ceux qui voudraient investir dans le pays, notamment pour les prises de participation ou les transferts de bénéfices.

HENRI DE BRESSON

□ **Manifestation contre la réunification.** — Des milliers d'Allemands ont manifesté samedi à Berlin-Ouest et à Berlin-Est, à l'initiative d'étudiants est-allemands, contre les pressions exercées par le gouvernement de Bonn en faveur de la réunification des deux Allemagnes.

Des étudiants est-allemands portaient des banderoles s'interrogeant sur *« la réunification pour quoi ? Pour qui ? »*. — *(Reuter.)*

Deux mille passages quotidiens

L'émigration des Allemands de l'Est en RFA a changé de nature

Les Allemands de l'Est sont encore deux mille environ chaque jour à venir s'installer en RFA mais, selon la police des frontières ouest-allemande, la *majorité des nouveaux arrivants* en RFA sont désormais des hommes qui viennent seuls, après avoir tout laissé derrière eux, notamment leurs *familles.*

« Ceux qui se présentent dans les camps de premier hébergement forment un véritable explosif social », estime Mme Brigitte Eberlé, porte-parole des services sociaux de *la ville de Hambourg. Il est rare* aujourd'hui, remarque-t-on dans les camps d'accueil, que les réfugiés invoquent des rai*sons politiques pour expliquer* leur volonté de quitter la RDA. La plupart sont originaires des milieux les plus défavorisés de la société est-allemande et *sont attirés par le bien-être et* la richesse en Allemagne de l'Ouest.

Dimanche 10 décembre, le vice-président du Parti social-démocrate (SPD), *M. Oskar* Lafontaine, a demandé que *soit mis fin*, par des moyens juridiques, à l'exode des Allemands de l'Est. Selon un récent sondage de l'institut Infas, deux tiers des Allemands *de l'Ouest estiment* que les Allemands de l'Est n'ont plus de raison de quitter leur pays. — *(AFP.)*

des changements dans les pays de l'Est

TCHÉCOSLOVAQUIE : l'histoire s'est remise en marche

Suite de la première page

Posément, du haut du balcon du journal *Svobodne Slovo,* M. Vaclav Havel énuméra dimanche l'incroyable devant ses compatriotes émerveillés : l'entrée dans le gouvernement de gens qui, comme le vice-premier ministre M. Jan Carnogursky, étaient encore emprisonnés pour leurs idées il y a quinze jours, de signataires de la Chartre 77 comme le ministre des affaires étrangères, M. Jiri Dienstbier, la disparition du poste de ministre de l'intérieur, la nomination d'un autre signataire de la Chartre 77, le Slovaque Miroslav Kusy, à la tête de l'Office fédérale pour la presse et l'information, organisme qui permettait jusqu'ici au pouvoir de contrôler étroitement les médias. Après chaque nom, les manifestants applaudissaient à tout rompre, en criant : *« C'est çà ! »* ou *« Victoire ! » CHAMP*.

Ce gouvernement d'entente nationale compte, sur vingt et un membres, sept personnes non affiliées à un parti politique, deux représentants de chacun des deux partis qui ont pris leurs distances, ces dernières semaines, avec le PCT, le Parti socialiste et le Parti populaire, et dix communistes. Huit ministres, dont deux communistes (MM. Komarek et Dlouhy) et les deux du Parti populaire ont le soutien direct du Forum civique, qui a ainsi réussi à placer deux fortes personnalités, MM. Komarek et Carnogursky, aux postes de premier vice-premier ministre, encadrant ainsi solidement le premier ministre Marian Calfa.

Celui-ci ne donne d'ailleurs guère l'impression de vouloir résister. Dans l'équipe qu'il dirige, l'ex-opposition disposera de la maîtrise totale de l'économie, des affaires étrangères, elle aura la haute main sur l'information et partagera avec lui la supervision du ministère de l'intérieur. Très calme, M. Calfa a expliqué lui-même tous ces bouleversements au cours d'une conférence de presse, dimanche après-midi ; son gouvernement, *a-t-il dit, aura deux tâches essentielles* : celle de préparer les modifications législatives nécessaires à la tenue d'*« élections libres et démocratiques »*, qu'il verrait assez bien, *« personnellement »*, se dérouler fin juin (le Forum civique les réclamait d'ici à juillet) 1990, et celle de *« mettre en œuvre une réforme économique radicale permettant de sortir de la stagnation »*.

La réorganisation du ministère de l'intérieur

Mais l'une des innovations majeures de ce cabinet, qui constitue aussi une grande première dans un pays socialiste, est la réorganisation du ministère de l'intérieur. Cette question a été la plus épineuse de toutes les négociations : *« Cela fait quarante-trois ans que le ministre de l'intérieur est communiste, et il était pour nous totalement inacceptable que ça continue »*, a commenté plus tard l'un des négociateurs du Forum civique, M. Sacha Vondra. Pour sa part, M. Calfa a reconnu que *« la population devait être absolument convaincue que tout l'appareil de sûreté serait contrôlé par le gouvernement »*.

Alors que les informations pullulent *ces jours-ci sur des* archives que l'on fait brûler çà et là, il a donc été prévu de placer, pour l'instant, le ministère de l'intérieur sous la direction du *triumvirat* Calfa-Komarek-Carnogursky, puis, dans un second temps, d'en séparer l'appareil de la police politique, la tristement célèbre STB, pour *l'intégrer dans un « comité de sûreté »* qui dépendra directement de M. Carnogursky, en tant que premier vice-premier ministre chargé de l'administration d'Etat. Pourquoi dans un second temps ? Parce que, a expliqué candidement M. Calfa à ses interlocuteurs, *« il s'agit d'organismes extrêmement complexes et j'ignore moi-même où commence et où finit la police chargée de la sûreté d'Etat »*... Il faudra donc commencer par démêler ce monstre qui, en quarante ans, était devenu un Etat dans l'Etat.

Comme touché par la grâce de l'Histoire, M. Calfa a donné l'image d'un homme ouvert et conciliant, *« regrettant profondément »* que le nouveau ministre des affaires étrangères ait dû passer trois ans en prison, *« ouvrant la porte »* à tous les émigrés, se plaçant, bien que membre du PCT, *« au-dessus des partis »* et évoquant *« les jours difficiles »* que vient de vivre son pays. A qui la faute ? lui demanda-t-on. *« A nous tous, ceux qui avaient une certaine manière de diriger, et ceux qui l'ont respectée »*, répondit-il.

Il y eut beaucoup de tension et de drame dans ces deux jours de négociations, vendredi et samedi, et il y eut aussi des moments cocasses, comme lorsque le ministre des affaires étrangères sortant, M. Jaromir Johanes, qui aurait apparemment bien aimé rester en place, cherchait désespérément à être reçu par le Forum civique où l'on déclarait ne pas avoir le temps. M. Johanes alla jusqu'à annoncer vendredi le rappel de vingt et un ambassadeurs. *« C'est bon,* s'amusait en privé un futur membre du gouvernement, *il fait le ménage à notre place »*... Il fallait voir dimanche cette équipe gouvernementale aussi disparate que possible repartir en autobus, *« par mesure d'économie »*, du « château », le palais présidentiel, où les nouveaux ministres venaient de prêter serment devant un chef de l'Etat qu'ils avaient fait trembler.

La bataille de la présidence

« Nous n'avons pas encore gagné », avertissait pourtant M. Vaclav Havel devant les manifestants. Une nouvelle bataille s'ouvre en effet : celle de la présidence de la République, à laquelle le Forum civique a officiellement présenté son candidat dimanche, M. Vaclav Havel. *« Havel au château ! »*, scandait à l'unisson la place Venceslas. Mais l'affaire n'est visiblement pas jouée puisqu'il faut pour cela convaincre un Parlement communiste à 85 % d'élire un individu désigné jusqu'à ces derniers mois comme le pire agent de l'impérialisme bourgeois. Il est vrai que ce même Parlement a voté comme un seul homme, le 29 novembre, *l'abolition du rôle* dirigeant du PC, mais l'introduction d'autres candidatures pourrait brouiller les cartes, même si le Forum affirme avoir obtenu l'accord des représentants des partis politiques à la table ronde, *« y compris celui de M. Mohorita »*, membre du bureau politique du PCT, pour que le nouveau président soit tchèque et non membre d'un parti, conditions satisfaites par Havel. Vaclav Havel lui-même a fait savoir qu'il n'était candidat qu'à la condition d'occuper ces fonctions seulement jusqu'à l'élection d'un Parlement démocratique, donc pour quelques mois.

Dimanche soir, Havel était encore le seul candidat déclaré. M. Alexandre Dubcek, l'ancien leader du « printemps de Prague », a fait savoir par l'agence CTK qu'il ne se déroberait pas si on le sollicitait, et le Forum civique précisait aussitôt qu'il ne soutiendrait pas une éventuelle candidature de M. Dubcek. On parlait aussi de M. Cestmir Cisar, ancien responsable de 1968 exclu du parti, rumeur à laquelle Obroda, le mouvement des anciens communistes de 1968, réagissait aussitôt en apportant son soutien à Havel. Le Forum civique pourrait, en fait, avoir intérêt à battre le fer pendant qu'il est chaud et, plutôt que d'attendre les deux semaines autorisées par la Constitution, précipiter l'élection du président mardi ou mercredi, lorsque le Parlement doit se réunir pour approuver le nouveau gouvernement.

Apparu pour la première fois en costume-cravate à la télévision samedi soir, lors de la table ronde, Vaclav Havel tenait déjà, dimanche, un langage de père de la nation, qui a d'ailleurs beaucoup ému les Pragois : *« Ne laissons pas souiller le beau visage de notre révolution tranquille,* a-t-il dit, avant que l'on entonne l'hymme national en faisant le « V » de la victoire. *Elle est née de la révolte contre la violence, la saleté, l'intrigue, la mafia, les privilèges et les persécutions. Que la vérité et l'amour l'emportent sur le mensonge et la haine. »*

SYLVIE KAUFFMANN

BULGARIE : Près de 100 000 manifestants ont réclamé la poursuite des réformes

Près de 100 000 personnes ont manifesté dans le calme dimanche *10 décembre à Sofia pour réclamer* l'abolition du rôle dirigeant du Parti communiste et l'organisation d'élections libres. Rassemblés sur la place Alexandre-Nevski, à l'appel de dix-neuf organisations indépendantes, les manifestants ont demandé d'autre part la démission collective du comité central du Parti communiste (PCB) au cours du plénum spécial qui doit s'ouvrir ce lundi. Vendredi 8 décembre (*le Monde* daté 10-11 décembre), le bureau politique du parti avait été profondément remanié dans un sens favorable au nouveau numéro un, M. Petar Mladenov, considéré comme un réformateur. L'ancien dirigeant Todor Jivkov avait été exclu du comité central.

Les manifestants exigent que le processus de démocratisation soit mené à son terme. Dans une résolution adoptée à l'issue de la manifestation, ils ont demandé la séparation des pouvoirs du parti et de l'Etat, la dissolution des organes du PC dans les entreprises et les tribunaux. Ils ont aussi demandé la dissolution du département politique de l'armée.

Les manifestants ont aussi réclamé la création d'une commission parlementaire chargée d'examiner le *« conflit etchnique »* entre la population bulgare et les musulmans. Plus de 300 000 Bulgares d'origine turque, fuyant la politique d'assimilation des anciens dirigeants, ont émigré en Turquie. Plusieurs milliers sont déjà revenus. – *(AFP)*.

La composition du nouveau gouvernement

Prague *(AFP)*. – Voici la composition du nouveau gouvernement fédéral tchécoslovaque : **premier ministre** : M. Marian Calfa (PCT, sortant) ; **premiers vice-premiers ministres** : MM. Jan Carnogursky (sans parti, nouveau), Valtr Komarek (PCT, nouveau) ; **vice-premiers ministres** : MM. Frantisek Pitra (PCT, sortant), Joseph Hromadka (sans parti, sortant), Frantisek Reichel (Parti populaire, nouveau à ce poste, chargé de la commission d'Etat pour le développement scientifique et technique) ; Oldrich Bursky (Parti socialiste, nouveau, chargé du ministère de l'agriculture et de l'alimentation) ; Vladimir Dlouhy (PCT, nouveau, président de la commission du Plan).

(Un poste de vice-premier ministre sera occupé ultérieurement par le nouveau chef du gouvernement régional slovaque, M. Milan Cic (PCT, nouveau), une fois son gouvernement formé.)

Affaires étrangères : M. Jiri Dienstbier (sans parti, nouveau) ; **défense nationale** : M. Miroslav Vacek (PCT, sortant) ; **finances** : M. Vaclav Klaus (sans parti, nouveau) ; **commerce extérieur** : M. Andrej Barcak (PCT, sortant) ; **travail et affaires sociales** : M. Petr Miller (sans parti, nouveau) ; **énergie** : M. Frantisek Pinc (PCT, nouveau à ce poste) ; **transport et télécommunications** : M. Frantisek Podlena (PCT, sortant) ; **sidérurgie, mécanique et électronique** : M. Ladislav Vodrazka (PCT, sortant) ; **ministre chargé de l'Office fédéral des prix** : M. Ladislav Dvorak (Parti socialiste, nouveau à ce poste) ; **ministre chargé du comité de contrôle populaire** : M. Kvetoslava Korinkova (sans parti, sortant) ; **ministre sans portefeuille** : MM. Richard Sacher (Parti populaire, nouveau) ; Robert Martinko (sans parti, nouveau).

M. Vaclav Havel a annoncé dimanche que le ministère de l'intérieur sera dirigé provisoirement par un triumvirat composé du chef du gouvernement et des deux premiers vice-premiers ministres.

□ **HONGRIE : élections générales le 18 mars.** – Le premier ministre hongrois, M. Miklos Németh, a apporté son soutien, dimanche 10 décembre, à la proposition de l'opposition de tenir, le 18 mars prochain, les premières élections parlementaires libres en Hongrie depuis 1947.

M. Németh a appelé le Parlement, qui doit se réunir le 18 décembre, à adopter le programme économique d'austérité proposé par le gouvernement. *« Si le Parlement n'acceptait pas ce programme, la Hongrie n'obtiendrait pas d'assistance de la part de la CEE et des vingt-quatre pays »* qui se sont mis d'accord pour soutenir la Hongrie et la Pologne, a dit le premier ministre.

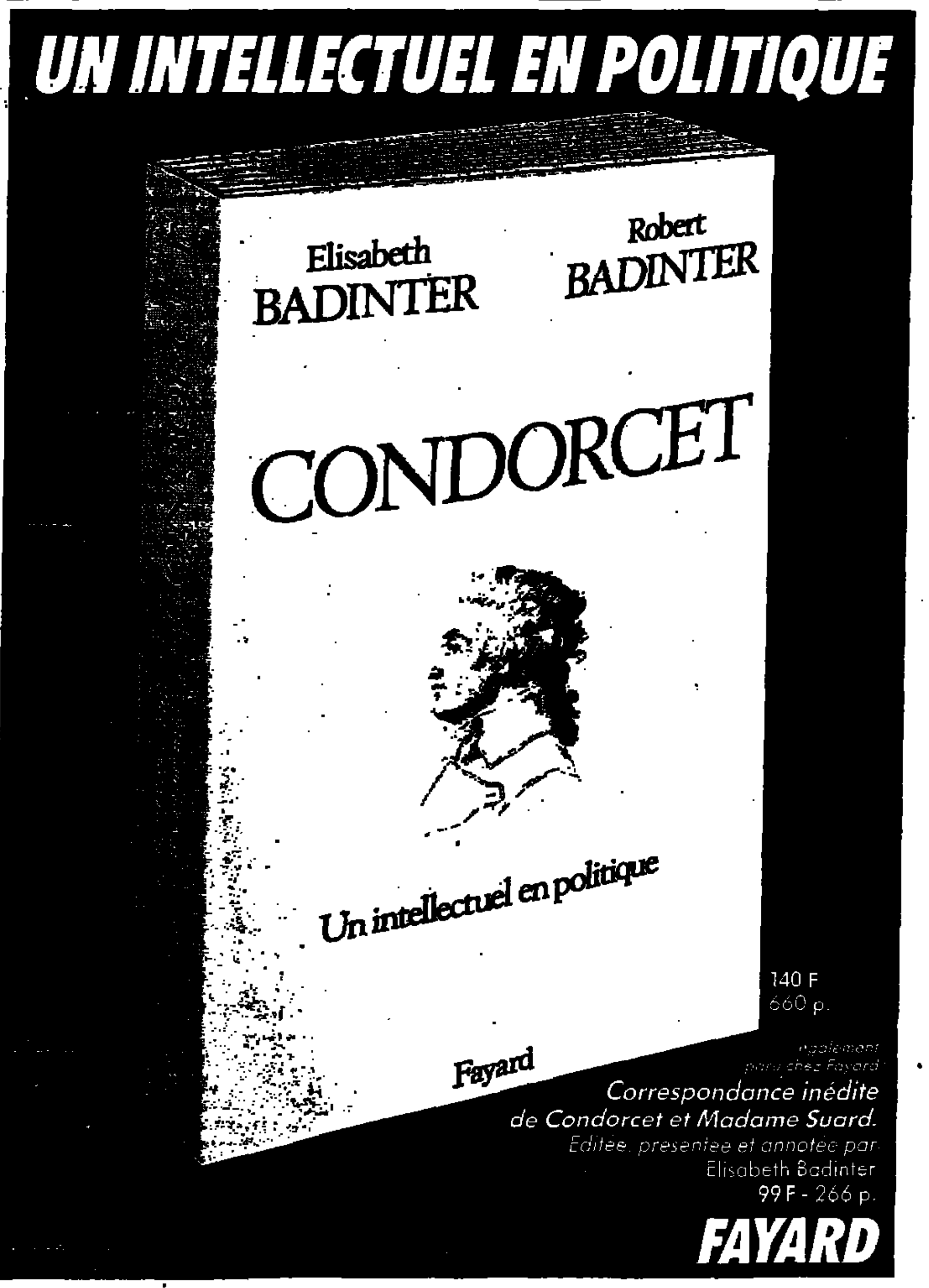
D'autre part, un ancien dissident hongrois n'a pas réussi, samedi 9 décembre, à se faire élire au Parlement lors d'une scrutin partiel, parce que le taux de participation n'a pas atteint les 50 % minimum requis. – *(AFP, Reuter.)*

□ **POLOGNE : les émeutes dans les prisons ont fait sept morts.** – Lors des révoltes qui ont affecté plusieurs prisons polonaises, sept détenus ont été tués, a annoncé, dimanche 10 décembre, le porte-parole du ministère de la justice. Les mutineries des prisonniers, qui réclament le bénéfice de l'amnistie du 16 novembre dont sont notamment exclus les récidivistes, ont pris fin dans deux établissements, mais, dans dix-sept autres, près de quatre mille détenus avaient déclenché dimanche une grève de la faim. Cinq des prisonniers retrouvés morts auraient été victimes de *« règlements de compte »*, selon la télévison. – *(AFP, Reuter.)*

□ **ROUMANIE : un rugbyman fait défection en Grande-Bretagne.** – Un membre de l'équipe de rugby, qui a rencontré l'Ecosse, samedi 9 décembre à Murrayfield, s'est rendu dimanche dans un commissariat d'Edimbourg pour demander à rester en Grande-Bretagne. Les services d'immigration, qui examinaient dimanche après-midi la requête de Christian Raducanu, vingt-deux ans, n'étaient pas en mesure de préciser s'il souhaitait demeurer de manière temporaire ou définitive dans le pays. – *(AFP.)*

□ **YOUGOSLAVIE : 30 000 Croates ont signé une pétition pour le multipartisme.** – Lancée par douze organisations politiques indépendantes de Croatie, une pétition a été signée, dimanche 10 décembre, par plus de 30 000 personnes qui réclament la légalisation des mouvements d'opposition, la libération de tous les prisonniers politiques, l'arrêt des *« persécutions »* et surtout l'organisation rapide d'élections libres pour un nouveau parlement de Croatie qui devrait notamment participer à l'élaboration d'une nouvelle constitution fédérale. Une véritable tempête de passions nationalistes déferle actuellement sur la Yougoslavie, où la Serbie et la Slovénie (appuyée par la Croatie) ont rompu leurs relations. – *(AFP.)*

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Ile, PARIS-4e
Tél. : 43-26-51-09



ASIE

La visite officielle en France du premier ministre du Laos

« La direction du parti est dictée par une mission historique »

nous déclare M. Kaysone Phomvihane

A l'initiative de M. Michel Rocard, M. Kaysone Phomvihane, premier ministre du Laos, fait une visite officielle en France du 11 au 14 décembre. Il sera reçu le 12 à déjeuner par M. Mitterrand.

VIENTIANE

de notre envoyé spécial

Secrétaire général du Parti populaire révolutionnaire laotien depuis sa création en 1955 et président du conseil des ministres depuis la fondation de la République démocratique et populaire du Laos en 1975, M. Kaysone Phomvihane va découvrir la France à l'occasion de cette visite officielle.

Pendant trente ans, M. Kaysone, aujourd'hui âgé de soixante-neuf ans, a coopéré étroitement avec les Vietnamiens, d'abord pour évincer d'Indochine les Français puis contre les factions laotiennes soutenues par les Etats-Unis. Cette deuxième guerre a laissé le Laos en ruine. « *Nous avons des paysans qui se font encore tuer par des bombes à billes* », dit-il. En 1985, le Laos a été le premier des Etats indochinois à libéraliser radicalement son économie et à s'ouvrir sur l'Occident. Avant son départ de Vientiane, au cours d'un rare entretien accordé à un journaliste — en français, une langue qu'il maîtrise bien, même s'il ne l'a pas parlée « *depuis quarante ans* », — M. Kaysone a notamment fait le point des réformes entreprises depuis quatre ans.

« Peut-on déjà dresser un premier bilan des réformes ?

— D'abord, la population est très contente. Au début, nous manquions d'expérience et avions appliqué un mécanisme de gestion bureaucratique. Les résultats n'ont pas été bons. Nous appliquons désormais la loi du marché. Il faut une circulation libre, mais légale, des marchandises. Il faut poursuivre l'effort dans tous les domaines. Cependant, ce processus de renouveau se trouve encore dans sa phase expérimentale, qui n'est pas dépourvue de difficultés.

— Quelles sont les priorités ?

— Le Laos est l'un des quatre pays les plus arriérés du monde. Nous sommes riches mais très pauvres : nous disposons de beaucoup de ressources mais elles sont inexploitées. Il nous faut désormais être très efficaces. Il y a quatre priorités, dans l'ordre : le niveau d'instruction, la formation de capital, les transferts de technologie et la formation de gestionnaires.

— L'ouverture sur le monde extérieur va donc se poursuivre ?

— Nous accordons une attention particulière à ce renouveau de nos relations économiques avec l'extérieur, à la recherche de l'assistance financière et technologique des pays étrangers. Nous sommes heureux de constater que la coopération avec les autres pays connaît de nouveaux développements. Même si, puisque ceci est tout à fait nouveau pour nous, il sera difficile d'éviter des insuffisances et d'autres phénomènes négatifs.

— Que pensez-vous des changements en cours en Europe de l'Est et en URSS ?

— Cette restructuration et ces réformes sont des nécessités impératives. Chaque pays a sa manière de les concevoir et ses méthodes spécifiques pour les réaliser en fonction de ses conditions socio-économiques, de sa situation historique et de ses particularités nationales. C'est un processus de longue haleine, difficile et compliqué. Mais tant que les dirigeants d'un pays s'en tiennent à l'idéal socialiste, redoublent de vigilance à l'égard des tentatives de sabotage de l'extérieur, sont déterminés à éliminer les erreurs subjectives, se dotent d'une méthode appropriée répondant aux aspirations du peuple, ils seront à même de surmonter tous les obstacles.

La mission historique du parti

» Le renouveau préconisé par le Parti populaire révolutionnaire vise à répondre aux aspirations et aux intérêts d'un peuple multi-ethnique, à développer une économie plus efficace, un régime plus démocatique et une société plus juste. De la pratique de ce renouveau, nous avons tiré deux leçons : que le parti et l'Etat doivent s'employer à lutter contre la bureaucratie et l'éloignement des masses ; que le renouveau est l'œuvre du peuple lui-même et qu'il faut absolument s'appuyer sur lui, développer largement ses droits démocratiques et l'écouter attentivement.

— Diriger demeurait donc la prérogative du parti ?

— A travers la longue période de lutte pour la libération nationale, pour la sauvegarde et l'édification de la nation, ainsi qu'à travers le processus de renouveau, le peuple reconnaît et fait profondément confiance à la direction du parti et au gouvernement. Nous estimons que la direction du parti n'est pas du domaine de la prérogative mais est bel et bien dictée par une mission historique.

— Après une grave crise, un rapprochement s'est opéré avec la Thaïlande. Est-il satisfaisant ?

— Si nos liens économiques et commerciaux connaissent un certain progrès, un bon nombre de problèmes ne sont pas réglés. Je dois dire franchement que le contentieux frontalier n'est pas judicieusement résolu. Des réactionnaires laotiens exilés continuent d'être entretenus en territoire thaïlandais et sont renvoyés au Laos pour y mener des actions subversives. En Thaïlande, des forces persistent dans leur attitude hostile envers le Laos et agissent en contradiction avec la politique du premier ministre thaïlandais, M. Chatichai Choonhavan.

— Quelle solution préconisez-vous à propos du Cambodge ?

— Une solution garantissant l'édification d'un Cambodge indépendant, pacifique, neutre et non aligné, et qui exclut, sous quelque forme que ce soit, le retour au pouvoir de la clique génocidaire de Pol Pot. Depuis le retrait total et effectif des troupes vietnamiennes, la question-clef est de mettre un terme aux aides militaires étrangères à toutes les parties. Nous soutenons la proposition de M. Chatichai de convoquer une conférence informelle.

— Et vos relations avec la France, que vous visitez après être allé en Chine et au Japon ?

— Je me réjouis de voir nos relations se normaliser avec la Chine et s'élargir avec le Japon. J'espère que ma visite en France constituera un nouveau développement de l'amitié et de la coopération entre nos deux pays. Récemment, ces relations ont connu un nouvel essor. Notre conviction est que la coopération bilatérale est pleine d'avenir. Elle se consolide chaque jour. »

Propos recueillis par
JEAN-CLAUDE POMONTI

□ **CHINE : Nouvelle protestation anti-française.** — Le ministère chinois des affaires étrangères a protesté, jeudi 7 décembre, auprès de l'ambassade de France à Pékin, dénonçant comme « *une ingérence intolérable* » la remise lundi dernier du prix de la Mémoire au dalaï-lama, par Mme Danielle Mitterrand.

La remise du prix Nobel de la paix au dalaï-lama

L'apologie de la non-violence

OSLO

de notre correspondante en Scandinavie

Un spectacle insolite que celui de quelque deux cents Tibétains accueillant, dans la neige, devant la vieille université d'Oslo, avec tambours, flûtes et encens, leur chef spirituel en exil depuis trente ans, le dalaï-lama, venu recevoir, dimanche 10 décembre, le prix Nobel de la Paix 1989, décerné par le comité Nobel du Parlement norvégien. L'annonce, en octobre dernier, de l'attribution du prix avait soulevé la colère des autorités chinoises, qui ont déjà déplacé leur ambassadeur et multiplié critiques et mises en garde à l'adresse de la Norvège, « *qui attise les sentiments séparatistes chez les minorités et s'ingère dans les affaires intérieures de la Chine* ».

De nouvelles protestations devraient, à n'en pas douter, répondre au discours du président du comité, M. Egil Aarvik. Dénonçant l'occupation chinoise, il a notamment indiqué que « *l'immigration chinoise au Tibet a été telle que les Tibétains risquent maintenant de devenir une minorité dans leur propre pays* », qu'« *il est de plus en plus évident que la solution des problèmes ne se trouve pas dans l'utilisation brutale de la force des armes contre des manifestants pacifistes* », ou encore, faisant l'apologie de la philosophie de la non-violence du dalaï-lama, il a souligné que « *celui qui l'a choisie fait preuve d'un courage moral bien plus grand que celui qui a recours aux armes* ».

Le quatorzième dalaï-lama a, dans son allocution, fait état des mesures d'intimidation chinoises à l'encontre des Tibétains à la veille de la remise du prix. Rappelant le plan en cinq points qu'il avait proposé en 1987, il a constaté que la Chine n'ayant « *pas répondu de manière positive aux importantes concessions que nous avons faites, nous devons reconsidérer notre position* », et, sans dire lesquelles, « *essayer de trouver de nouvelles voies* ».

Les dix prochaines années devraient, à son sens, apporter une solution à ce conflit. Cet optimisme, le dalaï-lama le puise notamment « *dans les grands changements que l'on voit maintenant partout dans le monde, dans les mouvements pour la démocratie, de l'Europe de l'Est à l'Afrique* ». Il est convaincu, comme il l'avait indiqué samedi, que « *ce prix Nobel contribuera à faire connaître le problème tibétain à travers le monde et, à long terme, à aider le Tibet, même si, pour commencer, il se traduit par un durcissement dans l'oppression de son peuple* ».

FRANÇOISE NIÉTO

REVOLUTIONNEZ VOTRE HIVER!

EN JANVIER ET FEVRIER L'URSS A DES PRIX REVOLUTIONNAIRES

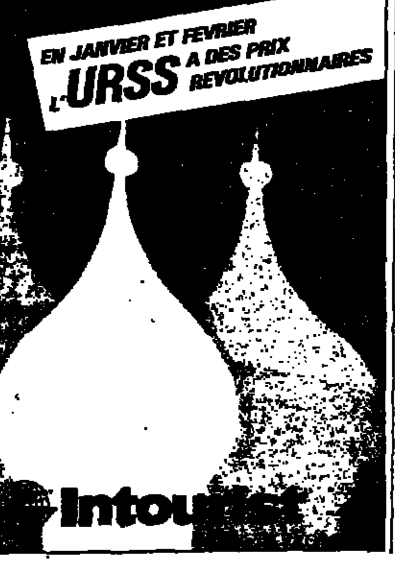
L'URSS, c'est facile.

Pour réussir vos vacances d'hiver, n'hésitez plus... choisissez un Grand Dépaysement assuré à des prix très intéressants.

Des week-ends aux mini-semaines, en passant par des séjours de ski de fond ou des voyages à thème...

A Moscou ou à Leningrad, à Souzdal ou à Novgorod, le véritable Hiver Russe saura toujours vous séduire.

Réservations auprès de votre agence de voyages habituelle. Renseignements et documentation : Intourist 7, bd des Capucines 75002 PARIS Tél. 47.42.47.40 Télécopie : 47.42.87.28



Intourist

(Publicité)

OULD TAYA À *ARABIES* : « 10 000 MAURES ONT ÉTÉ MASSACRÉS AU SÉNÉGAL »

« *...Si nous avons censuré cette information, c'est pour éviter que toute la région ne soit mise à feu et à sang* », déclare le chef de l'Etat mauritanien.

Dans le numéro de Décembre d'*Arabies*
en kiosques et en librairies
78, rue Jouffroy 75017 Paris
Tél. : 46.22.34.14

AMÉRIQUES

A la réunion des présidents d'Amérique centrale

Le Nicaragua est mis au banc des accusés

SAN JOSE (Costa-Rica)

de notre correspondant en Amérique centrale

La réunion des cinq présidents d'Amérique centrale a commencé ses travaux, dimanche 10 décembre, au Costa Rica dans un climat tendu qui laisse peu d'espoir de parvenir à un accord. Quatre points étaient à l'ordre du jour : la fin des hostilités au Salvador ; le rétablissement des relations entre ce pays et le Nicaragua ; la démobilisation des « contras » antisandinistes et la plainte déposée par le Nicaragua devant la Cour internationale de La Haye, contre le Honduras qui abrite les camps de la Contra.

Contrairement à son habitude, le président du Nicaragua, M. Daniel Ortega, ne s'est pas présenté en uniforme militaire à son arrivée à San José. Mais cette concession vestimentaire n'a pas suffi à convaincre les présidents du Salvador, M. Alfredo Cristiani, du Honduras, M. José Azcona, du Guatemala, M. Vinicio Cerezo, et du Costa Rica, M. Oscar Arias, qui accusent Managua de jouer un double jeu en alimentant en armes la guérilla salvadorienne.

Les présidents d'Amérique centrale ont manifesté leur mauvaise humeur en refusant d'étudier une proposition de cessez-le-feu du Front Farabundo Marti pour la libération nationale qui leur a été transmise par M. Ortega.

Le document de la guérilla aurait été rejeté par le gouvernement salvadorien parce qu'il reprend la plupart des propositions déjà présentées en octobre à San José ; elles avaient alors été qualifiées de « *ridicules* » par le président Cristiani. Le FMLN demande un « *cessez-le-feu immédiat supervisé par des organismes internationaux* » alors que le gouvernement exige « *un arrêt définitif des hostilités* » et la réintégration des rebelles à la vie politique.

Les autorités salvadoriennes n'excluent pas de reprendre le dialogue à condition toutefois que « *le FMLN donne des gages de sa bonne foi en prouvant qu'il n'est pas en train de préparer une nouvelle offensive pendant qu'il négocie* ». Le gouvernement refuse cependant de proclamer une trêve pour la période de Noël.

La bonne volonté du président costa-ricien, qui a reconnu que son plan de paix vivait des « *moments difficiles* », ne semble pas suffisante pour mettre un terme aux dialogues de sourds au Salvador et au Nicaragua. Pour sortir de l'impasse, le Honduras et le Costa-Rica ont évoqué la possibilité de faire appel aux Etats-Unis et à l'Union soviétique.

BERTRAND DE LA GRANGE

□ **ETATS-UNIS : Un nouveau « justicier » dans le métro de New-York.** — Un inconnu a poignardé un voleur qui s'acharnait avec un complice sur un passager du métro new-yorkais, samedi 9 décembre à proximité de Harlem. Après avoir prévenu l'agresseur que ce qu'il faisait était « *mal* », l'homme lui a plongé un couteau dans la poitrine — le blessant grièvement — avant de disparaître dans la foule. Cet incident rappelle l'histoire de Bernard Goetz, le « *justicier* » qui, dans ce même métro, avait tiré sur une bande de voyous menaçants, en décembre 1984.

□ **Le policier qui avait déclenché les émeutes de Miami est reconnu coupable.** — William Lozano, le policier d'origine hispanique qui avait tiré, le 16 janvier dernier à Miami, sur deux motocyclistes ayant refusé de s'arrêter après avoir commis une infraction, a été reconnu coupable d'usage intempestif de son arme à feu, jeudi 7 décembre. Il risque une peine de quarante-cinq jours de prison. Cet incident avait provoqué trois jours d'émeute dans les quartiers noirs de la ville qui s'étaient soldés par deux morts, onze blessés et trois cents arrestations. — *(AFP.)*

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD

La Conférence pour un Avenir démocratique veut « intensifier la lutte contre l'apartheid »

La Conférence pour un avenir démocratique (CAD) a annoncé, dimanche 10 décembre, un programme d'action de masse contre le gouvernement de Pretoria pour « *intensifier la lutte contre l'apartheid* » en Afrique du Sud. La conférence, à laquelle ont assisté quatre mille six cents délégués de toutes races, a décidé d'organiser, dans tout le pays, des manifestations, des grèves et des actions de défi aux « *lois de l'apartheid* ».

La CAD a appelé les Blancs à descendre dans les rues pour exprimer leur opposition à l'apartheid. Elle se déclare, en effet, « *convaincue que le gouvernement De Klerk n'est pas favorable à l'établissement d'une Afrique du Sud démocratique ni* [prêt à] *mener de vraies négociations* ».

Une « première historique » : la Conférence a réuni les militants antiapartheid du Mouvement des masses démocratiques (MDM) et les intransigeants du Mouvement de la conscience noire, qui refusent que des Blancs participent à « la lutte » contre la discrimination raciale.

Néanmoins, deux importantes organisations antiapartheid n'ont pas participé à ce rassemblement : il s'agit du mouvement zulu Inkatha, fort d'un million cinq cent mille membres, qui n'avait pas été invité, et de l'organisation radicale récemment créée, le Mouvement pan-africaniste. Celui-ci a refusé de siéger à la conférence aux côtés des membres du Parti démocratique libéral (qui est représenté au Parlement de Pretoria), les qualifiant de « *collaborateurs* ». — *(AFP.)*

● LIBAN : Après l'assassinat de Moawad.
● HOUPHOUET-MOBUTU : Quel médiateur ?
● PALESTINE : Interview exclusive de Yaser Arafat.
● ALGER-RABAT : Le mur du Sahara.
● ÉTHIOPIE-ÉRYTHRÉE : Le temps presse.
● LIBYE-TCHAD : Entre dialogue et conflits.
● SOUDAN : Chancelante dictature.
● NAMIBIE : Lendemains de victoire.
● PAKISTAN : Sursis pour Benazir.
● COLOMBIE : La guerre qui n'aura pas lieu.
● BOXE : Les professionnels africains, etc.

EN VENTE PARTOUT

le nouvel afrique asie

□ **TCHAD : adoption de la nouvelle Constitution.** — La radio tchadienne a confirmé, dimanche soir, 10 décembre, l'adoption de la nouvelle Constitution tchadienne et la reconduction à la tête de l'Etat du président Hissène Habré. Ce résultat sans surprise a été annoncé d'après une première estimation établie avec les résultats partiels parvenus des bureaux de vote de différentes provinces tchadiennes. — *(AFP.)*

□ **NIGER : « oui » massif pour le président Saïbou.** — Le « oui » l'a massivement emporté, dimanche 10 décembre, lors de l'élection plébiscite du président Ali Saïbou et des quatre-vingt treize candidats députés du Niger, selon les premiers résultats disponibles à Niamey. La Commission nationale de recensement des résultats a indiqué que, pour l'élection présidentielle, le « oui » au général Saïbou l'avait emporté par 99,70 % des suffrages exprimés, les abstentions ne représentant que 3,98 % des inscrits. Les premiers résultats concernant l'élection des députés sont assez comparables, mais avec un peu plus de « non ». — *(AFP.)*

OCÉAN INDIEN

COMORES

Des négociations sont en cours pour obtenir le départ des mercenaires

De nouvelles négociations ont eu lieu, dimanche 10 décembre entre la France, l'Afrique du Sud et Bob Denard pour obtenir le départ du mercenaire français des Comores, a-t-on appris lundi 11 décembre de source informée à Moroni. « *Les négociations progressent* », a déclaré, un diplomate qui a requis l'anonymat.

Les préparatifs militaires continuent dans les îles françaises de Mayotte et de la Réunion, en vue d'une éventuelle opération d'évacuation des mille six cents ressortissants français aux Comores. « *Nous attendons une décision politique* », a déclaré à la Réunion le lieutenant-colonel Philippe Charrier, du Service d'information et de relations publiques des armées (SIRPA). L'opération préparée concerne à la fois des forces navales et des forces aéroportées, avec l'utilisation de la plate-forme de Mayotte comme base de départ et d'arrivée.

L'île française de Mayotte est située dans l'archipel des Comores, passé sous le contrôle du mercenaire Bob Denard depuis l'assassinat, le 26 novembre, du président Ahmed Abdallah.

Cinq hélicoptères Puma et cinq avions de transport Transall sont arrivés à Mayotte, où est arrivé également, de Djibouti, le commando de marine Jaubert, a-t-on précisé de source militaire. Un autre commando de marine est aussi arrivé à la Réunion. Trois navires de guerre sont en outre mouillés à Mayotte, a-t-on constaté sur place. Il s'agit du pétrolier-ravitailleur *Marne*, de l'aviso-escorteur *Protet*, et du patrouilleur *Boudeuse*. Le navire de transport léger *La Grandière* est attendu à Mayotte. Une antenne chirurgicale a été installée à bord du *Marne*.

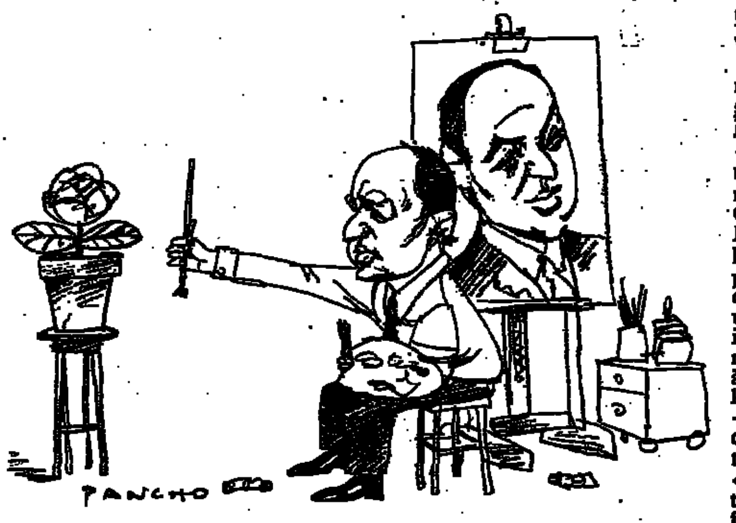
Le ministère français de la défense avait indiqué, samedi 9 décembre, qu'il n'était « *pas question d'une intervention militaire française* » aux Comores. Il avait précisé que des dispositions avaient « *simplement été prises pour une éventuelle évacuation des ressortissants français* » de l'archipel. — *(AFP.)*

POLITIQUE

La préparation du congrès de Rennes

Les partisans de M. Fabius entre la rénovation du PS et la critique du gouvernement

Les partisans de M. Laurent Fabius dans quelque quatre-vingts fédérations du PS se sont réunis, samedi 9 décembre, pour débattre des questions qu'ils veulent soulever dans la préparation du congrès de Rennes et des enrichissements qu'ils souhaitent apporter à la contribution « Egalités », déposée par le président de l'Assemblée nationale. M. Fabius s'est rendu lui-même, dimanche, à Clermont-Ferrand, où il a répété qu'il souhaite la synthèse entre les mitterrantistes, *« mais après examen et votes »*, Ce qui laisse entedndre qu'il présentera sa propre motion au congrès.



La journée fabiusienne était importante pour évaluer les atouts du président de l'Assemblée nationale dans la perspective du congrès, voire pour préciser sa tactique, même si M. Fabius et ses proches afficent clairement leur détermination de refuser de se fondre dans une motion commune lors de la réunion du comité directeur, le 13 janvier prochain, et à présenter leur propre texte au vote des militants.

Les fabiusiens, en effet, ont démontré leur force au niveau des responsables du parti et des élus, dont ils ont obtenu la signature au bas de leur contribution. Autre chose est de déclancher une dynamique chez les militants eux-mêmes, en l'absence de clivages politiques évidents avec les autres mitterrandistes, particulièrement avec les partisans de MM. Lionel Jospin et Pierre Mauroy.

Ces réunions de samedi ont été, à cet égard, encourageantes pour les fabusiens puisque, selon eux, douze mille à treize mille militants socialistes, au total, y auraient participé. Les évaluations, en pareille circonstance, sont toujours difficiles. Mentionnons, pour mémoire, une quarantaine de participants à Lille, dans la fédération de M. Mauroy, et une trentaine à Blois, ville dont M. Jack Lang est maire (mais la fédération du Loir-et-Cher ne compte que 590 adhérents).

A Hénin-Beaumont, dans le Pas-de-Calais, fédération dont la quasi-totalité des responsables mitterrandistes soutiennent M. Fabius, cinq cents personnes environ ont répondu à l'invitation de MM. Daniel Percheron, premier secrétaire, et Jacques Mellick, ministre délégué à la mer, maire de Béthune. A Paris, quelque trois cents militants se sont réunis dans une salle du Sénat. A Clermont-Ferrand, ils étaient cent cinquante, dimanche matin, pour entendre M. Fabius.

Le Puy-de-Dôme – nous indique notre correspondant, Jean-Pierre Rouger – est un département de prédilection pour M. Fabius qui y est soutenu par quatre parlementaires sur huit et par vingt-quatre conseillers généraux, dont M. Michel Charasse, ministre délégué du budget. Le président de l'assemblée départementale, M. Pierre Bouchaudy, bien qu'il ait signé la contribution « Egalité », n'a pas participé à la réunion de dimanche.

M. Charasse, lui, était présent, ce qui a permis aux militants de la fonction publique de ne pas envoyer dire au ministre ce qu'ils pensent de la politique budgétaire du gouvernement.

M. Fabius a déclaré, de son côté : *« Sur bien des points relatifs à la vie sociale concrète, les interpellations des Français restent sans réponse de notre part. »* Selon le président de l'Assemblée nationale, *« il ne faut pas, alors, s'étonner qu'ils décrochent »*. Il souhaite que les socialistes soient *« clairs et nets sur les problèmes qui touchent à la vie de chacun »*. Tel doit être, à ses yeux, l'objet du congrès de Rennes, qui sera, a-t-il dit, *« le dernier congrès utile »* pour définir une stratégie préparant les élections législatives de 1993.

Le président de l'Assemblée nationale a insisté, d'autre part, sur la nécessité d'accroître la force militante du PS. *« Nous sommes peut-être un grand parti, électoralement parlant,* a-t-il déclaré, *mais un petit parti militant. »* M. Fabius souhaite que des *« camarades issus de la production – ouvriers, agriculteurs, cadres, ingénieurs et techniciens – occupent des postes de responsabilité »* dans le PS et que les élus *« restent des militants »*. M. Fabius a évoqué, aussi, le problème de l'immigration, pour souligner la nécessité de *« tout faire »* afin d'intégrer les étrangers en situation régulière, mais, aussi, de faire preuve d'une *« intransigeance absolue vis-à-vis des clandestins, parmi lesquels figurent – on ne le dit pas assez – des employeurs »*.

M. Lang : « Ebullition d'idées »

M. Jack Lang a porté la bonne parole fabiusienne dans le Nord, où il a fait une brève visite au siège de la fédération. Le ministre de la culture s'est félicité de la *« vie intérieure »* du PS, de l'*« ébullition d'idées »* dont il fait preuve.

Pour autant, a-t-il observé, le débat d'idées n'est pas *« un débat contre une personne »*, et il a tenu à exprimer son *« respect »* et son *« admiration »* pour M. Mauroy. M. Lang a écarté, aussi, un débat, qui serait *« hors de propos et inconvenant »*, sur le choix d'un candidat à une future élection présidentielle, alors que *« nous sommes à l'aube d'un nouveau septennat »*.

Pour le ministre de la culture, l'essentiel est dans *« l'exigence de renouvellement »* du fonctionnement du parti, que chacun ressent et à laquelle M. Fabius est le mieux à même, selon lui, de répondre. *« Laurent Fabius,* a-t-il dit, *est un de nos jeunes dirigeants qui peuvent apporter ce dynamisme, cette intelligence, ce punch dont le Parti socialiste a besoin »*. Par delà les convergences entre les différentes contributions, M. Lang est attentif au « discours des actes », qui lui paraît aussi important, sinon davantage que le « discours des mots ». Il estime nécessaire que « les militants expriment leur sentiment » sur les *orientations qu'ils souhaitent pour* leur parti et sur la manière dont ils veulent le voir dirigé.

Le ministre de la Culture s'est rendu, ensuite, à Liévin, où il a inauguré, en compagnie du maire, M. Jean-Pierre Kucheida, une « colonne des droits de l'homme » et un complexe multisalles. Les élus et responsables fabiusiens du Pas-de-Calais l'ont, ensuite, accompagné à Hénin-Beaumont, où le ministre de la Culture, tout en se prononçant pour une « redistribution des cartes » au sein du PS, s'est livré à une très oecuménique défense et illustration de l'action du gouvernement. M. Mellick, qui lui a succédé à la tribune, a été plus acerbe pour les fédérations à direction jospiniste – celles des Pyrénées-Orientales et de l'Hérault, d'où il revenait, et, surtout, celle des Bouches-du-Rhône, « qui s'est effondrée » –, en disant tout son bonheur d'appartenir à la fédération du Pas-de-Calais, forte de seize mille cinq cents adhérents et, selon lui, modèle de puissance et d'organisation.

A Paris, M. Paul Quidès, ministre des Postes et Télécommunications et de l'Espace, a insisté, lui aussi, devant les militants fabiusiens, sur la nécessaire rénovation du PS, afin d'en faire « un parti moderne de masse ». M. Quilès a déclaré, aussi, que si une synthèse se faisait, au comité directeur, le 13 janvier, les militants bouderaient le congrès. « Ils ont montré, a-t-il dit, une soif de débats extrêmement grande, qui devra se traduire par un choix. »

L'accent mis sur le parti ne peut dispenser les fabiusiens d'exprimer, *aussi, l'insatisfaction des militants* vis-à-vis du gouvernement. Là sera, pour eux, l'une pes principales difficultés dans les semaines qui viennent.

PATRICK JARREAU.

Les Verts désignent leurs instances dirigeantes

M. Waechter partage le pouvoir

La sérénité est de retour chez les Verts après les frictions de l'assemblée générale du mois de novembre à Marseille à l'issue de laquelle le Conseil national interrégional (CNIR) n'avait pu conduire à son terme l'élection des instances dirigeantes (*le Monde* du 21 novembre). Onze des seize postes du collège exécutif (CE) qui n'avaient pu l'être ont été pourvus par le CNIR réuni, samedi 9 et dimanche 10 décembre à Paris. La centaine de membres présents de cette instance, qui en compte cent vingt, se sont accordés pour ne pas octroyer tous les postes de responsabilité au seul courant de M. Antoine Waechter, comme ses opposants minoritaires le craignaient le mois dernier.

En dehors de Mme Andrée Buchmann, professeur de français, conseiller régional d'Alsace, conseiller municipal de Strasbourg, président de l'Association nationale des élus écologisges (ANEE), de Mme Nicole Bouilly, professeur d'histoire et géographie (région Centre) et de M. Christian Brodhag, ingénieur (Rhône-Alpes), élus à Marseille, les Verts comptent un quatrième porte-parole : M. Jean Brière, médecin (Rhône-Alpes), *qui élève des poules et des* lapins dans son jardin potager. M. Brière avait déjà occupé cette fonction avant l'arrivée de M. Waechter à la tête du mouvement à la fin 1986.

A côté de MM. Guy Cambot, retraité (Ile-de-France) et Etienne Tête, médecin (Rhône-Alpes), déjà élus respectivement secrétaire national et trésorier, le CNIR a désigné M. Alain Fousseret, fonctionnaire (Franche-Comté), au poste de secrétaire national adjoint. Les personnes suivantes composent le reste de l'exécutif : Mlle Florence Lecocq, chargée de communication (Nord-Pas-de-Calais), relation avec les jeunes ; M. Bruno Duval, chercheur au CNRS (Centre), relation avec les associations ; M. Denis Psaume, agriculteur (Midi-Pyrénées), relation avec les acteurs sociaux : M. Pierre Parreaux, journaliste (Ile-de-France), information et organisation ; M. Guy Hascoët, technicien, adjoint au maire de Lille (Nord-Pas-de-Calais), commissions et programmes ; M. Alain Torel, ingénieur (Ile-de-France), formation ; Mme Nicole Stamm, géographe (Languedoc-Roussillon), élu ; Mme Françoise Matricon, conseiller Jeunesse et Sports (Midi-Pyrénées), campagnes et actions.

« Constituer rapidement un réseau transnational »

Le CNIR a adopté une motion présentée par Mmes Buchmann et Bouilly, MM. Waechter et Brodhag soulignant *« la responsabilité qui incombe aux mouvements écologistes dans l'évolution de l'Europe de l'Est, dans la mesure où ils sont les seuls à pouvoir constituer rapidement un réseau transnational »*, demandant aux élus municipaux de *« rechercher le jumelage de leur commune avec une commune de l'Est »* et affirmant que la France *« doit réviser à la baisse sa loi de programmation militaire »*.

Ancien militant de la Nouvelle Gauche et conseiller de M. Pierre Juquin pour l'écologie pendant la campagne présidentielle, M. Jean-Paul Deléage, considéré comme une *« personnalité d'envergure nationale »*, a vu son adhésion chez les Verts, admise par le CNIR, après plusieurs mois d'attente.

O. B.

Les travaux du Parlement

Les sénateurs adoptent un projet de loi de finances profondément amendé

Entamé le 21 novembre, l'examen du projet de loi de finances pour 1990 s'est achevé au Sénat samedi 9 décembre. La majorité sénatoriale, qui s'était divisée à l'occasion de l'examen des crédits de certains ministères *(lire ci-dessous)*, a voté un projet de loi alternatif au texte présenté par le gouvernement, considérablement *modifié par une série d'amendements* déposé par la commission des finances. Les sénateurs socialistes et communistes ainsi que les cinq représentants MRG du RDE ont voté contre.

Un vote sans surprise pour un débat sans grands enjeux. La discussion sur le projet de loi de finances pour 1990 s'est achevée dans une ambiance un peu morne. L'ensemble des explications de vote s'est transformé en un véritable jeu de rôles très convenu.

M. Jean-Pierre Masseret (PS Moselle) a exprimé sa défiance à l'égard du contre-budget élaboré par la majorité sénatoriale : *« Nos convictions ne se limitent pas à une stratégie d'amendement du libéralisme (...), nous ne voterons pas un budget dénaturé. »* Il a été rejoint par M. Robert Vizet (PC, Essonne), qui a cependant fait entendre sa différence : *« Nous avions critiqué le projet du gouvernement ; nous condamnons encore plus le texte qui ressort des votes de la majorité du Sénat. »*

De son côté, M. Daniel Hoeffel (Bas-Rhin), au nom des centristes, s'est félicité de ce que *« la discussion budgétaire a permis sur de nombreux points d'infléchir le projet du gouvernement (...) pour une meilleure préparation à l'échéance européenne (...) et pour une plus grande prise en considération de l'action des collectivités locales »*. M. Marcel Lucotte (RI, Saône-et-Loire) a estimé que le projet élaboré par le Sénat *« fait apparaître une meilleure utilisation des ressources procurées par l'amélioration de la conjoncture »*, et M. Jacques Valade (RPR, Gironde) a jouté que *« les modifications apportées sont importantes et cohérentes »*.

Au-delà de cette autosatisfaction, la majorité sénatoriale s'est interrogée sur le devenir de son projet, qui devrait être complètement modifié par l'Assemblée nationale. M. Michel Charasse, ministre délégué chargé du budget, l'avait d'ailleurs clairement laissé entendre au cours de la discussion de la première partie du texte avant d'ajouter, avec un brin de perfidie : *« Faisons en sorte que le moment que nous avons constitutionnellement à passer ensemble soit le plus agréable possible. »*

L'analyse du scrutin

Sur 319 votants et 316 exprimés :

– 227 ont voté pour : 91 RPR (sur 91), 64 Union centriste (sur 68), 51 Républicains et Indépendants (sur 52), 16 Rassemblement démocratique et européen (sur 23) et 5 non-inscrits (sur 5) ;

– 89 ont voté contre : 66 PS (sur 66), 16 PC (sur 16), 6 RDE (MM. François Abadie, Gilbert Baumet, André Boyer, Louis Brives, Yvon Collin, Hubert Peyron) et un Union centriste (M. Bernard Pellarin) ;

– Trois se sont abstenus : 2 Union centriste (MM. André Fosset et Pierre Schiele) et un Républicain et Indépendant (M. Jean-Pierre Fourcade) ;

– Deux n'ont pas pris part au vote : un RDE (M. Etienne Dailly, qui présidait la séance) et un Union centriste (M. Alain Poher, président du Sénat).

Le vote de la Haute-Assemblée sur les différents crédits ministériels

Budgets adoptés sans modification

Départements et territoires d'outre-mer, Recherche et technologie, Coopération et développement, Affaires étrangères, Commerce et artisanat, Tourisme, Environnement, Equipement, Logement, Transports et mer, Postes et télécommunications.

Budgets adoptés avec modification

Charges communes, Services financiers, Culture et communication.

Budgets rejetés en totalité

Anciens combattants, Education nationale, Justice, Industrie, Aménagement du territoire, Commerce extérieur, Solidarité, Santé et protection sociale, Intérieur, Jeunesse et sports, Défense.

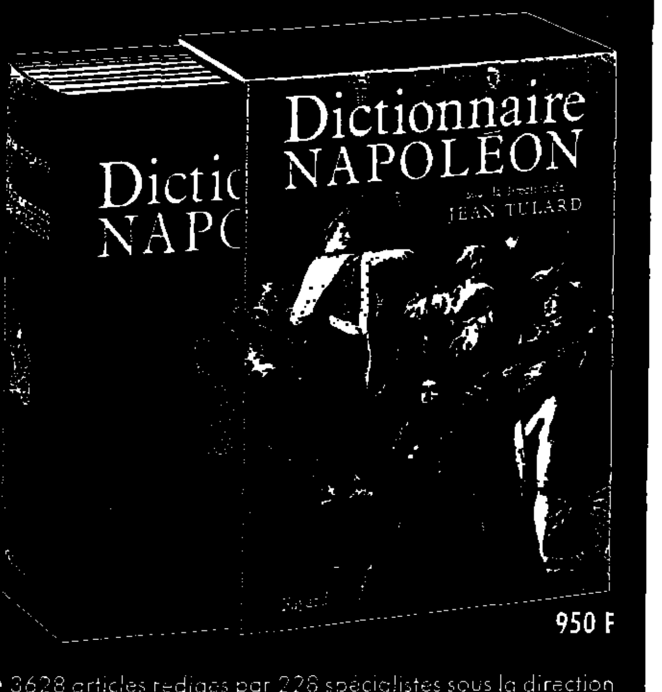
Budgets rejetés partiellement

Agriculture, Travail, emploi, formation professionnelle.

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA
1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, Ca 94109

MBA *Master of Business Administration*
UNIVERSITÉ A SAN FRANCISCO spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/ rofessionnel.
Member of the California Association of State Approved Colleges and Universities.
Academic program, unique in concept, format and professionnal experience.
Fully approved to grant the
Master of Business Administration
with an emphasis in international management
A.C.B.S.P.
FILIÈRES D'ADMISSION
3e CYCLE Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA, DESS - IEP - Titulaires de maîtrise.
Programme de 12 à 14 mois, modulé en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au M.B.A.
2e CYCLE Formations supérieures de second cycle. Cursus équivalent à deux années universitaires
Informations et sélections : European University of America
17/25 rue de Chaillot (métro Iéna). 75116 Paris, (1) 40-70 11 71
Communiqué par European University of America • San Francisco • California • Programmes associés en Europe, Asie : Tak Ming - Hong Kong, et aux USA : PhD.

Nouvelle édition augmentée
DICTIONNAIRE NAPOLÉON
sous la direction de Jean TULARD



950 F
• 3628 articles rédigés par 228 spécialistes sous la direction de Jean TULARD • 52 Cartes, plans, croquis, tableaux • 148 illustrations noir et blanc • 37 illustrations en couleurs (cahier de 16 pages) • Format 16,5x24,5 cm • Relié pleine toile, vert Empire, titre et 1er plat orné au fer à doré • Tranchefile • Jaquette illustrée en couleurs • Emboitage.
Un instrument de référence irremplaçable
Eric Roussel - *Le Figaro*
Le Dictionnaire Napoléon constitue un défi d'une démesure tout à fait napoléonienne que seul un homme-archives, possédant tout l'Empire dans sa tête, pouvait se permettre...
J.M. de Montremy - *La Croix*
l'Histoire chez FAYARD

Pour les Galeries, descendez à la station Chaussée d'Antin-La Fayette.

Grâce au mécénat des Galeries Lafayette en partenariat avec la RATP, une fresque créée par Hilton McConnico orne la voûte de la station de métro Chaussée d'Antin, rebaptisée désormais *Chaussée d'Antin-La Fayette.*

Cette fresque a été réalisée en association entre la RATP et les Galeries Lafayette pour célébrer le bicentenaire de la Révolution Française en rendant un hommage monumental à La Fayette.

D'une surface de 470 mètres carrés, elle couvre la totalité de la voûte de la station Chaussée d'Antin-La Fayette sur la ligne n° 7. Elle a été exécutée par M. Darmon et H. Metayer.

RATP

GALERIES Lafayette

POLITIQUE

Quatre élections cantonales partielles

Le FN progresse, le PS perd un siège

La majorité présidentielle avait perdu, dimanche 3 décembre, les sièges de conseillers généraux de Salon-de-Provence dans les Bouches-du-Rhône, de Saint-Brieuc dans les Côtes-du-Nord et de Solliès-Pont dans le Var, c'est-à-dire les trois sièges pourvus alors. Une semaine plus tard, son seul motif de réconfort est venu du Nord où à Villeneuve-d'Ascq, le candidat socialiste conserve au PS le mandat que détenait le maire de la ville, M. Gérard Caudron. En revanche, le PS perd le canton de Guipavas dans le Finistère, et il régresse fortement à Villeneuve-le-Roi dans le Val-de-Marne. Au Puy en Haute-Loire, le candidat du PS ne retrouve pas l'ensemble des voix qui s'étaient portées sur deux candidats de la majorité présidentille en septembre 1988.

Les deux premiers tours, organisés dimanche 10 décembre, dans le Val-de-Marne et en Haute-Loire, confirment d'autres indications des derniers scrutins partiels, comme par exemple le regain du Front national. Les candidats lepénistes connaissent une augmentation forte de leur audience : + 10,03 % à Villeneuve-le-Roi, + 15,72 % au Puy où le candidat du Front triple presque son pourcentage et quatruple son nombre de voix.

L'opposition pâtit à l'évidence de ces progrès de l'extrême droite : ses représentants perdent respectivement 4,12 points dans le Val-de-Marne et 22,24 % en Haute-Loire. Quant au Parti communiste, ses résultats sont contrastés : amélioration nette dans son fief de Villeneuve-le-Roi, recul non moins net au Puy-en-Velay.

A. Ch.

FINISTERE : canton de Guipavas (2e tour).

Inscr., 15968 ; vot., 8 217 ; abst., 48,54 % ; suffr. expr., 7 949. MM. Marcel Dantec, div. d., 4 219 voix (53,07 %), ELU ; Edmond Pestel, PS, 3 730 (46,92 %).

[M. Dantec enlève un siège au PS et conforte ainsi l'opposition de droite au sein du conseil général qui détient 31 sièges contre 21 à la gauche. M. Dantec, cadre bancaire, né le *6 août 1939 à Ploudaniel (Finistère)* qui est premier adjoint au maire du Relecq Kerhuon, a bénéficié d'un bon report des voix qui au premier tour s'étaient portées sur un candidat RPR. La droite classique totalisait 50,98 % des suffrages exprimés au premier tour tandis que la gauche en recueillait 39,88 %.

L'élection de M. Edmond Pestel acquise avec deux voix d'avance seulement en octobre 1988 face au conseiller général sortant RPR, M. Michel Briant avait été annulée par le conseil d'Etat.

Au premier tour, les résultats ont été les suivants : inscr., 15 969 ; vot., 8 122 ; abst., 49,13 % ; suffr. expr., 7 967 ; MM. Pestel, 2 562 (32,15 %) ; Dantec, 2 459 (30,86 % ; Georges Kerdilès, RPR, 1 603 (20,12 %) ; Olivier Morize, FN, 727 (9,12 %) ; Guy Liziar, PC, 616 (7,73 %).

En 1988, M. Pestel l'avait emporté au second tour avec 3 893 voix (50,01 %) contre 3 891 (49,98 %) à M. Briant, RPR sur 15 630 inscrits, 7 935 votants (soit 49,23 % d'abstention) et 7 784 suffrages exprimés.]

HAUTE-LOIRE : canton du Puy-*Nord* (1er tour).

Inscr., 6 371 ; Vot., 2 992 ; abst., 33,03 % ; suffr. expr., 2 936. *MM. Gérard Convert, PS,* m. de Chadrac, 1 094 voix (37,26 %) ;Jean Bost, div. d., anc. mun. de Chadrac, 775 (26,39 %) ; Gérard-Hubert Fayard, FN, 608 (20,70 %) ; Pierre Pommarel, verts, 297 (10,11 %) ; Michel Valentin, PC, 112 (3,81 %) ; Louis Quillon, CNI, m. de Saint-Maurice-de-Lignon, 50 (1,70 %). *Il y a ballotage.*

[Succédant à Mme Marthe Laurent, div. d., qui ne se représentait pas, M. Raymond Jean, UDF-CDS avait été déclaré inéligible après son élection au conseil général le 2 octobre 1988 en raison de ses activités professionnelles à la Direction départementale de l'agriculture jugées incompatibles avec un mandat de conseiller général.

Par rapport au premier tour de 1988, l'opposition enregistre un sévère recul en passant de 48,73 % à 26,39 %. Cette perte s'explique sans doute par la forte progression du FN (+ 15,72 points de pourcentage). La majorité présidentielle qui avait deux représentants en 1988 (M. Gardès, qui avait perdu son siège de conseiller général en 1982 et M. Béranger), connaît également un effritement de 2,05 points alors que les écologistes, crédités de 10,11 % cette fois, étaient absents en 1988. Quand au PC, il perd 3,14 points.

M. Jean avait été élu au second tour des élections cantonales de 1988 avec 1 674 voix (56,64 %) contre 1 281 (43,35 %) *sur* 6 315 inscrits, 3 057 votants (soit 51,59 % d'abstention) et 2 955 suffrages exprimés.

Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : inscr., 6 315 ; vot., 2 973 ; abst., 52,92 % ; suff. expr., 2 889 ; MM. Raymond Jean, UDF-CDS, 1 408 (48,73 %) ; Maurice Gardès, MRG, 935 (32,36 %) ; Robert Béranger, div. g., 201 (6,95 P) ; Michel Valentin, PC, 201 (6,95 P) ; Roger Chaduc, FN, 144 (4,98 %).]

NORD : Canton de Villeneuve-d'Ascq (2e tour).

Inscr., 36 171 ; vot., 9 582 ; abst., 73,50 P ; suffr. expr., 9 075. MM. Jean-Michel Stievenard, PS, 5 787 voix (63,76 %) Elu ; Guy Mulliez, RPR, 3 288 (36,23 P).

[Maire de la commune chef lieu et député européen, M. Gérard Caudron, PS a renoncé à son mandat de conseiller général pour respecter la loi anticumul.

En dépit d'une augmentation de l'abstention et d'un nombre élevé de bulletins blancs ou nuls (507), M. Stievenart fait mieux au second tour que le total des voix de gauche du premier tour. Son adversaire est loin de recueillir l'ensemble des suffrages qui ont premier tour étaient allés sur le candidat du FN.

Au premier tour, les résultats ont été les suivants : inscr., 36 171 ; vot., 10 509 ; abst., 70,94 P ; suff. expr., 10 355 ; MM. Stievenard, 4 471 voix (43,17 %) ; Mulliez, 2 127 (20,54 %) ; Georges Debove, FN, 1 701 (16,42 %) ; Mme Françoise Verbrugge, PC, 1 016 (9,81 %) ; MM. Ronald Charbaut, Verts, 922 (8,90 %Jean-Jacques Manceau, MRG, 118 (1,13 %).

En septembre 1989, M. Caudron avait été réélu au premier tour avec 9 311 voix (60,70 %) contre 3 140 (20,47 %) à M. Mulliez, div. d., 974 (6,35 %) à Mme Verbruggge, PC, 807 (5,26 %) à M. Debove, FN, 731 (4,76 %) à *Mme Françoise Laurent,* Verts, 279 (1,81 %) à M. Jean Cailleau, rénovateurs et 96 (0,62 %) à M. Dominique Habchi, div. d., sur *36 517 inscrits, 15 477* votants (soit 57,61 % d'abstention) et 15 338 suffrages exprimés.]

VAL-DE-MARNE : canton de Villeneuve-de-Roi (1er tour).

Inscr. : 14170 ; vot., 6 779 ; abst., *52,15 %* ; suffr. exp., 6 719, MM. Michel Herry, PC, m. de Villeneuve-le-Roi, 2 973 voix (44,24 %) ; Jean-Pierre Hermelin, div. d., m. d'Ablon, 1 738 (25,86 %) ; *Roland Thouvenot, FN, 1 124* (16,2 %) ; Bernard Bebin, PS,n 476 (7,08 %) ; Gérard Mathieu, Verts, 255 (3,79 %) ; José Dutard, div. g., 153 (2,27 %). Il y a ballotage.

[Pierre Matin, PC, maire de Villeneuve-le-Roi, récemment décédé, était conseiller général depuis 1988, date à laquelle il avait succédé à Mme Armelle Le Cam. PC, qui ne se représentait pas.

Le nouveau maire de Villeneuve-le-Roi fait mieux que son prédécesseur en 1988 : il gagne quelque cinq cents suffrages et plus de sept points de pourcentage. En revanche, son principal adversaire pert quelque quatre points de pourcentage par rapport au candidat UDF de 1988. Quant au PS, il recule de 5,64 points. Le représentant du FN gagne quant à lui 10,03 points de pourcentage dans ce canton où M. Jean-Marie Le Pen avait dénoncé tant M. Jacques Chirac que M. Raymond Barre au premier tour de la présidentielle de 1988.

Pierre Martin avait été élu au second tour des élections cantonales de 1988, par *3 590* voix (53,36 %) contre 3 137 (46,63 %) à M. Roger Locque, div. d., sur 15 470 inscrits, 7 082 votants (soit 54,22 % d'abstention) et *6 727* suffrages exprimés.

Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : inscr., 15 473 ; vot., 6 765 ; abst., 56,14 % ; suffr. expr., 6 633 ; Pierre Martin, 2 443 voix (36,83 %) ; Roger Locque, UDF, 1 989 (29.98 %) ; Bernard Bebin, PS, 844 (12,72 %) ; Daniel Guérin, MRG, 581 (8,75 %) ; Roland Thouvenot, FN, 444 (6,69 %) ; Alain Monet, maj. p., 309 (4,65 %) et Mme Françoise Le Nuz, POE, 23 (0,34 %).]

EN BREF

□ **Manifestation du Front national à Toulon.** — Plusieurs milliers de personnes (quinze mille selon *les organisateurs et cinq mille* selon la police) ont participé, samedi 9 décembre à Toulon, à un *défilé partiotique de résistance à l'immigration* » qui se présentait comme une réponse du Front national au *« carnaval-concert »* de SOS-Racisme. Mme Stirbois, nouveau député d'Eue-et-Loir, marchait en tête du cortège aux côtés de MM. Bruno Mégret, Yvan Blot et Jean-Marie Le Chevallier, députés européens d'extrême droite.

□ **Hospitalisation de M. Marchais pour un incident cardiaque bénin.** — Le secrétaire général du PCF, M. Georges Marchais, a été admis, dimanche 10 décembre au matin, à l'hôpital Lariboisière, à Paris, dans le service de cardiologie du professeur Robert Slama, à la suite d'un *« dérèglement du rythme cardiaque »*. Le professeur Slama a indiqué qu'il s'agissait d'un *« incident bénin qui a été immédiatement régularisé »*. M. Marchais, qui est âgé de soixante-neuf ans, devrait rester en observation pendant quarante-huit heures. *L'humanité* du lundi *11 décembre* annonce cette nouvelle à la une. M. Marchais avait été victime, le 14 janvier 1975, d'un infarctus du myocarde qui avait nécessité trois semaines d'hospitalisation. Cet incident cardiaque pourrait remettre en cause la participation du secrétaire général à une importante réunion du comité central du parti qui est prévue, les 13, 14 et 15 décembre, réunion consacrée, notamment à la situation dans les pays de l'Est.

LES VOSGIENS EN ONT MARRE*

Il va falloir compter avec eux.

Depuis le temps qu'on parle pour eux, les Vosgiens ont le sentiment d'être isolés, caricaturés, prisonniers d'une image d'Epinal. Rudesse, fierté, entêtement. Que de clichés ! Désormais les Vosgiens ont décidé, avec leur Conseil Général, de s'occuper eux-mêmes de leur image. Et, pour commencer, de taper sur la table : ils en ont marre. Il va falloir désormais compter avec eux, dans le domaine du tourisme, du thermalisme, de la culture, de l'éducation, des voies de communication et surtout de l'économie. A Vittel, le 11 décembre, le coup d'envoi de leurs Etats Généraux du printemps 90 sera donné. 1.500 responsables vont se rassembler, s'engager, lancer l'idée de l'Atout Vosgien.

Conseil Général des Vosges

L'ATOUT VOSGIEN

la fête du fo

14 Le « rancard » du Vary de SOS-Racisme
— L'Europe de la formation a besoin des régions
18 La mort de Bruno Carette
20 La bande dessinée en ébullition

La composition des groupes pour la Coupe du monde

La fête du football et les imprévus du tirage au sort

Le tirage au sort de la prochaine Coupe du monde de football, qui a été effectué samedi 9 décembre à Rome, a été retransmis dans cent treize pays en mondiovision. Cette compétition, qui regroupera vingt-quatre équipes nationales (la France n'est pas qualifiée) du 8 juin au 8 juillet 1990, attirera plusieurs centaines de milliers de spectateurs étrangers en Italie. Elle devrait avoir une audience totale de quinze milliards de téléspectateurs. Les organisateurs italiens promettent un spectacle grandiose. Toutefois, le regroupement en Sardaigne des équipes d'Angleterre, des Pays-Bas et de la République d'Irlande, dont les supporters respectifs sont les plus virulents, fait planer une lourde menace sur la sécurité de l'épreuve. Les travaux occasionnés par la Coupe du monde ont suscité de vives polémiques en Italie.

ROME

de notre envoyé spécial

La fête a duré soixante treize minutes. De 17 h à 18 h 13, samedi 9 décembre au Palais des sports de Rome, le tirage au sort de la prochaine Coupe du monde de football *(8 juin-8 juillet 1990 en Italie)* a donné lieu à un gigantesque « show » à l'italienne, agrémenté d'effets spéciaux et de jeux de lumières. Le ténor Luciano Pavarotti, chemise blanche et costume noir, est venu interpréter *O'Sole Mio* puis *Nessun dorma* un air tiré d'un opéra de Puccini. Dans un style très différent, la jeune chanteuse Gianna Nannini, tout de jean vêtue, a entonné d'une voix rauque l'hymne de cette compétition, *Un État Italien*, en duo avec une autre idole du cru, Edoardo Bennato.

L'actrice Sophia Loren, resplendissante marraine dans une robe rouge du plus bel effet, a quant à elle rayonné sur cette cérémonie orchestrée par un présentateur vedette de la télévision, Pippo Bando. Le tout étant soutenu par les chants et les applaudissements de centaines d'enfants des écoles romaines, habillés aux couleurs du drapeau transalpin.

Jusqu'à 18 h 13, tout a donc été *presque parfait*. Les gamins, bien que parfois espiègles, ont chanté à l'unisson. Les cent treize chaînes de télévision qui retransmettaient l'événement en direct pour près d'un milliard de téléspectateurs dans le monde entier (sauf en France) ont eu à déplorer quelques pannes de caméra mais aucune coupure d'image. Au détour d'une marche récalcitrante et hors du champ des caméras, Sophia Loren a bien perdu l'une de ses chaussures à talon aiguille, mais l'incident, *salué par les clameurs des* cinq mille spectateurs, a largement contribué à « chauffer » les travées.

Quant au tirage au sort en lui-même, il s'est déroulé dans la joie et la bonne humeur.

Puis, alors que le spectacle battait son plein, la fête a tourné court. Le sort a désigné les Pays-Bas pour rencontrer l'Angleterre à Cagliari (Sardaigne). Les supporters des deux pays les plus touchés *par la violence* (*Le Monde* des 24 et 25 octobre) vont donc se retrouver face à face le 16 juin 1990, comme lors du Championnat d'Europe des nations 1988 (1) ! Alors, un murmure de crainte a parcouru les rangs des mille journalistes présents. M. Joao Havelange, président de la Fédération internationale de football (FIFA), s'est gratté l'oreille d'un geste nerveux. M. Luca Di Montezemollo, président du comité d'organisation et figure de proue de ce « Mondiale » (*Le Monde* du 20 juin), a blémi comme à l'annonce d'un deuil. A ses côtés, M. Giovanni Spadolini, ministre de la défense, a lui-même éprouvé bien des difficultés *à dissimuler son inquiétude*. L'heure n'était plus aux pensées sportives mais aux soucis sécuritaires.

Dix *minutes plus tard*, alors que la rumeur s'estompait à peine, nouveau coup de théâtre : outre l'Egypte, les Pays-Bas et l'Angleterre, ce fameux groupe F accueillera également la République d'Irlande. Les supporters irlandais ont excellente réputation mais, sur fond de conflit anglo-irlandais, leur présence multiplie les risques. Au total, sans compter quelques milliers d'Egyptiens, ce sont quinze mille Anglais, vingt à trente mille Néerlandais et vingt mille Irlandais qui devraient se retrouver en Sardaigne (les trois matches de l'Angleterre) et en Sicile (les autres rencontres du groupe) au début du mois de juin !

Cinquante-deux matches seront disputés dans douze villes italiennes du 8 juin au 8 juillet.

Deux visages

En l'espace de quelques minutes, le prochain tournoi mondial, a donc montré ses deux visages. Le premier, plutôt sympathique : celui d'une fête du ballon rond à l'échelle planétaire. Samedi, à Rome, les organisateurs italiens voulaient donner le ton. Selon eux, cette quatorzième Coupe du monde sera la plus belle, la plus suivie, tant dans les stades (au moins deux millions et demi de spectateurs prévus, 40% des billets *réservés* à l'étranger *sont* déjà vendus) qu'à la télévision (audience totale cumulée prévisible : quinze milliards de téléspectateurs).

La cérémonie du tirage au sort se devait donc d'être à la hauteur de l'événement promis. A la hauteur aussi d'une certaine Italie - celle des grands patrons tels que MM. Gianni Agnelli (Fiat), Silvio Berlusconi (Fininvest) et autres Luciano Benetton (les vêtements du même nom) — obnubilée par la perfection et la rigueur, soucieuse de donner d'elle une image de nation performante et non d'un pays de « combinazione » et d'improvisation.

Le second visage proposé s'est révélé beaucoup moins attrayant : celui d'une compétition à haut risque. Avant même de procéder au tirage, les Italiens avaient eu la judicieuse idée d'isoler l'équipe d'Angleterre en Sardaigne, estimant qu'il serait plus facile de contrôler les supporters sur une île.

Depuis, la réputation des bergers sardes et leur sens de l'honneur alimentent toutes les discussions dans les pubs londoniens. Les fans les plus turbulents savent qu'ils seront bien accueillis. Certains préparent déjà leur expédition. Aux abords de tous les grands stades du pays, des vendeurs ambulants proposent un t-shirt sans équivoque. Sous l'inscription « L'Angleterre en tournée. Italie 90 » un agressif bulldog — l'animal fétiche des nationalistes anglais — bombe le torse.

Les responsables italiens comme le gouvernement britannique — M. Colin Moynihan, ministre des sports, s'est déplacé récemment en Italie — pensaient avoir tout prévu. Sauf le pire : la présence des Pays-Bas et de la République d'Irlande. La responsabilité de cette dangereuse association incombe entièrement aux autorités du football mondial. Afin d'éviter les matches entre équipes d'Amérique du Sud pour d'obscurs intérêts commerciaux, elles avaient prévu que, par exemple, la Colombie ou l'Uruguay ne pourraient tomber dans les groupes du Brésil ou de l'Argentine. Pourquoi, de la même manière, n'avaient-elles pas d'office décidé qu'Anglais et Néerlandais ne pourraient s'affronter ?

L'annonce de la composition de ce groupe F a en partie occulté le reste des festivités. Le spectacle s'est achevé dans la confusion. Luciano Pavarotti s'en est retourné dans sa loge. Sophia Loren est repartie sous bonne escorte. Le représentant du Costa-Rica a poliment salué son homologue brésilien. Les responsables de l'équipe des Etats-Unis, organisateurs de l'épreuve en 1994, ont cherché des journalistes des grandes chaînes de télévision américaines pour expliquer à leurs compatriotes l'intérêt de ce sport. Dehors, dans les embouteillages d'une ville encore en chantier, les policiers romains commençaient à plaindre leurs collègues sardes...

PHILIPPE BROUSSARD

(1) Le match Angleterre-Pays Bas (1-3) du 15 juin 1988 à Düsseldorf (*le Monde* du 17 juin) s'était déroulé sans incident au stade mais la veille et le jour de la rencontre de violents affrontements avaient opposé les supporters anglais aux forces de l'ordre et à des « casseurs » Allemands de l'ouest dans le centre-ville.

Les chiffres

● **BILLETS** : la vente des billets est assurée en partie par la Banque nationale du travail (BNL). Cinquante pour cent de ces places disponibles sont destinés à l'étranger. Tous les matches devraient se disputer dans des stades pleins. Au moins deux millions et demi de spectateurs sont attendus. Chaque spectateur devra justifier de son identité pour obtenir un billet. La recette prévue est de 550 millions de francs.

● **PONSORS** : parallèlement à huit sponsors officiels (Vini d'Italia, Philips, Canon, Coca-Cola, Fuji Film, JVC, Gilette et Anheuser-Busch) qui ont acheté le droit d'utiliser la mascotte et d'installer des panneaux publicitaires autour des terrains, de grandes entreprises italiennes se sont associées à l'événement : Alitalia, Banque nationale du travail (BNL), RAI, Chemins de fer italiens, Fiat, Olivetti...Chacune d'entre elles a versé 40 millions de francs au comité organisateur.

● **STADES** : tous les stades qui accueilleront les matches du Mondiale ont été équipés de places assises comme l'exigent les nouveaux règlements de la Fédération internationale de football (FIFA). Les enceintes de Turin (70 000 places), Bari (58 000) sont entièrement neuves. Celles de Gênes (40 000) et de Rome (stade olympique, 85 000 places) ont été rénovées. Les travaux ont pris du retard à Palerme et à Naples en raison de conflits politiques locaux. Le coût de la modernisation de ces équipements a été de 2,5 milliards de francs.

● **SUPPORTERS** : des centaines de milliers de supporters se rendront en Italie du 8 juin au 8 juillet. Les plus nombreux devraient être les Néerlandais (au moins vingt mille), les Allemands de l'Ouest (de vingt à trente mille), les Britanniques (quinze mille Écossais et au moins autant d'Anglais) et les Irlandais (vingt mille). Des milliers de supporters sont aussi escomptés en provenance du Brésil, d'Argentine ou d'Egypte.

● **TELEVISION** : 150 pays ont déjà officiellement demandé à pouvoir bénéficier de la retransmission des matches assurée par la RAI (cent quatre heures de direct). La Turner Network Television retransmettra l'événement aux Etats-Unis, pays organisateur en 1994. Trois mille cinq cents journalistes et techniciens de radio et télévision sont attendus en Italie.

● **VILLES** : le Mondiale sera disputé dans douze villes (Rome, Florence, Naples, Bari, Bologne, Milan, Gênes, Turin, Cagliari, Palerme, Vérone, Udine).

A l'affiche du « Mondiale »

Le tirage au sort effectué samedi 9 décembre à Rome a permis de répartir les vingt-quatre qualifiés à la Coupe du monde de football 1990 en six groupes de quatre équipes. A l'exception du match d'ouverture (Argentine-Cameroun le 8 juin à 18 heures à Milan) et de la finale, toutes les rencontres seront disputées à 17 heures ou 21 heures.

Le premier tour se déroulera selon le système des championnats à l'intérieur de chaque poule. Seront qualifiés les *deux premiers* de chaque groupe plus les quatre meilleurs troisièmes, soit seize équipes. Celles-ci disputeront alors des huitièmes de finale avec élimination directe (système des coupes) en cas de défaite, puis des quarts de finale, des demi-finales et enfin la finale au stade olympique de Rome, dimanche 8 juillet à 20 heures.

Groupe A (matches disputés à Rome et Florence) : Italie, Autriche, Etats-Unis, Tchécoslovaquie.

Groupe B (Naples, Bari) : Argentine, Cameroun, URSS, Roumanie.

Groupe C (Turin, Gênes) : Brésil, Suède, Costa-Rica, Ecosse.

Groupe D (Milan, Bologne) : RFA, Yougoslavie, Emirats arabes unis, Colombie.

Groupe E (Vérone, Udine) : Belgique, Corée du Sud, Uruguay, Espagne.

Groupe F (Cagliari, Palerme) : Angleterre, République d'Irlande, Pays-Bas, Egypte.

Travaux de Romains

ROME

de notre correspondant

Ah ! les braves gens... Qu'ils étaient beaux, samedi, les Sophia Loren, Luciano Pavarotti, *et tutti quanti*. Qu'ils étaient élégants dans leurs habits de lumière, battant avec grâce les gros tam-tams annonciateurs de la grande *fiera* du ballon rond. Réjouissez-vous, Romains de sang ou d'importation !

Les dieux du stade, dans leur infinie bonté, entre mille cités, ont choisi la vôtre : « *Roma caput mundi* », comme disent les gazettes. Vous les avez voulus ? Vous les aurez ! Demain, une meute innombrable et joyeuse se lancera à l'assaut de vos sept collines sacrées. Ils entreront chez vous par *charters entiers*, carrosses privés, et autocars pavoisés. Une armée de gentils soudards enivrés envahira vos discrètes *trattorie*. Des wagons bondés vont lâcher leur cargaison d'excités dans vos avenues impériales polluées, vos ruelles médiévales suffoquées et vos *piazze* encombrées.

Au diable le conformisme du cru ! L'hérétique du pénalty, « overdosé » déjà de Mondiale six mois avant l'événement, contraint de changer de quartier au gré des chantiers multipliés, soutient que l'unanimisme étalé à la télé profitera surtout aux boutiquiers, aux hôteliers, aux gargotiers. Et les voilà déjà, cependant, qui s'opposent toutes griffes dehors aux travaux d'amélioration qu'après la fête l'administré pourrait utiliser.

Un métro léger ultra-rapide, en surface, sur la via Flaminia ? « *Mais comment nos habitués feront-ils pour traverser ?* »

Qu'importe si la ville étouffe sous l'oxyde de carbone. Qu'importe si les autobus, quand ils ne sont pas en panne ou privés de chauffeur pour cause de maladie, transportent des voyageurs à la limite de l'écrasement et à une vitesse moyenne de 13 kilomètres à l'heure. « *Il faut*, disait la semaine dernière le premier ministre, Giulio Andreotti, *cesser de dire que cette ville est invivable.* » Belle profession de foi, mais que fait-on pour améliorer la vie des citoyens ?

Un tunnel de désengorgement sous le Tibre pour réserver le *lungo Tevere* (le quai) aux transports publics ? « *Pas question* », rugissent les ayatollahs de l'écologie romaine, les mêmes qui exigent périodiquement l'interdiction de la « boîte à quat'roues » en ville tout en bloquant rageusement l'agrandissement du métro, sous le prétexte — malheureusement authentique — qu'à chaque fois que l'on creuse un trou dans la Cité éternelle on tombe sur un caillou de trois mille ans. A préserver, naturellement.

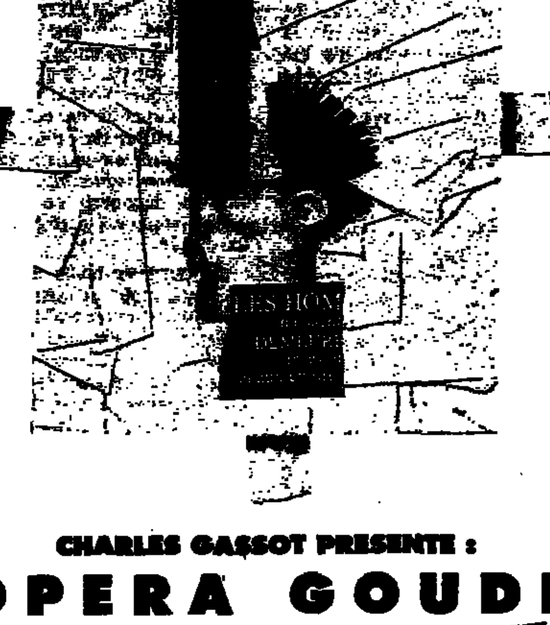
Alors, en vingt ans, une seule ligne et demie de métro a pu être percée, c'est-à-dire exactement 24,7 kilomètres de rails (contre 300 kilomètres à Paris, 400 à Londres, 103 à Madrid). Aujourd'hui, — merci Mondiale — les responsables reparlent de multiplier les lignes et les kilomètres. Mais il n'y a pas d'argent, pas d'administrateurs dignes de ce nom pas de *volonté politique surtout*.

Comment pourrait-il y en avoir une d'ailleurs, quand, au-delà du système clientéliste qui empoisonne la politique communale plus encore que la politique nationale, les politiciens locaux, dans leurs Alfa Romeo blindées officielles, sont les maîtres incontestés de la jungle d'asphalte. Avec leurs amis, contrevenants patentés, heureux détenteurs de ces fameux « permis spéciaux » qui permettent tout ou presque, ils échappent au chemin de croix quotidien du Romain moyen. Si Rome, comme on le dit méchamment à Milan, est la plus nordiste des capitales d'Afrique, pas étonnant que ses édiles se conduisent comme des chefs de tribu.

« *L'automobile, aujourd'hui, n'est plus un luxe, c'est une exigence professionnelle puisque les transports publics sont insuffisants. Il faut donc faire comme à l'étranger, les développer, bâtir des parkings, des voies rapides, etc.* » Ah, les belles paroles ! Elles ont été prononcées par Aldo Bozzi, député de Rome et responsable de la police urbaine. On était en 1954. Six ans plus tard avaient lieu les Jeux olympiques dans la Cité éternelle. Il n'en reste qu'un grand stade, qui vient d'être d'ailleurs quasiment démoli. Pour ajouter vingt mille places de plus dans les gradins...

PATRICE CLAUDE

QUAND TOUT EST DIT,
IL RESTE
LA MEMOIRE*



CHARLES GASSOT PRESENTE :
OPERA GOUDE
L'AVENTURE DE
"LA MARSEILLAISE"

*UNE VIDEO CASSETTE
PRODUITE PAR TELEMA / ARCANAL

SOCIÉTÉ

IMMIGRATION

Le « rancard du Var » de SOS-Racisme

L'intégration sur un air de raï

LES ARCS-SUR-ARGENS (Var)

de notre envoyé spécial

Environ trois mille « potes », venus de toute la France, ont convergé le samedi 9 décembre aux Arcs-sur-Argens (Var) à l'appel de SOS-Racisme. Un concert y clôturait le *« tour de France de l'intégration »* organisé par les amis d'Harlem Désir (*le Monde* daté 3-4 décembre).

On pelait de froid, mais les « potes » étaient en transe. Lorsque sur le coup d'une heure du matin Cheb Khaled est monté sur scène, la fatigue de cette nuit polaire a brusquement reflué. Sourires jusqu'aux oreilles et gestes enveloppants, Cheb Khaled est l'idole du public de SOS-Racisme.

Né dans l'Oranais, le raï, dont il fait figure de grand-prêtre, est une musique composite, métissée, qui emprunte à la tradition arabe pour la ligne mélodique et au rock pour la rythmique. Sa voix chaude s'étire en mélopées qui donnent des fourmis dans les jambes et fait chavirer beurs et beurettes. Débarqués en cars pour ce « rancard du Var », de La Courneuve ou des quartiers nord de Marseille, les « potes » attendaient comme une gourmandise cette fin de concert.

Cheb Khaled, ses synthétiseurs et ses percussions n'ont pas la même saveur aux yeux du public, lui-même métissé, que le rock des Avions, surgi des banlieues, ou que les rythmes africains matinés blues du Malien Salif Keita. Ce qui ne les a pas empêchés de leur faire fête à eux aussi. Ce fut une belle fin de concert, organisé comme un défi aux conditions météorologiques et au microclimat politique local : dans le Var, où Jean-Marie Le Pen a recueilli 25,08 % des suffrages exprimés au premier tour de l'élection présidentielle de 1988, SOS-Racisme fait incontestablement figure d'intrus.

Une manifestation du Front national avait eu lieu quelques heures auparavant dans les rues de Toulon afin qu'il ne soit pas dit qu'Harlem Désir ferait seule la « une ». La route menant au château où devait avoir lieu le concert avait été ornée de gigantesques « FN » fraîchement peints sur la chaussée...

Les gendarmes étaient nombreux alentour pour surveiller le public très jeune, où dominaient des enfants d'immigrés maghrébins. Pour les surveiller et les protéger. Dans certaines régions, le Front national a à ce point pris ses aises qu'un rassemblement de gosses, black, blancs ou beurs passe dorénavant pour une provocation aux yeux des gardiens de la flamme bleu blanc rouge.

Bel argument pour le discours de l'autre idole des « potes » (*« Harlem, Harlem, Harlem »*), qui a accusé le gouvernement de n'avoir *« rien fait »* pour l'intégration des immigrés, et qui a lancé : *« Lorsque les hommes politiques ne s'occupent pas d'un vrai problème, ce sont les démagogues qui s'en emparent. »* La présence, en invité vedette, de Marie-France Stirbois à la manifestation de Toulon, participait de la démonstration.

Cela fait plusieurs mois que SOS-Racisme crie casse-cou à ses amis socialistes avec lesquels la lune de miel semble tourner aujourd'hui au vinaigre. *« Nous sommes à la limite d'un divorce entre le pouvoir et la jeunesse »*, a déclaré Harlem Désir en guise d'avertissement, pour l'instant sans frais.

Ce message politique envoyé, le président de SOS-Racisme a cédé la vedette et le micro à Edmonde Charles-Roux, la veuve de Gaston Defferre, qui a gratifié les « potes » d'un *« Je vous aime »*, lequel a fait taire les sifflets qui l'avaient accueillie. Puis on est passé aux choses sérieuses : des accords assourdissants des satellites, un rock dur et épais qui résonnait encore dans les têtes lorsque les « potes » ont repris la route dans la nuit noire et glacée. Direction : moins les « quartiers chics » que ces « zones chocs » d'où, selon SOS-Racisme, vient tout le mal.

BERTRAND LE GENDRE

□ **Les Assises du MRAP pour l'égalité.** — Au cours d'Assises pour l'égalité, organisées samedi 10 décembre à Paris, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) a estimé nécessaire la relance d'*« une dynamique de l'égalité des droits en faveur des immigrés »*. Les participants ont en particulier demandé le contrôle des parquets pour les gardes à vue, afin d'éviter les bavures racistes. Mais, pour eux, *« les problèmes des immigrés ne sont que les révélateurs des dysfonctionnements de la société française et il est dangereux de présenter des mesures spécifiques pour les immigrés »*.

EDUCATION

Un colloque de la DATAR à Marseille

L'Europe de la formation a besoin des régions

« La confrontation entre les systèmes de formation européens fera éclater les moins performants. Or, face au modèle anglosaxon décentralisé, le système fortement centralisé à la française obtient de moins bons résultats. » **Ce constat brutal de l'un des participants éclaire bien la préoccupation qui s'est exprimée pendant les deux journées du colloque *« Régions et Formations. Europe 1999 »*, organisé par la DATAR à Marseille, les 7 et 8 décembre, avec le soutien de la Commission des communautés européennes et du *Monde*.**

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

Etayée par de très nombreuses contributions de chercheurs réunis pour la circonstance, l'argumentation qui s'est fait jour au fil des discussions était la suivante : le développement économique est désormais directement dépendant de la qualification des hommes. Un bon niveau de formation est nécessaire à tous les postes de travail (et pas seulement pour les cadres), pour s'adapter aux nouvelles technologies, mais aussi pour anticiper les évolutions, améliorer la qualité des produits et l'organisation du travail, développer l'innovation. Or dans ce système de production de plus en plus sophistiqué et évolutif, la région apparaît — plus que l'Etat — comme le bon niveau où peuvent être prises les décisions et ajustées les formations.

La régionalisation permet, en particulier, de mieux s'appuyer sur le tissu économique local et de faire participer directement les entreprises à la définition des emplois et des programmes. Comme l'ont souligné de nombreux participants, améliorer le système de formation ne suffit pas pour créer du travail, si cet effort ne repose pas sur une analyse précise des besoins et du potentiel économique et sur une véritable mobilisation sociale, qui ne peuvent s'opérer qu'à l'échelon local.

La construction européenne donne des perspectives nouvelles au développement des régions, en redessinant les équilibres géographiques et en faisant apparaître des jeux d'alliances inédits. L'exemple de la Sarre, présenté par son ministre du travail, M. Hoffmann, à ce titre est intéressant. Frappée de plein fouet par la crise du charbon, puis de la sidérurgie, qui constituaient l'essentiel de son activité, ce petit Land, aux marges de la RFA mais au cœur de l'Europe industrielle, a joué à fond la carte de la formation professionnelle et de la coopération avec les régions voisines (Luxembourg et Lorraine). C'est pourquoi M. Hoffmann a invité les Etats à encourager l'émancipation des petites régions à qui le marché intérieur européen offre une chance inespérée de développement et à ne pas s'opposer à ce qu'elles aient des contacts directs avec la Commission de Bruxelles.

Dans le domaine de la formation, une certaine coopération commence à s'esquisser à travers les frontières. Mais on n'en est encore qu'aux tâtonnements, en raison notamment de l'hétérogénéité des systèmes éducatifs et du poids des traditions. L'un des cas les plus avancés est certainement celui de l'Alsace et du Bade-Wurtemberg (« le Monde Campus » du 7 décembre), grâce à la communauté de langue et à une forte intégration économique qui se manifeste par l'importance des échanges commerciaux, des migrations de travailleurs et le poids des investissements étrangers dans l'industrie alsacienne. Pour François de Lavergne et Patrick Barraud, qui ont étudié cette situation en la comparant à celles du Hainaut franco-belge et des Pyrénées, la coopération transfrontalière, pour réussir, doit partir des réalités économiques et être coordonnée ensuite dans une planification cohérente. Si — comme c'est le plus souvent le cas — l'une de ces conditions fait défaut, on a soit un foisonnement d'initiatives spontanées qui ne parviennent pas à s'intégrer dans un courant organisé, soit une construction institutionnelle sans contenu réel. La coopération a besoin des institutions pour se développer, mais elle ne se décide pas d'en haut.

L'apparition de « nouveaux acteurs »

Force est de reconnaître que ce système idéal est encore loin de fonctionner et l'on assiste souvent, selon le mot d'un des participants, à une *« euro-agitation »* dont les résultats ne sont pas à la mesure des efforts dispensés. Cette relative inefficacité n'est pourtant pas entièrement négative. Les tentatives — même maladroites — de coopération apprennent à mieux se connaître et permettent d'établir des comparaisons critiques entre les systèmes de formation. Ensuite, elles font apparaître dans le champ éducatif de *« nouveaux acteurs »* dont l'importance est de plus en plus grande : collectivités territoriales, organisations socio professionnelles, associations, entreprises, établissements de formation... Elles remettent en cause les monopoles et les tutelles administratives. Elles suscitent des critères différents d'évaluation, prenant mieux en compte les besoins des utilisateurs. Bref, elles contribuent à rapprocher la formation du terrain et de la demande sociale.

C'est pourquoi M. Robert Chapuis, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, a souligné que cette évolution, qui va dans le sens de la politique de décentralisation et de *« projets d'établissements »* voulue par le gouvernement, devait être encouragée. Et il a annoncé que la France proposerait au conseil des ministres européens de l'éducation, le jeudi 14 décembre, *« un programme ambitieux d'échanges et de coopération de toutes natures pour les établissements d'enseignement secondaire, technique et professionnel »*. *« Il s'agit*, a-t-il précisé, *d'ajouter aux programmes Comett et Erasmus, qui ne concernent que les formations supérieures, des actions visant les rapprochements entre établissements de formation, ainsi qu'entre ces derniers et les entreprises, la constitution de réseaux, la formation d'enseignants et la production d'outils pédagogiques. »*

Même si la décentralisation est unanimement souhaitée, comment éviter qu'elle n'aboutisse à un renforcement des inégalités, en accentuant le fossé entre les régions les plus dynamiques et celles dont les ressources naturelles, humaines ou financières sont insuffisantes ? Ce thème des disparités a été abondamment illustré, par des exemples pris dans divers pays et, pour la France, par les documents inédits fournis par la DATAR, le CNRS et le CEREQ — (« le Monde Campus » du 7 décembre). Cette réalité prend une acuité particulière à une époque où l'on annonce une accélération considérable du nombre des bacheliers et, par conséquent, des investissements dans l'enseignement secondaire et supérieur.

C'est pourquoi M. Armand Fremont, directeur de la programmation et du développement universitaire au ministère de l'éducation nationale, a annoncé la mise en place d'une *« carte universitaire de grande ampleur »*, dont les idées directrices seraient les suivantes : rattrapage pour les régions ayant des retards importants (la France du Nord, de l'Est et de l'Ouest) ; constitution de pôles universitaires de dimension européenne (dans un premier temps, Grenoble et Strasbourg) ; création de nouveaux établissements dans les régions où la pression démographique est la plus forte (Ile-de-France et Nord-Pas-de-Calais).

Les riches et les pauvres

Ces disparités entre les régions sont évidemment encore plus forte si l'on considère l'ensemble du territoire européen, comme l'a fait observer M. Bruce Millan, commissaire européen pour la politique régionale. C'est pourquoi la Commission a une politique d'aide financière qui vise à les réduire. Mais pour être mené à bien, ce rééquilibrage devra jouer de toutes les possibilités qu'offre le nouveau paysage européen : aides communautaires et nationales, mais aussi aides des régions entre elles. Et M. Millan a souhaité qu'il y ait davantage d'actions de coopération entre régions riches et pauvres de pays différents de la Communauté. De son côté, M. André Kirchberger, représentant Mme Papandréou, commissaire européen chargé de l'éducation et de l'emploi, a appelé de ses vœux la constitution de *« consortiums d'organismes de formation au niveau européen »*. *« Ce colloque doit être le premier maillage d'un réseau que nous pourrons accompagner et soutenir. Il faut le poursuivre »*, a-t-il déclaré.

L'Europe de la formation, comme celle des régions, devra être le résultat d'actions d'ensemble et d'initiatives locales. Un mélange de planification et d'autonomie. Un « modèle européen », à mi-chemin entre le régionalisme et le jacobinisme, reste à trouver.

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

□ **M. Chenières ne soutient pas M. Le Pen.** — M. Ernest Chenières, le principal du collège Gabriel-Havez de Creil (Oise), a protesté dans un communiqué contre l'utilisation de sa photographie qui le faisait apparaître derrière le président du Front national lors de l'émission de TF 1 sur l'immigration, vendredi 8 décembre. *« Je souhaite lever toute confusion éventuelle et exprimer que mon intervention dans l'affaire des foulards à l'école, intervention rigoureusement professionnelle, ne ressort pas comme un engagement auprès de M. Jean-Marie Le Pen. »*

BICENTENAIRE

Le bilan de la Mission

Les derniers feux d'une célébration

La cérémonie d'entrée au Panthéon, le 12 décembre, de trois figures de l'époque révolutionnaire — Condorcet, l'abbé Grégoire et Monge — marquera l'achèvement de la célébration du Bicentenaire. Le bilan dressé par la Mission est positif, avivé en cette fin d'année par la rencontre de l'Histoire et de l'actualité.

Le président de la République fera un discours, on jouera la musique maçonnique de Mozart, on lira des extraits de leurs écrits : l'entrée au Panthéon du marquis Antoine de Condorcet, de l'abbé Henri Grégoire et de Gaspard Monge sera l'occasion, mardi 12 décembre de 19 h à 20 h, d'une brève cérémonie retransmise par Antenne 2. Elle marquera la fin des manifestations commémoratives nationales de la Révolution. Rien d'autre n'a été prévu, en cette fin d'année, pour célébrer la naissance des communes et des départements (novembre-décembre 1789), malgré l'intérêt de ce rappel à l'époque de la décentralisation.

Mais les Français ne sont-ils pas un peu las de cette commémoration ? Ils ont, il est vrai, beaucoup donné. Et l'actualité est largement ailleurs, non sans rapport avec les idéaux de la Révolution (droits de l'homme, souveraineté populaire, universalité des valeurs des Lumières, etc.), que l'année 1989 a permis de réexplorer. La Mission du Bicentenaire vient de dresser un bilan, et M. Jean-Noël Jeanneney, son président, a évoqué au cours d'une réunion de presse, mercredi 6 décembre, *« l'écho prodigieux »* de cette commémoration *« tout autour de la planète »*.

Le bilan quantitatif du Bicentenaire est impressionnant. Quelques chiffres, parmi d'autres, en témoignent : 1 300 ouvrages édités en France, 650 colloques d'universitaires et de chercheurs (dont 400 à l'étranger), 7 500 manifestations en province, 1 million de spectateurs et 800 millions de téléspectateurs pour le spectacle-défilé du 14 juillet, plus de 3 000 manifestations culturelles dans 115 pays, une augmentation importante du tourisme en France (43 millions de visiteurs cette année)...

L'appétit de connaissances

M. Jeanneney a rappelé le décalage perceptible pendant le premier semestre entre la multitude des initiatives provinciales, témoignant d'un réel intérêt, et la réserve ironique des milieux politico-médiatiques parisiens. Après le succès du 14 juillet, quel que soit le jugement porté sur les qualités artistiques et intellectuelles du spectacle de Jean-Paul Goude, cette distorsion a disparu.

Le président de la Mission n'a pas souhaité *« conclure »* sur le travail réalisé par une équipe restreinte (45 personnes) et ses répercussions, insistant toutefois sur un aspect moins visible du Bicentenaire : l'appétit de connaissances de bon nombre de *« citoyens libres, qui ont pris du plaisir pas seulement romanesque, mais aussi civique »* à découvrir ou redécouvrir cette époque cruciale de notre Histoire (1).

La dernière tâche est celle des archives, pour laisser des traces utiles de cette commémoration. La Mission s'y emploie pendant ce dernier mois. Un livre, largement illustré, sortira au printemps 1990. Le réalisateur Serge Moati a filmé cent quatre-vingts heures d'aspects inattendus du Bicentenaire : une séquence d'une heure trente est proposée sur FR 3 le dimanche 17 décembre (20 h 35). Une vidéocassette, de quatre-vingt-dix minutes également, retraçant le spectacle de Goude et sa préparation sera disponible ces jours-ci dans le commerce (199 F).

(1) *Le Monde*, pour sa part, y a participé, avec le succès remporté par notre mensuel *le Monde de la Révolution française* (environ 70 000 exemplaires diffusés en moyenne).

EN BREF

□ **L'avenir du parc national des Pyrénées.** — M. Antoine Waechter, député européen des Verts, a été reçu jeudi 7 décembre par le secrétaire d'Etat à l'environnement, M. Brice Lalonde, afin d'examiner le cas du parc national des Pyrénées. Ils sont tombés d'accord sur l'intangibilité de principe des limites des parcs nationaux. *« Seule une compensation territoriale procurant un très fort bénéfice à la protection de la nature peut justifier une légère modification des limites*, a indiqué M. Lalonde. *Dans le cas des Pyrénées, cette compensation devra se faire au bénéfice de l'ours. »*

□ **Tempête au Canada : deux morts, quarante-six disparus.** — Le bilan de la forte tempête, par très basses températures, qui sévit depuis quatre jours dans la région du golfe du Saint-Laurent, s'établissait, dimanche 10 décembre, en fin de journée à deux morts et quarante-six disparus, selon le centre de secours d'Halifax à l'est du Canada. Les recherches pour retrouver deux cargos, le *Capitaine-Torres* (vingt-trois membre d'équipage, pavillon du Vanuatu) et le *Johana-B.* (seize marins, pavillon panaméen) qui avaient coulé, jeudi soir, dans le golfe du Saint-Laurent ont été abandonnées, les équipes de secours ayant perdu tout espoir de retrouver des survivants. Des avions continuaient néanmoins, de survoler le secteur. En revanche, les recherches concernant le chalutier canadien *Johny-and-Sisters*, qui a disparu, vendredi soir, avec huit pêcheurs à bord, au sud du cap Race (Terre-Neuve) dans l'Atlantique nord-ouest, ont été intensifiées. Un mince espoir subsistait, lundi, selon le centre de secours. — *(AFP.)*

□ **Reports en série à Cap-Canaveral.** — Pour la troisième fois, le lancement d'une fusée Delta-2 a été reporté, dimanche 10 décembre, à la suite d'un problème de niveau de pression dans un réservoir de combustible. Reporté au lundi 11 décembre, ce lancement qui devrait permettre de placer sur orbite le quatrième exemplaire d'une série de satellites de navigation Navstar, reste prioritaire sur le lancement commercial — lui-même reporté par deux fois — de deux satellites britanniques et japonais par une fusée Titan-3. Ce dernier ne pourra donc avoir lieu avant le 20 décembre, d'autres lancements étant prévus au cours des neuf prochains jours à Cap-Canaveral. — *(AFP.)*

□ **New-York : manifestation d'homosexuels à la cathédrale Saint-Patrick.** — Un millier d'homosexuels ont manifesté, dimanche 10 décembre, devant la cathédrale Saint-Patrick de New-York pour protester contre l'attitude de l'Eglise à propos du sida et de l'avortement. Alors que le cardinal O'Connor, archevêque de la ville, commençait son homélie, une quarantaine de manifestants sont entrés dans la cathédrale et se sont attachés aux bancs. Des banderoles dénonçaient l'*« arrogance religieuse »* de l'Eglise et présentaient le cardinal O'Connoer comme une *« menace pour la santé publique »*. Une trentaine de personnes ont été interpellées. — *(UPI.)*

Le Monde de la Révolution française

Pour en savoir plus sur les hommes, les événements et les idées de la Révolution.

MENSUEL : 30 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

SOCIÉTÉ

DEFENSE

De préférence à un projet de l'OTAN

La Grande-Bretagne choisit de participer à un programme d'armement franco-italien

La Grande-Bretagne a choisi, à la fin de la semaine dernière, de s'associer à la France et à l'Italie sur un projet de missile antiaérien et antimissiles, de préférence à un programme concurrent de l'OTAN animé par les Etats-Unis.

Ce choix *en faveur* d'un programme européen, auquel l'Espagne, sollicitée de participer au projet de l'OTAN, pourrait elle aussi adhérer, devrait permettre au groupe français Thomson-CSF et au groupe britannique British Aerospace de rapprocher leurs activités dans le secteur des missiles avec la création, à égalité, d'une société commune.

Le programme franco-italien concerne, au départ, la production d'une famille de missiles antiaériens et antimissiles, dont les deux principaux sont le missile SAAM (surface-air antimissiles) pour la protection des navires et le missile SAMP (sol-air à moyenne portée) pour la protection d'un corps de manœuvre blindé. Ces deux systèmes d'armes ont été conçus à partir d'un même missile, l'Aster, développé en coopération par les sociétés françaises Aérospatiale, Thomson-CSF et ESD et par la société italienne Selenia.

La France a prévu d'acquérir le SAAM (pour un coût global de 9,8 milliards de francs) et le SAMP (pour un coût global de 13,3 milliards de francs) avant la fin du siècle.

De son côté, le Royaume-Uni vient de faire savoir que le programme SAAM avait été retenu pour les nouvelles frégates de la Royal Navy. Du même coup, les Britanniques ont renoncé à participer à un projet concurrent de l'OTAN, baptisé NAAWS (Nato Anti-Air Warface System) et intéressant, outre l'Espagne, les Etats-Unis, le Canada, l'Allemagne fédérale et les Pays-Bas. En plus de l'Espagne, qui est aujourd'hui sollicitée par les Français et les Italiens, l'Allemagne fédérale s'interroge sur sa participation au projet NAAWS.

Aux Communes, le gouvernement britannique a expliqué, la semaine dernière, que le système franco-italien lui convenait pour ses performances et son calendrier de production.

La décision du Royaume-Uni donne toutes ses chances au projet, conçu par Thomson-CSF et par British Aerospace, de regrouper leurs activités dans le domaine des missiles au sein d'une société filiale (à partenariat égal) qui s'appellerait Eurodynamics, avec un chiffre d'affaires attendu de l'ordre de 13 milliards de francs pour 13 000 salariés. Cette coopération est indépendante de la volonté manifestée par Thomson-CSF de racheter le groupe britannique Ferranti d'électronique de défense. British Aerospace a, pour sa part, renoncé à être associé à cette entreprise.

MEDECINE

Le Téléthon obtient plus de 250 millions de francs pour la recherche

Gènes télégéniques

Les dirigeants de l'Association française contre les myopathies (AFM) ont de quoi être satisfaits. Avec un montant de 256 310 754 francs, le Téléthon 89 a battu tous les *records* (en 1987, 195 millions de francs avaient été récoltés, et, en 1988, 186 millions de francs).

Plus d'un million de Français, auxquels il faut ajouter quelques Belges, Italiens et même Allemands de l'Est, ont joué le jeu de l'aide financière directe à la recherche sur les maladies génétiques que leur proposaient, trente-deux heures durant, de vendredi 19 heures à dimanche à l'aube, Antenne 2, FR 3 et Radio-France. Selon les propres termes du communiqué de l'AFM, le parrain du troisième Téléthon, Alain Delon, *« a déployé, tout au long de l'émission, un enthousiasme et une conviction qui, au-delà de ses talents de comédien, émanaient et rayonnaient de sa personnalité tout entière »*. On pourrait en dire autant des animateurs Jacques Chancel, Michel Drucker, Gérard Holtz et Claude Sérillon qui, comme le dit l'AFM, *« ont mobilisé, sans réserve, leur dynamisme et leurs qualités professionnelles sous lesquels on devinait attendrissement et admiration pour ces enfants malades, vedettes d'un jour »*. En ces deux jours, personne ne fut avare de baisers, de sourires et de bons sentiments.

Les objectifs de ce troisième Téléthon seront donc tenus. Les quatre cents programmes de recherche lancés grâce aux deux précédentes éditions seront poursuivis. Un effort financier particulier sera fait pour deux maladies dont les gènes ont déjà été identifiés, la myopathie de Duchenne et la mucoviscidose, l'objectif étant maintenant d'identifier les protéines produites par ces deux gènes défectueux pour aboutir éventuellement un jour à la mise au point d'un traitement curatif.

D'autres maladies bénéficieront des recettes de ce Téléthon : la rétinite pigmentaire, l'ataxie de Friedreich, la chorée de Huntington et l'amyotrophie spinale.

Au-delà du succès du Téléthon, un certain nombre d'interrogations demeurent, qui concernent tant le fonctionnement que le financement de la recherche en France. Etant donné le volume considérable d'argent brassé par des associations telles que l'AFM ou l'ARC (Association pour la recherche sur le cancer), il faudrait s'interroger sur le mode de distribution des subventions. S'agissant de ces deux associations, chacune ayant d'ailleurs sa spécificité, ne peut-on craindre qu'à terme elles se substituent purement et simplement à la puissance publique ? N'y a-t-il pas un risque de voir se développer – cela existe déjà en partie – une recherche à deux vitesses, l'une qui concernerait les pathologies « médiatiques », et l'autre des maladies « oubliées » ? En définitive, tout se passe comme si on assistait à un glissement de pouvoir, au détriment des organismes publics de recherche et au profit de personnalités charismatiques telles que MM. Bernard Barataud, le président de l'AFM, ou Jacques Crozemarie, le président de l'ARC. Cette dérive est en tout cas symptomatique des carences de la recherche médicale en France.

FRANCK NOUCHI

Les victimes des attentats en mal de « reconnaissance morale »

Des traumatismes qui n'en finissent pas

Au moment où va s'ouvrir, mercredi 13 décembre, le procès à la cour d'assises de Paris de Habib Maamar l'auteur présumé de l'attentat terroriste commis, le 23 février 1985, contre le magasin Marks and Spencer, de nombreuses victimes de la vague d'attentats commis à Paris en 1986 font toujours face, trois ans après, à leurs traumatismes physiques et surtout psychologiques. En mal de « reconnaissance morale », les victimes se sentent généralement incomprises, voire oubliées...

Pierre doit toujours marcher vite, sinon il titube. Après quatorze interventions chirurgicales et dix-huit mois d'hospitalisation, il ne peut plus lire ou entendre qu'au prix d'énormes difficultés. Blessé par l'explosion d'une bombe devant le magasin Marks and Spencer, le 23 février 1985 à Paris, Pierre estime toutefois *« avoir repris tant bien que mal une vie normale »* et il assistera en qualité de partie civile, le 13 décembre, à l'ouverture du procès devant la cour d'assises de Paris des auteurs présumés de cet acte terroriste.

Victime de l'attentat contre la préfecture de police de Paris, le 15 septembre 1986, Suzanne a certes pu reprendre, trois semaines plus tard, son emploi au service des permis de conduire. Mais elle vient de terminer une nouvelle cure de repos, ne prend plus le métro qu'avec réticence, est toujours prise de panique dans une foule et sursaute au moindre bruit.

Julie, qui venait d'entrer en sixième lorsqu'elle a été blessée dans l'attentat de la rue de Rennes, le 17 septembre 1986, a, pour sa part, raté ses deux premières années de collège et doit maintenant se tourner vers un cycle court. En dépit de grosses *« séquelles affectives »*, elle cherche, selon son père, à *« tirer un trait »* sur cet événement et ne parle jamais de sa mère, morte dans l'attentat. Pourtant, poursuit le père de Julie qui a revendu sa télévision pour éviter de nouveaux chocs émotionnels à sa fille, *« la vie vous rappelle constamment que vous êtes anormal »*.

Si les victimes d'attentats supportent finalement tant bien que mal leurs séquelles physiques, nombreuses sont celles qui se sentent, en revanche, toujours incomprises. D'autant, explique Mme Monique Cellerin, directrice de l'Institut national d'aide aux victimes, que *« le traumatisme psychologique est généralement inversement proportionnel à la gravité des lésions physiques »*. *« Les autres pensent toujours qu'on joue la comédie parce qu'on n'a pas été grièvement blessé »*, constate ainsi Suzanne. *« Ma hiérarchie m'a fait comprendre qu'au bout de trois ans je devais être guéri*, ajoute Jean pris dans l'explosion, le 8 septembre 1986, de la bombe placée dans le bureau de poste de l'Hôtel de Ville de Paris... *alors que mes oreilles sifflent constamment et que j'ai toujours des insomnies. » « Et quand on réclame une indemnisation au Fonds de garantie (1), on est toujours considéré comme des escrocs »*, affirme encore Michel dont le fils, blessé rue de Rennes, ne peut plus entendre pétarader, même un vélomoteur.

« Mentalité d'assisté »

« En résumé, nous dérangeons, s'insurge Jean, *car la société ne veut parler de nous qu'en tant que fait sociologique alors que nous existons en tant que victimes d'attentat. »* Tel n'est pas toutefois l'avis de Pierre pour qui *« un malade ne doit pas être traité comme un malade »*. Fort de ses vingt années d'expérience comme rééducateur des blessés militaires, cet expert-comptable de soixante-trois ans *« ne s'est jamais appesanti sur son cas »* et s'est replongé à fond dans son travail. Quitte à ne plus envisager sa retraite : *« Qu'est-ce que j'en ferais ? »*, s'interroge-t-il.

Pierre apparaît comme l'exception qui confirme la règle car d'une manière générale, les rescapés d'actes terroristes souffrent, selon Mme Cellerin *« d'un besoin de reconnaissance absolue »*. *« Les victimes d'attentat éprouvent un sentiment d'injustice d'autant plus grand à l'égard de ce qui leur arrive que, inconsciemment, elles n'étaient absolument pas préparées à vivre un tel traumatisme »*, ajoute-t-elle. Pour Michel, par exemple, l'attribution aux ex-blessés, d'un *« privilège ou du moins d'une facilité dans la vie »* ne serait que justice. Ce sentiment anime, également, Mme Françoise Rudetzki, présidente de SOS-Attentats – elle-même blessée dans l'attentat contre le Grand Véfour le 23 décembre 1983 – et qui se bat depuis 1985 pour obtenir l'attribution aux rescapés des explosions terroriste, du statut de victimes civiles de guerre.

Ce besoin de reconnaissance morale n'est pas satisfait par l'indemnisation des séquelles directement liées à l'attentat, ce dont le Fonds de garantie s'acquitte *« convenablement »*, selon Mme Cellerin. Nombreuses sont, en effet, les victimes qui ferraillent toujours contre le Fonds et l'administration pour *« faire reconnaître leurs droits »*. Jean qui s'était vu proposer une indemnisation après ses pertes d'audition, l'a finalement refusée en estimant qu'elle ne prenait pas en compte l'aggravation de son état. Faute d'accord, son dossier traîne depuis trois ans. Suzanne qui a été dédommagée pour cet *« accident de travail »*, a dû se faire enlever deux tumeurs au sein, apparues dans les deux ans qui ont suivi l'attentat. La médecine du travail refuse de les assimiler à des conséquences indirectes de l'attentat dont elle a été victime, alors que, selon un professeur qui l'a examinée, tel pourrait bien être le cas.

Pierre a, en revanche, laissé dormir son dossier au Fonds de garantie. Tout en évitant que son exemple constitue *« une jurisprudence négative »* à l'encontre des autres victimes, il souhaite, pour sa part, *« ne pas développer une mentalité d'assisté »*. Sans compter, s'interroge-t-il, qu'*« on est peut-être pas tout à fait innocent face à ces vagues d'attentats, dans la mesure où on est*, estime-t-il, *solidaire du gouvernement que l'on a élu et de ses choix »*. Le père de Julie n'est pas d'accord : *« Ces événements*, affirme-t-il, *constituent un gâchis humain et ils n'ont fait progresser aucune raison d'Etat. »*

Qu'elles ferraillent ou qu'ils travaillent, les victimes d'attentat réagissent avant tout selon leur tempérament : entre Pierre qui *« ne veut pas pleurnicher »* et Jean *« le combatif »*, les victimes tentent de se reconstruire, après le drame, avec leurs propres armes.

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

(1) Le Fonds de garantie contre les actes de terrorisme, qui a été installé le 9 septembre 1986, est destiné à secourir financièrement les victimes, grâce aux taxes prélevées sur les contrats d'assurances.

JUSTICE

Après l'évasion collective de Lannemezan

Quatre détenus s'échappent de la maison d'arrêt de Mende

Quatre malfaiteurs considérés comme très dangereux se sont évadés dimanche 10 décembre de la maison d'arrêt de Mende (Lozère), une prison réputée inviolable, où sont passés notamment Mesrine et Villoquet.

MENDE

de notre correspondant

Vers 7 h 30, dimanche, l'un des détenus, Hamdame Djemaa, menaçait au moyen d'une arme, réelle ou factice, les deux surveillants qui assuraient le petit déjeuner. Cet individu exigeait sous la menace l'ouverture des portes du quartier pénitentiaire et la remise des clefs. Après avoir enfermé dans une cellule les surveillants, Djemaa et trois autres détenus sortaient par la grande porte de la prison.

Une fois à l'extérieur, ils interceptaient une voiture, frappaient le conducteur avant de prendre la fuite dans ce véhicule.

A la demande de M. François Semur, procureur de la République à Mende, le plan Epervier était immédiatement mis en en place. Pendant toute la journée de dimanche, une centaine de gendarmes et de policiers furent déployés sur le terrain. Des barrages étaient installés sur les routes, et un hélicoptère venu de Lyon survolait la région. En fin de soirée, les recherchers ne donnaient aucun résultat et on ignorait la direction qui avait pu être prise par les fugitifs.

Les quatre malfaiteurs sont des spécialistes de l'évasion. Il s'agit de Stéphane Gardes, vingt-quatre ans, condamné à une peine de réclusion criminelle à perpétuité pour l'assassinat de douze coups de couteau d'un coiffeur demeurant à Saint-Laurent-du-Var (Alpes-Maritimes) ; de Rémi Sivane, vingt et un ans, qui purgeait une peine de dix ans de réclusion pour de nouveaux vols à main armée dans le Gard ; de Hamdame Djemaa, trente et un ans, de nationalité tunisienne, déjà condamné pour vol à main armée et pour s'être évadé en septembre 1987 de la maison d'arrêt de Montpellier en brandissant une arme fictive, et de Ahmed Otmane, vingt-huit ans, auteur d'attaques à main armée et qui avait, lui, réussi à s'évader de la prison des Beaumettes, le 16 juillet 1989, avant d'être repris.

JEAN-MARC GILLY

□ **Deux des évadés de Lannemezan arrêtés.** – Pierre Etcheverria, trente ans, et Gilbert Ghislain, vingt-six ans, deux des neuf détenus qui avaient réussi à s'évader mercredi 6 décembre de la prison de Lannemezan, ont été arrêtés par les policiers dans la banlieue de Pau, samedi 9 décembre au sortir d'un bar où ils avaient trouvé refuge. Ces arrestations, intervenues sans violence, portent à quatre le nombre des détenus « repris » depuis cette évasion collective.

FAITS DIVERS

Dans la Creuse

Ouverture d'une information pour enlèvement après la mort d'un enfant turc

LIMOGES

de notre correspondant

Tarik Kiftibasi, dix ans, disparu le 29 novembre dernier à Bourganeuf (Creuse), a été retrouvé mort samedi 9 décembre, dans une forêt à environ 6 kilomètres de la ville. Il était vêtu du blouson, de la chemise noir et blanc et des baskets qu'il portait le jour de sa disparition. L'autopsie a conclu à une *« asphxie mécanique »*, qui rend très vraisemblable l'hypothèse du meurtre. Dimanche après-midi, une information a été ouverte par le parquet de Guéret pour *« enlèvement d'enfant suivi de mort avec recherche du ou des auteurs »*.

Tarik était un enfant de la communauté turque du Limousin. Les immigrés turcs sont nombreux dans cette région où ils participent aux activités forestières. A Bourganeuf même, ils sont plus de 300 pour une population de quelque 4 000 habitants. Le père de Tarik, arrivé comme ouvrier voici plusieurs années, s'était établi à son compte voici trois ans.

Après la disparition de l'enfant, la communauté s'était cotisée pour offrir une récompense de 20 000 F pour tout renseignement susceptible d'éclaircir cette disparition. Au cours des recherches, entreprises par 250 gendarmes et pompiers, secondés par les bûcherons turcs qui connaissent très bien ces forêts, la zone où fut découvert le corps de l'enfant avait été ratissée plusieurs fois. Si l'enfant était mort de froid ou d'épuisement depuis dix jours, les animaux sauvages auraient commencé à dépecer son cadavre, estime la communauté, qui en déduit que Tarik a été probablement séquestré et que son corps a été jeté là où il a été trouvé après l'abandon des recherches.

GEORGES CHATAIN

Huit enfants brûlés vifs dans une série d'incendies

Huit enfants âgés de deux à dix ans sont morts dans les trois incendies qui ont ravagé des maisons d'habitation, dans la nuit du samedi 9 au dimanche 10 décembre. Près de Niort (Deux-Sèvres), le feu s'est déclaré dans une ferme, brûlant vifs trois frères et une sœur âgés de deux à dix ans. Leur mère a pu sauver deux autres de ses filles, sept ans et sept mois. A Chavagnes-les-Eaux, près d'Angers, trois garçons de deux, trois et sept ans sont morts, bloqués dans leur chambre mansardée au premier étage. Enfin, un autre incendie, près de Comines (Nord), a provoqué la mort d'un garçon de sept ans.

Prix spéciaux fin d'année

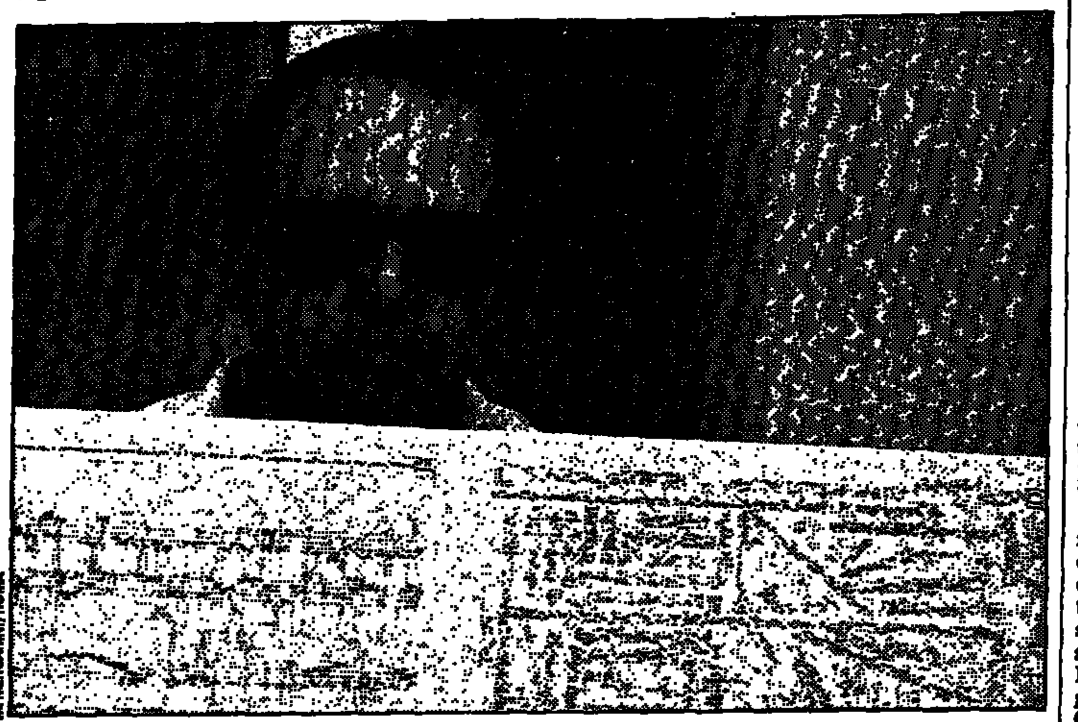
Venez choisir votre nouvelle PEUGEOT parmi notre stock permanent de 1000 véhicules*
toujours plus avec la griffe
NEUBAUER PEUGEOT
*en fonction des options désirées
MINITEL 3615 NEUBAUER
8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

MUSIQUES

« Intégrale Sade », de Bussotti, au Festival d'automne

« La passion selon Sade » fit un scandale mémorable en 1967
La voici sans spectacle, partition d'une complexité inextricable : le sadisme selon Bussotti.

Le goût de Sylvano Bussotti (né à Florence en 1931) pour le *théâtre, pour le travestissement,* une manière naturelle de cultiver le paradoxe, un pouvoir de séduction qui sent le soufre : tout a longtemps concouru pour faire du compositeur un personnage dont on parle et dont la légende se construit dans les journaux. On s'est donc étonné qu'il refuse d'accorder le moindre entretien à l'occasion de la création parisienne de son « Intégrale Sade » commandée par le Festival d'automne.


M. MENCARINI/ROMA

Sylvano Bussotti : une manière naturelle de cultiver le paradoxe

Mais peut-on refuser à un artiste le droit de livrer son œuvre toute crue plutôt qu'emballée, conditionnée et prédigérée par des articles destinés à préparer le public, à le chauffer, voire à l'attirer par des promesses fallacieuses ? On s'en voudrait donc de faire de la *réclame* ; on préfèrerait dire tout au plus qu'il est inutile d'aller écouter cette œuvre seulement par curiosité ou pour tuer le temps : la musique de Bussotti est très belle mais nullement divertissante ; scandaleuse, encore moins. En outre, on peut fort bien l'ignorer sans passer pour un ilote. Mieux, si l'on disait à un admirateur de Bussotti que, pour ce concert, la location marche moins fort que pour d'autres, il s'en réjouirait sincèrement. Le temps des malentendus, entretenus par des auditeurs frappés de surdité, a assez duré : *« On a mimé devant nous et ceux qui étaient restés jusque-là, des enfantements, des attitudes monstrueuses obscènes »*, écrivait un critique à l'issue d'une représentation de *la Passion selon Sade*, en 1967. De musique, il n'était pas question. Or précisement, c'est cette musique – réputée inexistante – qu'on pourra entendre lundi soir, sans l'attrait du spectacle, refondue dans une partition plus vaste.

A travers l'efflorescence de la ligne vocale (l'œuvre était à l'origine destinée à Cathy Berberian), la passion domine d'un bout à l'autre, indomptable, jaillissante. Les allusions au divin marquis, en revanche, sont presque indiscernables à l'audition : seule une réalisation théâtrale ou cinématographique permettrait de faire échapper l'œuvre aux *« espaces frigides des concerts »*, selon l'expression du compositeur, et de dévoiler l'imaginaire qu'elle renferme. De ce point de vue, l'examen de la partition se révèle beaucoup plus explicite : *« La manie de mettre entre parenthèses la majeure partie des indications et des prescriptions qui foisonnent, l'entassement parfois invraisemblable d'une écriture destinée à cinq chanteurs et une vingtaine de solistes instrumentaux sur un nombre réduit de portées, rendent le simple déchiffrage exagérément difficile, imposant aux interprètes une surcharge de virtuosité avec le risque calculé de les priver des libertés les plus élémentaires. On a parlé d'atroce sadisme de l'écriture et on pourrait en reparler encore... »* C'est en ces termes que Bussotti lui-même, dans une curieuse postface, commente sa partition sans fausse humilité, car il sait bien que les énigmes qu'il oblige ses interprètes à résoudre sont le gage de leur complicité.

Intensité du présent

Il est absolument impossible, en effet, d'éxécuter cette musique de façon routinière. Exécuter, d'ailleurs, n'a guère de sens car si, vocalement et instrumentalement, rien de ce qui est écrit n'est irréalisable – à la différence de maintes partitions d'avant-garde qui se donnent davantage les apparences du sérieux – l'accent est mis avant tout sur l'interprétation. Par l'écriture même ; avec tous les sous-entendus qu'elle renferme, l'interprète se sent invité à chaque instant à deviner ce qui se cache derrière des indications hermétiques, contradictoires ou insolites, il est obligé de prendre parti et, par là même, de s'exprimer de gré ou de force.

Tel est peut-être le secret de la force mystérieuse de cette musique qui assume, comme celle de Nono, le double héritage de Schoenberg et du bel canto : les tensions internes y sont, en effet, mises en valeur principalement par l'intermédiaire des interprètes. C'est souvent l'inverse chez la plupart des compositeurs d'aujourd'hui. Toutefois, il s'agit d'une intensité du présent qui renaît d'instant en instant plus que d'une intensité structurelle : Bussotti considère chaque page qu'il écrit, et dont il soigne amoureusement la calligraphie, comme un tableau, donc comme un tout. Comme un fragment du tout aussi, mais d'une *totalité* qui ne sera jamais atteinte. D'où l'indication paradoxale « Extraits » figurant sous le titre « Intégrale Sade ». La notion *« d'intégrale »* ne s'explique ici que par la présence, au sein d'une nouvelle œuvre, de la presque totalité de *la Passion selon Sade* (composée en 1965) et des divers « solos » qui en étaient sortis. Tout cela est à présent imbriqué dans une partition d'écriture un peu plus classique.

Bussotti, qui a déjà tant écrit pour la voix et la danse, présente cette « Intégrale Sade » comme la première des treize trames qu'il souhaite composer désormais. *« Assez souvent,* dit-il, *le fait d'entendre le simple récit d'une trame captive beaucoup plus que sa représentation, celle-ci étant toujours décevante. »* En matière de déception, Bussotti est un grand connaisseur. A un critique dont il craignait l'indulgence amicale, il recommanda gravement, avant la première représentation de *Nottetempo* : « Soyez sévère ! » C'est qu'on ne saurait être trop insatisfait.

GÉRARD CONDÉ

▶ Lundi 11 décembre, à 20 h 30, *Centre Georges-Pompidou,* grande salle.

Enfin « les Troyens » et la Bastille !

Rodage en douceur pour le nouvel Opéra avec deux grands spectacles et douze concerts

C'est officiel : l'Opéra de la Bastille ouvrira sa première saison le samedi 17 mars avec *les Troyens* dans leur version intégrale, en une seule soirée ; jamais l'Opéra de Paris n'avait rendu cette justice au chef-d'œuvre de Berlioz depuis sa composition il y a cent trente ans.

Pour ce début, la Bastille met les bouchées doubles, car c'est une production aussi lourde à monter que *Parsifal*, par exemple ; d'ailleurs les spectateurs auront le choix entre la version intégrale en une soirée le samedi, commençant à 18 h, ou en deux soirées successives en semaine, pour que les mélomanes qui travaillent n'en soient pas exclus.

Pier-Luigi Pizzi en assurera la mise en scène, les décors et les costumes – un tour de force dans un temps aussi court – tandis que Myung-Whun Chung sera naturellement à la tête de son Orchestre de l'Opéra rénové. La distribution devrait être de grande qualité avec notamment Grace Bumbry (Cassandre), Shirley Verrett (Didon), Gary Bachlund et George Gray (Enée), Nadine Denise, Colette Alliot-Lugaz, Anna Ringart, Gregory Reinhart, Philippe Rouillon, Jean-Philippe Courtis ; on voit que les chanteurs français n'ont pas été oubliés.

Ces sont ainsi 21 600 personnes qui pourront voir les *Troyens* dans leur intégralité, à des prix exceptionnels pour l'Opéra. Pour simplifier les comparaisons, disons que, lors d'une soirée normale, 900 personnes (un tiers de la salle) paieront seulement de 40 à 170 F, et 1 800 personnes de 40 à 270 F. Les places les plus chères ne dépasseront pas 370 F, contre 600 F l'an passé au palais Garnier *(voir ci-dessous)*. Il était important que d'emblée, une des promesses essentielles de l'Opéra-Bastille, touchant le prix des places, soit tenue.

Le second titre de cette mini-saison de quatre mois sera la reprise de *Katia Kabanova* de Janacek, superbe production de Götz Friedrich et Hans Schavernoch, dirigée à merveille par Jiri Kout, qui avait reçu au palais Garnier en 1988 le Grand Prix du syndicat de la critique dramatique et musicale. Elle sera donnée, sous la même direction, avec Karan Armstrong, Léonie Rysanek, Felicity Palmer, Stefano Algieri, etc.

Souci d'une mise au point parfaite

Le programme des spectacles, en cette période de rodage, paraîtra un peu mince, mais il sera renforcé par une série de concerts, inaugurée par Ruggero Raimondi, qui ouvrira l'année 1990 avec l'Orchestre du conservatoire de Moscou, suivi par le plus grand berliozien de notre époque, Colin Davis, qui dirigera *la Damnation de Faust*, comme une ouverture aux *Troyens*.

Puis viendront l'Orchestre philharmonique tchèque, Montserrat Caballe, Margaret Price, Edita Gruberova, les concerts de l'Orchestre de l'Opéra, dirigé par Chung, en particulier la magnifique *Messe glagolitique*, de Janacek, etc.

Par ailleurs, un grand nombre de manifestations diverses, concerts, expositions, initiations pédagogiques, autour des *Troyens* et de *Katia Kabanova* se dérouleront à la Bastille, dans l'amphithéâtre (quatre cent cinquante places) ou le studio, mais aussi au Louvre et au Conservatoire, prenant pour thème *l'Enéide*, la Grèce antique, toute l'œuvre de Berlioz, ainsi que la musique tchèque.

Nous reviendrons prochainement sur la mise en route progressive de l'Opéra-Bastille, certes lentes, mais dominée par le souci d'une mise au point aussi parfaite que possible des installations techniques de cette grande « usine », comme des organismes administratifs et artistiques.

L'un des problèmes délicats est, par exemple, le renforcement de l'Orchestre, qui a subi ces dernières années diverses hémorragies. Or les concours de recrutement, auxquels M. W. Chung consacre l'essentiel de son temps, ne sont guère encourageants : pour un hautbois merveilleux, on trouve bien peu de violons et d'altos honorables, encore moins de cors et de trompettes. Il faudra de longs mois pour reconstruire un orchestre complet, digne de sa tradition.

Néanmoins la « montée en puissance » de l'Opéra-Bastille devrait s'accélérer la saison prochaine avec sept productions et de nombreux concerts, pour atteindre cent cinquante soirées environ.

JACQUES LONCHAMPT

Quelques chiffres de comparaison

Pour apprécier les prix des places de l'Opéra Bastille, voici quelques chiffres comparables pour des spectacles français ou européens :

Opéra Bastille	de 370 à 40 F
Opéra Garnier (1988-1989)	*de 600 à 60 F (premières)*
	de 550 à 40 F (normal)
Monnaie Bruxelles	de 512 à 24 F (premières)
	de 320 à 24 F (normal)
Saison russe Champs-Elysées 1990	de 450 à 60 F
Opéra de Berlin-Ouest	de 425 à 55 F
Piano 4 étoiles (S. Rattle)	de 400 à 120 F
Châtelet *(Fidelio)*	de 395 à 60 F
Bobigny (*Don Giovanni*-Sellars)	de 240 à 190 F
Hossein au Palais des sports	de 240 à 105 F.

Rennes, la tour de Babel

Les onzièmes Transmusicales ont à nouveau permis aux différents courants du rock de se rencontrer

RENNES

de notre envoyé spécial

Le rock, tel qu'il se joue à travers le monde, n'a plus rien d'un mouvement, n'est plus une avant-garde, n'a pas de direction ou de vocabulaires communs. Le rock est devenu un conglomérat d'expériences, de chapelles, de tendances partageant une préhistoire, celle qui va jusqu'au milieu des années 60.

Les Transmusicales jouent tout d'abord le rôle d'une tour de Babel. A Rennes, jusqu'à dimanche soir, le public a rangé œillères et boules Quies pour essayer de mesurer toutes les musiques à l'aune du plaisir. *C'est ainsi qu'on voit se dessiner* des correspondances et des itinéraires inattendus, des rapprochements entre continents et genres, traditions et innovations.

Résultat inévitable du poids des années, les pastiches et les parodies ont occupé une bonne part des Rencontres. On a déjà parlé ici (*le Monde* daté du 10-11 décembre) de la performance de Lenny Kravitz, de sa dette envers les années 60 en général, et envers John Lennon en particulier. Côté McCartney (joliesse et séduction), on a vu Richard Barone, un Américain accompagné d'une violoncelliste, d'un percussionniste classique et d'un guitariste acoustique. Il reprend un titre des Beatlles (*Cry baby cry*) et beaucoup des arrangements que George Martin avait imaginés pour le groupe il y a vingt ans. Simplement, tout se fait sous nos yeux et l'élégance de la performance fait passer la légèreté du fond.

Sur le terrain de la bouffonnerie, Mojo Nixon, anarchiste américain, que l'on imaginerait bien se réfugiant dans les montagnes Rocheuses pour échapper au fisc, a rencontré les VRP, groupe aussi français que son nom peut le laisser craindre. Le premier, accompagné par Skid Ropper à la planche à laver et grattant frénétiquement une guitare qui tombe en ruines, a chanté les thèmes favoris des tabloïds de supermarchés : la résurrection d'Elvis ou les extra-terrestres, le tout sans perdre une occasion de couvrir d'injures George Bush et Michael J. Fox.

La démission du quotidien

Les seconds jouent sur des instruments pour enfants, sont habillés et coiffés comme de vrais VRP et font rire des grands malheurs de la vie de tous les jours : les restaurants d'autoroutes, les fêtes de famille ratées et les accidents de voiture. *Entre* Tronchet ou Goossens (pour la bande dessinée) et Jérôme Deschamps (pour le théâtre), les VRP ont commencé à construire un monde. Leur spectacle gagne à être vu plusieurs fois. C'est de bon augure pour la suite de leur carrière.

On pouvait également passer à des choses beaucoup plus sérieuses : de Slovénie, de RFA ou d'Oakland (Californie), trois groupes se sont partagé le fonds de commerce de la musique industrielle. Tous construisent leur musique autour du martellement des synthétiseurs et des stridences, généralement associés aux chaînes de montage travaillant à pleine capacité. A partir de cette base, les Yougoslaves de Borghesia décorent leur spectacle de rétroprojections, comme au plus beau des années 60, avec tout de même un goût alarmant pour les images de troupes nazies défilant au pas.

En plus des synthétiseurs, les Allemands d'Einsturzende Neubauten sont allés piller le rayon quincaillerie d'un grand magasin pour étoffer leurs sons avec un établi : des plaques de tôle et quelques outils. C'est un truc que leur ont emprunté les Beatnigs, trois Noirs et un Asiatique de la région de San-Francisco.

Sur les bords de la marge de la scène américaine, les Beatnigs déclament de longs textes politiques que l'on parvient mal à appréhender parce qu'ils ont un excellent batteur et, contrairement aux précédents, un peu d'humour.

Enfin, il y eut tous les croisements et métissages qui font que les Transmusicales méritent leur nom. Même si les organisateurs n'ont pas pris en compte le courant de la « world music » en tant que telle (mis à part la présence du vieux griot. Onipanua, rappelant aux cancres que James Brown et *John Lee – Hooker étaient des* Afro-Américains), on en a entendu des échos, de ci, de là. Par exemple dans le rock chanté en arabe et en français de Jimmy Oihid, un petit bonhomme à la voix intense qui bouge comme un chanteur de variétés moyen-oriental et chante comme un *club de Memphis*. Ou dans la musique intelligente de Foreign Affair, des Israéliens qui ont emprunté à la musique orientale le secret de la durée : leurs guitares tournent jusqu'à l'hypnose, sans se détacher tout à fait de leurs influences anglo-saxonnes.

A l'intérieur même du rock, groupes et musiciens sautent les barrières. Urban Dance Squad vient des Pays-Bas (mais le chanteur et le bassiste sont américains) et applique à la lettre ce que promet leur nom. La brigade de danse urbaine mélange le rap (pour les voix et les disques qu'un disc-jockey martyrise au fond de la scène) et le hardrock (pour la guitare et la rythmique). Résultat : on peut concilier les plaisirs des deux musiques, danser le hip-hop en se cognant la tête contre les murs.

Sauter les barrières

On pourrait également parler des nouveaux folksingers qui consomment peu d'électricité et voyagent sans trop de bagages : Rory McLeod, ou Sons of the Desert ; ou bien des groupes, généralement français, qui ont joué dans les bars de Rennes, rappelant que c'est bien là que le public et les musiciens peuvent faire leur éducation.

C'est pendant les Transmusicales que nous était annoncée la première sélection du programme FAIR (1) d'aide aux tournées : sur les quinzes groupes retenus, six étaient programmés aux Rencontres. Cette présence des structures officielles de soutien au rock, la tenue du salon Rock Affaires, ont permis aux Transmusicales de conforter leur position.

THOMAS SOTINEL

(1) Fonds d'aide et d'intervention pour le rock.

14 NIVEAUX
L'AMERICAN
LANGUAGE PROGRAM
de l'American Center
se trouve maintenant
dans le 6e et le 8e.
2e trimestre :
4 janvier - 28 mars
Public Speaking - English for Economics and Trade - Film Course - Medical English - Write Right ! - America Today - Video - Popular Writing and the American Press - Sounds English.
Sessions intensives
Préparation au T.O.E.F.L.
F.P.C.
Rive Gauche
1 place de l'Odéon
75006 Paris
Tél : 46 33 18 52
Rive droite
49, rue Pierre Charron
75008 Paris
Tél : 42 56 25 49
INSCRIPTIONS MAINTENANT

Après examen de certains foies gras, il s'est avéré que nombre d'animaux avaient eu la gentillesse de faire don de leur corps. Merci c'est trop.

"Foie de poule, de dinde et autres gallinacés... ajout de soja, de graisse, de muscle ou de foie maigre". Décidément, depuis deux ans certains producteurs indélicats voudraient prendre les consommateurs pour des dindons et leur faire avaler des foies gras qui, d'oie ou de canard, n'en sont pas. A l'analyse pourtant, ces fins cuisiniers sont vite débusqués.
Certes, toutes ces manipulations n'attentent pas à la santé des clients. Mais il convient de préserver un label de qualité obtenu par le travail des professionnels les plus sérieux, et de justifier les prix offerts au consommateur.
Voilà pourquoi les Centres E. Leclerc n'ont pas hésité à recourir à plusieurs laboratoires pour effectuer leur sélection de Noël. Bon appétit.

CLM/BBDO

E.LECLERC

CULTURE

THÉATRE

Féroé, la vie d'un rêveur

Au Théâtre de la Ville, une production du TNP, Féroé la nuit, de Michel Deutsch, mise en scène de Georges Lavaudant. Un homme à la recherche d'un souvenir.

Deux hommes se battent dans la nuit, et les coups résonnent contre le rideau de fer. *Ils se séparent*, s'en vont l'un après l'autre. L'un d'eux boîte, c'est Féroé héros de la pièce de Michel Deutsch, mise en scène par Georges Lavaudant, au Théâtre de la Ville. *Ainsi commence Féroé la nuit.*

Puis le rideau de fer se lève sur un paysage de sable, très blanc dans la lumière blafarde. Une femme pousse un vieux landau précédé par son ombre, elle recom*mande son fils Féroé* à une jeune fille en maillot à fleurs. Des silhouettes d'hommes sont posées immobiles, de dos. Sans ombre portée. Les « belles images » qui sont *la marque de Georges Lavaudant*, sont ici mieux que belles. Au magnifique décor net, ouvert, disponible de Jean-Pierre Vergier, elles apportent un mystère, la sensation de *quelque chose de fugace*, qui se dérobe et qu'il faut saisir.

Michel Deutsch dit que Féroé est son Peer Gynt. Il n'est pas un héros, mais un aventurier qui avance, poussé par l'irrépressible désir de savoir. Et d'abord de *savoir avec qui il s'est battu.* Féroé avance en boitant, le regard curieux, attentif, mais l'esprit accroché aux rêves. C'est la poursuite d'une utopie qui le fait avan*cer, pas la quête du pouvoir ou de* la richesse. Ce en quoi il diffère de Peer Gynt. Féroé veut seulement connaître, comprendre, aimer. Aimer, il n'y parviendra pas. Il *trouve l'amour et se laisse* entraîner plus loin. Il ne veut pas s'arrêter tant que sa recherche n'a pas abouti, ne veut pas admettre qu'elle ne peut aboutir. Féroé est un rêveur rebelle.

Le goût du jeu et l'humour

Et avec lui, son histoire avance comme un roman d'aventures hale*tantes et loufoques*, digne de Pardaillan ou de Harry Dixon. Féroé rencontre quantité de gens de pouvoir, des gens riches – des hommes politiques, un savant équivoque, un tenancier de boîte de nuit, qui lui prendra son amour et en fera une star tandis que lui deviendra un boxeur célèbre, et puis les flics qui mettront un terme à sa recherche et à sa vie. Il rencontrera également l'enchanteresse Circé, retrou*vera des lambeaux de son enfance* et jamais ne perdra le goût du jeu, l'humour.

Féroé est un naïf, un innocent dostoïevskien qui traiterait ses *angoisses par l'action et l'ironie.* Son inébranlable volonté de savoir donne une unité aux péripéties, aux ellipses, sautes de temps, sautes de lieu du récit. Le spectacle, parfaitement construit, est d'une logique interne évidente. Sa clarté doit *beaucoup à la personnalité* de Patrick Pineau, Féroé têtu, vulnérable, courageux comme un chevalier, pur comme un enfant qu'aucune magouille ne peut abîmer, peut-être parce que, au fond, il reste un peu au-dehors des autres, *seulement engagé dans* sa propre histoire.

Autour de Patrick Pineau, tournent des marionnettes ridicules ou inquiétantes, et deux femmes. La mère – Annie Perret – et celle qui a aimé Féroé, Sylvie Orcier, formidablement vivante et drôle. La distribution homogène tient le *rythme, la tension, les éclats* burlesques. La splendeur paisible des images donne un climat tragique destabilisé par la dérision. Michel Deutsch et Georges Lavaudant portent sur le monde le même regard lucide, railleur et furieux : *leur spectacle est d'une qualité unique.*

COLETTE GODARD

► *Théâtre de la Ville. 20 h 30 jusqu'au 16 décembre. Tél. : 42-74-22-77.* **Le texte est paru aux Editions Christian Bourjois (60 F).**

LE BLEU, BLANC, ROUGE ET LE NOIR
OPERA POUR MARIONNETTES
LIVRET ANTHONY BURGESS
MUSIQUE LORENZO FERRERO
MARIONNETTES ENRICO ET ANDREA BAJ
MISE EN SCENE MASSIMO SCHUSTER
Coproduction CENTRE CULTUREL FRANÇAIS DE MILAN
THEATRE DE LA SCALA
6 REPRESENTATIONS EXCEPTIONNELLES
DU 11 AU 17 DECEMBRE
CENTRE GEORGES POMPIDOU
LOCATION : 42.96.96.94

CYCLE DE CREATIONS
SYLVANO BUSSOTTI
INTEGRALE SADE
MUSIQUE VIVANTE
DIEGO MASSON
OPERA COMIQUE
LOCATION : 42.96.96.94

La mort de Bruno Carette

Rire pour ne pas avoir froid

Bruno Carette est mort le vendredi 8 décembre à Paris, à l'âge de trente-trois ans, à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, d'une crise foudroyante consécutive à une leuco-encéphalite pour laquelle il était soigné depuis le 31 octobre. Il sera inhumé le mardi 12 décembre au nouveau cimetière d'Antibes à 16 h 30.

Très tôt après le lancement de Canal Plus, une bande de drôles, une drôle de bande allait s'imposer et imposer dans le paysage audiovisuel une chaîne de télévision aux débuts incertains : Chantal Lauby, Alain Chabat, Dominique Faruggia et Bruno Carette, dans la foulée de Coluche et des meilleurs fantaisistes, s'inventaient un nom de bap*tême, les Nuls, et s'ouvraient en* grand les portes de l'humour *dévastateur.*

Bruno Carette et ses camarades, par le biais d'un feuilleton quotidien d'abord, « Objectif nul », puis par leur pastiche de journal télévisé, le « JTN », à renfort de fausses nouvelles et fausses publicités, de charges contre la quasi-totalité des émissions télévisées, françaises et américaines, à force de sketchs *aussi*, où Bruno Carette lui-même dessinait des personnages de *pure* fantaisie, comme le désormais célèbre Misou-Misou ou Hassan, l'épicier arabe, dénonçaient tous les tics, toutes les injustices, toute l'imbécillité d'un monde que leur humeur, que leur humour, rendaient aussitôt plus supportable.

Entre les Nuls et le cinéma

Bruno Carette, né en Algérie, n'avait pas trouvé d'autre arme que le rire pour retrouver un peu *de la chaleur de sa terre natale et* contrebattre les effets du froid *de ce côté-ci* de la Méditerranée, un côté où il ne voulait jamais trop s'attarder malgré un succès grandissant et la présence de ses amis. Neveu d'un chanteur populaire français, Georges Blanes, qu'il était aller applaudir au Festival off d'Avignon en 1988, neveu aussi de la chanteuse Lucette Raillat, qui avait connu son heure de gloire dans les années *50* en interprétant *la Môme aux boutons*, frère du comédien et metteur en scène de théâtre Didier Carette, Bruno Carette ne concevait *pas d'autre* métier que le sien, entre les Nuls *et le cinéma, qui le courtisait* mais où il ne voulait pas répéter ce *qui* l'avait fait connaître à la télévision.

Après une participation au dernier film de Gérard Jugnot, *Sans peur et sans reproche*, il avait accepté d'enthousiasme, au printemps de cette année, la proposition d'un homme dont il aimait les films, Louis Malle, d'intrépréter, aux côtés de *Miou-Miou et de Michel Piccoli*, le rôle d'un camionneur. Neuf *semaines de tournage lui avaient* permis de découvrir une nouvelle *famille et un univers qui le passionnaient. Milou en mai* sortira *en janvier prochain.*

D'ici là, c'est toute une géné*ration qui devra* – il le voulait – imaginer une nouvelle façon de rire. Les Nuls l'y aideront en rendant hommage toute cette semaine, à l'heure de « Nulle part ailleurs », sur l'antenne de Canal Plus, qui abritait leur dernière émission commune, « ABCD nul », à celui qui, aujourd'hui, leur manque et nous manque.

OLIVIER SCHMITT.

TÉMOIGNAGE

Un bonheur fugitif

par Louis Malle

LE côté horrible de notre travail, c'est qu'il crée des *relations extraordinairement* intenses pendant quelques mois, *et puis le tournage se termine*, chacun part de son côté, c'est comme une mort. On se revoit ensuite, avec une sorte de gêne, comme des amants séparés, restés amis, mais qui osent à peine se regarder, tant est forte l'émo*tion du souvenir.*

Cette émotion, je l'ai ressentie *plus que jamais en apprenant la* nouvelle stupéfiante de la mort de Bruno Carette. Nous nous étions rencontrés en mars dernier, quand je distribuais les rôles de mon dernier film, *Milou en mai.* Je ne le voyais pas *a priori* dans ce rôle de camionneur plutôt balourd qui s'introduit par accident dans une *famille bourgeoise. Mais j'ai vite* compris que sa souplesse, sa légèreté, sa drôlerie jamais vulgaire allaient donner au personnage la grâce qui aurait pu si facilement lui manquer.

Pendant le tournage, je n'ai pas cessé de me réjouir de l'avoir choisi. Nous l'aimions, lui et le personnage *qu'il jouait, il nous faisait* rire, il nous charmait. Nous partagions tous ce plaisir d'être ensemble, heureux, concentrés, une *famille idéale, comme elles n'exis*tent pas dans la vie. Nous sentions *que ce bonheur était fugitif, un* moment volé, une sorte d'extase qui continuait après les heures de travail. Bruno, nouveau venu au cinéma, le ressentait peut-être plus qu'un autre. Il venait nous voir les jours où il ne tournait pas, il savait qu'il nous manquait.

Quand tout le monde est parti, je suis resté dans le Sud-Ouest avec l'équipe de montage. Nous *nous parlions au téléphone, je lui* disais comme j'aimerais retravailler *avec lui. A mon retour à Paris, en* octobre, nous devions nous voir un *soir. Il s'est décommandé,* une grippe disait-il. Ensuite, il est entré à l'hôpital.

Je n'ose pas dire quelle grande carrière il aurait eu au cinéma, la place qu'il aurait prise après des débuts aussi remarquables. Je veux seulement me rappeler son sourire, sa gentillesse profonde. Comme nous sommes heureux qu'il ait fait ce film ! Sur l'écran, nos amis disparus sont là pour toujours. La mort n'y peut rien.

RTL : LES ANNÉES 90
DE QUOI SERA FAITE LA DÉCENNIE ?
15 personnalités répondent sur RTL
Hélène AHRWEILER (PRÉSIDENTE DU CENTRE POMPIDOU) Françoise CHANDERNAGOR (ÉCRIVAIN) François DALLE (INDUSTRIEL)
Françoise GIROUD (JOURNALISTE) Alfred GROSSER (UNIVERSITAIRE) François JACOB (PRÉSIDENT DE L'INSTITUT PASTEUR) Serge JULY (JOURNALISTE)
Bernard-Henri LEVY (ECRIVAIN) Jean-Marie LUSTIGER (ARCHEVÊQUE DE PARIS) Alain MINC (INDUSTRIEL) Jean d'ORMESSON (ECRIVAIN)
Louis PAUWELS (JOURNALISTE) Bernard PIVOT (JOURNALISTE) Haroun TAZIEFF (VULCANOLOGUE) Elie WIESEL (ECRIVAIN)
MARDI 12 DÉCEMBRE
DANS TOUS LES JOURNAUX ET LES FLASHES
RTL
DE 6H30 A 18H30

DDB NEEDHAM

Comme vous pouvez le constater,
la fine pétillance naturelle de Badoit
allège votre quotidien.

Regardez-les danser, ces petites bulles fines et légères. Approchez-vous et écoutez-les chanter quelques instants à la surface de votre verre. Difficile de résister à leur léger gazouillis. Alors, tendez les lèvres et constatez avec ravissement que ces petites bulles titillent doucement vos papilles. Après, tout votre repas n'est plus que légèreté… Dans un monde en pleine effervescence, la fine pétillance naturelle de Badoit vous offre un grand moment de plaisir.

SOURCES BADOIT

Y'A D'LA JOIE DANS LA BADOIT.

SPORTS

SKI ALPIN : Critérium de Val-d'Isère

Les canons de la victoire

Le Suédois Niklas Henning a gagné, dimanche 10 décembre, à Val-d'Isère, le super-géant comptant pour la Coupe du monde de ski alpin. Parti en *trente-cinquième position*, l'enfant d'Are a ravi la victoire à Franck Piccard, pour quelques centièmes de secondes.

VAL-D'ISERE

de notre envoyé spécial

Le soleil est au rendez-vous, dans le petit matin. Il illumine le paysage. Majestueux, les sommets qui entourent la station se découpent dans un ciel parfaitement bleu. Le temps est au beau fixe et rien ne semble vouloir modifier l'aiguille des baromètres.

La Savoie en chantier s'accommode, vaille que vaille, de cette nouvelle donne. Les entreprises de travaux publics poursuivent leurs constructions au-delà des dates habituelles, les magasins d'articles de sports laissent des chaussures de tennis dans leurs vitrines, et toute une population regarde le ciel dans l'espoir d'apercevoir quelques nuages. « *Depuis plusieurs années la neige n'est pas abondante au moment du critérium*, assure un hôtelier avalin, *mais au moins elle masque la terre et les rochers, elle donne l'illusion.* » En ce mois de décembre 1989, le blanc ne s'affiche pas dans la vallée de la Tarentaise.

Les responsables de la station de Val-d'Isère ont mobilisé les moyens mécaniques pour compenser les carences du ciel. Depuis trois semaines, trente-neuf canons à neige implantés sur la piste de la Daille crachent, nuit et jour, leurs cristaux de remplacement. Des camions chargés du précieux or blanc ont gravi les pentes pour répandre leur contenu sur l'aire de départ. Au total ce sont 80 000 mètres cube de neige artificielle qui ont été produit pour permettre à l'épreuve d'avoir lieu. « *Un pari qu'il nous fallait gagner*, explique Jean-Claude Fritsch, directeur du club des sports, *face à nos responsabilités olympiques.* »

Site des prochains JO, la station de Jean-Claude Killy se devait de montrer sa capacité à résister aux mauvais coups du sort. Trop longue, la piste de descente n'a pu être aménagée et l'épreuve a été reportée sur les pentes italiennes de Val-Gardenna. Pour le super-géant la situation était différente puisque une dénivellation de 515 mètres suffisait. L'eau de l'Isère transformée en billes blanches a constitué un tapis d'une trentaine de centimètres, apte à recevoir les piquets, capable de laisser glisser les concurrents.

Sur ce boulevard blanc, les skieurs, de retour de la tournée américaine, ne se sont pas sentis trop dépaysés. « *La neige artificielle est même meilleure ici*, remarquait Luc Alphand lors de l'entraînement, *car elle a été brassée. Elle n'offre pas ce côté trop compact que l'on rencontre aux Etats-Unis ou au Canada.* » Les conditions étaient donc réunies pour que les vedettes du cirque blanc s'affrontent à la loyale. Avec une pointe de méfiance, toutefois, de la part de Franck Piccard, qui regrettait la mauvaise visibilité des premiers mètres de la piste, plongés dans l'ombre.

Mais, en ce dimanche matin, jour de course, qui aurait pu parler de secteur sombre. Franck Piccard mettait bon ordre dans cette classe dévergondée où un Italien nommé Peter Runggaldier avait damé le pion à Pirmin Zurbriggen.

Le champion olympique de super-géant retrouvait sa place de leader. La blessure au genou semblait oubliée et le jeune homme, qui affirmait s'être beaucoup entraîné, arborait un sourire de satisfaction. Alors que les cameramen pressaient le skieur, René, son père, confessait « *Je l'ai senti en forme hier soir lorsqu'il m'a téléphoné, car il m'a simplement dit de ramener aux Saisies la voiture qu'il venait de recevoir de Renault. Avec lui, quelques mots suffisent pour comprendre son état psychologique.* »

Piccard le placide avait confiance en lui. Les problèmes de matériel, les douleurs liées aux blessures étaient rangés très loin dans le placard des mauvais souvenirs. La volonté de gagner, l'envie de montrer à ses éternels adversaires suisses ou autrichiens, qu'il était, lui aussi, un champion avait enfin pris le dessus. Sur une piste qu'il connaissait bien, sur une neige qu'il appréciait, face à la famille venue en nombre, Piccard la gagne étalait sa puissance.

D'une station de radio à l'autre, le skieur allait répétant qu'il « *avait bien préparé sa course* », avouant à demi-mot qu'un déclic s'était produit en lui au cours de l'été. Par moments, il jetait un coup d'oeil au panneau d'affichage pour s'assurer que la victoire était toujours là, en coureur sérieux qui sait qu'une course n'est jamais gagnée avant que le dernier concurrent franchisse la ligne. Le mauvais temps du Suisse Peter Mueller ou la chute de l'Italien Alberto Tomba, sérieusement blessé à l'épaule gauche, ne pouvaient que le conforter.

Le soleil se préparait pourtant à lui jouer un mauvais tour. Au Suédois Niklas Henning, porteur du dossard numéro 35, il offrait un parcours mieux éclairé. Avec cinq centièmes de moins au passage de l'intermédiaire, l'enfant d'Are raflait la mise. Franck Piccard laissait alors s'exprimer sa déception. « *Je suis vaincu par un gars qui n'appartient même pas à la première série.* » Le masque se refermait un peu, l'athlète retrouvait sa réserve habituelle.

Cette neige artificielle qui avait si bien laissé glisser le Français était demeurée bonne pour ses successeurs sur la piste. Elle allait même permettre à son coéquipier du groupe des polyvalents, Jean-Luc Crétier, de se hisser à la onzième place. Mais elle avait surtout sorti de l'ombre un skieur suédois qui lui avait ravi la victoire. « *Le soleil a tourné* », répétait Franck Piccard comme pour se convaincre que Niklas Henning n'était pas vraiment un adversaire face à ses ambitions enfin présentes. Henning, arrivé samedi soir vers 11 heures à Val-d'Isère à cause d'un retard d'avion au départ des Etats-Unis, savourait sa chance. Le décalage horaire n'avait pas diminué ses capacités, au contraire, il lui avait fourni cette sorte d'inconscience qui pousse à réaliser l'impossible. Douze heures après être arrivé dans la station, il signait sa première victoire en Coupe du monde.

SERGE BOLLOCH

GYMNASTIQUE

Douloureux soleil

Le champion de France de gymnastique, Stéphane Cauterman, s'est blessé, samedi 9 décembre, dans l'épreuve de barre fixe de la coupe olympique organisée à Gravelines (Nord). Il a heurté la barre avec la gorge en tentant une figure inédite pour lui en compétition, un double salto avec rattrapé de barre. Conduit au Centre hospitalier de Dunkerque dans un matelas coquille, le gymnaste souffre d'une fracture de l'épineuse L2 (pointe de la vertèbre) dans le milieu du dos. Stéphane Cauterman avait recommencé à marcher dès samedi soir et devrait reprendre progressivement la gymnastique.

Les résultats

ATHLÉTISME

Cross des Mureaux

Hommes. – 1. Pantel (Marignane), 9,355 km en 26 min 50 s ; 2. Da Silva (Por.), 27 min ; 3. Levant (Anzin), 27 min...

Dames. – 1. Hunter (G-B), 3,965 km en 12 min 58 s ; 2. Fates (Sarreguemines), 13 min 3 s ; 3. Collard (Bel.), 13 min 6 s...

Cross du *Provençal* à Marseille

Hommes. – 1. Boutayeb (MAR), 32 min 8 s ; 2. Pinheiro (Por.), 32 min 12 s ; 3. Martins (CSMS) 32 min 19 s...

Dames. – 1. Dias (Por.), 14 min 3 s ; 2. Feuillet (ESVC), 14 min 14 s ; 3. Murcia (ASUB) 14 min 20 s...

BASKET-BALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Nationale 1 A

(Dix-septième journée aller)

*Villeurbanne b. Avignon	110-62
*Lorient b. Mulhouse	95-93
*Cholet b. Gravelines	78-75
Pau-Orthez b. *Reims	93-73
Tours b. *Montpellier	116-96
*Antibes b. Racing Paris	107-85
*Nantes b. Monaco	97-84
Limoges b. *Saint-Quentin	91-89
*Caen b. Roanne	90-81

Classement. – 1. Limoges, 34 pts ; 2. Pau-Orthez, Mulhouse, 31 ; 4. Nantes, 29 ; 5. Cholet, Antibes, 28 ; 7. Villeurbanne, Saint-Quentin, 26 ; 9. Reims, Monaco, 25 ; 11. Gravelines, Racing Paris, 23 ; 13. Montpellier, Roanne, 22 ; 15. Lorient, Avignon, Tours, 21 ; 18. Caen, 20.

ÉQUITATION

Jumping des cavalières à Paris

Classement sur l'ensemble du concours. – 1. Reitter (RFA), 41 pts ; 2. Edgar (G-B), 27 ; 3. Chenu (Fra.), 24 ; 4. Malloy (E-U), 22 ; 5. Miller (G-B), Zoer (P-B), 18...

CSI-W de Bruxelles

1. Bost (Fra.), *Norton de Rhuys*, 0 pt ; 2. Pessoa (Bré.), *Special Envoy*, 0 pt plus 2 s ; 3. Durand (Fra.), *Jappeloup*, 4 pts ;...

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division

(Vingt-deuxième journée)

Monaco b. *Saint-Etienne	2-0
*Sochaux b. Bordeaux	2-0
*Metz b. Marseille	3-2
*Toulouse et Auxerre	1-1
*Lille b. Cannes	2-1
*Toulon b. Mulhouse	2-1
*Montpellier b. Paris-SG	2-0
*Caen b. Brest	2-1
*Racing-Paris 1 b. Nantes	2-1
*Nice b. Lyon	1-0

Classement. – 1. Bordeaux, 34 pts ; 2. Marseille, 31 pts ; 3. Sochaux, 26 ; 4. Monaco, 25 ; 5. Toulouse, 24 ; 6. Paris-SG, 23 ; 7. Lyon, Saint-Etienne, Toulon, 22 ; 10. Lille, Nantes, 21 ; 12. Auxerre, Caen, 20 ; 14. Metz, Cannes, Brest, 19 ; 17. Montpellier, Racing Paris 1, 18 ; 19. Mulhouse, Nice, 17.

Deuxième division

(Vingt et unième journée)

GROUPE A

Reims b. *Louhans-Cuiseaux	1-0
*Nîmes b. Strasbourg	5-3
*Gueugnon et Chaumont	1-1
*Annecy b. Montceau	1-0
*Orléans b. Dijon	1-0
*Nancy et Avignon	0-0
*Bastia et Istres	1-1
Alès b. *Red Star	1-0
*Grenoble b. Martigues	4-1

Classement. – 1. Nancy, 32 pts ; 2. Strasbourg, Bastia, 26 ; 4. Nîmes, Alès, Martigues, 25 ; 7. Reims, 23 ; 8. Louhans-Cuiseaux, 22 ; 9. Gueugnon, Annecy, 21 ; 11. Istres, Avignon, 20 ; 13. Chaumont, 18 ; 14. Orléans, 17 ; 15. Grenoble, Dijon, 15 ; 17. Montceau, 14 ; 18. Red Star, 13.

GROUPE B

Niort b. *Tours	1-0
*Lens b. Le Havre	2-1
*Laval b. Beauvais	4-0
*Saint-Seurin et Rennes	1-1
*Guingamp b. La Roche-sur-Yon	2-0
*Créteil et Dunkerque	2-2
*Lorient b. Valenciennes	2-0
*Rouen b. Angers	2-0

*(*Abbeville-Quimper interrompu par le brouillard.)*

Classement : 1. Rennes, 28 pts ; 2. Le Havre, 27 ; 3. Laval, 26 ; 4. Lens, Valenciennes, 25 ; 6. Niort, 23 ; 7. Rouen, Beauvais, Angers, 22 ; 10. Dunkerque, 21 ; 11. Créteil, 20 ; 12. Saint-Seurin, Guingamp, 18 ; 14. Tours, Quimper, 17 ; 16. La Roche-sur-Yon, 16 ; 17. Lorient, 14 ; 18. Abbeville, 13.

RUGBY

CHAMPIONNAT DE FRANCE

GROUPE A

(Quatrième journée)

Poule 1

Dax b. *Blagnac	27-10
*Chalon b. PUC	39-13
*Auch b. Colomiers	18-13
*Grenoble b. La Rochelle	56-12

Classement. – 1. Grenoble, Dax, 12 pts ; 2. Colomiers, 10 ; 4. Auch, 9...

Poule 2

*Bayonne b. Voiron	24-10
*Graulhet b. Bourgoin	18-6
*Racing b. Biarritz	10-9
*Montferrand b. Bègles-Bord.	29-10

Classement : 1. Racing, 12 pts ; 2. Montferrand, Biarritz, 10 ; 4. Graulhet, 8...

Poule 3

*Agen b. Nîmes	29-15
Toulon b. *Hagetmau	13-7
*Nice b. Lourdes	12-7
*Béziers b. Cognac	19-9

Classement. – 1. Toulon, Agen, Nice, Béziers, 10...

Poule 4

*Tarbes b. Rumilly	53- 3
Narbonne b. *Brive	12- 9
*Tyrosse b. Castres	15-13
Toulouse b. *Perpignan	12-10

Classement. – 1. Toulouse, 12 pts ; 2. Narbonne, 10 ; 3. Brive, Castres, 8...

SKI ALPIN

COUPE DU MONDE

Descente dames de Steamboat Springs (E-U)

1. M. Walliser (Sui.), 1 min 32 s 69 ; 2. M. Figini (Sui.), 1 min 32 s 84 ; 3. A. Garg (Aut.), 1 min 32 s 87 (...) 12. C. Quittet (Fra.), 1 min 33 s 37.

Slalom dames de Steamboat Springs (E-U)

1. Strobl (Aut.), 1 min 30 s 53 ; 2. Sarec (You.), 1 min 31 s 22 ; 3. Buder (Aut.), 1 min 31 s 30 ; (...) 9. Nilsson (Suè.) et Chauvet (Fra.), 1 min 32 s 4...

Super-G messieurs de Val-d'Isère (Fra.)

1. Henning (Suè.), 1 min 17 s 7 ; 2. Piccard (Fra.), 1 min 17 s 17 ; 3. Runggaldier (Ita.), 1 min 17 s 40 ; (...) 11. Crétier (Fra.), 1 min 18 s 6 ; 12. Schiele (Fra.), 1 min 18 s 12...

TENNIS

Masters de double à Londres

Finale. – Grabb- P. McEnroe (E-U) b. Fitzgerald-Jarryd (Aus.-Suè.), 7-5, 7-6, 5-7, 6-3.

COMMUNICATION

Arrêt de « Pilote » et de « Circus », vente des albums « adultes » de Dargaud

La bande dessinée en ébullition

Le Salon international de la bande dessinée d'Angoulême ouvrira ses portes du 24 au 28 janvier 1990. *C'est la* Grande-Bretagne, ses maisons d'édition et ses auteurs, qui sera à l'honneur cette année. Angoulême innove en lançant, comme le Festival de la BD d'Hyères, une convention de la *communication par la bande* dessinée et en s'ouvrant davantage aux scolaires et aux jeunes. Le thème central du Salon 1990 est consacré à *« Création et marché : le pari du pas de deux »*. Un sujet d'actualité alors que la bande dessinée en France est confrontée à l'arrêt de plusieurs magazines et à la restructuration de Dargaud.

A quelques semaines du dix-septième Salon international de la bande dessinée d'Angoulême, le petit monde de la BD vit une période agitée, rythmée par la mort de certains de ses magazines et par la cession de collections entre éditeurs. Depuis le milieu des années 1980, la presse BD présente des symptômes alarmants. Faute de ne pouvoir dépasser le cap des 35 000 exemplaires diffusés, *Pilote*, le mensuel des éditions Dargaud, a suspendu sa parution début novembre. A quelques jours d'intervalle, *Circus*, le mensuel BD des éditions Glénat, s'arrête lui aussi, laissant son petit frère *Vécu* poursuivre seul son chemin. *A Suivre*, le mensuel des éditions Casterman, se maintient contre vents et marées.

Seul magazine à afficher une santé de bon aloi, *Fluide glacial*, le mensuel de BD des éditions Audie, fondées par Marcel Gotlib et Jacques Diamant, vend 90 000 exemplaires dont 20 000 en Belgique et en Suisse. Afin de soutenir son développement, notamment en matière de diffusion et de promotion, les dirigeants de *Fluide glacial* se sont mis en quête d'un partenaire solide. Leur choix s'est porté sur Flammarion, qui possède déjà une certaine connaissance du secteur à travers sa collection de poche « J'ai Lu BD ». Flammarion a acquis la minorité de blocage au sein d'Audie et Françoise Verny ainsi que Jacques Sadoul, spécialiste BD de la maison, sont entrés à son comité éditorial.

Les albums de bande dessinée n'échappent pas à la tourmente. Les éditions Dargaud, rachetées il y a juste un an par le groupe Média-Participations, issu du groupe Ampère fondée en 1985 par Mᵉ Rémy Montagne, ardent défenseur des thèses du pape Jean-Paul II sur la famille et l'éducation des jeunes, sont en pleine restructuration. Elles viennent de sceller la vente de leur catalogue de bandes dessinées pour adultes. Baptisé « Images-Passion », riche de cent-quatre-vingt titres, il sera définitivement la propriété des « Humanos », en fin d'année, après la clôture des discussions financières concernant les auteurs – Enki Bilal, Pierre Christin, Philippe Bertrand, Gérard Lauzier, Annie Goetzinger, etc., c'est-à-dire la fine fleur de la BD française – et le stock de livres encore en réserve. Le montant de cette cession, selon différentes sources, serait compris entre 6 millions et 8 millions de francs.

Le marketing et le goupillon

La vente de ce catalogue est largement commentée dans le microcosme de la bande dessinée. « *C'est un véritable gâchis* », note un scénariste, tandis qu'un autre estime qu'il s'agit d'« *un séisme, la fin de la BD chez Dargaud, due au mariage du marketing et du goupillon* ». Il est vrai que l'érotisme présent dans de nombreuses bandes dessinées « adultes » de Dargaud a heurté les dirigeants de Média-Participations, groupe qui contrôle la plupart des maisons d'édition religieuse en France. Et que la vente de ce catalogue « sulfureux » était devenue un secret de polichinelle.

Le PDG de Média-Participations, M. Jean-Loup Dherse, n'en faisait pas mystère et confiait même en privé que « *les pertes financières des BD adultes de Dargaud* » justifiaient leur cession. Celle-ci avait d'ailleurs été préparée en septembre par la répartition de l'ensemble des albums Dargaud en deux collections, « grand public » et « Images-Passion » (*le Monde* du 30 septembre).

Toutefois, M. Jérôme Malavoy, un ancien d'Hachette nommé PDG de Dargaud en janvier dernier, se refuse à apparaître comme un censeur. « *Dargaud ne peut investir dans tous les secteurs, la vente de notre catalogue de BD « adultes » correspond à une priorité de gestion* », affirme-t-il. Média-Participations, en rachetant Dargaud, a aussi hérité d'un déficit cumulé de 90 millions de francs, alors que le chiffre d'affaires de la maison qui édite Astérix et Lucky Luke est de 350 millions de francs par an. « *Mon objectif est de rétablir l'équilibre financier en 1990 et si possible de dégager un léger profit* », indique M. Malavoy.

Quatre axes sont privilégiés : l'augmentation de la vente de *Rustica* (jusqu'à 300 000 exemplaires) et la déclinaison d'une collection de livres pratiques et de nouveaux produits de presse, du type *Week et BD*, le supplément BD vendu avec le quotidien *la Suisse*, ce qui a permis à ce dernier d'accroître sa vente de 15 % en fin de semaine ; la multiplication de contrats entre les télévisions et Dargaud ilms, filiale de production de dessins animés ; le développement des produits dérivés (encyclopédies ludiques, jeux, etc.) et la BD.

Selon M. Malavoy, la BD « grand public » destinée aux 6-15 ans peut gagner des points sur un marché qui présente des signes de faiblesse, en renouvellant sa créativité. « *Il y a de grands auteurs*, note le PDG de Dargaud. *Ce n'est pas parce que je sors du créneau de la BD « adultes » que je vais faire des albums pour bébés ! Il y a des thèmes créatifs à exploiter dans le domaine « grand public »*.

Les choix récents de Média-Participations posent cependant quelques questions. En 1988, la BD représentait 1,9 % du chiffre d'affaires global de l'édition selon le Syndicat national de l'édition, et ce sont les bandes dessinées pour adultes qui voyaient leurs part dans ce chiffre d'affaires augmenter (25,5 % de plus), tandis que la BD pour enfants et jeunes perdait 6,4 %. Enfin, le tirage moyen de l'un et l'autre genre se situe dans les mêmes eaux : 17 000 exemplaires. Et selon plusieurs observateurs, les acheteurs de BD sont surtout les 15-25 ans... Les choix faits pour Dargaud au nom d'impératifs de gestion n'en cachent-ils pas d'autres ?

YVES-MARIE LABÉ

En invoquant la clause de conscience

Les journalistes de « Télématique magazine » démissionnent à cause des messageries roses

Quatre des cinq journalistes permanents du mensuel *Télématique magazine*, dont le rédacteur en chef, viennent de démissionner et de bénéficier d'un licenciement en invoquant la clause de conscience. Les rédacteurs de ce titre édité par Support PA, une filiale du groupe de presse de M. Claude Perdriel (*le Nouvel Observateur*) s'insurgent contre l'utilisation faite à leur insu du numéro de commission paritaire et du titre de leur journal par un « téléphone rose » diffusant des messages érotiques.

La société éditrice indique pour sa part que « *cette affaire de téléphone rose n'est qu'un prétexte* » et que le départ des quatre journalistes était dû à des « *demandes d'augmentation salariale non satisfaites* » ainsi qu'à une divergence sur l'orientation future de *Télématique magazine*, qui devrait davantage s'adresser aux professionnels de l'informatique et des télécommunications.

La direction du *Nouvel Observateur* a ajouté que « *les quatre journalistes n'auraient pu prétendre ignorer les activités exactes de la société éditrice en leur qualité de professionnels avertis* ». Une version que contestent les quatre partants. « *Suffirait-il aux journalistes du groupe Perdriel d'être mécontents de leur salaire et de déplorer l'absence d'une stratégie de développement pour bénéficier d'un licenciement avec indemnités légales ?* » notent-ils...

Outre *Télématique magazine*, une autre affaire de « messagerie rose » a défrayé récemment la chronique. A la suite de la plainte de trois associations familiales, le tribunal de grande instance de Paris a demandé le retrait ou la destruction de 500 000 exemplaires de l'hebdomadaire gratuit *Paris-Paname*. Distribué auprès de 10 000 petits commerces de la capitale, une récente édition de *Paris-Paname* publiait côte à côte des pages consacrées aux messageries roses (téléphone et minitel) et un jeu-concours gratuit destiné aux enfants. Le tribunal a jugé que cette juxtaposition était « *de nature à causer un trouble psychique grave dans l'esprit de jeunes enfants ou d'adolescents* ».

Y.-M. L.

Mondadori : M. Carlo De Benedetti contre-attaque

Le conseil d'administration de Mondadori, le principal éditeur italien, a décidé samedi 10 décembre de quintupler le capital de la société par une augmentation de 320 milliards de lires (presque 1,5 milliard de francs), et de convoquer des assemblées générales extraordinaire et ordinaire le 26 janvier. M. Carlo De Benedetti et son groupe, la CIR, espèrent grâce à ces mesures pouvoir conserver le contrôle de Mondadori, que leur contestent M. Silvio Berlusconi et ses récents alliés, les Formenton.

Malgré les points marqués devant les tribunaux par M. Berlusconi (*le Monde* du 9 décembre), M. De Benedetti montre ainsi qu'il ne désarme nullement, et ses partisans affirment avoir agi en pleine légalité puisque ces décisions étaient « *dues dans l'intérêt de la société* ». M. Berlusconi et ses alliés jugent au contraire ces actes d'« *une suprême gravité* », alors qu'un juge milanais avait interdit, jeudi dernier, à la direction de Mondadori toute mesure d'envergure.

EN BREF

□ **M. Bernard Roux candidat à la présidence de l'AFP.** – M. Bernard Roux a annoncé sa candidature à la présidence de l'Agence France-Presse (AFP). Le mandat du président actuel, M. Jean-Louis Guillaud, se termine en janvier 1990 ; celui-ci a cependant l'intention de demander son renouvellement (*le Monde* du 7 décembre). PDG de *Télérama* (publication de *la Vie catholique*) et ancien directeur général du *Courrier picard* (Amiens), M. Roux avait annoncé qu'il allait démissionner en décembre de son poste de PDG de l'hebdomadaire (*le Monde* du 1ᵉʳ novembre).

□ **Quatre chaînes privées allemandes sur le satellite Astra.** – Le satellite luxembourgeois Astra vient de signer des contrats de diffusion avec quatre chaînes privées allemandes, RTL-Plus, SAT 1, Teleclub et Pro 7. Satellite privé de moyenne puissance, Astra a ainsi quasiment rempli ses seize canaux, puisqu'il diffuse déjà les chaînes britanniques Sky One, Sky News, Sky Movies, Lifestyle/Children's Channel, MTV, The Satellite Shop, les chaînes scandinaves TV 3, TV 1000 et Filmnet, la chaîne néerlandaise RTL Véronique et les chaînes pan-européennes Eurosport (deux langues), TV Sport (quatre langues, dont le français). Le « bouquet » proposé par Astra couvre ainsi les marchés du nord de l'Europe et pourrait s'agrandir avec le lancement, prévu en novembre 1990, d'un deuxième satellite, portant la capacité du système à trente-deux chaînes.

□ **Prix canadien pour une production du journal « le Monde ».** – La série « Cinq défis pour le président » produite par les Productions du Sagittaire (Montréal), Via le Monde (Daniel Bertolino) et Radio-Canada, en association avec le journal *le Monde*, a reçu dimanche 10 décembre à Montréal le prix Gémeaux de la meilleure réalisation d'une série documentaire décerné par l'Académie canadienne du cinéma et de la télévision. Tournée aux Etats-Unis en 1988, cette série de reportages, réalisée par Kristina von Hlatky, David Langer et Martyn Burke et écrite par Jean-Pierre Fournier, Manuel Lucbert et Roland-Pierre Paringaux, traite des problèmes de la société américaine : criminalité, sida, drogue, immigration, ainsi que du rôle des médias.

AGENDA

CINÉMA

LUNDI 11 DECEMBRE

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

LUNDI

Relâche.

MARDI

La Fille aux yeux d'or (1961), de Jean-Gabriel Albicoco, 16 h ; le Fils du désert (1948, v.o. s.t.f.), de John Ford, 19 h ; le Comte de Griolet (1923), de Jacques Ianardon et Raoul Grimoin-Sanson, 21 h.

SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-37-29)

LUNDI

Révoltes, Révolutions, Cinéma : la Douceur de nos mœurs (1974, v.o. s.t.f.), d'Alberto Seixas Santos, 14 h 30 ; Printemps précoce (1963, v.o. s.t.f.), de Xie Tieli, 17 h 30 ; Quatre-vingt treize (1914), d'Albert Capellani et André Antoine, 20 h 30.

MARDI

Relâche.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles

(40-26-34-30)

LUNDI

Relâche.

MARDI

Montparnasse 1919-1989 : Jean-Paul Sartre : Simone de Beauvoir (1983) de Josée Dayan et Malka Ribovska, Sartre par lui-même (1976) de Alexandre Astruc et Michel Contat, 14 h 30 ; Nostalgie : Actualités Gaumont, Femmes, Femmes (1974) de Paul Vecchiali, 16 h 30 ; Carte blanche à Jean Schmidt : les Desperados de la Butte (1971) de Jean Schmidt, Rue Jacquier (1984) de Christian Tronquet et Jordi Viusa, Plaisance (1986) d'Olivier Mergault, 18 h 30 ; Carte blanche à Jean Schmidt : les Clowns de Dieu (1986) de Jean Schmidt, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

ALICE (Tchécoslovaquie-Suisse-Allemagne-Grande-Bretagne, v.f.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

L'AMOUR EST UNE GRANDE AVENTURE (A., v.f.) : Club, 9e (47-70-81-47).

L'ARME FATALE 2 (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

BAPTÊME (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-46-57-34.

BRÈVE HISTOIRE D'AMOUR (Pol., v.o.) : Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25).

BURNING SECRET (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

CAMILLE CLAUDEL (Fr.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

CHAMBRE A PART (Fr.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94).

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

COMÉDIE D'AMOUR (Fr.) : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82).

LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT (*) (Fr.-Brit., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

HIVER 54 (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

LES FILMS NOUVEAUX

BLACK RAIN. Film américain de Ridley Scott, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

MAICOL. Film italien de Mario Brenta, v.o. : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

MONSIEUR SPALT, PAR EXEMPLE. Film allemand de René Perraudin, v.o. : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

ROUGE. Film Hong Kong de Stanley Kwan, v.o. : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

VALMONT. Film français de Milos Forman, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

INDIANA JONES ET LA DERNIÈRE CROISADE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

ITINÉRAIRE D'UN ENFANT GATÉ (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

J'ÉCRIS DANS L'ESPACE (Fr., v.o.) : La Géode, 19e (46-42-13-13).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LA LOI CRIMINELLE (*) (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

LE MAITRE DE MUSIQUE (Bel.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

NOCE BLANCHE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

L'ORCHESTRE ROUGE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

PALOMBELLA ROSSA (It., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Mistral, 14e (45-39-52-43).

LE PETIT DIABLE (It., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LA PETITE VÉRA (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

PLUIE NOIRE (Jap., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Panthéon, 5e (43-54-15-04) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94).

QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE : LES ANNÉES LUMIÈRE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE : LES ANNÉES TERRIBLES (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

SEXE, MENSONGES ET VIDÉO (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).

SUIVEZ CET AVION (Fr.) : La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86).

LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

UN MONDE SANS PITIÉ (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94).

UNE SAISON BLANCHE ET SÈCHE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

VANILLE FRAISE (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

LA VIE ET RIEN D'AUTRE (Fr.) : UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

PARIS EN VISITES

MARDI 12 DÉCEMBRE

« Folles ou sages pyramides pour le Grand Louvre, de Louis XIV à Mitterrand », 14 h 30, métro Louvre (S. Duval).

« L'Opéra Garnier », 13 h 30, hall d'entrée (P.-Y. Jaslet).

« Rodin et Camille Claudel en l'hôtel Biron », 13 h 45, 77, rue de Varenne (Tourisme culturel).

« La mairie du neuvième arrondissement en l'hôtel d'Augny et le quartier de la Grange-Batelière », 15 heures, 6, rue Drouot (Mme Allaz).

« Exposition « Sous les pavés, la Bastille : archéologie d'un mythe révolutionnaire », 14 h 30, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (Mme Duhesme).

« La rénovation du treizième arrondissement et sa population asiatique », 15 heures, métro Porte-de-Choisy, sortie boulevard Masséna côté pair (M. Lépany).

« Saint-Sulpice et son quartier », 14 h 30, métro Saint-Sulpice, fontaine place Saint-Sulpice.

« Le palais de Justice en activité », 14 h 30, boulevard du Palais, devant les grilles (C. Merle).

« L'Opéra-Bastille », sur réservation au 42-82-08-88 (M. Hager).

« Les impressionnistes au Musée d'Orsay », 10 h 30, 1, quai de Bellechasse, sous l'éléphant (M. Pohyer).

« L'œuvre de Rodin et de Camille Claudel au Musée Rodin », 14 h 30, 77, rue de Varenne (D. Fleuriot).

« Exposition « Daumier », 14 h 30, métro Marmottan, 2, rue L.-Boilly (Mme Cazes).

« La Sorbonne, histoire de l'université du Quartier latin », 15 heures, 18, rue Saint-Jacques (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Hôtels et jardins du Marais sud, place des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« L'Observatoire, témoin du Grand Siècle », 14 h 30, 61, avenue de l'Observatoire (Paris et son histoire).

« L'Opéra-Bastille », réservation au 42-82-08-88, 10 heures (M. Hager).

« Exposition « Rodin-Monet », 15 heures, 77, rue de Varenne (M. Hager).

CONFÉRENCES

Salle Chaillot-Galliera, 28, avenue George-V, 15 heures : « Egypte ancienne, légendes, mystifications et réalités » (Paris et son histoire).

Maison de l'Europe de Paris, 35, rue des Francs-Bourgeois, 18 h 30 : « 1789-1989 : l'Europe des Droits de l'homme », par Louis Pettiti, juge à la cour européenne des Droits de l'homme, ancien bâtonnier.

9 bis, avenue d'Iéna, 14 h 30 et 18 h 30 : « L'expansion étrusque : de Bologne à Capoue », par O. Boucher.

8, place Salvador-Allende, chambre de commerce, Créteil, 17 heures : « La prévention routière et l'entreprise », avec le Centre national de la prévention routière.

91, rue de Seine, l'Espace bleu, 20 heures : « Concerts de chants sacrés du Haut Moyen Age, quatrième et dixième siècle », par Iegor Reznikoff, professeur à l'université.

55, rue du Cherche-Midi, 18 h 30 : « Fer, brique, mortier ou vice-versa », par Daniel Bernstein (Société française des architectes).

Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, 18 heures : « Migrations en Méditerranée », par Antonio Perotti, directeur du Centre d'informations et d'études sur les migrations internationales.

Musée d'art moderne, 11, avenue du Président-Wilson, 14 h 30 : « Une subversion académique : l'offensive coloriste au dix-septième siècle », par Jacqueline Lichtenstein, université de Berkeley, Etats-Unis.

THÉATRE

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

L'ETRANGER. Lucernaire Forum. Centre national d'art et d'essai (45-44-57-34). Dimanche à 20 h (6).

FEROE, LA NUIT. Théâtre de la ville (42-74-22-77) (dim. soir, lun.) 20 h 45 ; dim. 17 h (6).

LE FIDELLE. Théâtre National de Chaillot (47-27-81-15) (dim., lun.) 20 h 30 (6).

CORPS A CŒUR. Afag-théâtre (théâtre à domicile) (39-78-05-17) (lun., mar.) 20 h 30 (6).

LE DIPLOMATE ET LE MULLAH. Théâtre de la Main d'Or-Belle de Mai (48-05-67-89) (dim. soir, lun.) 22 h 15 ; Dim. 17 h 30 (6).

BAZAR DE NUIT. Tristan-Bernard (45-22-08-40). Jeudi, vendredi, samedi, lundi, mardi à 21 h ; samedi à 17 h (7).

JONAS. Essaïon de Paris (42-78-46-42) (dim. soir, lun.) 19 h ; dim. 17 h 30 (7).

OPERA-SOLO. Théâtre de la Bastille (43-57-42-14) (dim. soir, lun.) 19 h ; dim. 17 h 30 (7).

PERE. Artistic-Athevains (48-06-36-02) (dim. soir, lun., mar.) 20 h 30 ; dim. 15 h (8).

LE BLEU-BLANC-ROUGE ET NOIR. (marionnettes). Centre Georges-Pompidou (42-74-42-19 ; 45-33-66-70) (mer.) 21 h (1).

LE NOUVEAU TESTAMENT. Daunou (42-61-69-14) (dim. soir, mer.) 21 h ; Dim. 15 h 30 (11).

L'IRRESISTIBLE RENCONTRE DE SHERLOCK HOLMES. Théâtre du Tambour Royal (48-06-72-34) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 15 h 30 (12).

LE PALABREUR. Guichet Montparnasse (43-27-88-61) (dim., lun.) 19 h (12).

LE CHANDELIER. Nouveau Théâtre Mouffetard (43-31-11-99) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 15 h 30 (12).

PREMIERE. Cinq Diamants (45-80-51-31) (dim.) 22 h (12).

QUINTE FLUSH. Enghien. Théâtre municipal du Casino (34-12-94-94) (dim., lun.) 20 h 45 (12).

TAMBOURS DANS LA NUIT. Théâtre de l'Est Parisien (43-64-80-80) (dim. soir, lun.) ; 20 h 30 (12).

UN TRANSPORT AMOUREUX. Théâtre national de l'Odéon. Petite salle (43-25-70-32) (lun.) 18 h (12).

WINDOWSPEAK. Saint-Maur-des-Fossés. Rond-Point de la Liberté (48-89-99-10) 21 h (12).

ARCANE (43-38-19-70). Saison de nacres : 20 h 30.

BATEAU-THÉATRE PÉNICHE DOCTEUR PARADIS (42-08-68-89). ◇ Archi Truc : 20 h 30.

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). L'Héroïque Semaine de Camille Bourreau : 21 h 30.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-74-42-19) (45-33-66-70). Les Deux Voies de Jean Cocteau : 20 h 30. ◇ Le Bleu-blanc-rouge et noir (Marionnettes) : 21 h.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grande salle. Britannicus : 14 h 30.

COMÉDIE-FRANCAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. ◇ La Folle Journée ou Le Mariage de Figaro : 20 h 30.

COMÉDIE-FRANÇAISE AUDITORIUM DE LA GALERIE COLBERT (40-15-00-15). Plaidoyer pour un jeune Allemand et pour dame Jeanne de Guénégaud. : 18 h 30.

CONNOLLY'S CORNER (43-31-94-22). ◇ Zoo Story (spectacle en anglais) : 21 h.

DAUNOU (42-61-69-14). ◇ Le Nouveau Testament : 21 h.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h.

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-59-92). Point de feu sans fumée : 20 h 45.

ESPACE FLANDRE (45-39-94-58). Mentsonge : 20 h 30.

FONDATION DEUTSCH DE LA MEURTHE (42-78-45-10). Un Robespierre de papier : 20 h 30.

GRAND THÉATRE D'EDGAR (43-20-90-09). Histoire d'en rire : 20 h 15. Apostrophons-nous : 22 h.

GYMNASE MARIE-BELL (42-46-79-79). L'Ex-femme de ma vie : 20 h 30.

HOTEL LUTÉTIA (SALON SAINT-GERMAIN) (45-44-38-10). Menu Plaisir : 20 h 30.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. L'Impromptu du Palais-Royal : 21 h 30.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. ◇ L'Etranger : 20 h. Mélodie de Varsovie : 21 h 30. Théâtre rouge. Simone Weil 1909-1943 : 18 h 30. Le Bâton de la maréchale : 20 h. Huis clos : 21 h 30.

LYCÉE FÉNELON (SALLE XIII) (46-07-91-51). Mémoires des lycées et collèges : 21 h.

MADELEINE (42-65-07-09). ◇ Les Sept Miracles de Jésus : 20 h 30.

MARAIS (42-78-03-53). L'Avare : 20 h 45.

MATHURINS (42-65-90-00). Les Palmes de M. Schutz : 21 h.

MATHURINS (PETITS) (42-65-90-00). Un éléphant dans le jardin : 19 h.

PALAIS DE JUSTICE 1ÈRE CHAMBRE DE LA COUR D'APPEL (43-26-31-02). Ultima Violenza : 21 h.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). ◇ Les Rencontres du Palais-Royal Louis Pauwels un inconnu connu : 20 h 30.

THÉATRE DE LA MAIN D'OR-BELLE DE MAI (48-05-67-89). ◇ Les Trois-Mots-Dits : 20 h 30.

THÉATRE DE LA MAINATE (42-08-83-33). Le Neveu de Rameau : 20 h 30.

TINTAMARRE (48-87-33-82). C'est dingue : 21 h 30.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). ◇ Bazar de nuit : 21 h.

JAZZ, POP, ROCK

CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05). René Franc Hot Jazz Sextet, 21 h 30.

LA LOUISIANE (42-36-58-98). Philippe de Preissac Jazz Group, 21 h, sam., lun. Clarinette.

MÉRIDIEN-MONTPARNASSE (43-20-15-51). Sharon Evans, 22 h 30. Chant, perc., Jean-Michel O'Grady (guit.).

LE MONTANA (45-48-93-08). René Urtreger, 22 h 30, lun. Au Bar.

NEW-MORNING (45-23-51-41). 19 h 30 et 22 h. Pat Metheny ; Charlie Haden (guitare, contrebasse).

Eric Lelann, 21 h 30. Trp, P. Serri, L. Winsberg, E. M'Bappe, A. M'Bappe, A. M'Boup.

SUNSET (40-26-46-60). Jam Session, 22 h 30, lun. Alby Cullaz (ctb), Georges Brown (batt.).

THE HOLLYWOOD SAVOY (42-36-16-73). Cynthia McPherson, 22 h, lun. Chant.

LES FESTIVALS

FESTIVAL D'AUTOMNE (v.o.), L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63). Minas Texas, (en présence de Carlos Alberto Prates Correia) lun. 18 h ; Barberousse, lun. 20 h.

FESTIVAL D'AUTOMNE (v.o.), L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63). L'Acrobate, lun. 18 h ; le Pousse-pousse, lun. 20 h ; Nuits du Sertao, lun. 22 h.

FESTIVAL D'AUTOMNE , Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60). Kieslowski, programme V, Le Train, A propos de Lotz, Les Funérailles, L'Usine, Curriculum vitae, Point de vue d'un gardien de nuit, lun. 19 h ; Route one USA, lun. 14 h ; Sidewalk Stories, lun. 20 h 30.

JEAN COCTEAU CINÉASTE , Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77). Les Parents terribles, sam., lun. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

RÉGION PARISIENNE

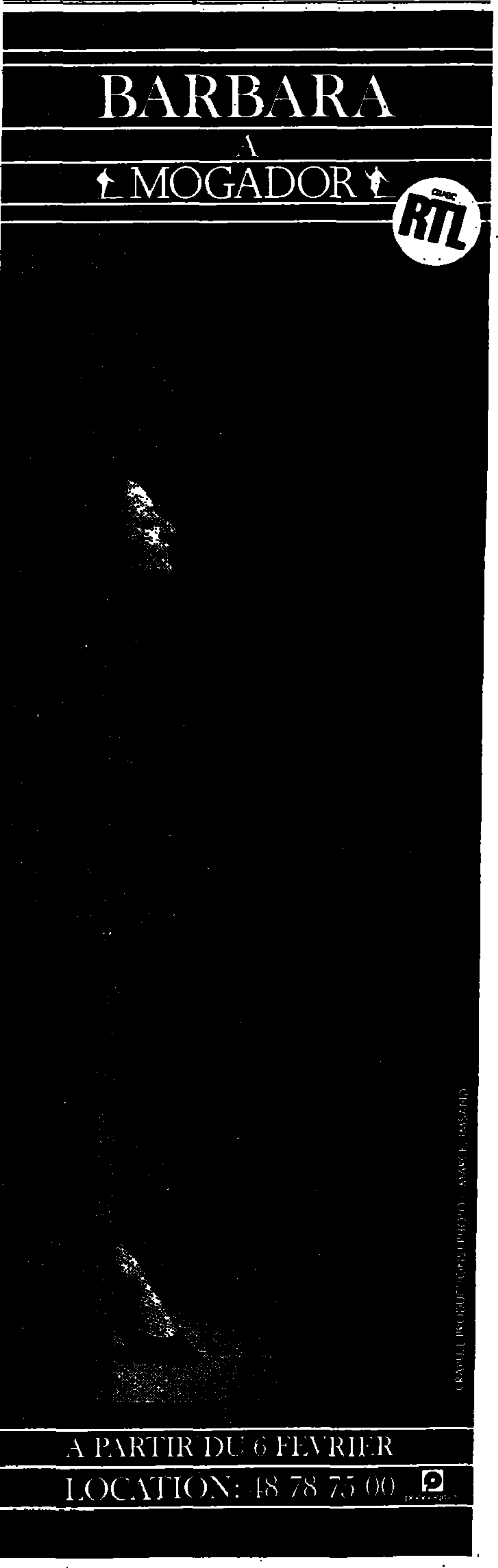
ASNIÈRES (GRAND THÉATRE) (47-90-63-12). ◇ Mais que veut donc Adélaïde ? : 20 h 30.

AUBERVILLIERS (THÉATRE ÉQUESTRE ZINGARO) (48-78-75-00). Zingaro : 20 h 30.

NANTERRE (THÉATRE DES AMANDIERS) (47-21-18-81). Salle polyvalente. ◇ Œdipe à colone : 21 h.

VINCENNES (DONJON DU CHATEAU) (43-07-03-57). Not'Bon Louis : 20 h 30.

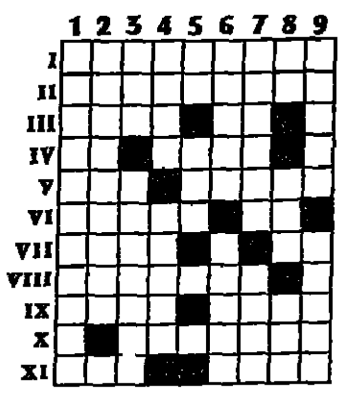
VINCENNES (THÉATRE DANIEL SORANO) (48-08-60-83). On rêve qu'on rêve : 21 h.



AGENDA

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5150



HORIZONTALEMENT

I. Une femme spécialiste de la recherche. – II. N'arrêtent pas ceux qui savent bien boire. – III. Qui peut mettre dans la gêne. Langue ancienne. – IV. Est souvent sur la planche. Remplace la borne chez des voisins. – V. Une fille devenue belle. Un animal dont on ne peut pas dire qu'on ne peut pas le sentir. – VI. Trop tôt pour celui qui veut se découvrir. Lie. – VII. Nom de pays. En Champagne. – VIII. On peut en faire un plat quand elle est élevée. – IX. Roi mythologique. Rempli. – X. Devraient se faire sans faute. – XI. On peut dire qu'elle est non avenue. Passe en France.

VERTICALEMENT

1. Fait ses réparations à coups de pied. – 2. Traitées avec respect. – 3. Bien fatigué. Sert de nageoire. – 4. Une question pour le psychologue. Coule en Guyane. – 5. Symbole. Coule dans l'Est. – 6. Maison de maîtres. Se déclare à l'oreille. – 7. Très blessé. Court en Australie. – 8. Pronom. Se lança dans les retranchements. Sur un chantier naval. – 9. Certaines en font leur deuil. Essence.

Solution du problème n° 5149

Horizontalement

I. Contrariantes. – II. Ruer. Ios. Errata. – III. Oasiennes. Or. Un. – IV. Ut. Crustacé. – V. Peluchée. Etna. – VI. Unie. Emettre. – VII. Escarpées. Go. – VIII. Ilots. Roulé. – IX. If. Natron. Utah. – X. Bout. Teocali. – XI. Ange. Bu. Ede. – XII. Lier. Lissiers. – XIII. Lestions. Sueurs. – XIV. En. Rondin. Sua. – XV. Zen. Aisé. Si.

Verticalement

1. Croupier. Ballet. – 2. Ouate. Ionien. – 3. Nés. Lucifuges. – 4. Tribunal. Tertre. – 5. Ciron. Ion. – 6. Ain. Heptathlon. – 7. Ronce. Este. Inde. – 8. Isère. Roussi. – 9. Su. Estoc. Na ! – 10. Né. Sem. Nabis. – 11. Trotteur. Lueurs. – 12. Errant. Oui. Ré. – 13. S.A. Catgut. Esus. – 14. Tué. Roland. Rus. – 15. Pansue. Eh. Essai.

GUY BROUTY

CAMPUS

Dernières nouvelles d'Europe

L'un est glacé, d'un blanc immaculé, un rien chic. L'autre plutôt gris, *cheap* comme ils disent, genre brouillon. La qualité du papier employé distingue nettement la revue *Millésime 89*, œuvre d'un groupe d'étudiants de l'École supérieure de commerce de Paris (ESCP), de *Fax !* un journal lycéen télécopié. La première collectionne les signatures prestigieuses : Jacques Delors, Edgar Morin, Edgard Pisani, Robert Maxwell, Alain Minc, Alain Finkielkraut, etc. Le second a choisi ses auteurs sur les bancs anonymes des lycées. Pourtant, les deux publications ont un point commun : l'Europe.

Pour l'édition 1989 de leur revue, les étudiants de l'ESCP ont choisi de quitter les sentiers battus de l'économie européenne pour s'aventurer sur ceux de « l'Europe des cultures ». Centtrente-six pages pour mettre en lumière les diversités culturelles, mais aussi les valeurs communes aux Européens. Les responsables de *Millésime 89* ont cherché à montrer des actions culturelles exemplaires, qu'elles émanent de gouvernements ou non ; ils ont cherché aussi quels vecteurs sont les mieux adaptés à la circulation de ces cultures.

Fax ! peut-il représenter modestement l'un de ces vecteurs ? Grâce à la transmission à distance de l'écrit, ce « journal junior européen télécopié » a été réalisé en une seule journée, le 3 novembre dernier, par une vingtaine de lycées européens. Chacun avait une double page à réaliser sur le thème : « Une journée d'un lycéen ». Les pages ont été centralisées à Rennes dans le cadre de Scola 89. Ce numéro 1 aura-t-il un numéro 2 ? Les promoteurs du projet espèrent que *Fax !* soit un exemple et « que naissent d'autres journaux de lycéens européens ».

J.-J. B.

▶ *Renseignements pour* Millésime 89 *: ESCP, 79, avenue de la République, 75543 Paris Cedex 11. Tél. : (1) 43-57-56-12. Pour* Fax ! *: CLEMI, 391, rue de Vaugirard, 75015 Paris. Tél. : (1) 42-50-78-54.*

Santé et sécurité sociale

Auteur du récent ouvrage *« Comment sauver la sécurité sociale »*, M. Yvon Chotard, délégué permanent de la France auprès du Bureau international du travail, animera le débat organisé par l'Ecole nationale de la santé publique (ENSP), le 13 décembre à Rennes, sur le thème : « Santé et sécurité sociale ».

▶ *Renseignements auprès de Pascal Picard ou Jean-Pierre Bernard-Hervé, élèves directeurs d'hôpital à l'ENSP. Tél. : 99-28-27-24.*

Révolution et décentralisation

La faculté de droit de Besançon et le Centre d'études et de recherches sur les institutions locales organisent les 14 et 15 décembre à l'hôtel de ville de Besançon un colloque intitulé « Révolution et décentralisation » sur les principes révolutionnaires et le système administratif français.

▶ *Renseignements : université de Franche-Comté, Françoise Clerc. Tél. : 81-66-67-45.*

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 9 décembre 1989 :

DES DÉCRETS

● n° 89-880 du 6 décembre 1989 *portant création du comité* interministériel de lutte contre la *drogue et de la délégation générale* à la lutte contre la drogue ;

● n° 89-881 du 6 décembre 1989 portant création du comité interministériel à l'intégration *« chargé de définir, d'animer et de coordonner la politique du gouvernement en matière d'intégration des résidents étrangers ou d'origine étrangère »*.

Ce texte précise notamment que le secrétaire général à l'intégration, qui assurera le secrétariat du comité, M. Hubert Prévot, est nommé pour deux ans.

Le comité comprendra un représentant du chacun des seize ministres membres ainsi qu'un représentant de délégué interministériel à la ville et au développement social urbain et du délégué aux rapatriés.

CARNET DU Monde

Naissances

– *Garches. Jérusalem.*

Nicole et Marcel GOLDMANN
ont la joie d'annoncer la naissance de

Tamara,

chez
Anna, Denis et Talila GOLDMANN.

Décès

– Le centre culturel portugais de la Fondation *Calouste-Gulbenkian*,
a la douleur de faire part du décès de

M^me Maria Madalena de AZEREDO PERDIGAO,
directrice du service Acarte
de la Fondation Calouste-Gulbenkian,

survenu à Lisbonne, le 5 décembre *1989, à l'âge de soixante-six ans.*

51, avenue d'Iéna,
75116 Paris.

– M^me Odette Barriol,
son épouse,
M^me Alexandra Barriol,
M. et M^me *Roger Barriol*,
leurs enfants
Et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean BARRIOL,
professeur émérite
à l'université de Nancy,

survenu le 3 décembre 1989.

Une cérémonie interconfessionnelle sera célébrée le 16 décembre, à *11 h 15, en l'église Saint-Léon*, à Nancy.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Nantes. Cholet. Paris.

Le Seigneur a rappelé à lui

Gaston BENETEAU,

pieusement décédé en son domicile, le samedi 9 décembre 1989, à l'âge de soixante-seize ans.

Ses obsèques religieuses auront lieu le mardi 12 décembre, à 13 h 45, en l'église Sainte-Thérèse de Nantes.

Une messe sera célébrée pour lui et son épouse, le samedi 13 janvier, à 11 heures, en l'église Saint-Eustache, à Paris.

De la part de ses enfants
M. et M^me Gaston Beneteau,
M. et M^me Daniel Blanchard,
Du Père Gérard Beneteau de l'Oratoire,
De ses petits-enfants,
Arrière-petits-enfants,
Et de toute la famille,

31, rue Henri-Jullin,
44300 Nantes.

– M^me Léone Blonchard,
Sylvie et André Lebas,
Marianne Blonchard,
Véronique et Hubert Didierlaurent,
Olivier, Renaud, Alexandre, Julie,
Arthur et Jennifer,
font part du décès de

M. Pierre BLONCHARD,

leur époux, père et grand-père,

survenu à son domicile, le 7 décembre 1989.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

10, avenue Victor-Hugo,
92700 Colombes.

– *Yolande et Paul Carette,*
ses parents,
Marie-Paule,
sa sœur,
Didier,
son frère,
Simone,
son amie,
Georges Blanés,
son oncle,
ont l'immense douleur d'annoncer le décès de

Bruno CARETTE,

survenu le 8 *décembre* 1989, à l'âge de trente-trois ans, à Paris.

La cérémonie aura lieu à l'Athanée de Cagnes-sur-Mer (ancienne route de Vence), cimetière de la Buffe, le mardi 12 décembre, à 15 heures.

Fleurs blanches.

L'inhumation se fera le même jour, à 16 h 30, au cimetière d'Antibes, les Semboules, dans le caveau de famille.

Yolande Carette-Blanés,
Le Rose-Garden-Souia,
rue de la Pinède,
06800 Cagnes-sur-Mer.

– Chantal,
Alain,
Dominique,
Et toutes les équipes de CANAL +,
partagent la peine profonde de tous les *amis* de

Bruno,

et assurent à sa famille et à ses proches leur amitié la plus affectueuse.

Lire page 18

– On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jacques DUCHESNE,
sous-directeur honoraire d'Air France,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,
croix de guerre 1939-1945,
médaille de l'Aéronautique,

survenu le 8 décembre 1989, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée en *l'église Saint-Léon, place du* Cardinal-Amette, Paris-15^e, le mardi 12 *décembre, à 13 h 45*, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille, au cimetière du Montparnasse.

Ni fleurs ni couronnes.

– Le docteur Albert Flechner,
son époux,
M^lle Frédérique Flechner,
M. et M^me Henri Flechner,
ses enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M^me Albert FLECHNER,
née Hénia Frydman,
déportée à Auschwitz,

survenu le 8 décembre 1989, à l'âge de soixante-cinq ans.

Les obsèques auront lieu le mardi 12 décembre.

On se réunira à la porte principale du cimetière *parisien* de Pantin, à 11 heures.

38, boulevard de Reuilly,
75012 Paris.

– L'Amicale des anciens *déportés* juifs de France
a la douleur de faire part du décès de sa cofondatrice,

Janine FLECHNER,
née Hénia Frydman,
ancienne résistante,
rescapée d'Auschwitz,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite.

Les obsèques auront lieu le mardi 12 *décembre, à 11 heures.*

Rendez-vous à l'entrée principale du cimetière de Pantin.

– M^me *Jean-Pierre Bret,*
sa fille,
M^lle *Véronique Bret,*
sa petite-fille,
M. et M^me Kurt von Molo,
son frère et sa belle-sœur,
ont la douleur de faire part du décès de

M^me Robert GERMAN de RIBON,
née Trudi von Molo,

survenu à Paris, le 27 novembre 1989, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 7 décembre, au caveau de famille, du cimetière du Père-Lachaise, où elle repose désormais.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

28, rue Pigalle,
75009 Paris.

– Le docteur Rosette Ledermann,
sa *fille,*
Les membres de la famille
Et ses proches amis,
ont la profonde douleur de faire part du décès de

M^me Paul JACOB,
née Lucy Weil,

enlevée à leur affection le 6 décembre 1989, à l'âge de quatre-vingts ans.

Les obsèques ont eu lieu le lundi *11 décembre, à Mulhouse.*

15, rue de Sierentz,
68100 Mulhouse.

– M. et M^me Marc Hyafil,
ses enfants,
M. et M^me Jérôme Hyafil,
M. et M^me Laurent Hyafil,
M. et M^me *François Hyafil,*
M. et M^me Sébastien Lancrey-Javal,
M. Benjamin Lancrey-*Javal,*
ses petits-enfants,
Et ses dix arrière-petits-enfants,
ont le chagrin de faire part du décès, le 3 décembre 1989, de

M^me Robert LANCREY-JAVAL,
née Jacqueline Blum,

et rappellent le souvenir de son mari

Robert LANCREY-JAVAL,

disparu le 16 novembre 1964, et de son fils

Bertrand LANCREY-JAVAL,

disparu le 10 décembre 1987.

– Christine Libois
et son fils Quentin,
Claude et Jacqueline Libois,
Jacques et Savine Peyroutet,
Jean-Marc et Hélène Libois
et leurs enfants,
Dominique et Bruno Frappat
et leurs enfants,
Xavier Libois,
Christophe Libois,
Anne-Pascale Libois,
Alain Lauféron,
Laurent et Geneviève Peyroutet
et leurs enfants,
Sophie et Dominique Trancart
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Laurent LIBOIS,

survenu le 3 décembre 1989, à l'âge de trente-trois ans.

Les obsèques ont été célébrées à Simandre-sur-Suran (Ain).

– Ses enfants,
Petits-enfants,
Et arrière-petits-enfants,
font part du décès de

Szlama SZULMAN,
engagé volontaire,
ancien combattant 1939-1945,

survenu dans sa quatre-vingt-sixième année, le *8 décembre 1989*, au centre hospitalier de Bécheville aux Mureaux.

49, rue de Tanger,
75019 Paris.

Anniversaires

– *Il y a six ans disparaissait*

M^me Camille DESMAS,
née Louise Ridelier.

Une pensée est demandée à ceux qui *l'ont connue et aimée.*

– Le 12 décembre 1988, à la faculté des lettres de Nancy, le

professeur Jacques JOLY

décédait brutalement.

Son épouse,
Ses enfants,
Laure, Isabelle, Christophe,
Ses beaux-parents,
M. et M^me Noël Drappier,
Sa belle-sœur,
M^lle Françoise Drappier,
demandent une pensée à ceux qui l'ont apprécié et aimé.

54600 Villers-lès-Nancy.
08440 Vivier-au-Court.

– *Le 8 décembre 1988 disparaissait* le

docteur Mustacha KABOUNI.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu.

– Il y a dix ans,

Monique LENGRAND-QUEFFELEC

nous quittait.

Jacques-Maurice, Bénédicte, Sophie et Camille
demandent à tous ceux qui l'ont connue et aimée d'avoir une pensée pour elle.

– Le 15 décembre 1988 disparaissait

M^me la générale PUJO.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connue et aimée en union avec les messes qui seront dites à son intention.

Messes anniversaires

– Pour ceux qui l'ont connue et aimée, et pour le premier anniversaire du *rappel à Dieu* de

M^me James
VEYRIER-MONTAGNÈRES,
née Edmée Régnier,

une messe sera dite le mardi 12 décembre 1989, à 11 heures, en la chapelle de la Providence, 77, rue des Martyrs, Paris-18^e.

Soutenances de thèses

– Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le lundi 11 décembre à 9 heures, salle 308, entrée, 1, rue Victor-Cousin, galerie J.-B.-Dumas, escalier L (Sorbonne). M. Claude Cailly : « Mutations d'un espace proto-industriel : le Perche aux XVIII^e-*XIX^e siècles* ».

– Ecole des hautes études commerciales, le lundi *11* décembre à 9 h 30, salle 201. M. Bruno Biais : « Micro-*structure des marchés* et processus de formation des prix ».

– *Université Paris-IX, le lundi* 11 décembre à 14 heures, salle P 520. M. Gérard Lévy : « Conception de méthodologie et de système informatique d'aide à la décision dans l'entreprise ».

– Université Paris-IX, le lundi 11 décembre à 17 h 15, salle D 520. M. Franck Assous : « Identification de milieux élastiques 1-D dans les équations de l'élastodynamique à deux *dimensions* ».

– Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), *le jeudi 14 décembre* à 9 heures, salle 308, entrée, 1, rue Victor-Cousin, *galerie J.-B.-Dumas*, escalier L (Sorbonne). M^lle Frédérique Bourgeois : « Les activités commerciales dans un ville moyenne indienne : Ratlam (Madhya-Pradesh) ».

– Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le jeudi 14 décembre à 14 heures, salle Louis-Liard (Sorbonne). M. Jean-Jacques Dubois : « Espaces et milieux forestiers dans le nord de la France. Etude de biogéogra-*phie historique* ».

– Université Paris-IX, le jeudi *14 décembre à 17 heures, salle D 520.* M. Yera Dembele : « Optimisation de l'exploitation des *ressources forestières* ligneuses pour la production de bois de feu ».

– Université *Paris-X* (Nanterre), le vendredi 15 décembre à 9 heures, salle C 24. M^me Asseo, née Marie-Thérèse Sutterman : « Abord psychanalytique des processus psychiques déterminants dans l'épilepsie essentielle ».

– Université Paris-V (René-*Descartes*), *sciences humaines* Sorbonne, le vendredi 15 décembre à 13 h 30, Sorbonne, salle Louis-Liard. M^me Astrid Van der Straeten : « Parents-bébés. Premiers gestes. Premiers mots. Etude sur la communication précoce ».

– Université Paris-VIII (Saint-Denis), le vendredi 15 décembre à 14 heures, salle G 221. M. Mostafa El Gherbi : « Introduction à la didactique du français dans l'enseignement secondaire au Maroc ».

– *Université* Paris-X (Nanterre), le vendredi 15 décembre à 15 heures, *salle C 24.* M. Serge Tornay : « Un système générationnel ; Les Nyangatom *de l'Ethiopie du Sud-Ouest et les* peuples apparentés ».

Loto
TIRAGE DU LOTO
8 16 18 25 43 46 10

		1 383 910,00 F
	41	88 350,00 F
		7 090,00 F
		115,00 F
		9,00 F
		18,00 F

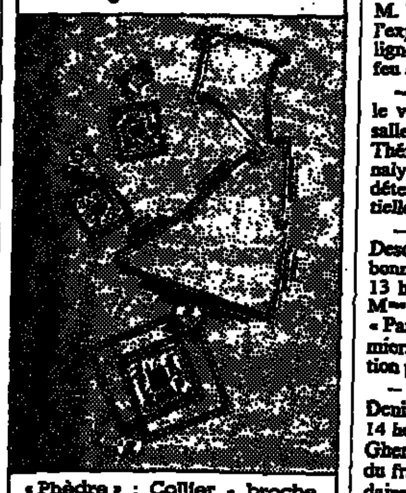
LOTO SPORTIF
RESULTATS COMPLETS N° 61
ST-ETIENNE 0 MONACO 2

12 bons pronostics	145	25 990,00 F
11 bons pronostics	2 382	1 649,00 F
10 bons pronostics	21 636	181,00 F
	15 607	105,00 F

NUMÉRO PACTOLE : 1

NUMERO VERT 05 203 204
OU CHEZ VOTRE FLEURISTE INTERFLORA

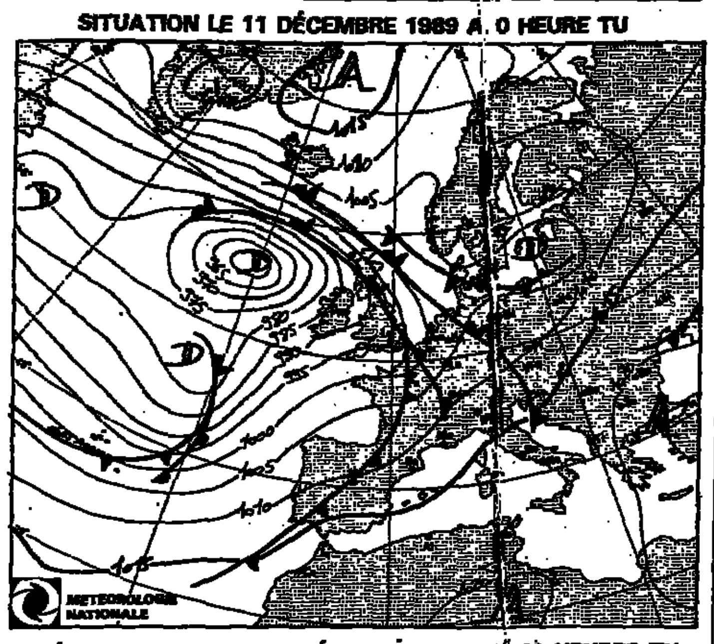
POMPES FUNÈBRES
ROBLOT
NOUVELLE FORMULE
"LE CONTRAT PREVOYANCE"
pour l'organisation de vos obsèques
interrogez-nous
N° VERT 05.45.22.27

ÉMAUX et ÉMERAUDES de JACQUES GAUTIER

« Phèdre » : Collier - broche bronze argent, cristal sur argent et émeraude.
Boucles d'oreilles pendentifs cristal et émeraudes.
OMAI : Eau de parfum originale
36, rue Jacob, Paris 6^e. T. : 42-60-84-33

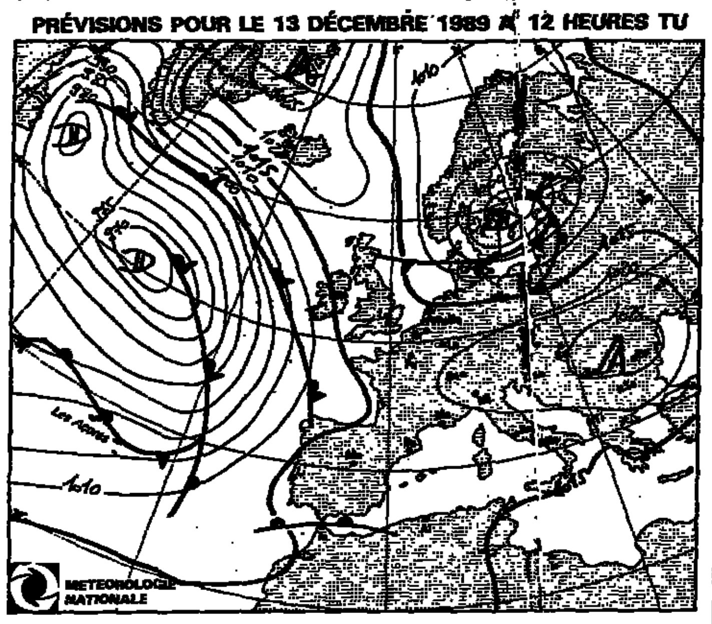
AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 11 DÉCEMBRE 1989 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 13 DÉCEMBRE 1989 À 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le lundi 11 décembre à 0 heure et le mardi 12 décembre à 24 heures.

Une perturbation amenant de l'air plus doux abordera la Bretagne et le littoral atlantique en soirée. Elle balaiera rapidement le pays mardi en donnant des précipitations.

En soirée de mardi, une deuxième perturbation amènera un redoux plus important et des pluies assez fortes.

Mardi : une perturbation traverse la France. – Le ciel sera couvert sur tout le pays. Les pluies affecteront la Bretagne, les pays de Loire, le Poitou-Charentes et l'Aquitaine, tôt le matin, puis se décaleront rapidement vers l'Est. En soirée, elles se situeront de Lorraine-Alsace à Franche-Comté et Rhône-Alpes. Ces pluies pourront prendre un caractère verglaçant dans l'intérieur surtout sur le Massif Central, le Nord-Est et Rhône-Alpes.

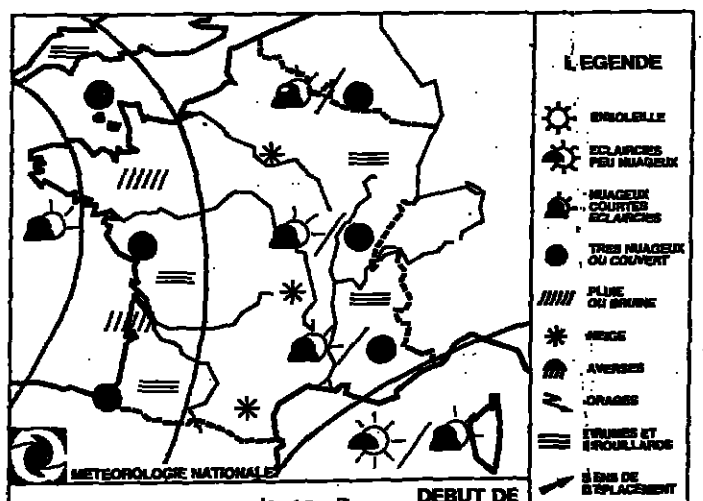
En soirée, de nouvelles précipitations plus importantes aborderont la Bretagne.

Le temps sera un peu plus clément sur le littoral méditerranéen mais les nuages seront tout de même présents.

Les vents seront d'ouest modérés (40 à 50 kilomètres à l'heure) en Manche et Atlantique et de sud modérés (40 à 50 kilomètres à l'heure) en Méditerranée.

Les températures minimales seront de l'ordre de – 4 degrés à – 8 degrés dans le Nord-Est, – 2 degrés à – 6 degrés dans le Lyonnais et la Champagne, – 4 degrés dans la vallée du Rhône, – 1 degré à 1 degré dans le Nord et en région parisienne. Sur toute la moitié ouest elles seront positives atteignant 2 degrés à 7 degrés.

Les températures maximales atteindront – 1 degré à 4 degrés dans le Nord-Est, 2 degrés à 6 degrés dans le Lyonnais, 5 degrés à 8 degrés dans le Centre et le Nord, 8 degrés à 11 degrés sur la moitié ouest, localement 11 degrés à 14 degrés dans le Sud-Ouest et 12 degrés à 14 degrés près de la Méditerranée.



TEMPS PREVU LE *Mardi 12 Dec.* DEBUT DE MATINEE

TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 10-12-1989 et le 11-12-1989 — le 11-12-1989

FRANCE	max	min	temps		max	min	temps	ÉTRANGER	max	min	temps
AJACCIO	17	6	D	TOURS	0	–2	C	LOS ANGELES	21	10	N
BIARRITZ	12	7	N	TOULOUSE	10	7	C	LUXEMBOURG	3	–6	D
BORDEAUX	7	2	N	POINTE-A-PITRE	—	—	–	MADRID	16	6	B
BOURGES	0	–3	P	**ÉTRANGER**				MARRAKECH	23	12	N
BREST	8	–1	B	ALGER	20	12	C	MEXICO	21	6	B
CAEN	5	–3	C	AMSTERDAM	3	1	B	MILAN	1	–2	B
CHERBOURG	7	–2	C	ATHÈNES	14	6	C	MONTRÉAL	–10	–17	*
CLERMONT-FER.	2	–4	C	BANGKOK	32	22	D	MOSCOU	–19	–22	*
DIJON	–2	–3	B	BARCELONE	13	9	C	NAIROBI	21	15	P
GRENOBLE St-M-H	4	–4	N	BELGRADE	0	–12	D	NEW-YORK	1	–5	C
LILLE	–1	–5	B	BERLIN	–1	–3	*	OSLO	0	–5	D
LIMOGES	9	4	B	BRUXELLES	1	–1	C	PALMA-DE-MAJ.	18	6	D
LYON	1	–2	B	LE CAIRE	22	17	D	PÉKIN	9	2	D
MARSEILLE-MAR.	13	2	C	COPENHAGUE	3	1	D	RIO-DE-JANEIRO	28	21	C
NANCY	3	–9	C	DAKAR	26	22	D	ROME	13	0	N
NANTES	3	–1	C	DELHI	25	10	D	SINGAPOUR	30	24	C
NICE	14	5	D	DJERBA	19	14	N	STOCKHOLM	0	10	*
PARIS-MONTS.	4	–1	B	GENÈVE	2	–4	N	SYDNEY	26	20	N
PAU	13	4	D	HONGKONG	21	17	D	TOKYO	12	5	D
PERPIGNAN	9	8	C	ISTANBUL	4	–1	*	TUNIS	17	13	P
RENNES	7	–1	C	JÉRUSALEM	19	7	D	VARSOVIE	–6	–6	C
ST-ETIENNE	3	–2	B	LISBONNE	18	10	C	VENISE	5	–2	D
STRASBOURG	2	–4	C	LONDRES	7	3	C	VIENNE	0	–10	D

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 11 décembre

TF 1

20.35 **Feuilleton : Bonne Espérance.**
22.15 ▶ ***Magazine : Chocs.*** De Claude Maggiori, présenté par Stéphane Paoli.
23.10 **Magazine : Minuit sport.**
23.50 **Journal et Météo.**
0.10 ***Série : Mésaventures.***
0.30 **Série : Intrigues.**
Bourse.

A 2

3615 LM
Le service télématique expert de l'emploi des cadres

20.35 **Série : Nestor Burma.** Les rats de Montsouris. *Un flic loufoque enquête à Montparnasse. Déjà diffusé le 21 février 1988.*
22.05 **Flash d'informations.**
22.10 **Magazine : Comment ça va ?** D'Henri Sannier. Thème : La migraine.
23.10 **Quand je serai grand.** Nicole Croisille.
23.15 ***Informations : 24 heures sur la 2.***
23.35 **Météo.**
23.37 **Soixante secondes.** Wole Soyinka, écrivain.

FR 3

20.35 **Cinéma : Deux flics à Chicago.** ■ Film américain de Peter Hyams (1986). *Une comédie où les poursuites sont rythmées par du rock, une sorte de dérision des séries télé, avec deux acteurs sympathiques.*
22.20 **Journal et Météo.**
22.45 ***Magazine : Océaniques.*** Une amitié parisienne, de Yuri M. Hoffman. *Trois écrivains en exil à Paris* : Miller (Brooklyn), Alfred Perles (Vienne), Laurence Durrell (Corfou).
23.40 **Musiques, musique.** Marie Stuart (Air de Marie), de Donizetti, par Maria Zampieri et l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Adam Fischer.

CANAL PLUS

20.30 ***Cinéma : Le retour de Max Dugan.*** ■ Film américain de Herbert Ross (1983).
22.10 ***Flash d'informations.***
22.25 **Magazine : Lundi sport.** Football ; à 22.30, boxe; à 23.30, football américain.
0.25 **Cinéma : Double violence.** ■■ Film américain de Ulli Lomel (1981).

LA 5

20.30 **Drôles d'histoires.**
20.40 **Téléfilm : *Meurtre dans l'objectif.***
22.35 **Série : Vendredi 13.**
23.30 **Magazine : Aparté.** De Pierre-Luc Séguillon.

0.00 **Journal de minuit.**

M 6

20.30 **Téléfilm : *Un tueur dans New-York.***
22.10 **Magazine : Ciné 6.**
22.30 **Téléfilm : Messages de l'au-delà.**
23.55 **Six *minutes* d'informations.**

LA SEPT

20.35 **Cinéma : Trafic.** ■■ Film français de Jacques Tati (1971).
22.10 **Court métrage : Heureux anniversaire.**
22.30 **Documentaire : La Pologne comme jamais vue à l'Ouest** (3).
23.30 **Feuilleton : Condorcet** (2e épisode).
1.00 Magazine : Mégamix.

FRANCE-CULTURE

20.30 **L'histoire en direct.** Les FTP-MOI : des étrangers dans la Résistance.
21.30 **Dramatique.** Jeune couple, de Dorothy Parker.
0.05 **Cote d'amour.**
0.50 **Musique : Coda.** Africa.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Renseignements sur Apollon.** Concert (en direct de la salle Pleyel) : Gala du concours Marguerite Long – *Jacques Thibaud.* Extraits des épreuves du Concours des 8 et 9 décembre, *par l'Orchestre philharmonique de Radio-France,* dir. Marcello Viotti. A 23.07, Weinen, Klagen, Sorgen, Zagen, de Liszt ; à 23.25, Symphonie n° 9 en ré mineur op. 125 de Beethoven.
0.30 **Myosotis.** Le magazine des oubliettes ; Plan incliné ; Visuelaudio.

Mardi 12 décembre

TF 1

14.25 **Série : Marie Pervenche.**
15.20 **Série : Tribunal.**
15.50 **Variétés : La chance aux chansons.**
16.45 ***Club Dorothée.***
17.50 **Série : Hawaii, police d'Etat.**
18.45 **Avis de recherche.**
18.55 **Feuilleton : Santa-Barbara.**
19.20 **Jeu : La roue de la fortune.**
19.50 **Le bébête show.**
20.00 **Journal, Météo et Tapis vert.**
20.35 **Cinéma : Le mur de l'Atlantique.** □ Film français de Marcel Camus (1970). Avec Bourvil, Sophie Desmarets, Peter McEnery. *Comédie burlesque quelque peu inspirée de la Grande Vadrouille. Ce serait plutôt la petite, hélas ! et, malgré Bourvil, on s'ennuie.*
22.35 **Magazine : *Ciel, mon mardi !***
0.15 **Journal, Météo et Bourse.**

A 2

15.10 **Magazine : Du côté de chez Fred.** Frédérique Bredin.
16.15 **Série : Les mystères de l'Ouest.**
17.15 **Dessin animé : Les Rikikis au pays du Père Noël.**
17.20 ***Magazine : Graffitis 5-15.***
18.15 **Série : Les voisins.**
18.40 ***Jeu : Des chiffres et des lettres.***
19.00 **Cérémonie.** Transfert des cendres au Panthéon de Condorcet, de l'abbé Grégoire et de Monge. En présence du président François Mitterrand.
20.00 **Journal et Météo.**
20.35 **Cinéma : Les keufs.** ■■ Film français de Josiane Balasko (1987). Avec Josiane Balasko, Isaach de Bankolé, Jean-Pierre Léaud. *Un excellent scénario, une mise en scène plus portée vers le burlesque que dans* Sac de nœuds. *Josiane Balasko a son univers d'auteur auquel il faut prêter attention. Les interprètes – dont elle – sont étonnants.*
22.15 **Flash d'informations.**
22.20 ***Magazine : Stars à la barre.*** Mme Giscard d'Estaing, présidente de la Fondation pour l'enfance.
23.45 **Quand je serai grand.** Georges Wolinski.
23.50 ***Informations : 24 heures sur la 2.***
0.10 **Météo.**
0.12 **Soixante secondes.** Carlos Andres Perez, président de la République du Venezuela.

FR 3

14.00 **Magazine : Territoires.** Ariège : La nature en liberté.
14.30 **Magazine : La vie à cœur.**
15.00 **Feuilleton : A cœur ouvert.**
15.25 **Magazine : Télé-Caroline.**
17.00 ***Flash d'informations.***
17.05 **Amuse 3.**
18.00 **Magazine : C'est pas juste.**
18.30 **Jeu : Questions pour un champion.**
19.00 **Le 19-20 de l'information.** De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
19.55 **Dessin animé : Kimboo.**
20.05 ***Jeux : La classe.***
20.35 ▶ **Cinéma 16 : Adieu Don Juan.** Téléfilm de Jean Larriaga.
22.10 **Journal et Météo.**
22.35 **Télévision régionale.**

CANAL PLUS

15.50 ***Cinéma : Jeux interdits.*** ■■■ Film français de René Clément (1951).
17.25 **Cabou cadin.**
18.15 **Dessins animés : Ça cartoon.**
18.30 **Top 50.**
19.20 ***Magazine : Nulle part ailleurs.*** Invité : Jean Alési.
20.30 ***Cinéma :*** **Une affaire de femmes.** ■■ Film français de *Claude Chabrol (1988).*
22.15 **Flash d'informations.**
22.20 **Cinéma : La cage aux folles 3.** □ Film franco-italien de Georges Lautner (1985).
23.50 **Cinéma : Le Sud.** ■■ Film franco-argentin de Fernando Ezequiel Solanas (1988) (v.o.).

LA 5

15.30 **Série : Le renard.**
16.45 ***Dessins animés.***
18.50 **Journal images.**
19.00 **Série : Happy days.**
19.30 **Le bar des ministères.**
20.00 **Journal.**
20.30 ***Drôles d'histoires.***
20.40 **Téléfilm : Hold-up en Californie.**

22.30 **Série : La fièvre d'Hawaii.**
23.30 **Magazine : Nomades.**
0.00 ***Journal de minuit.***

M 6

17.05 **Série : L'homme de fer.**
18.05 **Variétés : Multitop.**
18.35 ***Série : Campus show.***
19.00 **Série : Magnum.**
19.54 **Six minutes d'informations.**
20.00 **Série : Madame est servie.**
20.30 **Téléfilm : La ferme du cauchemar.** De Walter Grauman.
21.50 ***Téléfilm : Amnésie fatale.***
23.20 **Six minutes d'informations.**
23.25 ***Musique : Boulvrock'n hard.***
1.00 **Rediffusions.**

LA SEPT

16.00 **Méthode Victor : Anglais.**
16.30 **Spectacle : Bleu, blanc, Goude.** La Marseillaise de Jean-Paul Goude.
17.30 **Cinéma : Céleste.** ■■ Film allemand de Percy Adlon (1981).
19.20 **Court métrage.**
19.30 **Documentaire : Histoire parallèle.**
20.15 **Jazz soundies collection.**
20.20 ***Documentaire : Travail à domicile.***
20.30 **Je me souviens des années 80.**
20.35 **Documentaire : Marseille de père en fils** (2).
22.30 **Documentaire : La Pologne comme jamais vue à l'Ouest** (4). De Marcel Lozinski.
23.30 **Théâtre : Minetti.** Pièce de Thomas Bernhard.
0.30 **Documentaire : William Forsythe au travail.**

FRANCE-CULTURE

20.00 **Musique : Le rythme et la raison.** Annie Fischer, la Garbo du piano. 2. L'approche.
20.30 **Archipel science.** En direct de la centrale du Bugey.
21.30 **Débat.** Capitales culturelles méditerranéennes : le vrai et le faux.
22.40 **Nuits magnétiques.** L'apprentissage des arts ?
0.05 **Du jour au lendemain.**
0.50 **Musique : Coda.** Africa.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Concert** (donné le 23 octobre au Festival d'automne de Paris) : Uberschreiten, de Dillon ; Concerto pour piano, de Ligeti ; Pflicht und Neigung, de Gielen, par l'Ensemble Inter-*Contemporain, dir. Peter Eotvos ; sol. :* Florent Boffard, piano.
23.07 **Club d'archives.** Petit concert : Symphonie n° 1 en si bémol majeur op 38, de Schumann, *et Symphonie n° 6, de Hartmann ; à 0.10,* Intégrale des Quatuors de Schoenberg : *Quatuor avec soprano n° 2 en fa dièse mineur* op. 10 ; Les introuvables de la Guilde : *Symphonies pour petit orchestre* (nos 1, 2, 3, 5), de Milhaud, et Concerto pour violon et orchestre en ré majeur op. 61, de Beethoven.

Audience TV du 11 décembre 1989 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	57.0	7/7 11.9	De l'Elysée 20.2	M. Duvallier 9.9	La puce 3.0	Riptide 9.3	Culture pub 3.2
19 h 45	61.9	7/7 12.0	De l'Elysée 21.7	M. Duvallier 11.6	Flash 4.1	Tout le monde 8.2	Roseanne 4.3
20 h 16	71.1	Journal 22.6	De l'Elysée 23.7	Benny Hill 10.2	Ça cartoon 5.0	Journal 5.5	Mme est servie 4.5
20 h 55	73.3	Deux heures... 29.7	Journal 27.4	Optique 4.1	Sens unique 3.9	Nom de code 7.0	Un meurtre... 2.6
22 h 8	61.5	Deux heures... 24.9	Les habitudes 23.9	Océaniques 2.4	Sens unique 3.7	Nom de code 5.7	Pub. 2.0
22 h 44	40.9	On s'en fout... 7.6	Les habitudes 24.1	Ciné nuit 2.1	Jeux interdits 1.2	L'éducatrice 5.9	Sauce d'homme 0.6

F1
RENAULT
VICE-CHAMPION
DU MONDE
DES
CONSTRUCTEURS
AVEC LE MOTEUR
V 10 RS

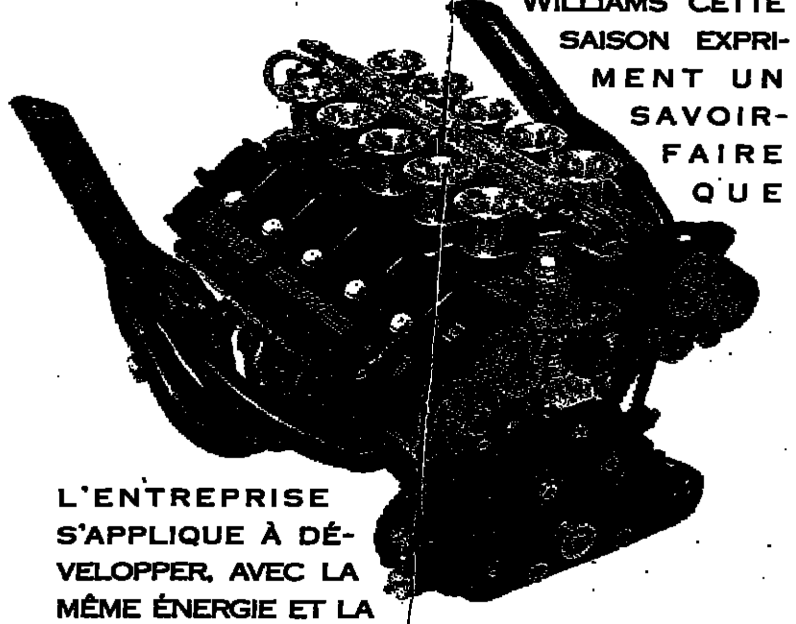
RENAULT. LA RAGE DE GAGNER.

Pour son retour au plus haut niveau de la compétition automobile, Renault, associé à Williams, a conquis le titre de vice-champion du monde des constructeurs.

Ce résultat place l'entreprise française largement devant les plus prestigieuses écuries, fanions des grands constructeurs mondiaux.

Par ailleurs, il souligne la remarquable fiabilité dont les moteurs ont su faire preuve tout au long de la saison.

Ce que Renault a réussi en Formule 1 témoigne d'une maîtrise technologique et d'une rigueur créative exceptionnelles. Les moteurs V10 qui ont fait gagner les Williams cette saison expriment un savoir-faire que



l'entreprise s'applique à développer, avec la même énergie et la même passion, sur l'ensemble de sa gamme moteurs.

Fort de ce nouveau succès, sur les circuits comme avec chaque voiture de série, Renault c'est, plus que jamais, la rage de gagner.

©PUBLICIS F0804

Le Monde

ÉCONOMIE

27 Lndustriels occidentaux et l'Est
28 LNPF négocie à tout-va
46 Marchés financiers
47 Bourse de Paris

BILET

La fin d'une épue protégée

Il y avait eu, dé1987, la libération totale prix en France, des prislementés depuis la fin deeconde guerre mondiale. Danelques semaines, il y ala libération totale des mouents de change, tous lentrôles encore *existants devatre supprimés au* début de l'annérochaine.

La nouvelle n'eas encore officielle mais ilnble bien qu'à Strasbourg M. ıçois Mitterrand ait décidé d'aver de six mois une mesure quiFrance aurait dû *honorer au plusd le 1er juillet* 1990. Avec la sation de *l'encadrement* ;rédit intervenu à la fin de 198ı Franche achève non poıa modernisation mais son alignent sur les us et coutumes en viur à l'étranger et d'abord en Epe.

Car c'est bien de l'Europe qu'il *s'agit, de la conuction d'un* vaste marché ıue où les *hommes, les nhandises et les* capitaux circulat librement. La France, pays tıionnellement protectionnistei a commencé de s'ouvrir à la firs années 50, achève une sode révolution tranquille, don: bénéfices sont *évidents — écl;es facilités,* croissance éconique plus forte — *mais dont lèsques ne doivent* pas être sous-enés.

Si Mme Thatcheui posait comme préalable à touvancée européenne la ɛpression d'un contrôle des chıes *déjà trop* allégé, se voit ɓe d'un bon *argument, il res*ì l'administrationnçaise à imaginer de nouaux moyens de surveillance powiter que l'argent placé àtranger ne soit plus imposé du t. MM. Rocard et Bérégovoy *tent* — sans beaucoup de sus *jusqu'à* présent — d'obir de leurs *partenaires eurons un minimum* de coopération.s précautions *ont été prises, c le budget de* 1990 notammequi prévoit de rendre obligatoia déclaration par les banques: mouvements de capitaux aveétranger dès lors que ceux-ci ıessent 50000 F

Reste que la meire garantie pour la France en franc fort et une inflation maîée. La volonté politique ne man: pas et des choix stratégiquent été faits depuis longtempır ces points essentiels. Ils imant au pays d'évidentes règles sagesse et de bonne gestior.

Autre révolution ıquille...

A. V.

INSOLITE

Espinner n'est p louer

Une famillenéricaine, les French, poursıen justice le constructeur ıutomobiles japonais Niss l'accusant d'avoir loué unhambre chez elle pour y pir un de ses employés charge l'espionner et de recueillir informations sur la mode des des Américains. Steph et Maritza *French, qui viv*è Costa-Mesa en Californient déposé *plainte pour fra*, *violation de* leur intimité etıtique *économique déloyale.*

Ils avaient ondu à une annonce d'un jnal qui cherchait des chams à louer pour des étudiantaponais. En réponse, l'age qui servait d'intermédiaire ır a dit qu'il *n'y avait* plus ıtudiant mais elle proposait Morito, vingt-*neuf ans, empı* au siège de Nissan à Carsen Californie. *En octobre den, lisant le Los Angeles Times,*couple devait *découvrir un ars relatant que* M. Morito avété placé par Nissan dans cadre d'une enquête de m de vie destinée à la créatd'une voiture correspondantıx goûts américains. *« Ils oné scandalisés,* a déclaré ır avocate Mme Kaufman. *se demandent ce qu'il a écritce qu'un dossier quelque* ɾ *chez Nissan peut bien conir sur leur vie privée. »*

Un nouveau dispositif pour encourager « le retour au pays »

Les travailleurs immigrés pourront bénéficier d'un système de rente-réinsertion

Le dispositif actuel d'incitation au *« retour au pays »* des *travailleurs immigrés a perdu* toute efficacité. Aussi entreprises et pouvoirs publics *s'orientent-ils désormais vers* un nouveau système fondé sur une rente-réinsertion et non plus uniquement sur un capital de départ.

Renforcé en 1984, le système d'aides accordées aux salariés étrangers pour qu'ils quittent la France n'intéresse plus guère les travailleurs immigrés. En cas de licenciement, ceux-ci peuvent pourtant prétendre à une aide publique de 20 000 francs (dont la moitié payable à l'étranger), une aide de l'assurance-chômage égale aux deux tiers de leurs droits acquis (40 000 à 60 000 francs) et une aide (15 000 francs *minimum*) de l'employeur qui verse également les indemnités conventionnelles de licenciement. Une aide financière pour le déménagement et la gratuité du billet d'avion sont également prévues.

Outre les chômeurs (à partir de 1988), ce dispositif est applicable aux salariés menacés de licenciement à condition que l'empoyeur, ait conclu une convention avec l'Office des migrations internationales (OMI).

Un bilan décevant

Depuis 1984, 30 482 salariés étrangers ont opté pour ce dispositif et ont, en conséquence, restitué leur titre permanent de séjour. En y ajoutant les membres de leur famille, on aboutit à un total de 69 626 personnes, parmi lesquelles près de 60 % de travailleurs maghrébins et un tiers de salariés de l'industrie automobile, selon les statistiques de l'OMI. Un bilan non négligeable mais, finalement, décevant.

« Au tout début, ce mécanisme a bien fonctionné. Ceux qui voulaient partir ont profité de l'occasion. », souligne Mme Arlette Vialle, chargée du dossier de la réinsertion à l'OMI. En effet, ces mesures se sont traduites par le départ de 13 873 personnes en 1985 contre 982 en 1984. Toutefois, leur « rendement » a été rapidement décroissant : *8 815 en 1986, 4 376 en 1987* et 989 l'an passé. De janvier à juin 1989, on ne dénombrait que 152 dossiers. *« En fait, après avoir touché ceux que le processus intéressait, on a sans arrêt proposé la même chose à ceux qui, sans projet de réinsertion, n'avaient pas l'intention de partir »*, résume Mme Vialle.

Pour donner un second souffle aux conventions OMI, pouvoirs publics et entreprises se sont mis d'accord sur une nouvelle formule (qui s'ajoute à l'ancienne), axée sur l'attribution d'une rente et non plus, uniquement, d'un capital. Il s'agit de convertir une partie de ce capital de départ en un versement régulier jusqu'à l'âge de soixante ans, après quoi il sera possible de faire valoir les droits à la retraite.

Peugeot, Renault Chausson

Un arrêté du 7 juillet dernier précise que pourront en bénéficier les salariés âgés de plus de quarante-cinq ans ayant travaillé au moins quinze ans dans l'entreprise. Indépendemmant des indemnités de licenciement et des 20 000 F versés par l'Etat, une rente temporaire serait attribuée. Celle-ci serait alimentée par les droits à la retraite (régime général et caisses complémentaires) au tite de l'ancienneté au sein de l'entreprise et par l'assurance-chômage (85 % des droits acquis). Quant à l'Etat, il peut servir une allocation « de réinsertion » qui ne pourra excéder 60000 F en moyenne par convention et 80 000 F par bénéficiaire.

A l'heure actuelle, le seul accord conclu officiellement concerne Automobiles Peugeot, qui a signé une convention, le 25 octobre dernier, pour son usine de Poissy. D'autres ne devraient pas tarder : Chausson (filiale commune de Peugeot et de Renault) a présenté un premier projet à son comité central d'entreprise, et la régie Renault envisage d'ores et déjà d'y recourir dans le cadre du plan social de Billancourt.

La rente-réinsertion inaugurée par Peugeot sera ouverte aux salariés de plus de quarante sept ans et demi. Distribuée par la Caisse des dépôts, elle sera comprise entre 1 242 F et 1 875 F par mois selon l'ancienneté, *« soit près du double par rapport au salaire minimum en vigueur au Maroc, par exemple »*, fait-on remarquer à la direction de l'entreprise. A Poissy, 1 159 personnes sont théoriquement concernées par ce dispositif, qui sera valable jusqu'à la fin de 1990, mais Peugeot ne se hasarde pas à fixer un objectif chiffré à cette convention.

« Il ne faut pas s'attendre à une vague de départs considérable. Mais ce système, qui permet aux plus âgés de reprendre dans leur pays d'origine une activité en toute sérénité, devrait malgré tout relancer un certain flux de retours au pays », souligne-t-on à l'OMI, où l'on estime que l'environnement familial, notamment la présence d'enfants, constitue un frein au retour que les incitations financières ne peuvent vaincre.

En revanche, ses promoteurs *sont convaincus que la* rente pourra être un meilleur outil de réinsertion. Le bilan de la première formule des conventions est, en effet, mitigé. Selon une étude de l'OMI, un immigré sur cinq n'a pas réussi sa réinsertion : investissements trop élevés dans l'immobilier, *« excès de dépenses ostentatoires »*, rentabilité insuffisante du projet de création d'entreprise... Ceux qui tirent *un bilan positif sont, à vrai dire,* le plus souvent simplement parvenus à vivre décemment, même si quelques exemples de brillante réussite ne sont pas à négliger.

JEAN-MICHEL NORMAND

Dévaluation de 50 % de l'austral, hausse des tarifs publics...

L'Argentine durcit son programme d'austérité

Le gouvernement argentin a annoncé, dimanche 10 décem*bre dans la soirée, un réajuste*ment du plan d'austérité en vigueur depuis le mois de juil*let dernier.*

L'austral sera ainsi dévalué d'environ 50 % par rapport au dollar, l'essence coûtera 59 % plus cher et une série d'augmentations des tarifs est pré*vue mais n'a pas été chiffrée.*

L'Etat a, par ailleurs, décidé de ne pas honorer avant deux ans sa dette interne, évaluée à 8 milliards de dollars (50 milliards de francs. Une libéralisation du marché des changes est introduite avec la coexistence d'un marché *« libre »* et d'un marché officiel.

BUENOS-AIRES

de notre correspondant

Ces mesures visent à juguler un dérapage du plan économique qui se fait sentir depuis quinze jours. La flambée du dollar, qui atteignait plus de 1 000 australes sur le marché parallèle (contre 650 au marché officiel) s'est accompagné d'une montée des taux d'intérêt — et avec elle réapparaissait le risque d'un retour à une inflation incontrôlable. Après avoir atteint près de 200 % en juillet, celle-ci n'était que de 6 % en novembre mais risque de *dépasser à nouveau les 20 % pour* décembre.

Le plan « BB » pour « Bunge y Born », la multinationale argentine qui l'a élaboré et dont les cadres l'appliquent en occupant les postes économiques du gouvernement, a buté sur divers écueils. Une valse des étiquettes au lendemain de l'annonce du plan et avant qu'un accord de blocage des prix ne soit conclu, en juillet, a faussé les indices.

La spéculation juteuse sur le dollar à laquelle se sont récemment livré certaines grandes entreprises attisait l'envolée du billet vert alors que l'incertitude sur le traitement de la dette extérieure qui cumule *un retard dans le paiement des* intérêts de 5 milliards de dollars *semble avoir ajouté au désordre sur* le marché des changes. La difficulté de l'Etat à réduire le déficit fiscal (6 % du PIB) a encore aggravé la situation.

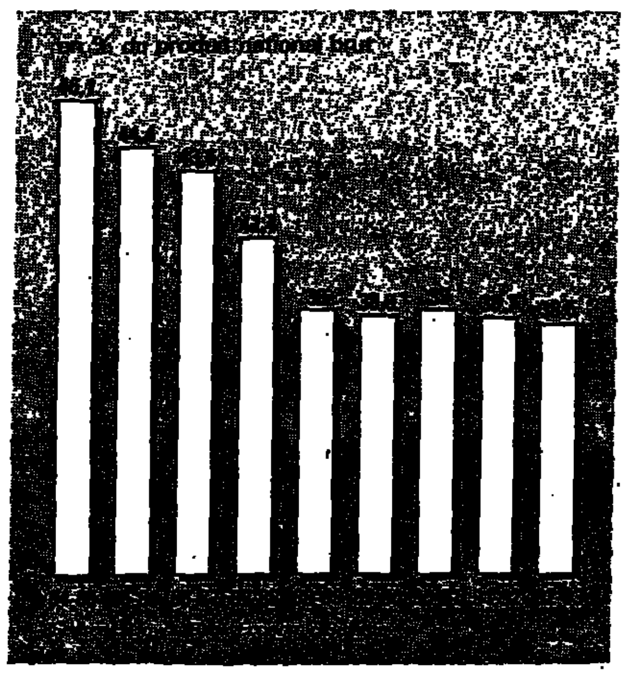
Privatisation massive

Le gouvernement du péroniste Carlos Menem entend cependant maintenir le cap. Les grands axes de réforme engagés demeurent les mêmes, ils s'articulent sur un démantèlement du secteur public par une privatisation massive et dans certains cas la fermeture d'entreprises publiques déficitaires, une réforme fiscale qui, *semble-t-il, touchera avant tout les* classes moyennes et une loi *d'urgence économique qui vise* à réduire les subventions de l'Etat tant aux provinces qu'aux entreprises publiques.

Le coût social du plan lui-même a déjà créé de sérieux remous au sein de la CGT, la centrale syndicale unique et péroniste qui a fourni le gros de l'électorat de M. Menem. Le mouvement ouvrier est désormais divisé et des grèves se sont multipliées au cours des derniers mois. Le débat a trouvé son écho au sein de l'équipe gouvernementale, particulièrement autour de ces mesures de réajustement. Finalement les salariés devront se contenter d'une faible compensation, de l'ordre de 200 francs pour les employés du secteur public et moindre pour ceux du privé. Des chiffres qui ne combleront pas la perte du pouvoir d'achat évaluée début décembre et pour l'année passée à près de 50 % dans certains secteurs.

EDITH CORON

La décrue des dépenses publiques en Grande-Bretagne



La première moitié de l'ère Thatcher avait vu les dépenses publiques continuer à augmenter plus vite que le produit national brut britannique. Mais, depuis 1985, le gel des dépenses publiques en termes réels, au moment où la croissance économique redémarrait, a fait chuter spectaculairement le rapport dépenses publiques-PNB. « Il faut relancer la dépense publique », c'est le titre d'une étude de la Lloyds Bank, dont le principal économiste, M. Christopher Johnson, estime que la pression a été trop forte sur le système de santé, les infrastructures ferroviaires et routières, le logement social, l'éducation supérieure et les arts. La légère remontée du ratio dépenses publiques-PNB en 1990 sera due au ralentissement de la croissance, mais n'entame en rien la détermination du gouvernement actuel, à poursuivre la décrue des dépenses publiques, collectivités locales et Etat confondus.

Vienne, capitale du marché noir avec l'Est

« La contrebande est la seule chose qui se développe grâce aux réformes »

VIENNE

de notre envoyé spécial

« C'est du cristal. Très joli. » Elle montre une bonbonnière d'une main incertaine, se reprend et fourrage dans l'immense sac de sport qui lui scie l'épaule. *« Jai aussi des cigarettes, de la vodka. Très bonne. 75 % d'alcool... »*. Elle sort une bouteille, hésitant à la tendre avant d'avoir vu les billets : *« cent schillings »* (environ 50 francs), annonce-t-elle à voix basse.

Dans l'air glacé de ce coin d'avenue on ne sait si elle tremble de peur ou de froid. Très grande, très mince, très blonde, elle est Polonaise et paraît terrorisée. C'est la première fois qu'elle vient à Vienne, avoue-t-elle dans son mauvais anglais. Et aujourd'hui la police veille, elle vient de chasser tous les vendeurs à la sauvette de leurs coin de rue favori.

Ils étaient deux cent mille Tchèques ce week-end, profitant de l'ouverture des des frontières, à avoir envahi la capitale autrichienne. S'ajoutant aux Polonais, Hongrois, Yougoslaves, Soviétiques, ces « émigrés » présents sont partout dans ce quartier entièrement consacré au petit commerce avec l'Est. Un trafic ancien, ancré dans l'histoire et dans la géographie puisque la frontière avec la Hongrie, distante de quelques dizaines de kilomètres seulement, est depuis longtemps largement ouverte.

Une atmosphère de bazar oriental

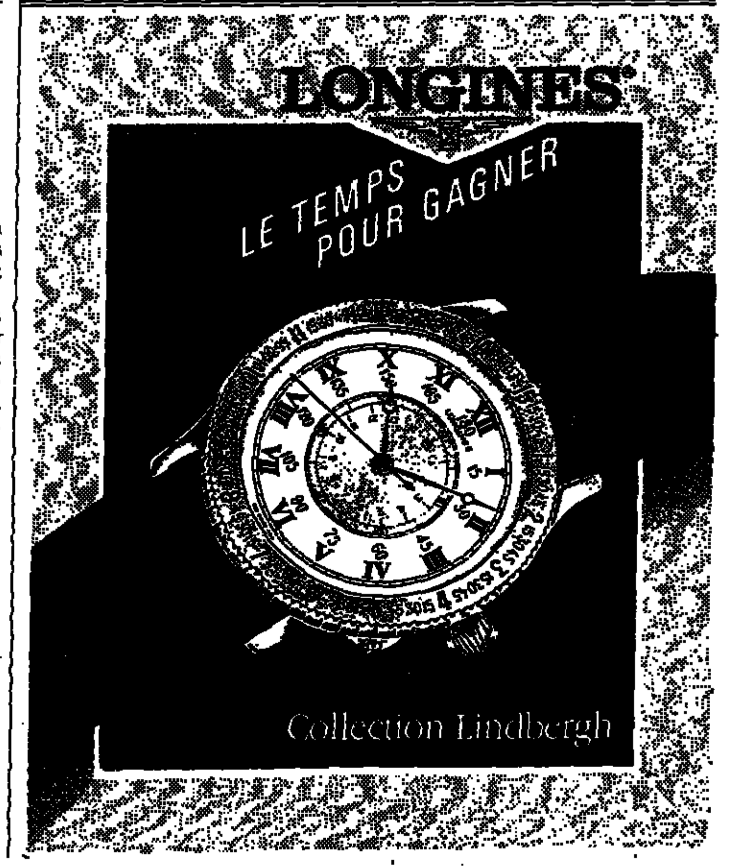
Un trafic de plus en plus florissant qui, doublé d'une vraie contrebande à grande échelle, nourrit le marché noir des pays de l'Est en plein boom depuis l'*« ouverture »* et la perestroïka. *« La contrebande, hélas, est la seule chose qui se développe grâce aux réformes »*, explique un économiste yougoslave.

Un trafic plus que toléré — bien qu'officiellement combattu, — qui s'élargit et se normalise de plus en plus. Les échanges longtemps limités à la Hongrie voisine se sont étendus progressivement aux autres pays du Comecon, et les *Polonais, les Tchèques et même les* Soviétiques, sont désormais plus nombreux que les Magyars à hanter les rues glacées allant de la Mexico Platz au Prater, le célèbre parc d'attractions viennois.

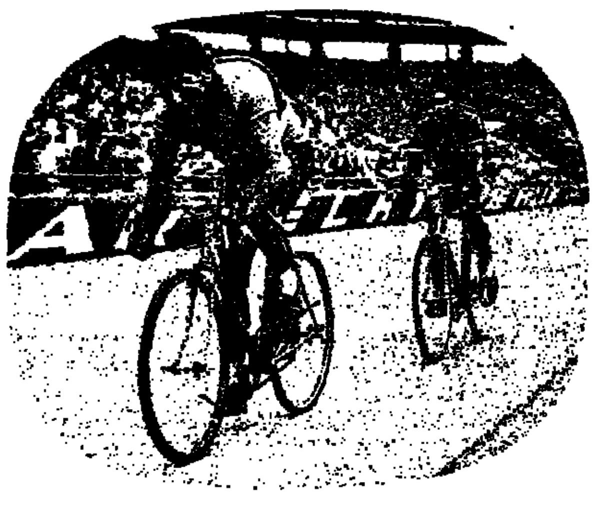
Coiffés de toques ou de bonnets de laine, chaussés de bottes et engoncés dans des parkas ou des anoraks plus ou moins crasseux, *tous trimbalent* d'énormes sacs. Ils vendent sous le manteau de la vodka, du caviar, du foie gras, des cigarettes, des objets en cristal, bref tout ce qui à l'Est ne coûte rien... Et ils achètent au grand jour, grâce aux précieuses devises ainsi obtenues, de quoi alimenter à leur retour le marché noir.

VÉRONIQUE MAURUS

Lire la suite page 27



1948



Les premières émissions grand public.

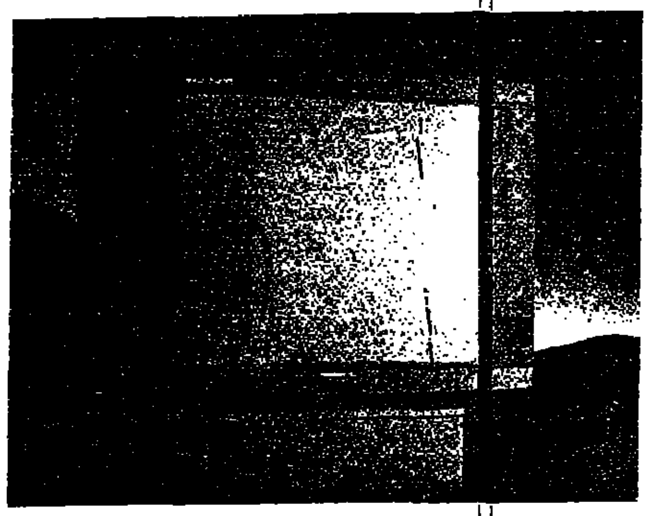
25 juillet : premier "direct" de l'arrivée du Tour de France. Les images sont diffusées par des émetteurs Thomson depuis la Tour Eiffel.

1967

La première image couleur.

1er octobre : l'image bascule du noir et blanc à la couleur avec le procédé SECAM. Thomson est très étroitement associé à la mise au point.

1989



Le premier téléviseur D2 MAC.

Mai 1989 : Thomson lance le 72 DXP 01 équipé d'un décodeur permettant de recevoir les futures émissions du satellite TDF 1.

1992

L'EUROPE DOIT REMPORTER LA BATAILLE DE LA TELEVISION DU FUTUR

Pour la télévision du futur, c'est la dernière ligne droite. Avec une équipe européenne qui s'est donné les moyens de gagner, Thomson investit chaque année un milliard de francs et des milliers d'heures de travail de ses ingénieurs pour faire triompher la Télévision Haute Définition compatible européenne. Cette compétition est également la vôtre.

THOMSON

SYNERGIE/THOM1/KTO/B:883+264/TR:34/R TEL/LE MONDE:437287/ /1.12.89/

ÉCONOMIE

ÉTRANGE

Les industriels occidentaux et les bouleversements à l'Est

Le prener ministre est-allemand juge indispensable « la fin de l'économie dirigiste »

Devant deux it quatre-vingt-dix directeurs decombinats », les grandes entrepri qui sont le fer de lance de l:onomie est-allemande, le ‑mier ministre M. Hans Modrca tracé samedi 9 décembre les ndes lignes des réformes économes qu'il espère mettre en œuvre.

La *« fin de l'éomie dirigiste »* est jugée inœensable par M. Modrow. Poce faire, il souhaite accroîtreıutonomie des directeurs génux (jusqu'ici étroitement enses dans les objectifs du Plan). Ceci ont en retour souhaité l'intrcction de « stimuli » pour amter la productivité du travail. Modrow a d'ailleurs constaté *« ı diminution des taux de croisse des performances économiques réelles et de la productivité du travail »*.

Parmi les mesures annoncées figure la création d'une *« banque centrale totalement indépendante »* – sur le modèle de la Bundesbank ? – et des mesures transitoires permettant bientôt la constitution de « joint-ventures » des sociétés associant des capitaux occidentaux à des capitaux est-allemands – actuellement interdites par la Constitution. Pour faciliter les prises de participation étrangères dans les firmes est-allemandes, le gouvernement garantirait le rapatriement des profits. De nombreuses firmes étrangères sont déjà sur les rangs, mais ce sont les entreprises est-allemandes elles-mêmes qui devraient trouver leurs partenaires, a indiqué le ministre du commerce extérieur, M. Gerhard Beil, lors de la même réunion.

M. Modrow a reconnu qu'il y avait de l'inflation en RDA et qu'il n'était pas en mesure pour l'instant d'équilibrer le plan pour 1990. Un projet de loi sur les objectifs et le calendrier de la réforme économique sera transmis au Parlement, a annoncé M. Modrow.

Il n'a pas précisé de date, mais l'urgence ne fait pas de doute : l'état de l'économie est jugé *« très sérieux »* et l'endettement brut auprès des pays occidentaux atteint 20,6 milliards de dollars (plus de 130 milliards de francs) selon le premier ministre est-allemand.

L Club Méditerranée met le cap à l'Est

Le Club Médranée est prêt à multiplier ses ilantations dans les pays de l'Està *condition que des garanties lıoient apportées sur la pérennité ses investissements »*, annonM. Gilbert Trigano, son PDG. ı secousses politiques qui ébrent le monde communiste onttiré l'attention du patron des « ℑ. », toujours à l'affût d'opportιés de développement. Les pets fleurissent, mais dans un and désordre. *« Tout se comique,* explique M. Trigano. *Auavant, nous ne discutions, enRSS, qu'avec l'Intourist. Aujd'hui nos interlocuteurs se ıltiplient. Par exemple, pour llizaine de sites qui nous intérest, il nous faut parler avec trente-deux autorités ! C'est devenu comme chez nous, à cette différence près que cette nouvelle donne se fait en terrain vierge. A l'Est, nous ne pouvons nous appuyer sur aucun texte, aucune jurisprudence et aucun usage. Tout est à construire. »*

Le Club est intéressé en URSS par deux types de villages : ceux installés dans les *« sites magiques »*, comme Samarcande, et les villages à dominante sportive, comme celui qui se prépare en Géorgie. Comme le Club Méditerranée anticipe même sur la météorologie, Gilbert Trigano aimerait que ses « gentils membres » skieurs prennent le chemin du Caucase pour le cas où, le réchauffement de la planète se poursuivant, neige et glaciers disparaîtraient des Alpes.

La saison 1988-1989 aura été bonne pour le Club Méditerranée :1,1 million de clients (1,7 million avec les filiales Voltour et Moeva) ; 7,5 milliards de francs de chiffre d'affaires consolidé; un bénéfice qui passe de 300 millions de francs à 345 millions environ; un cash-flow de 650 millions de francs. Autant dire que le Club n'aura pas de mal à jouer la carte de la croissance interne à laquelle l'oblige l'échec de ses projets d'association avec Nouvelles Frontières et avec Air France.

C'est 1,2 milliard de francs (900 millions en 1988) qu'il investira au cours du prochain exercice, afin d'accroître le nombre de ses lits, notamment en Europe où il a *« manqué des ventes, cette année, faute de places »*. 3500 lits supplémentaires seront ouverts, d'ici quatre ans, à la clientèle européenne et 2500 lits supplémentaires, à la clientèle nord-américaine. Quant au marché asiatique (+ 22% en 1988-1989), qui explose littéralement puisque le village japonais de Sahoro affiche complet jusqu'en 1991, M. Trigano souhaite tripler les capacités d'accueil qui lui sont destinées. Le PDG du Club poursuit sa stratégie d'indépendance. Pour ne pas être prisonnier d'Air France, il travaille de plus en plus avec les compagnies aériennes des pays en voie de développement où il envoie ses clients. Pour ne pas être mêlé à des affaires louches, il préfère renoncer à doubler ses bénéfices en n'installant pas de machines à sous dans ses villages. *« Je suis un semeur pas très pressé de récolter »*, déclare-t-il. Pour consolider son tour de table, il cherche *« tranquillement »* un actionnaire américain pour que toutes les nationalités de ses « gentils membres » soient représentées à son conseil d'administration.

AL. F.

EN BREF

□ **Le chausseulata revient en Tchécoslovaqui** – M. Tomas Bata, le célèbre ricant de chaussures portant leême nom, qui avait émigré au nada en 1939, a envoyé dimanchЭ décembre une délégation à Pra; pour offrir une coopération dan: domaine de la chaussure à son ɲs natal.

La compagniBata avait été fondée en 1894 ɲson père à Zlin, en Moravie duıd (rebaptisée Gottwaldov, du ɱ du premier président commıte), et nationalisée en 1945. ı usines de la firme tchécoslovie sont actuellement dans un étaıs vétuste.

M. Tomas Baa proposé une coopération de ɡe envergure, depuis la moderıtion technique (introduction de ıchines électroniques) jusqu'à formation de cadres et l'utilisan des réseaux de vente réciprıes. Selon le directeur de la ıque nationale tchécoslovaque,1. Svatopluk Potac, un accorιvec M. Bata pourrait être con très rapidement. Il y a trois ɛ M. Bata avait proposé un projıe coopération identique, mais négociations avaient échoué. –(FP.)

□ **L'ouverture l'Est devrait apporter un senıe surplus de croissance aux ɲ occidentaux.** – L'ouverture à l' pourrait faire gagner aux pays occidentaux un demi-point de croissance chaque année entre 1990 et 1995, estime la banque privée française Indosuez dans sa revue de conjoncture. Selon la banque, une fois dotés des financements adéquats, les pays de l'Est devraient doubler leurs achats en provenance de la zone OCDE, créant ainsi un surplus d'activité de l'ordre de 2 à 3 % du PIB pour les pays occidentaux sur l'ensemble de la période 1990-1995. L'intensification des échanges Ouest-Est devrait se faire particulièrement sentir en 1991-1992, notent les experts. Indosuez envisage pour 1990 une poussée de 10 à 15 % des importations (exprimées en dollars) des pays de l'Est en provenance de la zone OCDE. Cette nouvelle demande ne se répartira pas également entre les pays occidentaux, avertit toutefois Indosuez, qui place la Finlande et l'Autriche en tête des principaux bénéficiaires, suivis de la RFA et de la Turquie. Dans le cas de l'Allemagne fédérale, la banque souligne surtout les effets à court terme de l'immigration des travailleurs est-européens. Celle-ci devrait accélérer la croissance de la demande intérieure dès l'année prochaine (hausse supplémentaire de 0,3 % à 0,4 % en 1990).

EDF va négocier la construction d'une centrale nucléaire en Hongrie

Electricité de France s'intéresse aux pays de l'Est : dans un communiqué, l'établissement public annonce que cours des derniers mois, des conversations ont été engagées entre experts français et hongrois de l'énergie nucléaire sur le principe d'une coopération susceptible de déboucher sur la construction en commun d'une centrale nucléaire en Hongrie ». Ces négociations avec la compagnie hongroise d'électricité devraient s'ouvrir le 22 décembre. Mais on ne connaît encore ni le lieu ni la puissance exacte (on parle d'un millier de mégawatts) de l'installation, qui sera du type (PWR), comme celles installées en France.

EDF entretient depuis longtemps des relations, au niveau des experts, avec les Hongrois : au début de l'année, elle avait d'ailleurs signé avec eux un contrat du même type que celui annoncé avec l'URSS à la fin de la semaine dernière (*le Monde* daté 10-11 décembre), visant à perfectionner les quatre tranches du site nucléaire de Paks, au sud de Budapest. La Hongrie dispose en effet de quatre tranches sur ce site, d'une puissance de 440 mégawatts de type soviétique (VVER). Deux autres tranches de 1 000 mégawatts chacune sont en commande. Elles devraient être mises en service en 1994 et 1996.

Pourtant, c'est la première fois que s'ouvrent avec les pays de l'Est des négociations visant à construire une centrale nucléaire dans cette région. Le tournant est d'importance pour l'établissement, contraint de se tourner vers l'étranger après le ralentissement du programme nucléaire français.

SOCIAL

Deux circulaires du premier ministre

M. Rocard définit les conditions de l'intéressement dans les entreprises publiques

Le premier ministre, M. Michel Rocard a adressé, le 7 décembre, deux circulaires sur l'intéressement, la première concernant les entreprises publiques du secteurs concurrentiel, la seconde, les entreprises publiques à statut. Néanmoins, plusieurs principes sont communs aux deux textes, étant entendu que le ministre du travail va engager une concertation avec les partenaires sociaux pour modifier en 1990 l'ordonnance du 21 octobre 1986 sur l'intéressement.

« Les entreprises publiques, précise la circulaire, *doivent éviter de retenir exclusivement dans leur formules d'intéressement, des critères de résultats purement financiers »*. L'intéressement *« ne peut être que collectif »*. Il s'adresse qu'aux seuls actifs, à partir des résultats globaux de l'entreprise ou décentralisés de l'unité de production ou du service. La répartition de l'intéressement peut être *« uniforme, hiérarchisée ou mixte »*. En aucune façon, de tels accords ne doivent se substituer à la politique salariale.

Pour les entreprises publiques du secteur cncurrentiel, la circulaire indique que *« le caractère variable de l'intéressement ne doit pas entraîner des fluctuations d'une trop grande ampleur dans les revenus des salariés »*, (le plaond actuel de 20 % de la masse salariale nette devrait être prochainement révisé et sans doute ramené à 12 %). Pour ces entreprises, la procédure sera allégée. La direction doit adresser son avant-projet d'accord à la tutelle qui dispose d'un délai de quinze jours pour vérifier sa conformité avec les principes définis ou proposer des améliorations.

Pour les entreprises publiques à statut, les modalités sont plus précises. Les entreprises doivent définir *« des indicateurs de performance cohérents avec les objectifs de leur plan d'entreprise »* (performances économiques, qualité de la production ou du service, parts des marchés réalisées). *« Les indicateurs retenus devront évoluer avec l'effort propre des salariés en neutralisant le simple retour des investissements réalisés »*. Pour ces entreprises, les accords prévoieront *« un plafond en pourventage de la masse salariale brute annuelle de 4 %, pour éviter d'accroître de façon trop importante des charges qui seraient supportées par l'usager ou le contribuable »*, (mais le plafond devra être de 2 % aua maximum pour les entreprises déficitaires). La procédure de concertation concerne pour l'avant-projet la tutelle mais aussi la Commission interministérielle des salaires (CISC).

□ **Le syndicat MG-France propose une « convention spécifique » aux médecins généralistes.** – L'assemblée générale du syndicat de médecins généralistes MG-France a décidé, dimanche 10 décembre, de *« proposer à la négociation une convention spécifique aux médecins généralistes, à partir du texte négocié jusqu'à présent »* entre les caisses de Sécurité sociale et les syndicats de médecins libéraux. Le syndicat n'a pas voulu se prononcer sur le texte qui lui était soumis et qui a été élaboré en huit mois de difficiles négociations entre la Sécurité sociale et trois syndicats. Alors que la FMF devait se prononcer lundi, la CSMF – principale organisation de médecins libéraux – a déjà annoncé son refus de signer.

INDUSTRIE

□ **Vif succès de la privatisation de l'eau en Grande-Bretagne.** – La privatisation des dix autorités régionales de distribution d'eau et d'assainissement en Angleterre et au Pays de Galles a connu un grand succès : 2,7 millions de personnes ont souscrit des actions. Seule la privatisation de British Gas, il y a trois ans, a maintenant un succès plus grand, avec 4 millions de souscripteurs. L'investissement moyen s'élevant à 2600 livres (1083 actions), soit 24700 F, le total représente donc 7 milliards de livres, cinq fois le minimum attribué aux investisseurs individuels.

C'est une des plus petites sociétés régionales, Northumbrian, située dans le nord-est, qui a battu les records. Le montant prévu a été souscrit dix-sept fois. En revanche, deux grosses sociétés, Northwest et Severn Trent, (centre industriel) onté été les moins demandées (mais cependant plus de trois fois). La priorité étant accordée aux investisseurs individuels, la part des actions qui leur reviendra représentera 47% du total au lieu de 23,5%. Celle des investisseurs insitutionnels britanniques sera ramenée à 29%, et celle des étrangers à 14% (au lieu de 18,5%), dont 3,7% pour les Européens.

□ **Boeing lance un nouvel avion.** – Le conseil d'administration de Boeing a autorisé sa division aviation commerciale à proposer aux compagnies aériennes un nouvel avion, le 777, qui pourrait compter entre 300 et 400 sièges. Cet appareil se situerait entre le Boeing-747 et le 767. Il comporterait deux couloirs et pourrait être livré vers 1995. Boeing va maintenant discuter avec ses clients éventuels pour préciser les caractéristiques définitives de l'avion, qui sera lancé officiellement lorsque quarante-cinq commandes auront été enregistrées. Le 777 représente la riposte du premier avionneur du monde au succès du MD-11 de Mc Donnell-Douglas et du A-330 d'Airbus, gros porteur de taille inférieure au grand 747 de Boeing.

□ **Le gouvernement nigérian a congédié la direction de la Compagnie nationale des aciers d'Ajaokuta.** – (Ajaokuta Steel Company), chargée d'exploiter la gigantesque aciérie encore en cours de construction dans le centre du pays a annoncé le samedi 9 décembre quotidien gouvernemental *New Nigerian*.

Une commission spéciale, nommée pour six mois composée de représentants des secteurs public et privé, a été chargée d'administrer la Compagnie et de la *« sauver d'un effondrement imminent »*, selon un communiqué du ministère fédéral des mines, de l'énergie et de l'acier.

Le ministère reproche à l'ancienne direction de l'entreprise d'Etat une *« mauvaise gestion générale et financière »*.

L'aciérie d'Ajaokuta, un des *« éléphants blancs »* du Nigéria, demeure une des grandes priorités industrielles du gouvernement nigérian, malgré l'avis défavorable du FMI et de la Banque mondiale. L'URSS et la France – avec les sociétés Fougerolle et Dumez – collaborent à sa construction. Son financement a donné lieu à plusieurs rééchelonnements avec le gouvernement français, après deux périodes d'interruption d'activité sur le chantier pour cause de cessation de paiement. – *(AFP.)*

Vienne,capitale du marhé noir

Suite de la page 2

Parfois la mace s'emballe : les Viennois se soennent encore de ces trois jours folie, l'an dernier, où la ville s'eretrouvée brutalement paralyséar l'afflux de plusieurs centainde milliers de *« touristes »* honɉs. L'annonce par le gouvernememagyar d'une prochaine haussees taxes sur l'électroménager ncidant avec une fête nationale trois jours, en milieu de semainevait entraîné une véritable ruée les boutiques de la capitale.

Depuis lors latuation s'est apaisée. *« Ce n'eplus ce que c'était, et Vienne asimilé le phénomène »*, expliqun journaliste. « Business as usuź Au cœur de l'ancien empire stro-hongrois, l'ouverture des ys de l'Est n'étonne plus persıe. *« Où trouver des Hongrois Mais ils sont partout ! »*, s'étonun chauffeur de taxi.

Le commerce ec l'Est est désormais si répanqu'il fait partie intégrante de lɛ quotidienne. Du côté autrichieles supermarchés ont été en nore s'implanter près de la frontière. Et les Viennois ont peu à peu pris l'habitude d'aller couramment à Budapest pour se faire traiter, épiler, coiffer, soigner les dents, et pour profiter des affaires offertes par les magasins de luxe de plus en plus nombreux dans la capitale hongroise.

A Vienne même, le marché noir des devises est devenu un marché gris : nul besoin d'aller dans la rue, les banques achètent et vendent couramment les devises de l'Est – moyennant de confortables marges par rapport au cours officiel. Même sur la plus grande artère commerçante de la capitale, certains magasins d'électronique affichent leurs réclames en hongrois.

Quant au quartier « réservé », près de la Mexico Platz, il n'a plus de viennois que le nom, les boutiques s'y étant toutes peu à peu spécialisées dans la vente en vrac de biens de contrebande. Electronique de bas de gamme, montres, briquets, shampooing, détergents, laine vendus par ballots de plusieurs kilos, café, parapluies, jeans, etc. Les échoppes, tenues pour la plupart par des Yougoslaves, offrent toute la panoplie des objets introuvables de l'autre côté du rideau de fer.

Une atmosphère de bazar oriental qui tranche curieusement avec l'austérité traditionnelle des allées viennoises. Derrière les vitrines tristes, bourrées d'objets divers et de ballots, les marchandises sont empilées pêle-mêle, sans aucun effort de présentation, sur des étagères crasseuses, et payées dans les devises les plus diverses, au prix de marchandages infinis. Quelques boutiques spécialisées dans la vente de cassettes d'origine incertaine diffusent dans la rue des mélopées pour le moins exotiques au paradis de la valise.

A quelques pas de là un petit marché offre les produits frais – bananes, cacahuètes, viande, oranges, etc. – qui achèveront de bourrer les Fiat Polski, garées sur tous les parkings alentour et truffées de paquets jusque dans les moindres recoins du moteur. La police veille, mais de loin. Là aussi la perestroïka fait son œuvre et l'atmosphère, en dépit du froid, est presque joyeuse. Sur le marché, un jeune homme blond ployant sous le poids de son sac à dos sourit à nos questions. En guise de réponse, il sort un billet de 200 zlotys et le jette en l'air en chantonnant une petite chanson polonaise...

VÉRONIQUE MAURUS

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Vos placements et le Crédit Agricole

Les éleveurs de SICAV

UNIVAR
Assemblée Générale

1) Les actionnaires de la SICAV UNIVAR sont convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire le mercredi 3 janvier 1990 à 9 heures, dans les locaux de la Caisse Nationale de Crédit Agricole, 23 place de Catalogne, 75014 Paris, pour modifier les statuts.

Compte tenu du nombre important d'actionnaires, il est très vraisemblable que le quorum ne sera pas atteint lors de cette première Assemblée. Une seconde Assemblée est prévue le jeudi 18 janvier 1990 à 9 heures 30, 91/93 boulevard Pasteur, 75015 Paris.

2) Les actionnaires de la SICAV UNIVAR sont également convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le jeudi 18 janvier 1990 à 10 heures, 91/93 boulevard Pasteur, 75015 Paris.

Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice 1988-1989 et de définir la politique de distribution.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.

SEGESPAR TITRES

PREMIER GESTIONNAIRE D'EUROPE

ÉCONOMIE

Le CNPF négocie à tout-va et emboîte tous les dossiers sociaux

La méthode tourbillonnante de M. Jean-Louis Giral

Tous les dossiers sociaux de l'heure sont intimement mêlés : travail précaire et négociations sur l'assurance-chômage, équilibre financier des régimes de retraite complémentaire, et surcoût provoqué par la retraite à soixante ans.

Négociateur au nom du CNPF, M. Jean-Louis Giral jongle avec tous ces paramètres et guide la manœuvre avec l'espoir d'entraîner les syndicats et le gouvernement sur son terrain.

Tout nouveau président de la commission sociale du CNPF, Jean-Louis Giral inaugure ses fonctions en *fanfare*. *Ami de M. Yvon* Chotard, dont il avait un temps soutenu la candidature à la tête du CNPF, et bénéficiant sans aucun doute de ses conseils, il s'emploie depuis quelques semaines à « emballer » les événements jusqu'à étourdir ses partenaires sociaux et peut-être le ministre du travail, M. Jean-Pierre Soisson, tous bousculés sur chacun des fronts *désormais* ouverts.

Sous la *furia* patronale, des dossiers qui ne devraient en théorie être liés que par les contingences du calendrier se retrouvent imbriqués à l'envi. Tout en affirmant qu'ils font l'objet de négociations séparées, M. Jean-Louis Giral s'est en fait attaché à *les* relier *dans* une vaste opération. La discussion en cinq bandes, comme au billard, renvoie du projet de loi sur le travail précaire au renouvellement de *la convention* d'assurance-chômage qui, à son tour, se répercute sur le sort des régimes de retraite complémentaire *et*, par voie de *conséquence*, ouvre la voie au débat sur les préretraites, induit lui-même par la situation financière de l'Association pour la structure financière (ASF) qui pose le problème de la retraite à 60 ans... Et le tout doit être abordé entre la fin de l'*année*, pour l'UNEDIC ou l'ARRCO, et la fin du premier trimestre 1990, pour l'ASF.

Après la conclusion intervenue pour le régime de retraite complémentaire de tous *les* salariés, le 30 novembre, grâce à l'aide financière de 5,6 milliards de francs apportée par l'UNEDIC (*le Monde* du 2 décembre), la stratégie *s'éclaire*. Menacé d'une augmentation des cotisations à l'ARRCO et plus tard à l'AGIRC, rendue *nécessaire* par *le* déséquilibre prévisible des comptes, le patronat a trouvé le moyen de limiter les dégâts, au moins pour l'année à venir. Ce transfert a été rendu possible par l'apparition d'excédents au régime d'assurance-chômage, qui aura dégagé 7 milliards pendant l'actuelle convention, et aurait pu en faire de même en 1990 et 1991, pour 10 milliards cette *fois*, à structure constante.

Ponctionnant les réserves théoriques *de l'UNEDIC*, *les partenaires* sociaux ont maintenant moins de chances d'aboutir aux deux objectifs opposés qu'ils s'étaient *fixés*. A savoir une baisse des cotisations dans l'esprit du CNPF, et une amélioration des modes d'indemnisation, pour les organisations syndicales principalement. L'argent viendra à manquer et il est possible que la négociation sur le renouvel*lement* de la convention s'achève, faute de moyens, par une simple reconduction.

Pour le CNPF, *ce serait* déjà *un* premier résultat. Des régimes de retraite complémentaire à l'assurance-chômage, il devait craindre un relèvement des charges pour les entreprises.

Pour obtenir un succès d'ordre financier, la délégation du CNPF *doit cependant surmonter* un obstacle de taille qui, s'il l'était, lui permettrait, de surcroît, de marquer d'autres points sur un terrain plus politique. Soumis à la demande pressante des négociateurs syndicaux qui veulent que le dossier des travailleurs précaires, mal indemnisés par l'assurance-chômage, soit enfin traité par l'UNEDIC, *le* CNPF cherchera à conclure un accord de renouvellement, sans traiter pour l'instant de ce sujet. En revanche, celui-ci pourrait figurer *dans un* avenant *qui serait* expressément promis et dont la négociation interviendrait plus tard.

Signer un bon accord

Le CNPF *se sert* en outre de la revendication syndicale à propos de l'UNEDIC pour proposer à ses *partenaires d'entrer* dans *une autre* négociation sur les conditions mêmes d'utilisation du travail précaire, intérim et contrat à durée déterminée, afin de faire pièce au projet de loi que M. Soisson a présenté au conseil des ministres le 5 décembre. Mieux, et pour rassurer *les négociateurs éventuels*, *il* assure que le texte final comprendra un article prévoyant l'autodestruction de l'accord, *si le* gouvernement maintenait son intention de légiférer.

Ce n'est pas le seul intérêt de la manœuvre, qui vise également *M. Soisson et les parlementaires*. En promettant une négociation interprofessionnelle, symbole de la politique contractuelle, M. Giral espère bloquer l'intervention législative du gouvernement et écarter *la proposition de loi des députés* socialistes. *Mais*, *pour* ce faire, il lui faut impérativement disposer du temps nécessaire à la négociation, demandée *in extremis*, et dont il *souhaite qu'elle soit achevée* pour le 15 février.

En l'état, l'avancement des travaux parlementaires autorise la manœuvre patronale. Il y a peu de chances *pour que le projet de loi* soit examiné pendant la session d'automne, qui tire à sa fin.

Qu'il ne puisse pas négocier, et M. Giral pourra attiser l'opposition *parlementaire en reprochant* à *un* gouvernement socialiste d'empêcher le développement de la politique contractuelle. *Il* peut même s'attirer le soutien de quelques syndicats. Qu'il *négocie*, et il gêne considérablement M. Soisson et le groupe socialiste qui ne pourraient maintenir leur position. A une condition, toutefois : il est condamné à signer un bon accord, *incontestable par les parlementaires*, et donc massivement approuvé par au moins quatre organisations syndicales.

En cas de rupture, le patronat pourra cependant se montrer moins coopératif pour l'aménagement de l'indemnisation chômage des précaires et M. Giral a déjà laissé entendre que son attitude serait fonction du contenu final de la loi. De toute manière, il se sera accordé un répit qui peut l'aider *dans le traitement simultané* d'autres dossiers sociaux.

Impossible de renoncer à la retraite à 60 ans

A l'horizon du printemps se profilera en effet une autre négociation, imbriquée dans les précédentes, et qui touche cette fois au *surcoût provoqué par la retraite* à 60 ans et le système des préretraites, financé par l'Association pour *la* structure financière grâce aux cotisations salariales et à la contribution de l'Etat. Or ce dispositif se révèle plus lourd à suppor*ter que prévu*, *notamment en raison* des conventions de conversion décidées par les pouvoirs publics, et il avait à l'origine été convenu que la participation financière de l'Etat *prendrait* fin en mars 1990.

Pour l'instant, et à défaut de *pouvoir poursuivre longtemps sur* cette ligne, le CNPF a fait alliance avec toutes les organisations syndicales pour se tourner vers le gouvernement et lui demander de maintenir ses engagements. Ce que celui-ci refuse, au nom de la clarté budgétaire, mais aussi par référence à un accord de 1983, signé par le ministre des affaires sociales de l'époque, M. Pierre Bérégovoy, qui n'entend *pas* se désavouer doublement.

Pour M. Giral, qui *ne veut* pas devoir payer davantage, les choix sont simples. Ou bien le gouvernement continue d'apporter sa contribution, ou bien il lui faudra renoncer à la retraite à 60 ans, une décision politiquement impossible pour lui.

C'est pourquoi certains, dans les cabinets ministériels, mais aussi à *FO et à la CFDT*, *commencent* à penser qu'il serait temps de se sortir du piège habilement monté et que le gouvernement devra annoncer le maintien temporaire de sa participation, pour deux ou trois ans, peut-être à un niveau plus faible. D'autres, pessimistes, estiment *que l'immobilisme gouvernemental* sur ce sujet l'amènerait à terme à lâcher davantage, et pourquoi pas la garantie d'un versement permanent.

Mais les événements vont-ils s'enchaîner selon le schéma élaboré ? *S*'il *parvenait* à l'emporter sur chacun de ces points, M. Giral sortirait plus que grandi de *l'épreuve*, *en vainqueur*, et *nouvel* homme fort du CNPF. Il aurait fourni une éclatante démonstration de sa méthode, tourbillonnante.

ALAIN LEBAUBE

BANCO DI NAPOLI. DEPUIS 450 ANS POUR L'ECONOMIE, L'ART ET LA CULTURE.

FRANCESCO GUARINO - SAN GIORGIO 1645-1650

1539 - 1989 450° ANNIVERSARIO

BANCO di NAPOLI

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL *le Monde*

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant*, et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Le Monde PUBLICITE
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez *LEMONDE* ou 36-15 - Tapez *LM*

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-61.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS
BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS voie normale
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, **RENVOYEZ CE BULLETIN** accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par **MINITEL : 36-15 LEMONDE** code d'accès **ABO**
PORTAGE : pour tous renseignements
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. *PORT PAYÉ : PARIS RP*

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : ____________ Prénom : ____________

Adresse : ____________

____________ Code postal : ____________

Localité : ____________ Pays : ____________

921 MON 03

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

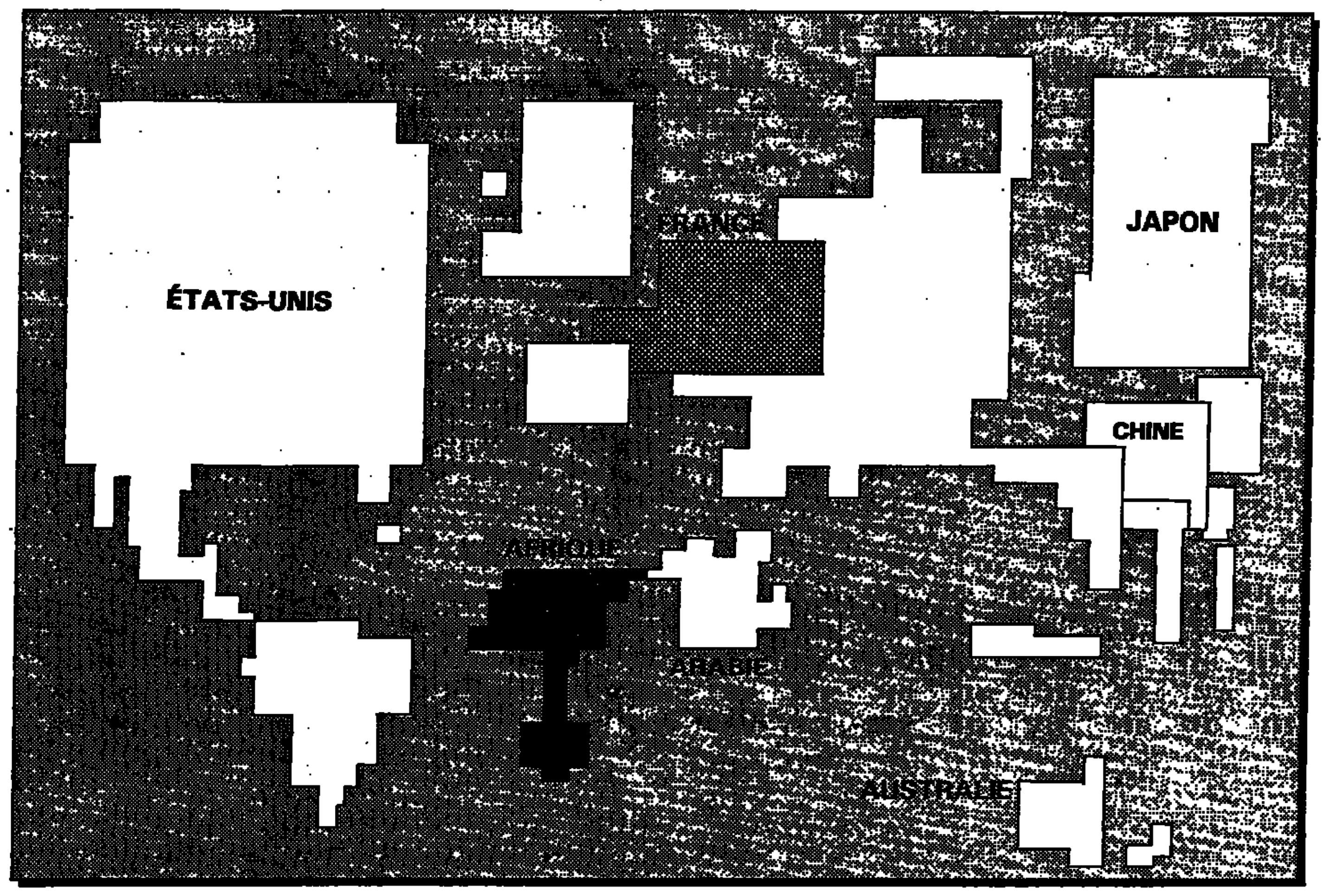
هكذا من الأصل

Le Monde

CHAMPS ECONOMIQUES

L'Afrique délaissée

Le continent noir, qui n'est plus le champ clos des rivalités internationales, a fini, pour de bonnes et mauvaises raisons, par lasser les meilleures volontés. Il est loin, « l'avenir de l'Europe », face à la perspective du grand marché et à l'attraction de l'Est. La Hongrie avant le Mali.



Un produit national faible...

L'Histoire, qui s'accélère à l'Est, marque singulièrement le pas dans le tiers-monde. Le dernier rapport du Comité d'aide au développement de l'OCDE (CAD) est venu rappeler que la famine menace en Ethiopie comme aux jours les plus sombres de 1984. Sept cents millions d'êtres humains souffrent de malnutrition dans les pays du Sud, et cette armée de la faim risque de croître au cours de la prochaine décennie.

C'est dans ce contexte que les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, dits ACP, s'apprêtent à renouveler la convention de Lomé les liant à la Communauté européenne, qui accorde un soutien préférentiel aux productions du tiers-monde. Les négociations, qui se traduiront par la signature d'un accord le 15 décembre prochain, ont révélé les inquiétudes des pays pauvres relatives à un repli financier de la CEE à leur encontre.

Si la plupart des Etats développés s'entendent sur la nécessité d'une aide publique au tiers-monde qui devrait atteindre, en principe, au moins 0,7 % de leurs ressources nationales, le devoir de développement ne s'arrête pas là. Les pays riches ont donné, mais ont-ils bien donné ? *« Pour apprendre quelque chose aux gens,* soutenait Picasso, *il faut mélanger ce qu'ils connaissent avec ce qu'ils ignorent. »*

Le développement s'est souvent limité au placage de modèles économiques et culturels occidentaux, sans ménagement ni aménagement pour les Etats fragiles du Sud. Les politiques d'ajustement structurel en Afrique sont les derniers signes tangibles de ces greffes forcées en butte au rejet, qui attisent les malaises sociaux sans apporter de panacée.

« PAUVRES de nous ! » Par les temps qui courent, les Africains ont la désagréable impression que beaucoup de ceux qui, par devoir ou par intérêt, leur venaient en aide, renâclent à le faire. Comme si le continent noir, pour toutes sortes de raisons, bonnes et mauvaises, avait fini par lasser les meilleures volontés et ne plus intéresser grand monde.

Dieu que, d'une certaine manière, la guerre froide avait du bon ! A cette époque, dans les années 60, celles des indépendances africaines, les nouveaux Etats du continent noir pouvaient tourner à leur avantage les rivalités entre grandes puissances. Il leur suffisait alors pour séduire l'une... de courtiser l'autre. Bon an, mal an, ce petit jeu diplomatique dont personne n'était dupe leur rapportait gros.

Ni Moscou ni Washington ne niaient alors la position éminemment stratégique de l'Afrique, au flanc sud de l'Europe occidentale. Déjà affaiblie par les divisions de l'après-guerre, cette Europe risquait de l'être davantage encore si le contrôle de ses anciennes colonies venait à lui échapper, s'il prenait idée à celles-ci de se donner de nouveaux maîtres.

Des foyers éteints

Dès le début des années 60, l'Union soviétique avait ouvert, à Moscou, l'université Patrice-Lumumba pour y accueillir des étudiants du tiers-monde.

On la verra en 1975, poser solidement pied en Angola, côté Afrique australe, et, trois ans plus tard, en Ethiopie, côté corne de l'Afrique. La politique des Etats-Unis consistera à marquer le Kremlin partout où celui-ci s'est créé une clientèle, partout aussi où l'on tendait une oreille attentive à sa propagande.

L'Afrique n'est plus, aujourd'hui, ce champ clos des rivalités Est-Ouest. Ne voit-on pas Moscou et Washington se donner la main pour éteindre les foyers d'incendie qu'ils avaient allumés ici et là sur le continent noir ? Certes, pour les autochtones, la paix retrouvée est un acquis inestimable. Mais, du coup, les nouvelles donnes de la politique internationale incitent les deux superpuissances à se montrer moins attentives à ce qui se passe au sud du Sahara, moins perméables aux demandes de leurs protégés.

Même l'attitude des ex-puissances coloniales qui, jusqu'alors, surveillaient avec jalousie leurs chasses gardées africaines, laisse, aujourd'hui, à désirer. Elle n'est plus ce qu'elle était dans les premiers temps des indépendances, faite de beaucoup de compréhension et d'indulgence. Comme des enfants gâtés, les dirigeants du continent noir s'en étonnent et s'en irritent, peu habitués à ce que leur ancienne métropole refuse de céder à tous leurs caprices et leur tienne parfois un langage de raison, qu'il s'agisse, par exemple, du respect des droits de l'homme ou, plus prosaïquement, de l'utilisation de l'aide étrangère.

Parler-vrai certes, mais désintérêt aussi. Car les pays européens, dans la perspective toute proche du grand marché unique de 1993, sont soucieux de s'y préparer dans les meilleures conditions. Aussi la solidarité entre les Douze prend-elle fatalement et durablement le pas sur la solidarité Nord-Sud. A qui donc faire croire, aujourd'hui, comme d'aucuns s'y essayent avec l'énergie du désespoir, que *« l'Afrique est l'avenir de l'Europe ? »*. Ce discours a, hélas, terriblement vieilli...

De toute manière, l'Europe des Douze se sent, depuis peu, des devoirs envers l'Europe de l'Est, en plein bouleversement politique, qui appelle au secours pour sortir d'une misère noire. Jadis, certains beaux esprits français parlaient de développer *« la Corrèze avant le Zambèze »*. Changement d'horizon : aujourd'hui, la consigne en vogue dans les pays du Marché commun serait d'aider *« la Hongrie avant le Mali »*.

Mauvais calcul ? Les pays africains se raccrochent à l'idée un peu surfaite que le continent noir est un inestimable réservoir de matières premières pour leurs partenaires du Nord. C'est oublier qu'ils ont moins que jamais le monopole de la production d'uranium, de cuivre, de coton, de cacao, de café, etc. Il est facile de se procurer ces produits de base sur d'autres marchés, en Amérique latine et en Asie par exemple. En grandes quantités, parfois à qualité supérieure et souvent à meilleur prix.

Une économie de cueillette

A force de vivre dans les jupes de l'Europe, beaucoup de pays africains ont fini par se croire seuls au monde, par oublier que les frontières de la pauvreté ne se confondaient pas avec celles du continent noir. Ils constatent, aujourd'hui, que leurs partenaires du Nord tentent d'appréhender globalement le problème du sous-développement et ont tendance, ce faisant, à généraliser, voire à banaliser le système de préférences, commerciales et autres, dont eux-mêmes avaient été jusqu'alors les principaux bénéficiaires, pour ne pas dire les seuls.

Toutefois, jamais à court d'arguments, les pays africains guettent toutes les occasions qui s'offrent à eux de mériter un traitement de faveur. La francophonie leur est, aujourd'hui, servie sur un plateau. Bien sots seraient-ils de faire la fine bouche, de renifler là des odeurs d'impérialisme culturel, puisque la défense du français s'accompagne de l'ouverture de lignes de crédit...

Beaucoup de pays africains en déconfiture ont ainsi pris l'habitude de grappiller des crédits auprès des différents bailleurs de fonds, de pratiquer sans effort une sorte d'économie de cueillette. Une aide extérieure appelée à financer non seulement l'intégralité de leur budget d'investissement, mais encore une bonne partie de leur budget de fonctionnement, à construire des écoles et à payer les fonctionnaires.

Le désenchantement est général aux quatre coins du continent noir. Hormis des guerres intestines et des coups d'Etat, rien de notable ne s'y est passé depuis près de trente ans, depuis l'accession de la majorité des pays africains à l'indépendance et donc, en principe, à la maturité politique. De miracle, il n'y en a eu nulle part, pas même en Côte-d'Ivoire. On constate, au contraire, presque partout, une explosion démographique, une régression économique et, au total, une baisse du niveau de vie.

Tribalisme, corruption, gabegie, marché noir : on n'en finirait pas de recenser tous les maux dont souffre le continent africain. Au bout du compte, il n'y a souvent plus d'Etat qui vaille dans la mesure où les oligarchies au pouvoir ici et là n'ont pas, en général, les moyens de se faire obéir, sauf à dissimuler leur faiblesse derrière des accès d'autoritarisme.

Les pays africains sont, pour partie, les artisans de leur propre malheur, de cette marginalisation qui les guette. La plupart des sociétés traditionnelles véhiculent, en effet, des modèles culturels qui ont pour objet de maintenir les choses en l'état et donc d'opposer une force d'inertie à tout ce qui risque de modifier le statu quo. Les relations que les autochtones entretiennent avec le pouvoir, confisqué au profit de ceux qui l'exercent, et avec l'argent thésaurisé ou dilapidé, ne facilitent pas l'émergence d'un Etat moderne et d'une économie saine.

Les bonnes œuvres

Pour ajouter au découragement de ses habitants, le continent noir apparaît comme le continent de toutes les malédictions : grandes intempéries, grandes calamités, grandes épidémies. La sécheresse, les criquets, la famine, le sida... Ainsi, à tout bout de champ, l'Afrique est, sans complaisance, montrée du doigt comme si, là aussi, elle était prise en faute. Maudite...

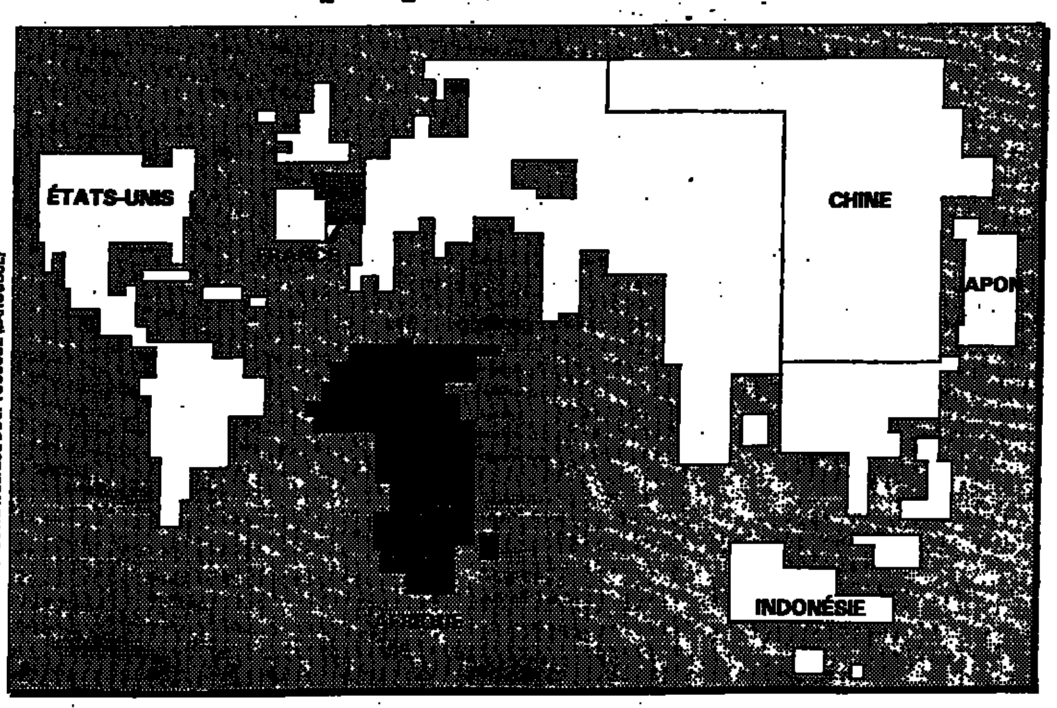
Désespérer du continent noir ? Ce ne sont pas seulement les opérateurs économiques privés du Nord qui, n'y trouvant plus leur intérêt immédiat, s'en retirent sans regret. Plus grave, en mettant leurs capitaux à l'abri hors de chez eux, les Africains eux-mêmes, du moins le petit nombre de ceux qui ont, honnêtement ou non, fait fortune, trahissent le peu de confiance qu'ils ont dans l'avenir de leur pays.

Même si l'Afrique n'a plus vraiment la cote auprès de ses partenaires du Nord, on ne voit pas que ceux-ci puissent la rayer de la carte, l'abandonner à son triste sort. Le continent noir n'en finira pas de déranger les pays riches et singulièrement les pays européens qui lui sont géographiquement proches, quels que soient les engagements que ceux-ci pourraient lui opposer pour se dérober.

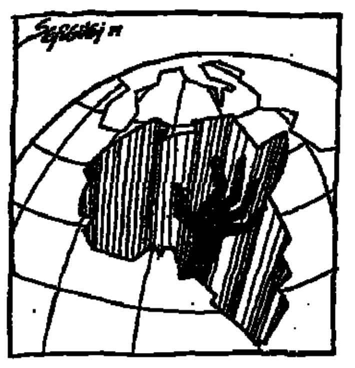
Se contenter, pour avoir la paix, pour sauver la mise, de faire des bonnes œuvres au sud du Sahara ? Déboussolée, épuisée par les efforts de tous ordres qui lui sont demandés pour sortir du sous-développement, l'Afrique trouverait, néanmoins, suffisamment d'énergie et de dignité pour refuser, le cas échéant, ce qui ressemblerait à une aumône.

JACQUES DE BARRIN

...et une population nombreuse



SOURCE : ATLAS GÉOSTRATÉGIQUE DE J. TOUSCOZ (LAROUSSE)



CHAMPS ÉCONOMIQUES

Le Sénégal « ajusté »

Le dégraissage du secteur public à grands coups de licenciements a gonflé le nombre des chômeurs

JUSQU'EN 1987, David Sar était fonctionnaire. Avec 90 000 francs CFA (1 800 FF) par mois, *il faisait* vivre décemment sa femme, ses enfants et divers « parents » à la mode africaine. Il y a deux ans, avec plusieurs milliers de collègues, il a été licencié. Pour cause de « dégraissage ».

David a trente ans. Avec sa famille, il habite chez ses parents, dans une seule pièce. Il se sent humilié par un renvoi qu'il *« ne méritait pas »*. Malgré un diplôme, il ne trouve que des emplois éphémères. *« Ici*, dit-il, *tout le monde est trois quarts chômeur et un quart débrouillard. Un jour sur trois, on trouve un boulot ou une combine pour 1 500 à 2 000 francs CFA* (1). »

A Pékine, banlieue de Dakar où des centaines de milliers de Sénégalais vivent dans une pauvreté plus ou moins prononcée, le cas de David est loin d'être le pire. Sa famille est peu nombreuse (quatre personnes contre dix à douze en moyenne), ses parents l'aident et il économise 10 000 francs CFA de loyer par mois. Certes, il faut se priver ; mais les enfants mangent à leur faim et vont à l'école. Or beaucoup n'ont plus, ou n'ont jamais eu, cette chance.

Un cran plus bas

Plus loin, dans le bas-quartier de Guïgnao-Rail, Ibou Djémé, quarante-neuf ans, survit tant bien que mal, un cran plus bas dans la misère. En dix ans, il a perdu cinq emplois dans le secteur parapublic. Son frère, lui aussi congédié par une entreprise d'Etat, partage la pièce où Ibou vit avec une femme et trois enfants (il a une autre famille en Casamance). Sale, encombrée de hardes et de calebasses, elle coûte 4 500 francs CFA par mois et abrite parfois une dizaine de personnes.

Ibou Djémé travaille de dix à quinze jours par mois ; sa femme fait la bonne à l'occasion. Leur fils est scolarisé (dans l'unique école d'un quartier qui compte des dizaines de milliers d'enfants !), mais pas leurs filles. Dans la cour, que se partagent plusieurs familles, des enfants manquent manifestement de soins.

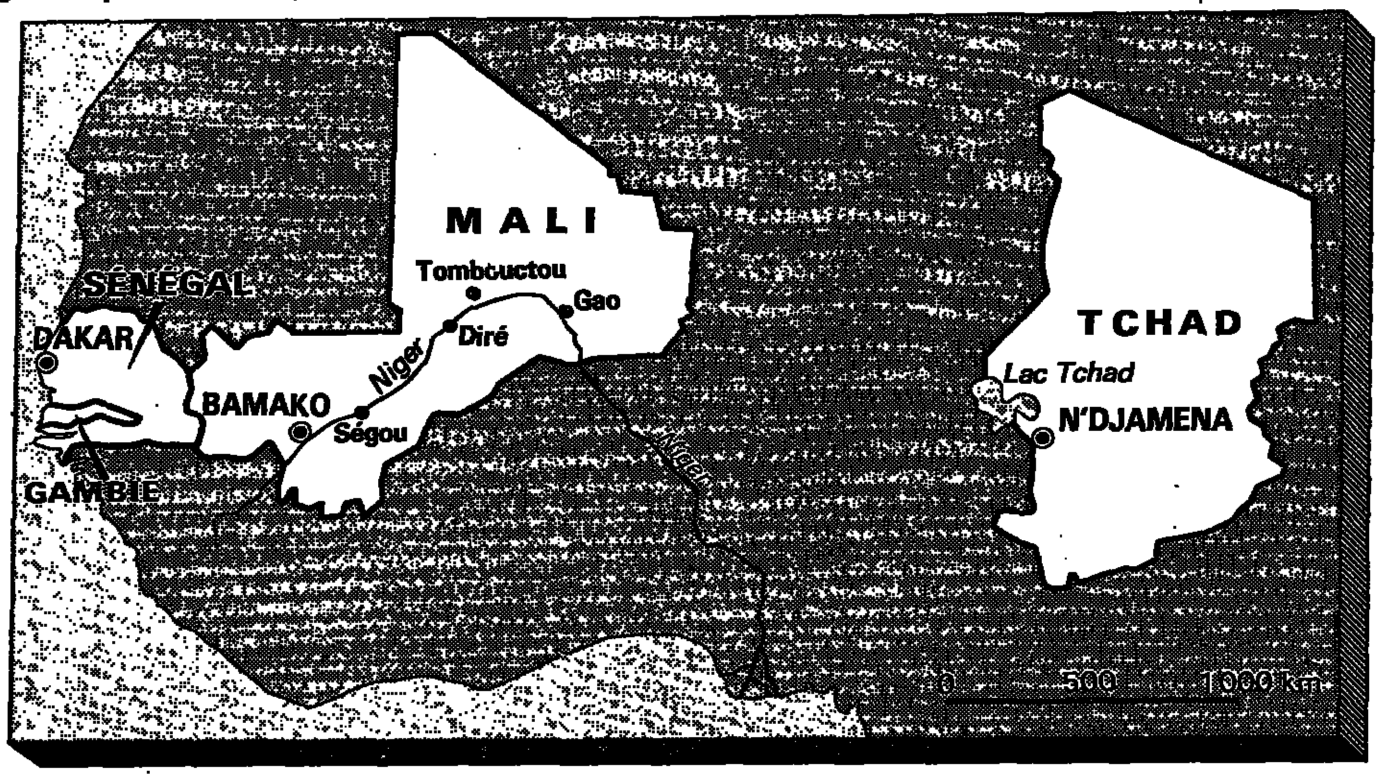
A côté, Mame Kumba, lavandière, fait vivre quinze personnes, dont ses huit enfants. Deux seulement vont à l'école. Le système de santé est hors de portée. Le mari, ex-employé du port de Dakar, est au chômage. Viande, vêtements et médicaments sont un luxe.

David Sar, Ibou Djémé et le mari de Mame Kumba sont des « débauchés ». Ou, si l'on préfère, des « déflatés » : les deux néologismes ont cours au Sénégal pour désigner les victimes des politiques d'ajustement structurel. Celles qui dégonflent *le secteur public* à grands coups de licenciements, et qui, inversement, gonflent les rangs des chômeurs. Trois exemples parmi tant d'autres...

Dictées, il y a bientôt une décennie, par le FMI (Fonds monétaire international) pour corriger des situations catastrophiques et résorber l'endettement, ces politiques ont favorisé un retour aux grands équilibres. Mais, ces succès coûtent cher.

Dans la plupart des cas, la croissance n'est pas encore au rendez-vous. Le transitoire s'éternise. Et, comme la panoplie de l'ajustement continue – sauf exception – à faire bon marché de la dimension sociale du problème (délibérément ignorée pendant des années), l'amélioration des *indicateurs de base*, dont certains se félicitent, n'empêche pas l'aggravation du sort des *citoyens de base*. Au Sénégal comme ailleurs, les plus pauvres ont été les plus durement touchés.

Les gouvernements, soumis à une cure d'amaigrissement et de remboursement accéléré, ont choisi, en règle générale, d'économiser dans le social, surtout dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Dans une quarantaine de pays en voie de développement, les dépenses de ces deux postes ont chuté, parfois du quart et même de moitié.



Du terrain perdu

Dans le même temps, les budgets militaires sont restés supérieurs (de 30 % en moyenne) aux dépenses combinées de l'éducation et de la santé. Pour sa part, le taux de remboursement de la dette et de ses intérêts a triplé ou quadruplé : au Sénégal, entre 1981 et 1988, il est passé de 11 à 44 milliards de francs CFA par an.

Un peu partout on a perdu du terrain, chèrement gagné, en matière de mortalité infantile, de malnutrition, d'accès aux services de santé, de scolarisation, etc. On a lourdement hypothéqué l'avenir. *« On nous dit que c'est temporaire*, fait remarquer un fonctionnaire. *Mais, pour les Sénégalais, il est clair, après dix ans, que la situation est pire qu'en 1979. Et ça n'est pas près de finir. »*

Le désengagement de l'Etat a-t-il suffisamment tenu compte des réalités socio-économiques ? *« Une certaine logique commandait de réduire une fonction publique tentaculaire et pléthorique*, reconnaît un expert. *On a licencié. Mais, en Afrique, un petit fonctionnaire fait vivre une dizaine de personnes ; il alimente le petit commerce et renforce l'ordre social. La rentabilité, n'est-ce pas aussi cela ? »*

Appliquées brutalement, les politiques d'ajustement ont trop souvent sapé les fondements des sociétés qu'elles prétendent réorganiser, provoquant au passage des dégâts humains insupportables. L'UNICEF, qui a pris ces dernières années la tête de la croisade pour un *« ajustement à visage humain »*, a même établi un lien direct entre les politiques d'ajustement et quelque 500 000 décès d'enfants africains, imputables au ralentissement de la croissance.

A Dakar, au ministère du développement social, on admet que l'ajustement structurel *« a sérieusement affecté les populations »*. La suppression des subventions alimentaires et le relèvement du prix des denrées de base à la production ont peut-être profité à la balance des paiements et aux paysans. Mais, dans une ville chère comme Dakar, elles n'ont pas amélioré le panier de la ménagère.

Malgré des moyens réduits et un fardeau alourdi, l'Etat fait des efforts. Sa priorité va aux jeunes sans emploi, parce que la jeunesse constitue 70 % de la population... et parce qu'elle a été le détonateur de l'explosion populaire qui a obligé la démocratie sénégalaise à faire appel aux forces armées, en mars 1988.

Les moyens et les structures de réinsertion restent rares. Outre les mesures d'incitation à la création de PME, on compte beaucoup sur un plan d'action pour la création d'emplois portant sur une centaine de projets. D'un coût global de 60 millions de dollars, il a été accepté au printemps dernier, à Paris, par les bailleurs de fonds. Il permettrait l'emploi de 70 000 jeunes pour les deux ou trois ans à venir.

Toutefois, les délestages prévus dans la fonction publique d'ici à *1992 (13 000 au moins) risquent* d'annuler en partie les effets bénéfiques de cette politique. Les restructurations industrielles, synonymes de licenciements, aussi. Au mieux, les mesures gouvernementales aident à limiter les dégâts. Tout comme les aides, bilatérales et multilatérales.

Les contributions publiques ne sont pas négligeables. Et peut-être n'est-il pas inutile pour l'avenir du Sénégal que certains *ministres* rêvent tout haut de *« modèle taïwanais »*, de *« secteur moderne »* et de *« technopole régionale »*.

Même si le pays vit encore et surtout de l'arachide ; même s'il n'est guère compétitif par ailleurs ; même si, pour le moment, l'ajustement le met *sur le flanc*. En attendant que des structures nouvelles viennent prendre le relais de celles que l'on démantèle, tout cela est très insuffisant.

Dans un secteur particulièrement important, celui des enfants délinquants et inadaptés sociaux, M^me *Dior Sow Fall, directrice de* l'éducation surveillée, souligne l'absence de moyens. *« Le gouvernement a très peu investi dans le social. On en parle beaucoup mais on attend des solutions miracles. Et, quand on propose de vraies solutions, les crédits font défaut. Ou sont détournés. »*

Les réponses de la base

« Les gens survivent parce que la crise stimule des réponses de la base, qui trouve des solutions adaptées », indique un expert français. Pour lui, *« la réponse à la déstructuration du tissu socio-économique provoquée par l'ajustement est là ; et non pas dans les schémas des bureaucrates internationaux, qui imposent des politiques décalées par rapport aux réalités »*.

La première réponse vient du secteur informel. *« Tout Dakar s'habille chez le fripier. »* La formule résume bien le passage des magasins classiques aux bazars de trottoir : tout un marché au rabais s'est développé dans les rues, les jardins, les maisons. Ce n'est pas le « secteur moderne », et les revenus de cette économie échappent à l'Etat. C'est en tout cas une réponse au problème de la survie au jour le jour.

Une deuxième réponse vient du travail fait sur le terrain par les mouvements associatifs locaux et les organisations non gouvernementales (ONG) étrangères afin d'aider les populations à se prendre elles-mêmes en charge ; sans attendre l'Etat. Mais leur action a ses limites.

Il n'existe guère au Sénégal de structures populaires de type latino-américain, capables de répondre à la crise en la dépassant. L'islam ne joue pas non plus le rôle de moteur social qui est, ailleurs, celui des églises chrétiennes. Enfin, les pesanteurs sociologiques et les traditions agissent comme de puissants freins.

de Dakar

ROLAND-PIERRE PARINGAUX

(1) 1 franc CFA = 0,02 franc français.

Pauvre Gambie

L'ajustement structurel a mis à mal le système de santé et aggravé la malnutrition

Le cas de la Gambie, petit pays où la majorité des foyers vivent dans la pauvreté, et où la mortalité infantile est l'une des plus fortes au monde, illustre les effets dévastateurs que l'ajustement structurel peut provoquer dans le domaine de la santé. La part des dépenses consacrées à ce secteur dans le budget est revenue de 9,7 % en 1985-86, *au moment du lancement* de la politique d'ajustement, à 5,7 % en 1988-1989, soit moins de 2 % du PNB. En revanche, le service de la dette, représente aujourd'hui plus de 30 % du budget.

Résultat : la construction d'hôpitaux et de dispensaires a cessé ; l'entretien et le fonctionnement de ceux existant ont été réduits (35 % des visites ont été supprimées) ; *plus d'un tiers des véhicules* utilisés pour les tournées médicales sont hors d'usage ; le recrutement et la formation de nouveaux personnels sont suspendus. Dans les campagnes, 20 % des postes ne sont pas pourvus ; partout la malnutrition augmente.

La cure d'austérité a provoqué une pénurie de médicaments, tout particulièrement de ceux (chloroquine, pénicilline, aspirine) qui jouent un rôle capital dans la lutte contre la mortalité infantile. Or les dépenses par tête en médicaments étaient déjà très insuffisantes : à peine de 0,14 dollar, contre 1,50 dollar recommandé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

La situation est devenue intolérable pour beaucoup. Pour la première fois depuis des années, la mortalité infantile (167 pour 1 000) s'est remise à augmenter. Aussi a-t-il *été décidé*, en 1988, de créer un système national de soins et de fourniture de médicaments payant, et donc capable de s'autofinancer.

Initialement, la gratuité fut maintenue pour les femmes enceintes et les enfants de moins de cinq ans. Mais un quart de la population ne pouvant pas débourser la somme *modique exigée pour bénéficier* du système, l'exemption fut bientôt étendue aux enfants de cinq à huit ans, puis de huit à quatorze ans. Finalement, 60 % de la population ne paie pas. Le système, pour sa première année, a été largement déficitaire.

En Gambie, aujourd'hui, un ministre peut affirmer : *« En termes purement financiers, notre politique d'ajustement est un succès. »* En termes humains, certains la qualifient de *« désastre »*. Un rapport intergouvernemental souligne *pour sa part que « les effets indésirables de l'ajustement structurel peuvent pousser les foyers (...) à des niveaux inacceptables de privation économique et sociale »*.

R.-P. P.

Le Tchad sans projets

A la faveur de la guerre les firmes françaises et de nombreux cadres locaux ont quitté le pays sans esprit de retour

DEPUIS qu'il s'est installé au Tchad, il y a une vingtaine d'années, il ne s'en est absenté que quelques mois, en 1979-*1980*, lorsque la guerre faisait rage à N'Djamena. Aujourd'hui, la paix revenue, ce jeune entrepreneur grec a plein de projets en tête, *notamment celui de rebâtir dans le* style du pays, au cœur de la capitale, le Grand Hôtel, un haut lieu de l'histoire locale. Comme un symbole.

Cas particulier ? Les groupes étrangers, essentiellement français-CFAO, SCOA, Renault, Brossette, Unilever – qui, avant-guerre, avaient ici pignon sur brousse, ont profité des événements pour filer à l'anglaise au grand dam des autorités tchadiennes qui réclament en vain leur retour. Il est vrai que le développement d'une économie informelle, dû à l'absence d'Etat et à la proximité du Nigéria, a découragé plus d'un investisseur privé. Ainsi, les compagnies Mobil, Shell et Total contrôlent seulement 30 % du marché des carburants, le reste se traitant au « noir ».

Pour Balaam Facho, secrétaire d'Etat au plan et à la coopération, le manque de main-d'œuvre qualifiée explique ce peu d'enthousiasme des investisseurs privés, *« plutôt attirés par l'Asie »*. Autre point noir, à son avis : la *« gourmandise* des banques commerciales en matière de prêts. *« Nous sommes en discussion avec la Banque africaine de développement*, explique-t-il, *pour créer une banque de développement qui fera des crédits à moyen terme à des taux raisonnables. »*

Tout le monde reconnaît que les gros commerçants tchadiens qui se sont enrichis frauduleusement en montant des réseaux parallèles, sont loin d'avoir une mentalité d'entrepreneurs. *« Individualistes, ils ont un comportement de courtiers, habitués à toucher des commissions*, souligne un expert. *Ils n'ont aucune imagination et copient leur voisin. »* Dommage car, avec un investissement raisonnable – de l'ordre de 1 à 2 millions de francs, – il serait possible de mettre sur pied de petites entreprises, par exemple dans le domaine alimentaire ou dans le secteur cotonnier.

La défaillance des « privés », étrangers ou locaux, pour réhabiliter un pays ruiné par plus de vingt ans de guerre fratricide, est compensée par l'augmentation des concours publics, surtout en provenance d'Europe et singulièrement de France. Le Tchad est ainsi, de l'ensemble des pays dits « du champ », le premier bénéficiaire du Fonds d'aide et de coopération (FAC), le premier destinataire aussi de l'aide budgétaire. *« Ce n'est pas difficile de dégager des ressources car le Tchad a bonne presse*, constate le représentant d'un bailleur de fonds. *Ce qui pose problème, c'est de trouver des projets. »*

En quête de mieux-vivre

L'intégralité du budget d'investissement est ainsi financée sur aide extérieure comme l'est environ un tiers du budget de fonctionnement. La montée en puissance de la Banque mondiale fait qu'aujourd'hui, la part des dons est en diminution par rapport à celle des prêts, ce qui aura pour conséquence d'alourdir, à partir de 1992, le service de la dette.

Il n'empêche que, d'une manière générale, les bailleurs de fonds consentent au Tchad des prêts à des taux de plus en plus « doux ». Ainsi, depuis 1983, la Caisse centrale de coopération économique a dégagé, en faveur de N'Djamena, 845 millions de francs de crédits, dont 510 millions à des conditions spéciales, c'est-à-dire un remboursement sur trente ans, dont dix ans de grâce, avec un taux d'intérêt ne dépassant pas 2 %.

« Il n'y a pas de raisons objectives qui poussent la France à réduire son aide », assure Balaam Facho. N'Djamena ne doute pas que l'ancienne métropole continuera d'honorer ses engagements. Reste à savoir si les Tchadiens sauront faire effort sur eux-mêmes pour sortir de la mauvaise position dans laquelle la guerre les a enfoncés.

Beaucoup de cadres ont quitté le pays à la faveur des troubles et ne sont pas près d'y revenir. D'autres autochtones, des agriculteurs et des commerçants, s'étaient, depuis longtemps déjà, *déplacés* dans les Etats voisins – Cameroun, Nigeria, Soudan – en quête d'un mieux-vivre. Mais, il n'y a pas eu, comme au Mali et au Sénégal, une émigration massive vers les pays du Nord.

« Les Tchadiens sont très attachés à leur terre », remarque un coopérant étranger. Auront-ils le goût de la développer maintenant qu'ils savent sans issue le chemin des luttes fratricides ?

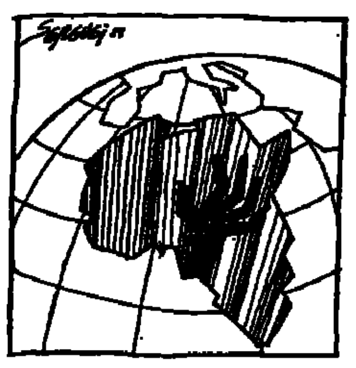
de N'Djamena

JACQUES DE BARRIN

CHAMPS ECONOMIQUES

Faut-il aider le Mali ?

« Un tronc d'arbre peut rester une éternité dans l'eau. Il ne deviendra jamais un crocodile. »



DANS le quartier de l'hippodrome à Bamako, un alignement de superbes maisons à étages tranche avec la modestie de l'habitat environnant. On les appelle les « villas de la sécheresse ». Elles ont été construites en 1973 par les privilégiés du régime avec le produit des fonds de l'aide alimentaire internationale qui devaient — gratuitement — secourir les populations du Nord en proie à la famine. Faut-il aider le Mali ?

A mille kilomètres, sur le delta intérieur du fleuve Niger, la petite localité de Diré abrite deux étranges « éléphants blancs », monstrueux dans ce décor horizontal écrasé de chaleur. Les bâtiments naguère pimpants de la plus grande station solaire d'Afrique sont lézardés avant d'avoir jamais servi.

Ce « cadeau » de la coopération française, qui a coûté plusieurs milliards de francs CFA au Mali, est apparu trop vorace en énergie avec son système de double pompage. *« Il s'agissait d'une expérience et on ne nous a pas prévenus »*, regrette le commandant du cercle de Diré.

Le casse-tête du développement

Plus loin, dans la plaine un immense tuyau surélevé, monté sur pneus, toise une terre désespérément sèche. Autre perle du soutien tricolore, ce *« pluviomatique »* allait irriguer des milliers d'hectares. Pas une goutte d'eau n'en est sortie depuis son installation en 1985.

L'appui au Mali a davantage alimenté sa dette que sa population. La technologie occidentale, au lieu de résoudre les difficultés, en a créé de nouvelles. A-t-on aidé l'ancien Soudan français ?

Dans ce pays sahélien qui compte parmi les plus pauvres de la planète, avec un revenu annuel par habitant de 130 dollars et une espérance de vie de quarante-sept ans, le casse-tête du développement renvoie toujours aux mêmes interrogations. Doit-on, au nom de la solidarité des peuples, épauler un Etat qui, malgré les incantations officielles contre la corruption, la tolère et l'encourage jusqu'à ses plus hauts sommets ? Si oui, comment transformer les actions de développement en gages d'autonomie pour le bénéficiaire, là où n'apparaît le plus souvent qu'un néo-colonialisme économique du Nord fondé sur la dépendance matérielle du Sud ?

Nul n'ose en réalité remettre en cause le principe d'une aide au Mali (littéralement, lieu où vit le roi), malgré son accaparement au profit d'une coterie. *« Les pays riches devraient peut-être stopper tout soutien, on y verrait plus clair »*, risque un expert. Mais les grandes organisations occidentales contournent la difficulté en préférant les initiatives villageoises autour de microréalisations aux vastes projets nationaux où les fonds et les énergies s'épuisent sans retour.

« On a vu ici beaucoup de marchands de camelote », reconnaît Akim Hossenmamode, un responsable du Bureau international du travail (BIT), chargé d'encourager la naissance d'entreprises privées et d'orienter des jeunes diplômés. Au début des années 70, A. Hossenmamode enseignait à la faculté d'Aix-en-Provence et terminait une thèse sur le développement. Prié d'éprouver la théorie sur le terrain, il est arrivé au Mali pour assister, en 1973, au parachutage de l'aide alimentaire dans les zones désertiques.

« Je me suis demandé comment on pouvait survivre dans un tel pays. C'est pourquoi je dis sans réserve qu'il faut aider et continuer d'aider le Mali. » Mais les hommes de l'art ont-ils la manière ? *« La philosophie de l'aide*, explique-t-il, *ne doit pas être le transfert d'un modèle étranger, mais la greffe, c'est-à-dire la recherche d'une compatibilité possible. »*

Les manuels de création d'entreprise qu'il utilise auprès de ses « élèves » sont adaptés aux besoins du Mali. S'ils proposent une méthode de commercialisation d'un produit, ils se réfèrent aussitôt à une société de Bamako qui illustre l'exemple décrit. *« Je pars du connu pour aller vers l'inconnu. Trop de gens font l'inverse pour impressionner »* au risque de laisser l'échec derrière eux.

Percer la culture des Maliens, entrer dans leur mode de pensée, employer les phrases, les locutions, les images qui leur « parlent » c'est, selon A. Hossenmamode, la démarche minimale que doivent accepter les experts pour réussir la greffe. Tout en sachant qu'*« un tronc d'arbre peut rester une éternité dans l'eau, il ne deviendra jamais un crocodile »*.

Des cercles de désertification

Les cas de rejet d'un développement inadapté sont légion au Mali. Le spectacle des cercles de désertification entourant les puits construits par les Blancs montre combien ces derniers ont ignoré la nature traditionnelle de la propriété foncière. Créer un nouveau point d'eau sans en attribuer la gestion à un chef revient à creuser pour rien. Or, la colonisation française a si bien déchiré le fragile tissu des chefferies que les experts en développement sont à présent bien en peine de trouver là-bas des relais efficaces et légitimes à leurs actions, même les mieux intentionnées.

Pays enclavé (le port de Dakar est à 1 290 kilomètres de Bamako), dépourvu de richesses minières excepté l'or exploité au profit des Soviétiques et des familiers du pouvoir, tributaire du coton et de l'arachide pour ses recettes en devises, le Mali est resté à forte dominante agricole. Le travail de la terre occupe 80 % des actifs et fournit au moins la moitié du produit intérieur brut, lequel est entièrement absorbé par les dettes.

Sous ce climat soudano-sahélien, les objectifs du développement semblent prosaïques : enrayer, sans qu'on y parvienne jamais, l'effet mortel des sécheresses sur les populations, les cheptels, les cultures; assurer l'autosuffisance alimentaire; réussir la maîtrise de l'eau, combattre la désertification. Accomplir l'essor du Mali une fois passé Ségou et franchies les dernières bandes de goudron, c'est *répondre à une question sèche* comme le Sahel : qui, du sable ou de l'homme, aura raison de l'autre ?

Le temps joue pour le sable et aussi les caprices d'une pluviométrie irrégulière depuis dix ans. Aussi le BIT enseigne-t-il aux agriculteurs comment vivre sur place en organisant des périmètres irrigués à proximité des rives du Niger. Réalisés dans six pays sahéliens dont le Mali, ces projets ACOPAM (1) sont tous régis par une règle du jeu dépourvue d'ambiguïté : les experts apportent un savoir-faire cultural (creusement de canaux, repiquage du riz, création de pépinières, contrôle des niveaux d'eau) transmis à l'aide d'une formation culturelle.

Les populations-cibles sont alphabétisées dans leur langue vernaculaire (bambara, sonraï, tamachek), les initiations à l'agriculture irriguée comme la gestion d'un magasin d'intrants (essence, gasoil, huile) peuvent ainsi être retranscrites dans des manuels imprimés en langue locale. Si les mots engrais ou motopompe ont difficilement trouvé leur équivalent en bambara, l'alphabétisation fournit une sérieuse chance d'autonomie à ceux qui la reçoivent.

« La formation est aussi importante que l'autosuffisance alimentaire dont nous bénéficions depuis l'appui d'ACOPAM », observe le chef d'un ancien groupement nomade reconverti à l'agriculture dans la zone de Diré. Il n'a pas été facile pourtant de convaincre les paysans de l'utilité de la redevance en nature qu'ils doivent acquitter à la fin de chaque campagne.

L'argent tiré de la vente de ce grain prélevé sert à reconstituer le fonds de roulement de la coopérative, à réassortir le magasin en engrais et carburants. *« Au départ, cette redevance nous mettait en colère*, reconnaît un responsable villageois enturbanné, du front au menton, les yeux cachés derrière des verres noirs. *Mais nous avons compris son utilité. Cette année, nous l'avons payée entièrement, y compris l'arriéré de l'autre saison. »*

Rien n'a pu se faire sans un lent *cheminement intérieur des paysans*, favorisé par un enseignement *ad hoc*. Des affiches montrent un gestionnaire heureux devant des étagères surchargées de riz et d'engrais près du fût rempli de gasoil. La légende indique qu'il s'agit d'une coopérative où les villageois ont acquitté leurs dettes. Le directeur du stock, Abdulaï, porte un boubou.

Sur une autre affiche, son collègue Baba se gratte la tête et semble préoccupé. Ses étagères sont vides comme le tonneau de carburant. Ici, la redevance n'a pas été payée. Ces illustrations, un rien simplistes, font mouche auprès des coopérateurs qui s'identifient à Abdulaï ou à Baba.

Responsable des projets ACOPAM au Mali, Agostinho Madimba a, depuis 1984, payé de sa personne pour convaincre. Les périples de 3 000 kilomètres sur les pistes seul au volant de sa land-rover ne lui font pas peur, ni les longues nuits passées à parler avec les villageois. *« A chaque pas, il a fallu discuter. Ils ne croient pas ce qu'ils n'ont pas vu et ils ne voient pas s'ils ne font pas. »*

Un programme intense

Les paysans n'ont pas apprécié la fourniture par l'ACOPAM d'une décortiqueuse afin de valoriser le riz paddy qui se vend mal sur le marché. *« Cette machine apporte une concurrence à nos femmes qui pilent »*, a estimé un dirigeant. Un autre affirme en riant que *« les paresseuses apportent leur grain à la décortiqueuse »*. Hormis le groupement où une machine a été jugée utile pour alléger le travail féminin et vendre le riz à meilleur prix, les villageois ont déclaré leur préférence pour l'acquisition d'autres motopompes afin d'irriguer de nouvelles terres.

L'heure de vérité survient lorsque les experts et les bailleurs de fonds, estimant leur mission accomplie ou impossible, annoncent leur désengagement. L'ACOPAM n'a jamais caché cette issue *qui justifiait un programme intense* de *« formation des formateurs »*.

Prévue pour durer encore trois ans *dans les périmètres de Diré*, l'intervention du BIT doit, en revanche, s'achever en 1990 sur les 600 hectares irrigués de la plaine de Koriomé, le grenier de Tombouctou. Et c'est déjà la panique.

Aménagé en 1975 par l'organisation non gouvernementale belge l'Ile de paix, cet espace a été viabilisé dix ans plus tard par l'ACOPAM qui répète ici ses tâches d'alphabétisation et de gestion. Les résultats ont été probants puisque l'autosuffisance de la Cité mystérieuse est en cours grâce à une productivité qui a fait du riz de Tombouctou le moins cher du pays. Mais la coopérative est menacée : la moitié des adhérents ont refusé de payer leur redevance, estimant qu'on les spoliait. Ils ont été expulsés.

« Le désengagement de l'ACOPAM en 1990 est prématuré », s'inquiète le principal dirigeant de Koriomé. *« Nos paysans ont encore une mentalité de citadins. Ils n'ont pas pris l'alphabétisation au sérieux. Nous avons encore besoin d'un encadrement y compris pour la culture et consolider nos expériences sur le niébé* (haricot) *et le sorgho. Il nous semble que la mission d'évaluation venue en avril 1988 ne croit plus en l'avenir de la plaine. C'est une erreur. »*

Ces paroles lâchées par une tiède soirée à Tombouctou ont été suivies d'un silence, étalon des incompréhensions qui subsistent. Ceux qui reçoivent aimeraient toujours recevoir et les donateurs estiment que, *« après un certain temps »*, il faut partir. Long doit être le souffle du développement face à l'infatigable respiration du désert.

de Bamako et Tombouctou
ERIC FOTTORINO

(1) L'ACOPAM (Appui coopératif aux projets de développement assistés par le programme alimentaire mondial en zone soudano-sahélienne) a été lancé en 1979, initié par le BIT et financé par le gouvernement norvégien. Il comprend quinze sous-projets couvrant six pays du Sahel (Mali, Sénégal, Mauritanie, Niger, Cap-Vert et Burkina-Faso). Le budget de la phase en cours atteint *11,6 millions de dollars*.

CHRONIQUE

PAUL FABRA

Le capitalisme sans bilan

APROPOS de la « tritisation », cette nouvelle technique financière à travers laquelle les banques pourront désormais se décharger sur des organismes en cours de création — les fonds communs de créances — du soin de financer les crédits qu'elles consentent à *leur clientèle, particuliers ou entreprises*, deux grandes questions se posent. La première est tout bonnement la suivante : de cette étape supplémentaire dans la « modernisation » de nos marchés des capitaux, doit-on attendre une diminution du coût du crédit ?

La réponse dépendra, en dernière analyse, de celle que les faits apporteront à la deuxième question : la réforme est-elle de nature à réduire ou au contraire à accroître l'instabilité des marchés financiers ? Techniquement, la mise en place du nouveau procédé pose des problèmes ardus, notamment à l'informatique, comme l'a dit sans fard Daniel Lebègue, directeur général de la BNP, à l'occasion du lancement, la semaine dernière, d'Eurotritisation, une société de gestion de fonds communs de créances.

A supposer les obstacles d'ordre technique surmontés, ce qui ne fait aucun doute, restera encore à résoudre le principal : tous les spécialistes s'accordent pour penser que toutes les conditions sont loin d'être réunies sur les marchés français de capitaux pour que prenne la greffe d'un système directement importé des Etats-Unis. Pourtant, les pouvoirs publics ne cachent guère leur désir de voir la transplantation se produire dans les plus brefs délais. *Ils n'avaient déjà pas* ménagé leurs efforts pour faire adopter rapidement (le 23 décembre 1988) par le Parlement la loi autorisant la formation des nouveaux « fonds communs » et publier le décret d'application correspondant. Une telle hâte s'explique souvent par l'impatience de quelque lobby désireux de voir aboutir un projet et disposant d'une grande influence. Tel était le cas.

Si les marchés français sont mal préparés pour recevoir ce dernier bourgeon qui porte en germe une transformation encore plus radicale de notre appareil du crédit, c'est d'abord pour une raison qui n'a cessé depuis deux ou trois ans de défrayer la chronique. Comme les comptes à vue ne sont pas rémunérés en France et que les comptes à terme sont étroitement réglementés, les banques de dépôt jouissent de ressources bon marché qui leur permettent d'accorder des crédits immobiliers à un taux — situé selon les cas entre 9,5 % et 11,5 % — égal (sinon inférieur) ou à peine supérieur au taux du marché monétaire. Les établissements spécialisés, type Compagnie *bancaire ou banque La Hénin, qui ne* reçoivent pas de dépôts et sont en conséquence obligés de s'approvisionner pour la totalité sur le marché monétaire voient dans cet avantage un facteur de distorsion de la concurrence.

Cependant, comme chacun est bien persuadé que le jour où la Rue de Bercy lèvera son opposition à la rémunération libre des dépôts elle sera amenée à autoriser en contrepartie la facturation des chèques et des autres services gratuits rendus par les banques de dépôt, ces dernières, c'est le moins qu'on puisse dire, ne se sont pas mises en travers de *l'active campagne d'« information »* du gouvernement et de désinformation du public menée par les établissements spécialisés pour faire avancer la cause de la « titrisation ». Celle-ci étant gagnée, la déréglementation des dépôts devrait suivre, tombant à point nommé comme un fruit mûr.

Pour qu'une banque trouve intérêt à céder à un fonds commun de créances, et par là même à faire sortir de son propre bilan, où ils figurent à l'actif, les crédits qu'elle a accordés, la première condition est que la différence de taux soit en sa faveur. Dans son essence, l'opération consiste à transformer des crédits bancaires réunis par « paquets » — encore appelés, plus poétiquement, gerbes, — distincts selon la nature (crédits immobiliers, crédits personnels, etc.), l'échéance, etc., en autant de parts de « fonds communs de créances ». Celles-ci seront vendues à des investisseurs, surtout institutionnels, en quête de placement. La valeur d'une créance étant inversement proportionnelle à son taux, si d'aventure une banque venait à céder un crédit accordé à 9,5 % pour un prix correspondant à un taux de, mettons, 10,5 % (réclamé par le marché où seront placées les parts), elle commencerait par enregistrer une perte. *Remarquons* toutefois qu'elle pourrait très exceptionnellement, dans certaines circonstances, être encline à conclure un tel marché, et cela pour économiser du capital comme on le verra dans un instant.

On ne s'étonnera pas, dans de telles conditions, que les premières expériences de *« titrisation », porteront sur la catégorie* de crédits que les pouvoirs publics voulaient précisément exclure. Le gouver*nement avait espéré que les crédits* immobiliers seraient les premiers à être « titrisés ». On vient de voir pourquoi il n'en sera pas ainsi, du moins aussi longtemps que leur taux ne sera pas relevé, une hausse que la disparition des ressources gratuites ou très bon marché auxquelles les banques de dépôt ont encore accès pourrait rendre à terme inévitable. Les candidats à la « titrisation », ce sont les prêts personnels et les prêts à la consommation alloués à des taux s'échelonnant actuellement entre 14 % (au très bas mot) et 18 %, comme la BNP l'a confirmé pour sa part à la conférence de presse donnée pour la naissance d'Eurotitrisation.

A en croire les tenants de la réforme, la « titrisation » devrait pour ces derniers se traduire par une diminution de taux, faute de quoi elle ne se fera pas. Essayons d'abord de ramener le raisonnement, passablement compliqué, à l'essentiel. Cela nous conduit à faire connaissance avec l'un des motifs expliquant la passion passablement scabreuse des établissements de crédit — dont le métier, sinon l'honneur, était d'assumer directement les risques inhérents à toute opération de prêt — pour la barbare « titrisation ».

EN vertu d'un accord conclu à Bâle à la suite des travaux du « comité Cooke », les banques devront, d'ici à 1993, porter à 8 % (contre actuellement 5 % pour les banques françaises) la proportion (« ratio ») de leurs fonds propres et ressources assimilées par rapport au total de leurs « risques » encourus sous forme de prêts sur des débiteurs plus ou moins sûrs. Quand le débiteur en question présente une solvabilité absolue (il s'agit, par exemple, de la créance qu'une banque détient sur la Banque de France, où elle a un compte), le risque correspondant est compté pour 0 et ne figure pas au dénominateur pour le calcul du ratio Cooke ; mais quand le débiteur est un particulier ordinaire (cas du prêt personnel ou du crédit à la consommation), cette créance est comptée pour sa pleine valeur. Si le débiteur a dû donner son immeuble en gage (prêt hypothèque), on se trouve en présence d'un cas intermédiaire : la créance ou « risque » est *reprise* au dénominateur pour 50 % de sa valeur. En d'autres termes, dans l'hypothèse du prêt personnel, la banque devra *financer sur son propre* capital 8 % du montant de ce prêt ; dans l'hypothèse du crédit hypothécaire, 4 % (puisque les 8 % ne s'appliquent que sur la moitié de sa valeur). Or un capital doit être rémunéré. En cédant les créances, la banque réduirait le coût des crédits du montant de cette rémunération !

On voit d'emblée le caractère ambigu de la démarche consistant à « titriser ». En se défaussant de ses créances, et en particulier de celles qui sont reprises pour leur pleine valeur dans le calcul du ratio de capital, une banque trouve un moyen commode d'esquiver la discipline théoriquement impliquée par l'exigence d'une couverture minimale en capital. A telle enseigne que le gouverneur de la Banque de France, dans un plaidoyer prononcé en faveur de la « titrisation », à l'occasion d'un colloque organisé le 24 janvier 1989 par la revue *Banque*, s'est cru obligé de faire allusion à un détournement possible de la réglementation.

« Cette technique, avait-il notamment déclaré, *ne doit pas constituer pour autant un simple expédient pour les banques, en vue de s'affranchir des contraintes réglementaires, praticable sur toute forme de crédit. »* « Expédient », il faut croire que le danger n'est pas nul pour que le gouverneur use d'un pareil mot. La chose vaut bien qu'on s'y arrête un instant, et cela d'autant qu'il existe un énorme précédent, dont personne n'ose parler — et pour cause. Il s'agit du plus gros scandale financier qu'aient jamais connu les Etats-Unis, les 100 à 200 milliards de pertes essuyées par les *savings and loans* (caisses d'épargne) que les contribuables américains vont devoir payer dans les dix ans à venir.

Dans une première phase, on vient de le voir, les banques sont amenées à se délester de leurs créances, pesant de tout leur poids, au regard du ratio Cooke, sur *leur bilan. Mais, dans une deuxième* phase, on peut imaginer, hypothèse envisagée par Jacques de Larosière dans l'exposé déjà cité, que *« les banques soient amenées à « titriser » leurs meilleures créances, tout en conservant dans leur bilan celles de moindre qualité et moins aisément cessibles. Ainsi paradoxalement, la « titrisation » des meilleures créances pourrait se traduire par une détérioration sous-jacente des risques bancaires, accompagnée d'une amélioration apparente et mécanique des ratios prudentiels »*. Serait-on en présence d'un système pervers de nature ? Notons que, pareillement, la « désintermédiation » bancaire résultant de l'appel direct au marché des grandes entreprises par le biais de l'émission de billets de trésorerie a conduit les banques à ne conserver que les crédits aux PME, dont le coût relatif a monté.

D'autres puissants motifs poussent les banques à vouloir pratiquer la « titrisation » « comme aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne » (les Allemands et les Suisses, pour leur part, ignorent à peu près cette pratique et n'en veulent pas). L'idée est tout simplement de rejeter sur l'investisseur (l'acheteur de parts des « fonds communs de créances ») le risque de taux. Ce risque tient au fait qu'aujourd'hui les crédits à moyen et long *terme à taux fixe sont financés par des* ressources à court terme, lesquelles peuvent soudainement devenir plus coûteuses dans un monde caractérisé par une instabilité croissante des taux d'intérêt. L'argumentation officielle consiste à soutenir que cette « transformation », source d'instabilité, trouvera un remède dans la « titrisation ». L'épargne « longue » des investisseurs ne prendra-t-elle pas en charge le financement des crédits par « fonds communs de créances » interposés ?

Mais comment imaginer que les banques soient seules à vouloir se soustraire au risque de taux sans se gêner pour pro*clamer urbi et orbi leur intention ? Dans la* pratique, les investisseurs seront le plus souvent des SICAV. Or, qui songe, en souscrivant à une SICAV, faire un placement à long terme ? Leur attrait tient précisément à l'idée, vraie ou supposée, qu'il sera toujours temps de vendre si le rendement menace de baisser. On compte pour cela sur l'existence d'un vaste marché qualifié de « liquide » (j'ai déjà à plusieurs reprises dénoncé la fausse notion qu'on se fait de ce concept) !

La vérité est plutôt qu'en permettant aux banques d'alléger leur bilan, et par là même de « faire de la place » pour consentir de nouveaux crédits sur la base d'un capital inchangé, on alourdit dangereusement le marché, ce qui réduit d'autant sa capacité d'absorption, qualifiée à tort de « liquidité », en cas de crise. Comment croyez-vous que s'expliquent les hauts taux d'intérêt, nominaux et « réels » ? La raison n'en serait-elle pas l'offre excessive de créances de toutes sortes sur le marché, devenu le dépotoir d'innombrables débiteurs ?

AFFAIRES

CAPITAL ET INTÉRÊTS

Les banques, la haute couture et le parfum

Des investissements de luxe

Les banquiers seraient-ils fascinés par le luxe ? La « diorite », selon l'expression de l'un d'entre eux, est-elle en train de franchir les murs capitonnés des banques d'affaires ?

La Midland Bank rachète Lanvin, le Crédit agricole aide M. Alain Chevallier à reprendre Balmain et tout récemment la Compagnie financière Edmond de Rotschild entre pour 40 % dans le capital de Jacques Fath. Et elle ne cache pas avoir à l'étude d'autres dossiers « *Le luxe est un concept dans le vent. On constate en effet que la consommation se développe vers le haut de gamme et que les articles personnalisés rencontrent partout un grand succès* », explique M. Bernard Esambert, PDG de la Compagnie financière, pour justifier cet investissement dont il refuse de communiquer le montant.

L'engouement pour les belles griffes remonte aux cinq dernières années. Les premiers financiers à s'intéresser au luxe ont été ceux de MM. Worms et Cie qui, par l'intermédiaire de la Financière Truffaut ont accompagné les premiers pas de la Financière Agache de M. Bernard Arnault, maintenant PDG de LVMH (Moët Hennessy-Louis Vuitton). En 1986, c'était au tour de CERUS, la holding de M. Carlo De Benedetti d'offrir à Yves Saint Laurent les moyens de racheter son parfum à l'américain *Charles of the Ritz*.

Trois ans plus tard, lors de l'introduction en Bourse de cette maison de couture, CERUS, qui conserve 10 % du capital, annonçait une plus-value de 200 millions de francs. « *Dans ce secteur, la croissance est forte et la rentabilité peut être exceptionnelle, car les marges sont très élevées* », constate un analyste. Et il est vrai qu'à côté des 20 % de marge nette d'un Louis Vuitton les 5 % réalisés en moyenne dans l'agroalimentaire font piètre figure.

Mais pour atteindre les formidables résultats de LVMH, la locomotive du luxe qui réalise 16 milliards 400 millions de francs de chiffre d'affaires et 2 milliards de francs de bénéfices, il faut souvent beaucoup investir. Notamment à des postes peu habituels pour les investisseurs classiques : la communication, un véritable gouffre lorsqu'il s'agit de lancer un produit, et l'ouverture de boutiques en nom propre qui permet de mieux contrôler la distribution et offre à terme une meilleure rentabilité que le système de la franchise. Plus l'image d'une marque est abîmée, plus l'investissement est lourd. Ainsi il aura fallu deux ans à M. Jean Bergeron et les presque 300 millions de francs d'Investcorp pour rééquilibrer les comptes de la joaillerie Chaumet et lancer de nouveaux produits.

Un ticket d'entrée de plus en plus cher

Or le ticket d'entrée dans ce secteur est de plus en plus cher. « *Des prix raisonnables se situeraient autour de dix à douze fois les résultats*, estime un banquier. *Or en ce moment certaines affaires se concluent au double et elles sont loin de le valoir.* » Certains murmurent que les 500 millions de francs qu'auraient déboursés M. Alain Chevallier pour Balmain sont excessifs par rapport aux perspectives de développement de cette maison. Car la possibilité de réveiller certaines de ces Belles au bois dormant, dont la splendeur remonte parfois à l'entre-deux-guerres fait partie du risque inhérent à *l'investissement dans le luxe*. Et si pour l'instant, parfums, sacs, foulards, cravates et ceintures, dès lors qu'ils sont « griffés », font craquer les consommateurs – et c'est l'autre risque de ce secteur – qu'adviendra-t-il le jour où les Japonais en particulier changeront de toquade ?

Les industriels du luxe connaissent ces dangers et tentent d'y remédier. D'abord en essayant de *répartir* leur *chiffre d'affaires* sur plusieurs continents. En outre, après avoir été des inconditionnels de la distribution sélective, certains commencent à céder aux charmes des gondoles des grandes surfaces pour augmenter leurs parts de marché.

Peu sentimentaux, d'autres se contenteront sans doute de faire « cracher » à une marque quelques dividendes. Au risque de casser le mythe et de la faire mourir. Puis ils iront investir ailleurs. Mais les griffes françaises encore indépendantes ne sont plus nombreuses : il ne reste plus guère que Ungaro, Jean-Louis Scherrer et Pierre Cardin.

FRANÇOISE CHIROT

« Affaires », « scandales », manuels pratiques

La bourse aux livres

Poursuite de la réforme des marchés financiers, *redéfinition* des OPA, affaire Pechiney, l'année 1989 aura encore été fertile en événements boursiers qui de près ou de loin auront touché les *quelque neuf millions* de petits porteurs français. Une série de recueils a fleuri pour commenter et expliquer ces événements. Si les ouvrages *sur les différents scandales* n'ont pas manqué (« le Monde des affaires » du 1er juillet), la publication de manuels pratiques ne s'est pas pour autant *ralentie*.

La sortie au mois de novembre du livre *le Nouvel Age des marchés français* en est l'illustration. En deux cent trente pages les trois auteurs, François Bacot, directeur général de la société de Bourse Allain-Bacot, Paul-François Dubroeucq, directeur central de l'informatique à la Société des Bourses françaises, et Hervé Juvin, président de la société Médiance retracent l'histoire et l'évolution de la place française. Du suivi d'un ordre passé sur le marché, aux acteurs, tout est présenté avec détail et précision. Les passages les plus intéressants et originaux sont ceux consacrés aux transformations en cours, que ce soient les procédures du prochain système de règlement livraison de titres *(RELIT) ou les nouveaux métiers*. Pour les auteurs, l'ère des pionniers de la réforme s'achève et les acteurs vont à présent supplanter le metteur en scène. Mais dans l'internationalisation croissante et le développement des autres places (vingt et une Bourses ont été créées depuis 1980) la place française « *fait figure de province européenne* ». Or, comme le rappellent les auteurs, « *pour les investisseurs étrangers, l'Europe devrait, de plus en plus, former un bloc face auquel ils seront peu disposés à s'engager dans une approche nationale au coup par coup. La véritable question porte donc davantage sur le point d'entrée des investisseurs internationaux* » sur le Vieux Continent.

Offre d'achat « synergique »

Trois membres de Price Waterhouse, Philippe Agnellet, Laurent Geoffroy et Jean-Claude Viarnaud se sont attachés dans *OPA et stratégies anti-OPA, une approche internationale* à présenter ce mode d'opérations qui s'est considérablement développé en France depuis 1987. Les rédacteurs ont dans leur étude recensé pas moins de sept types d'offres d'achat réparties *sous les appellations classiques* de stratégique, tactique, complémentaire ou diversification, auxquelles s'ajoutent les OPA « mania » et les opérations « métaphoriques ». Pour eux, « *la plus intéressante à réaliser* » est l'offre d'achat « synergique » visant une société aux qualités à la fois industrielles, financières et d'image.

Cette approche originale est présentée de manière imagée dans une *matrice triangulaire*. Un schéma analogue a été bâti pour les défenses anti-OPA qui permet aux attaqués de donner une réponse correspondant au type d'assaut déclenché. Un test à la fin de ce recueil de deux cent trente-deux pages permet grâce à ses méthodes de savoir si la société à laquelle vous appartenez ou celle que vous convoitez est opéable.

Avec la progression du marché *français de 23 % cette année*, le franchissement de nouveaux records par les différents indices boursiers, et malgré le mini-krach du 16 octobre, la Bourse continue à attirer les petits porteurs. Eric Galiègue, analyste financier à la SAFE, société d'analyse financière européenne, vient de publier à leur intention *Comment choisir une action*. Brièvement et clairement, en moins de cent cinquante pages, il a conçu un guide exposant l'analyse fondamentale des marchés et des actions, les méthodes techniques d'évaluation, et une présentation sectorielle. L'hiver arrivant, et la neige avec lui, l'auteur a repris le principe des stations de ski à son *compte en balisant une partie de* son texte de trois types de pistes à utiliser selon son degré : verte (élément de base, grand public), rouge (données plus approfondies, complexes, mais encore compréhensibles), et noire (concept parfois difficile).

Les amateurs chevronnés pourront, après avoir parcouru avec succès les pistes noires, se lancer dans la lecture du livre *les Taux d'intérêt*, réalisé par trois professeurs, Faouzi Rassi, Guy Mercier et Jean-Pierre Gourlaouen, qui leur permettra, à condition de ne pas être rebuté par les formules mathématiques et les courbes, de démonter et mieux comprendre des mécanismes économiques.

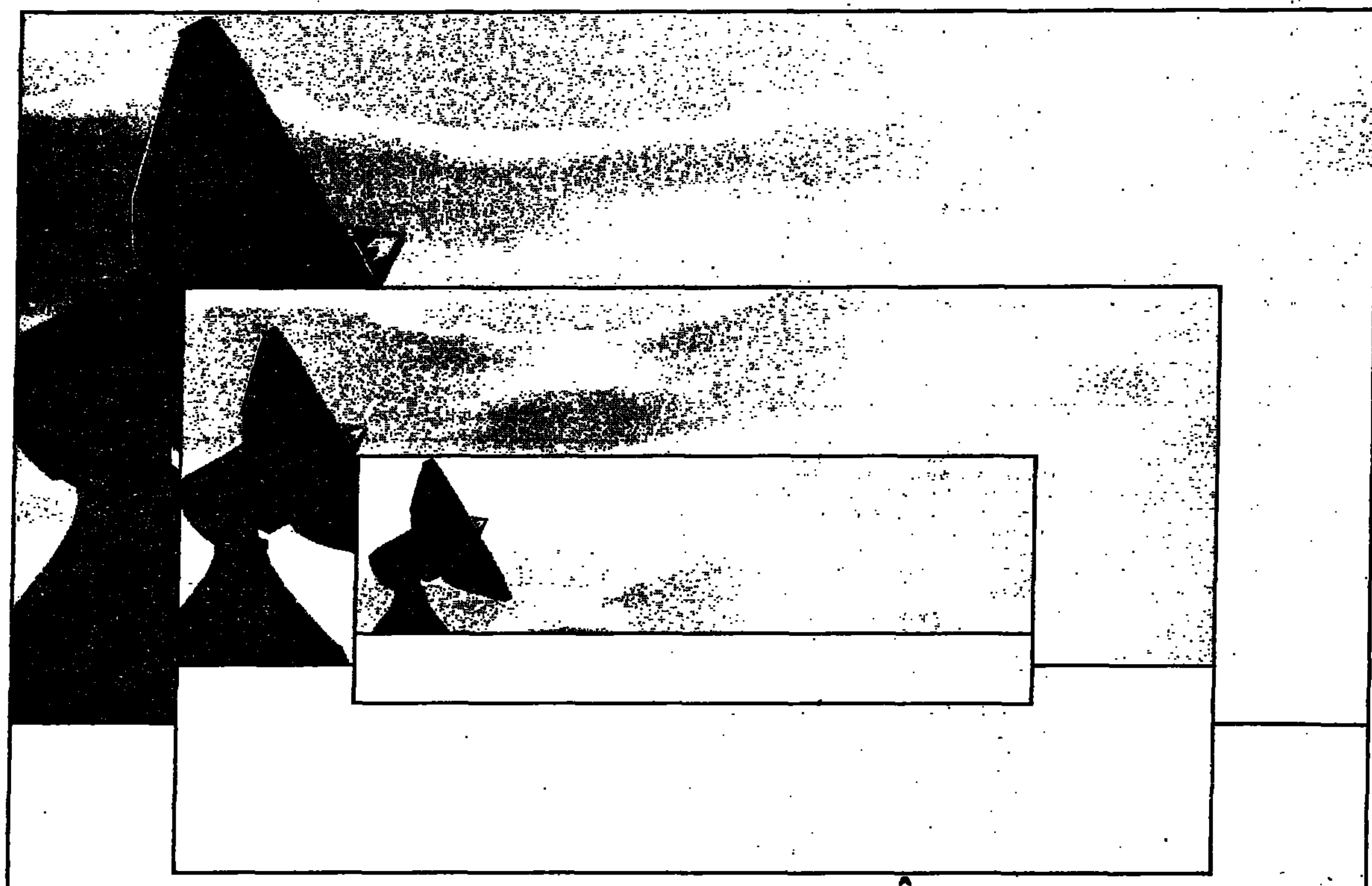
DOMINIQUE GALLOIS

***Le Nouvel Age des marchés français*, de MM. François Bacot, Paul-François Dubroeucq, Hervé Juvin. Editions les Djinns, 230 pages, 45 F.**

***OPA et stratégies anti-OPA, une approche internationale*, de MM. Philippe Agnellet, Laurent Geoffroy et Jean-Claude Viarnaud. Editions ESKA, 232 pages, 190 F.**

***Comment choisir une action*, de M. Eric Galiègue, Top éditions, 144 pages, 120 F.**

***Les Taux d'intérêt*, de MM. Faouzi Rassi, Guy Mercier, Jean-Pierre Gourlaouen. Editions Eska, 268 pages, 190 F.**



INVESTISSEZ DANS UNE VALEUR SÛRE : L'AVENIR

CNT La Caisse Nationale des Télécommunications *finance le développement et l'effort* de recherche des Télécommunications françaises par l'émission d'emprunts à long, moyen et court terme sur les principaux marchés financiers français et internationaux.
Elle met ainsi régulièrement à la disposition de l'exploitant public national "France Télécom" les ressources financières nécessaires à ses investissements et à ses besoins de trésorerie.

Soyez les partenaires du progrès
Organisme financier au service d'un *secteur d'activité qui présente* actuellement les perspectives d'expansion les plus fortes, la CNT associe les souscripteurs de ses emprunts à l'essor de l'une des forces les plus vives de l'économie française. France Télécom a la volonté de développer un réseau de communication capable de transmettre instantanément voix, images, données, écrits ainsi que d'étendre constamment la gamme de produits et services performants adaptés aux exigences du public et des professionnels : ce sont *autant de garanties de succès et d'avenir*.

Faites confiance au dynamisme
Le dynamisme et la compétence de la *Caisse Nationale des Télécommunications* sont à l'image de France Télécom. Respect des investisseurs et actions innovatrices mais prudentes sont les fondements de ses opérations. Le professionnalisme de la CNT, son ouverture sur les produits financiers nouveaux, le suivi de ses titres sur les marchés lui permettent de jouer pleinement son rôle d'émetteur tout en étant très attentive aux intérêts légitimes des investisseurs.

Souscrivez à l'avenir
La notoriété de la Caisse Nationale des *Télécommunications* se vérifie régulièrement par son excellente notation (l'une des meilleures de la place de Paris) et par la qualité de l'accueil réservé à ses émissions par la communauté financière internationale. Label de qualité pour les porteurs institutionnels ou privés, associée aux réussites de France Télécom, la signature de la Caisse Nationale des Télécommunications est une valeur sûre ; une valeur qui s'appelle avenir !

CAISSE NATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS

OPUS LIINTZY - Eléments photographiques PICTOR

Le Monde
DIRIGEANTS

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE 400 000 F +.

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONÇANT DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGÉS A PRÉSERVER LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.

Groupe COMELOG
SSII – 270 MF de CA – 800 personnes
26 agences et bureaux en Europe

poursuit son développement dans la région Rhône-Alpes et recherche le

DIRECTEUR

qui prendra la responsabilité de l'agence de GRENOBLE.

Les compétences indispensables pour gérer ce centre de profit sont :

- des qualités commerciales de prospection et de développement,
- des qualités d'animation d'équipe et de gestionnaire.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous pli confidentiel, sous réf. GR1, à COMELOG SERVICES FRANCE, Blandine LESTRA, Tour Caisse d'Epargne, 42, boulevard Eugène Deruelle – 69432 LYON CEDEX 03.

PLAIN CHAMPS

DIRECTEUR GENERAL

Editions - Paris - Un groupe international d'éditions, en forte croissance, recherche le directeur général de sa filiale française qui publie des recueils d'information spécialisée à destination des entreprises, collectivités et professions libérales, ainsi que des ouvrages de loisirs, vendus uniquement par correspondance. Rendant compte directement à la maison-mère et assisté d'une petite équipe de direction, il sera responsable du management global de cette unité et de son développement sur le marché français. Ce poste, basé à Paris, s'adresse à un candidat âgé de 36 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur commercial ou équivalent. Il devra justifier d'une expérience réussie de la direction d'un centre de profit acquise au sein d'une maison d'éditions spécialisées ou chez un éditeur de publications périodiques, distribuées essentiellement par V.P.C. La pratique de l'anglais est indispensable. La rémunération annuelle de départ (fixe + intéressement) dépendra des compétences présentées et assortie d'une voiture de fonction. Ecrire à D. MORETTE en précisant la référence A/R9648M - **PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04.** (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

Groupe SOUFFLET

Nous sommes l'un des leaders européens de l'Agro-Industrie
- CA : 14 milliards de francs
- Effectif : 1600 personnes

Nous maîtrisons la filière agro-alimentaire, collecteur de produits agricoles, négociant international, industriel : produits de première transformation (farine, malt, gritz de maïs) et produits alimentaires de grande consommation (riz, légumes secs, pet food).
Nous recherchons notre

DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES

rattaché au Président Directeur Général Groupe, vos responsabilités sont les suivantes :
- Elaborer et superviser la mise en œuvre des politiques de Relations Humaines du Groupe.
- Concevoir et mettre en place un système de gestion dynamique de l'encadrement (Recrutement, Rémunérations, Gestion des carrières, Formation).
- Assister et conseiller les Directeurs de Division pour tous problèmes humains et sociaux.
- Définir et faire vivre une politique de communication interne "ciment" de l'esprit Groupe.

Vous avez 35-40 ans environ, une formation supérieure et une expérience professionnelle confirmée de gestion des hommes dans un grand groupe.
Vous êtes capable de relever un défi passionnant : faire franchir à notre Groupe, en pleine croissance, un pas décisif en matière de développement des hommes.
Notre siège est basé sur le lieu de nos origines : à 100 km Est de Paris.

Les dossiers de candidature (CV + lettre manuscrite + photo) seront adressés sous réf. S 13 à :

Athanor 15, rue des Saints-Pères - 75006 PARIS

LEVI-TOURNAY/ABSCOM

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Nous sommes un des leaders mondiaux des pompes et moteurs hydrauliques à engrenage (200 personnes, 200 millions de CA dont 1/4 à l'export). Nos produits bénéficient d'un fort potentiel de développement dans différents secteurs (Industrie, Automobile, Aéronautique,...).
Nous recherchons notre :

Directeur Technique
Région Parisienne

Rattaché à la Direction Générale, vous dirigerez et coordonnerez l'activité de l'ensemble des unités techniques concourant à la production (Recherche, Etudes, Méthodes, Ordonnancement,...).

Vous aurez un rôle de conseil auprès des différents Départements et vous appuierez les responsables commerciaux dans l'étude des applications industrielles chez nos clients.

Agé de 40 ans environ, vous êtes diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs de type Arts et Métiers ou équivalent. Votre large expérience à un poste de responsabilités en Etudes ou en Production d'équipements industriels de série, vous a permis d'asseoir vos compétences techniques en mécanique, en électronique, en informatique et éventuellement en hydraulique.

Vos aptitudes relationnelles et commerciales, alliées à vos qualités de rigueur et d'animation, vous permettront de vous adapter à des interlocuteurs variés.

Ce poste «clé» dans notre organisation, implique la maîtrise de l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre man. + CV + photo) s/réf. LC/M/1234 au

CNPG Ressources Humaines
CNPG CONSEIL
61 rue des Belles Feuilles
75116 PARIS.

CNPG EST MEMBRE DU RESEAU EUROPEEN ENEX

COORDINATEUR DE TALENTS

FC
LA F[illegible]DÉRATION CONTI[illegible]
COMPAGNIE D'ASSU[illegible]
GROUPE GEN[illegible]AL[illegible]

Nous sommes une jeune Société d'Assurance sur la Vie en très fort [illegible]éveloppement, filiale d'un des leaders européens de l'Assurance. E[illegible]ans, nous avons multiplié notre CA par trois. Nos produits sont [illegible] notamment commercialisés par des réseaux de conseillers finan[illegible]s auprès des particuliers et nous souhaitons aujourd'hui effectue[illegible]e percée sur la Marché de la PME-PMI. Pour réussir ce nouveau chal[illegible]e, nous recherchons notre Directeur Commercial H/F.

Homme de te[illegible]n, vous animerez notre équipe de Responsables Régi[illegible]x afin de [illegible]ordonner nos actions de développement vers les PME-[illegible]I et serez [illegible]erlocuteur direct de l'un de nos réseaux de conseillers financie[illegible] Homme de réflexion, vous participerez à l'élaboration de nos n[illegible]eaux produits après avoir analysé les besoins du marché. Hom[illegible] de rigueur, vous contrôlerez les coûts de commercialisation da[illegible]e cadre du budget que vous aurez proposé.

De formati[illegible]supérieure commerciale, la connaissance de l'A[illegible]rance V[illegible]t/ou des produits financiers est indispensable, vous avez ac[illegible] une expérience commerciale de 10 ans au moins sur le te[illegible]n. Homme de concept, vous saurez être une force de cr[illegible]on et de propositions. Homme de dialogue, une équipe talent[illegible]se vous appréciera tant pour vos compétences que pour votre autorité naturelle.

Si vous souhaitez rejoindre notre équipe, merci d'adresser CV détaillé, lettre manuscrite, et rémunération actuelle à notre Conseil Claude GOLDSTAUB 17, rue Galilée 75116 PARIS

LEVI-TOURNAY/ABSCOM

SOCIETE D'INGENIERIE
du sud de la France au C.A. de 400 MF, nous souhaitons accueillir dans notre Comité de Direction un

DIRECTEUR TECHNIQUE

Vous participerez à l'élaboration des orientations stratégiques, et avec une approche marketing, définirez les nouveaux produits et domaines de compétence qui viendront s'ajouter à ceux qui nous ont déjà valu notre expertise.

Vous animerez l'équipe de 120 personnes que nous vous confierons pour optimiser son action.

Issu d'une grande école d'ingénieurs, vous avez mené à bien des projets d'envergure (du Génie Civil à l'électronique) et souhaitez maintenant guider le développement de toute une division. Bien sûr, pour les interventions à l'étranger, vous parlez anglais et même peut-être une troisième langue.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo et rémunération) sous référence 9101 M à notre Conseil qui le traitera confidentiellement.

Daniel Desjardins
5, rue de la Surintendance - 78100 Saint-Germain-en-Laye

Le Monde
CADRES

MANAGER NOTRE SOCIÉTÉ

Nous sommes un goupe international spécialisé dans la prestation de services de haute qualité.
Pour piloter notre développement en France dans le domaine de la télévente, nous recherchons

notre DIRECTEUR

En liaison directe avec le Comité exécutif, il se **chargera** :
du développement commercial (ventes directes)
de la gestion de la société de télévente
de l'animation de l'activité

A 30 ans minimum, de formation commerciale, vous disposez notamment d'une expérience dans la vente par correspondance. Organisateur, bon gestionnaire, rompu aux méthodes d'encadrement des fournisseurs, vos talents contribueront à la montée en puissance de notre société, et à l'accroissement de sa rentabilité.

Libre très prochainement, écrivez sous réf. 56449 M à :
avec C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à BLEU Publicité 17, rue du Dr Lebel 94307 VINCENNES CEDEX qui transmettra

Organisme de retraite et de prévoyance Porte Maillot (Paris) recherche un

JURISTE SPECIALISTE DES MARCHÉS PUBLICS

Particulièrement marchés de travaux bâtiment, d'études et de fournitures,

Ayant une expérience professionnelle de 5 ans minimum dans le secteur public.

Adresser CV, photo et prétentions s/réf. 71270 à CONTESSE PUBLICITE, 38 rue de Villiers, 92532 LEVALLOIS-PERRET Cedex, qui transmettra.

CONTESSE

DEVELOPPER
UN STYLE D'URBANISME !

Cet organisme para-public, proche des milieux économiques et urbanistiques d'une grande ville de l'Est de la France, recherche

DIRECTEUR

De formation supérieure (Bac + 5/6), ingénieur, Sciences Eco., ESC, IEP, 3[e] cycle en urbanisme • un minimum de 7 années de pratique professionnelle • 30/35 ans • ayant eu à traiter des projets de quartier, montage d'opérations, aménagement de centres.. • créatif • avec un sens aigu de la persuasion et du dialogue avec les élus • une bonne capacité à animer • l'habitude d'établir des rapports et un goût de la rédaction.
Merci d'écrire avec lettre, CV, photo, dossier, <u>en toute confidentialité</u> (réf. 1059M) à FB Conseil, 57 rue des Quatre Eglises, 54000 Nancy

MEDIA-SYSTEM

REPRODUCTION INTERDITE

Rejoindre le premier centre de congrès au monde le Palais des Congrès de Paris

Résolument décidé à conforter sa place de leader, le Palais des Congrès de Paris poursuit, après 15 années de succès, sa politique de développement de congrès internationaux avec une solide équipe de commerciaux spécialisés par secteurs économiques et par zones géographique France/Monde.

Nous souhaitons élargir notre équipe et recherchons de nouveaux responsables pour :

Développer les outils statistiques et dynamiser l'administration des ventes

Directement rattaché à la Direction Générale de l'entreprise, vous travaillez en étroite collaboration avec les différentes Directions opérationnelles de l'Entreprise (Congrès-Expositions, Spectacles, Vidéo) et avec la Direction Financière.

Vous modernisez l'administration des ventes en introduisant des procédures de suivi rigoureuses mais claires, simples, efficaces, libérant au mieux le temps des commerciaux.

Vous faites évoluer le service statistiques existant vers un contrôle de gestion performant et créez rapidement des outils : tableaux de bord, mise au point de ratios clefs, permettant de mieux suivre l'activité, les scores, les progressions par marché, zone, etc.

Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent, ayant acquis 3 à 5 années d'expérience dans un poste du même type proche du contrôle de gestion, de l'administration des ventes et des statistiques, votre goût d'une structure à taille humaine, votre sens de l'autonomie, votre créativité et votre attirance pour une entreprise prestigieuse font de vous le candidat que nous souhaitons rencontrer. Réf. ST-M

Seconder, dans tous les aspects de la fonction ressources humaines, le directeur du personnel

Notre effectif fixe de 200 personnes fait appel, compte tenu de la variété de nos activités (congrès/expositions/spectacles/télévision) à de nombreux spécialistes et corps de métiers différents. Recruter, gérer, suivre ces différentes catégories de personnel n'est qu'un des éléments de ce poste très polyvalent où vous couvrirez, auprès du Directeur du Personnel, toutes les fonctions traditionnellement rattachées à une Direction des Ressources Humaines, tant au niveau de la gestion des effectifs qu'à celui du juridique, des problèmes sociaux, ou de l'innovation dans les systèmes de rémunération ou de gestion du temps.

De formation juridique/gestion des ressources humaines, ayant acquis une expérience d'au moins 5 années dans la fonction Personnel, votre goût des contacts, et votre ouverture d'esprit font de vous le candidat que nous souhaitons rencontrer. Réf. RH-M

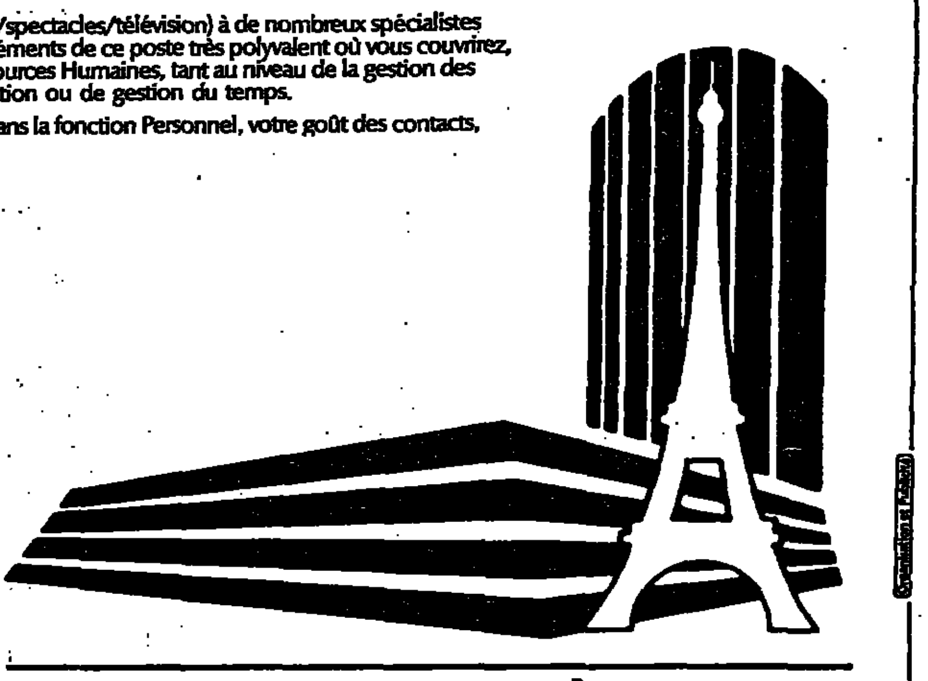
Développer nos relations presse, renforcer nos relations publiques

«L'outil» à promouvoir est exceptionnel. Le prestige du Palais des Congrès en France et à l'étranger est notoire. Les événements de tous ordres qui y prennent place, tant aux plans de l'entreprise, du spectacle, de la politique que de la culture, sont des moteurs permanents de notre image.

Nous recherchons le ou la professionnel(le) qui consacrerait un mi-temps souple à des relations presse de talent auprès d'une gamme très étendue de médias. Réf. RP-M

De même, c'est une fonction à mi-temps très souple que nous proposons à un ou une spécialiste reconnu(e) des relations publiques en charge de créer, suivre, animer 2 ou 3 grandes opérations de RP par an, et d'utiliser le cadre et les événements du Palais pour créer les flux de VIP, de clients potentiels, de leaders d'opinions, pour mieux faire connaître notre centre. Réf. ARP-M

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo sous référence choisie (à noter sur courrier et enveloppe) 79/83, rue Baudin - 92309 Levallois-Perret Cedex.



BERNARD JULHIET
RESSOURCES HUMAINES

LE PALAIS DES CONGRÈS DE PARIS

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice

Alcatel CIT est la plus importante filiale d'Alcatel, n°2 mondial des systèmes de télécommunications publiques.
En 1988 son chiffre d'affaires s'élève à 13,4 Milliards de F, dont 30% hors de France avec un effectif de plus de 13000 personnes.

JURISTE INTERNATIONAL

Agé d'environ 30 ans, vous bénéficiez d'une formation juridique complète et d'une expérience d'au moins 3-4 ans des marchés de fourniture et d'installation à l'exportation.

Vous avez une disponibilité vous permettant d'effectuer de nombreux voyages (parfois de longue durée) dans le monde entier.

En collaboration avec les services commerciaux, financiers *et fiscaux, vos principales activités porteront sur :*

- la réponse aux appels d'offres,
- la négociation et l'établissement des contrats qui en résulteront,
- le suivi de la bonne exécution de ces contrats,
- la participation aux éventuelles procédures contentieuses,
- l'étude des conditions d'implantation locale et des transferts de technologies,

Votre lieu de travail sera situé à Vélizy.

L'anglais courant est indispensable et la connaissance de l'espagnol serait souhaitable.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence JI/38/LM à :

ALCATEL CIT

Service Recrutement 10, rue Latécoère - 78141 VELIZY CEDEX - FRANCE

CIGE

CONTESSE

CHARGEE DE RECHERCHE

PA Consulting Group, leader européen du recrutement de cadres, présent dans le monde entier (2.500 personnes, 80 bureaux dans 22 pays) souhaite intégrer une "researcher" ou chargée de recherche pour accroître sa présence sur un marché porteur et en plein essor: l'approche directe de cadres et de dirigeants. Travaillant en liaison permanente avec les consultants, elle participera aux différentes étapes des missions de recherche, depuis l'élaboration du profil de poste à pourvoir jusqu'à l'interview téléphonique des candidats potentiels identifiés. Autonome et responsable, elle sera motivée par un travail d'équipe. Ce poste de jeune cadre conviendrait à une diplômée de l'enseignement supérieur (minimum bac + 3). La candidate retenue aura déjà exercé des fonctions similaires ou bénéficiera d'une première expérience professionnelle de plus d'un an lui ayant permis de développer des qualités de rigueur et de contact, notamment une grande aisance au téléphone. Une bonne maîtrise de l'anglais serait un atout. Ecrire à N. LEVIEL-LEGER en précisant la référence A/062RM.

PA Consulting Group — ADVERTISING & COMMUNICATIONS
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex

SECOURS CATHOLIQUE

Une des principales associations humanitaires françaises.
104 délégations départementales, 820 salariés. 64 000 bénévoles dont l'action s'exerce tant en France qu'à l'étranger.

CONSEILLER DE GESTION

Sous la responsabilité du Directeur Administratif et Financier et assisté d'un contrôleur comptable :
Vous examinez les comptes des délégations départementales, leur justification, leur imputation, conformément aux procédures comptables, administratives et financières ;
vous collaborez à l'analyse des politiques de secours et de recettes ;
vous participez à la formation des trésoriers et comptables (salariés et bénévoles).

De profil E.S.C. complété par une expérience de contrôle de gestion, vous aurez de nombreux déplacements à effectuer dans les délégations *réf LM 1*

RESPONSABLE DU SERVICE RECRUTEMENT

Sous la responsabilité du Directeur des Ressources Humaines, vous aidez les différents responsables de l'association dans :
. l'analyse des besoins, la définition des postes et des profils adaptés,
. le recrutement, l'intégration, le suivi de l'évolution du personnel.

Vous avez obligatoirement une première expérience du recrutement en entreprise ou en association. *réf LM 2*

Pour ces 2 postes, les candidats doivent être en adéquation avec la mission et la pédagogie du SECOURS CATHOLIQUE.

Si vous êtes intéressé(e) par l'un des 2 postes, adressez votre candidature en mentionnant la référence du poste choisi. (lettre man., CV, photo et prétentions) à notre conseil : GROUPE PANISSOD 109, rue de Turenne 75003 Paris.

GROUPE PANISSOD S.A. RECRUTEMENT

VOG

Professionnels du Recrutement

Multi-secteurs

L'activité polyvalente que vous exercez va de l'analyse approfondie d'un besoin en recrutement à l'intégration réussie d'un cadre dans sa nouvelle fonction. Bien sûr, vous aimez négocier, gérer, fidéliser. En rejoignant notre équipe dynamique, vous optimiserez vos talents de CONSEIL EN RECRUTEMENT.

Car la notoriété du groupe prestigieux auquel nous appartenons, un des plus grands noms dans le conseil international, nous apporte tous les atouts d'un *réseau opérationnel*. Des introductions, certes, mais également des échanges professionnels dans de multiples secteurs d'activité. Bref, une synergie efficace.

Professionnel du recrutement en entreprise ou en cabinet, de formation supérieure, vous interviewez avec la même aisance le jeune cadre ou le patron confirmé, qu'il soit de la finance, de la haute technologie ou autre. L'anglais est un atout essentiel.

Nous vous remercions d'adresser sous réf. M 918 12 votre dossier de candidature qui sera étudié avec la plus grande confidentialité.

TEG Ressources Humaines — The Executive Group — *113* rue de l'Université 75007 Paris.

Le Monde CADRES

Le Monde, **point de rencontre des grandes ambitions.**

EVANS & SUTHERLAND - TRIPOS USA
recherche pour filiale Europe du Sud située à Palaiseau (91)

LE RESPONSABLE DES VENTES
Logiciels d'Applications

INGENIEUR Grandes Ecoles connaissant la Chimie (Pharmaceutique, chimie des polymères ..., la biologie, la biochimie) ou solide formation universitaire équivalente. Anglais indispensable.
Dynamique et farouchement décidé à vendre, vous vous intègrerez à n/équipe pour consolider position de LEADER dans domaine pleine évolution.
En plus d'une rémunération motivante, nous vous proposons un poste qui pourra déboucher, à court terme, sur management Equipe Tripos.

Envoyer CV et prétentions à Evans & Sutherland
3 allée Garays 91124 Palaiseau Cedex.

gsi
TÉLÉMATIQUE

Notre Groupe représente aujourd'hui 2200 personnes et a réalisé en 1988 un CA de 1600 millions de francs dans 9 pays en Europe et aux Etats-Unis.

INGENIEUR GRANDE ECOLE

SOYEZ L'ARCHITECTE DE L'AUTOMATISATION DE NOTRE PLUS GRAND CENTRE DE PRODUCTION INFORMATIQUE

- Vous le savez, compte tenu de la complexité grandissante des moyens informatiques et de leur développement en réseau, l'automatisation des moyens informatiques devient l'un des enjeux majeurs de la performance de l'entreprise.
- Nos centres dotés d'ordinateurs puissants sont au coeur d'un réseau informatique européen.
- Vous serez responsable de l'élaboration et de la mise en oeuvre de notre plan d'automatisation: organisation, procédures, moyens logiciels et réseau faisant notamment appel à l'intelligence artificielle.

Ce poste convient à un diplômé d'une grande école d'ingénieur disposant de 3 à 5 ans d'expérience avec une solide connaissance de l'architecture logicielle d'un des grands constructeurs.

Ce poste constitue un tremplin pour évoluer au sein de notre groupe.

Poste basé en région parisienne.

Anglais fortement souhaité.

Ecrire sous réf. 50 A 1666-9M
Discrétion absolue.

Membre de Syntec — etap

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Juriste Junior

Filiale d'un groupe international de renom, nous employons en France 3 500 personnes et réalisons un C.A. de 5 Milliards de francs sur des marques leader à forte notoriété.

En position d'Assistant, vous serez plus particulièrement chargé du droit de la consommation et de la distribution. Sous le contrôle de juristes confirmés, vous aurez à résoudre les problèmes liés aux produits, à la consommation, la publicité, la distribution.

Agé de 25/27 ans, vous êtes titulaire d'un DEA ou d'un DESS en droit des affaires, si possible complété d'un DJCE. Vous avez une bonne maîtrise de l'anglais ou de l'allemand. Vous souhaitez valoriser une première expérience acquise en entreprise ou en cabinet et rejoindre une équipe jeune et très professionnelle, alors adressez lettre manuscrite, C.V. et rémunération actuelle sous la référence 117-02/M, à ARPE 38, rue de Lisbonne - 75008 PARIS.

CONSEIL arpe EN RECRUTEMENT

MEDIAPA

CHARGEURS DELMAS

Une des principales filiales maritimes du groupe gère un ensemble de lignes diversifiées (Afrique, Maghreb, Caraïbes, Asie) pour un chiffre d'affaires supérieur à 800 MF. Elle recherche

L'ADJOINT DE SON DIRECTEUR JURIDIQUE

2 à 3 ans d'expérience

Il succèdera au titulaire actuel de ce poste suite à sa récente promotion dans le groupe.
Sa mission implique une participation active à la vie juridique de la société et en particulier dans les domaines :
• du droit des sociétés • du droit des contrats et des obligations • du contentieux général • du recouvrement.
Il interviendra, à terme, également dans les dossiers de droit maritime (formation complémentaire assurée).
Son profil : • DESS droit des affaires ou DEA droit privé
• 28-30 ans, il disposera d'une expérience d'environ 3 ans acquise de préférence dans le secteur tertiaire au sein d'un grand groupe, d'une holding ou d'un cabinet juridique
• une excellente maîtrise de l'anglais est indispensable.
Ses qualités personnelles et l'expérience complémentaire qu'il pourra acquérir dans cette fonction lui permettront à son tour de bénéficier de la gestion dynamique et prévisionnelle pratiquée dans le groupe.
Poste à PARIS.

etap notre Conseil, vous remercie d'adresser votre lettre de candidature sous référence 50 A 1670-9 M, 71, rue d'Auteuil 75016 Paris

GROUPE
DELMAS-VIELJEUX

Premier armateur privé français

sa vocation :
le transport multimodal

sa taille :
à l'échelle de l'Europe

sa présence :
130 filiales dans 50 pays

sa force :
la motivation de ses hommes

sa dynamique :
croissance et diversification

TOTAL

Compagnie de Raffinage et de Distribution TOTAL FRANCE recherche pour sa Direction Juridique au siège à LEVALLOIS

JEUNE JURISTE DROIT IMMOBILIER

Débutant ou première expérience (de préférence au sein d'une Etude notariale), diplômé DESS droit immobilier/droit de l'urbanisme/droit notarial, vous souhaitez prendre votre élan ou donner un nouvel élan à votre carrière au sein d'une Grande Entreprise.

Saisissez l'opportunité d'intégrer une équipe dont l'expérience et la compétence feront de vous un "professionnel" du droit immobilier.

Vous traiterez de A à Z les dossiers relatifs aux transactions de la Société (ventes et acquisitions de biens et de fonds de commerce), les dossiers de constitution de servitudes et, d'une façon plus générale, tous autres travaux liés à l'importante activité immobilière du Groupe.

Merci d'écrire avec C.V. + prétentions + enveloppe à votre adresse, sous référence TL/LM1 à

PARIS
LILLE
LYON
NANCY

michel jouhannaud conseils
182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

MEDIAPA

Catalogue Quelle

l'un des leaders de la Vente Par Correspondance recherche pour ORLEANS

JEUNE CHEF de SERVICE RELATION CLIENTELE

Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce ou de Gestion, vous avez déjà vérifié lors d'une expérience réussie de quelques années, vos aptitudes à la communication, votre sens du contact Clients et votre savoir-faire en encadrement de personnel.

Votre mission sera de gérer, d'animer et motiver nos équipes de Correspondancières dans leurs travaux quotidiens de traitement du courrier «Clients». Dégager l'essentiel de ces lettres et les transformer en suggestions pour les autres secteurs de l'entreprise, afin de participer activement à notre objectif : **la complète satisfaction du Client.**

Dans l'avenir, votre dynamisme et vos capacités d'organisation doivent vous permettre d'élargir votre champ de responsabilités.

Merci de nous adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. CF 12 à
Catalogue QUELLE - Direction du Personnel
BP 100 - 45403 FLEURY-LES-AUBRAIS CEDEX

Premier établissement Bancaire des ALPES MARITIMES, le Crédit Agricole est la Banque des Particuliers et des Professionnels. Pour mieux répondre à notre souci de développement qualitatif, nous recherchons le

RESPONSABLE DU SERVICE JURIDIQUE

En liaison avec tous les départements de la Banque, vous aurez un rôle de conseil, d'assistance et d'intervention pour toutes les questions juridiques qui se posent à l'entreprise dans le cadre de ses activités.

Responsable d'une équipe de 12 personnes, vous aurez également à gérer le contentieux et le recouvrement.

Pour ce poste aux fonctions variées, nous souhaitons rencontrer un juriste (Droit Privé, Droit des Affaires) dont le parcours professionnel d'au moins 5 années lui a permis de développer ses qualités de négociation, d'organisation, de rigueur et ses aptitudes au management.

Des connaissances comptables et fiscales sont nécessaires.

Merci de nous adresser votre dossier sous référence 2279C/M ou transmettez-le à **CVCADRE** en composant le **36-15 code JCM** sur votre minitel où vous trouverez des renseignements complémentaires sur l'entreprise.

CV CADRE 36 15 JCM

JEAN-CLAUDE MAURICE CONSEIL - 12, RUE DE PONTHIEU - 75008 PARIS
PARIS - LYON - NANTES - RENNES - TOULOUSE - VOIRON - BARCELONE

Groupe Diac
Financements

Ingénieurs Commerciaux

Le financement au service de l'Entreprise, un métier passionnant sur un marché en forte croissance.

Filiale financière du groupe RENAULT, DIAC ENTREPRISES, 500 personnes, continue à conquérir de nouveaux marchés dans le financement des investissements d'entreprises : automobiles, véhicules industriels, matériels BTP, machines - outils, informatique ...

Pour faire face à ce développement, nous souhaitons intégrer en province des hommes et des femmes diplômés ESC ou équivalent, débutants ou expérimentés. Intégrés dans une équipe jeune et conviviale, vous serez chargés de l'animation d'un réseau de prescripteurs, de partenaires et de la conquête de nouveaux marchés.

Nous attacherons une grande importance à votre personnalité ; votre mobilité géographique, vos facultés d'adaptation, votre sens de la négociation sont des atouts indispensables pour réussir dans le conseil en financement et pour évoluer au sein du groupe tant en France qu'à l'étranger. Bien entendu, nous vous formerons à nos méthodes et vous fournirons les outils nécessaires à l'exercice de votre métier.

Postes à pourvoir à Lille, Lyon, Reims, Limoges, Pau, Strasbourg.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant le secteur choisi sous réf. A92641MO à notre Conseil Nervet Pont 15 rue Cardinet 75017 PARIS.

nervet pont conseil

CURRICULUM

REPRODUCTION INTERDITE

Groupe Locafrance

Le financement des biens d'équipement des entreprises en crédit-bail, location financière, location avec service, est notre métier depuis plus de 25 ans.
Pour poursuivre notre forte **croissance**, nous recherchons pour le développement de notre réseau commercial :

Cadres Commerciaux

pour région parisienne et province

Votre action auprès des entreprises vous permet d'exprimer votre **potentiel** au sein d'une **équipe** dynamique à large autonomie.
Votre réussite vous ouvrira les **opportunités** d'un Groupe **diversifié** en **France** et à **l'Etranger**.

Votre profil :
- Formation Commerciale Supérieure (Grandes Ecoles de Commerce, IEP, ESC...) avec une première expérience professionnelle,
ou
- Expérience du financement des entreprises.

La maîtrise d'une langue européenne constitue un atout.

GROUPE SUEZ

Merci d'adresser vos candidatures à Michel DUCELLIER - LOCAFRANCE - D.P.R.H. - 43/47, avenue de la Grande Armée - 75116 PARIS.

Etre le "moteur" de nos progrès techniques

Société filiale d'un Groupe mondial, spécialisée dans des équipements mécaniques pour la construction automobile, recherche pour l'un de ses centres de production à taille humaine.(250 personnes), son:

RESPONSABLE TECHNIQUE USINE

METHODES - INVESTISSEMENTS - MAINTENANCE

Sous l'autorité du directeur d'usine, et animateur d'une équipe de 30 personnes (dont 2 ingénieurs), il sera plus spécialement chargé de :
• définir les méthodes et process de fabrication,
• mettre à disposition de la fabrication un outil fiable et performant,
dans un souci permanent de progrès (flexibilité, productivité,qualité).

Cette fonction "clé" pour la compétitivité de l'usine sera confiée à un Ingénieur Mécanicien d' une trentaine d'années, ayant déjà occupé des fonctions d'encadrement et mis en place des chaînes de production automatisées dans un domaine de petites et moyennes séries.

Un tempéramment de leader et d'organisateur, un goût prononcé pour la technique et un potentiel important sont indispensables.
Poste basé banlieue Ouest Paris.
Ordre de grandeur de rémunération : **300 - 320 KF**

Ecrire sous réf. 50 B 1619-9M
Discrétion absolue

Membre de Syntec **etap**
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Diriger l'ingénierie de notre groupe

Management de projets lourds - Sécurité - Environnement

Notre Groupe en France - 1500 personnes - est structuré autour de 3 grandes Divisions : Pharmacie, Agrochimie, Produits chimiques et Colorants. La fabrication de nos produits est mondialement connue.
Nous recherchons le responsable ingénierie - sécurité - environnement, capable de coordonner l'ensemble des projets du Groupe et d'apporter conseil et assistance technique à nos sites en développement.
Optimiser les investissements dans leurs choix, dans leurs processus techniques de réalisation et dans leur gestion, telle est l'une de ses missions principales.
Par ailleurs, il veille à la modernisation des usines en matière de sécurité - hygiène - environnement et doit être capable d'anticiper l'évolution de la réglementation dans ces domaines, dans un but d'harmonisation du Groupe.

Ingénieur : CENTRALE, ENSAM,... il a acquis, à 40 ans environ, une expérience similaire, dans un Centre de Production, de préférence dans le secteur de la Chimie.
Dans le cadre de son activité, il développe également des contacts avec les Administrations françaises et la Maison Mère Européenne ce qui rend le poste encore plus attractif.

Siège de la Société : **proche banlieue parisienne.**

Notre Conseil Danielle JALBERT vous remercie de lui adresser votre CV avec photo et rémunération actuelle sous la référence 3363/M.

CORT
MEMBRE DE SYNTEC

65, avenue Kléber, 75116 PARIS
Paris-Lille-Lyon-Strasbourg

LEV-TOURNAY/ASSCOM

europ assistance

Une communication bien assurée avec plusieurs millions de clients.

Si notre notoriété est forte, c'est que nous communiquons déjà beaucoup avec le grand public : media, marketing direct, P.L.V. Avec nos principaux partenaires, banquiers, assureurs, constructeurs automobiles, organismes touristiques et financiers, nous nous sommes constitué une très bonne image institutionnelle.

Nous voulons aujourd'hui développer toutes les formes de communication, relations publiques et presse incluses, nécessaires à la diversification de nos activités et au lancement de nos nouveaux produits. C'est pourquoi, nous recherchons un Responsable de la Communication qui prendra en charge, avec notre Directeur Commercial, la gestion de l'image de notre société.

La trentaine, de formation supérieure, vous avez déjà la réputation d'un(e) "pro" de la communication chez un annonceur et en maîtrisez toutes les techniques. Ecrivez à Jean-Michel Court, associé du cabinet Sirca, sous la référence 060 160 LM au 64, rue de la Boétie — *75008 Paris, en précisant votre niveau de rémunération.*

Sirca
Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne — *Membre de Syntec*

Adjoint Chef du Service Etudes et Gestion

fonction personnel

Nous sommes un grand Groupe (CA : 22 milliards de Francs) basé en banlieue Sud-Ouest appartenant au secteur des technologies de pointe. Nous recherchons pour notre direction des relations sociales un adjoint au chef du service études et gestion.
Second du responsable du service, vous superviserez une équipe d'une douzaine de personnes et vous développerez des outils ou systèmes de gestion collective du personnel (10.000 personnes) : rémunération, tableaux de bord, effectifs, intéressement.
A environ 35 ans, de formation supérieure, vous possédez une expérience dans un domaine similaire où vous avez acquis notamment des compétences en statistiques et études salariales. De réelles possibilités d'évolution existent compte tenu de l'importance de notre Groupe.

Merci d'envoyer votre dossier (CV + prétentions) sous référence 1239/LM à notre Conseil

YVES KERNEVEZ CONSULTANTS SA
6 avenue Franklin Roosevelt - 75008 PARIS

LEV-TOURNAY/ASSCOM

Juriste Confirmé en Droit des Affaires

Filiale d'un groupe international de renom, nous employons en France 3 500 personnes et réalisons un C.A. de 5 Milliards de francs sur des marques leader à forte notoriété.
Juriste Généraliste en droit des affaires, votre polyvalence vous permet d'intervenir efficacement dans tous les domaines du droit et plus particulièrement en droit des sociétés et droit de la distribution. Vous êtes le conseil de la hiérarchie de nos unités et filiales.
La trentaine, vous êtes titulaire d'un DESS ou DEA en droit des affaires ou d'un DEA en droit civil ou commercial, éventuellement complété d'un DJCE. Une expertise dans le domaine fiscal constitue un atout supplémentaire. Vous maîtrisez l'anglais et si possible l'allemand. Vous souhaitez intégrer un groupe qui a su faire preuve de dynamisme et qui est l'un des leaders de la profession, alors adressez lettre manuscrite. C.V. et rémunération souhaitée sous référence 117-01/M à ARPE - 38, rue de Lisbonne - PARIS.

CONSEIL arpe EN RECRUTEMENT

MEDIAPA

RESPONSABLES D'AGENCE H/F

BANLIEUE SUD EST DE PARIS ET GRAND SUD

De formation commerciale ou technique (BAC + 2 à BAC + 4 ou équivalent) *avec une expérience* du terrain, vous serez apprécié pour votre démarche volontariste, vos capacités d'analyse et de synthèse.

Responsable autonome, vous prendrez en charge le développement commercial de l'agence, sa gestion ainsi que le management de votre équipe pour un service de qualité.

Vous bénéficierez d'une formation complète et continue, de l'appui d'une équipe enthousiaste qui vous permettra de progresser dans notre métier et aussi à titre personnel.

Merci d'adresser CV, lettre *manuscrite et photo* sous la référence M01 à Marc DEPINOIS - ECCO - 4, rue Louis Guérin - 69626 VILLEURBANNE Cedex.

ECCO
- N° 1 du Travail Temporaire
- 500 agences dans toute la France
- 1988 : 5,6 milliards de FF

IMPOSSIBLE N'EST PAS ECCO

CONTESSE

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

RECHERCHE DE CADRES ET DIRIGEANTS

Lyon

PA Consulting Group Ressources Humaines, leader européen du conseil en recrutement, filiale française de PA Consulting Group (2.500 personnes dans le monde, 80 bureaux dans 22 pays) connaît en France une progression de tout premier plan et recherche pour son bureau de Lyon un consultant confirmé. Il mènera en totale autonomie des missions de recrutement et sera responsable d'un portefeuille de clients qu'il gèrera et développera. Agé de 30 ans au moins, le candidat retenu sera diplômé de l'enseignement supérieur et déjà doté d'une réelle expérience en recrutement, acquise en cabinet ou en entreprise. La connaissance de l'anglais est souhaitée. La rémunération sera fonction de l'expérience. Ecrire à F. PHILIBERT en précisant la référence A/062LM - **PA Consulting Group - 78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. 78.93.90.63.** (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

CHEF DU DEPARTEMENT SECURITE

Distribution

Paris - Cette importante chaîne de magasins de grande surface spécialisée dans la vente de prêt-à-porter (plus de 40 établissements en France, 3.000 personnes environ) recherche le chef de son département sécurité. Rattaché au directeur de l'exploitation, il aura sous sa responsabilité l'ensemble des problèmes de sécurité de la chaîne: procédures sécurité, sécurité des personnes et des bâtiments (respect des normes, conformité des installations et équipements), sécurité des marchandises (prévenance des vols, suivi des litiges et actions judiciaires), audits de sécurité... Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 40 ans possédant de solides connaissances juridiques et pouvant justifier dans son parcours précédent d'une parfaite maîtrise des questions de sécurité, aussi bien dans leurs aspects techniques que dans leurs mises en application sur le "terrain". La rémunération sera fonction de l'expérience présentée. Ecrire à E. LANGERON en précisant la référence A/S8482M - **PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04.** (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

UCABAIL
La société holding de Crédit Bail du Crédit Agricole.

recherche un

Juriste-Fiscaliste H/F

pour ses Sociétés de Crédit Bail Immobilier UNICOMI et FINAMUR

Il aura en charge la responsabilité du Service Juridique et Contentieux structuré actuellement autour de 2 personnes : un cadre et une secrétaire. Rattaché au Directeur Général de ces Sociétés, il intervient dans sa spécialité en tant que Conseil et Assistance Technique auprès des différents services et directions des sociétés dans des domaines juridiques et diversifiés allant des promesses de ventes aux baux commerciaux, jusqu'aux montages financiers et fiscaux des opérations de Crédit Bail Immobilier. Il est également responsable de la prise en charge des dossiers précontentieux et contentieux, ainsi que du suivi des litiges relatifs à la construction des immeubles.

La réussite dans ce poste implique une formation supérieure : DEA ou DESS de droit des affaires ou droit privé complété par des connaissances en droit fiscal, ainsi qu'une expérience dans le contentieux immobilier.

Siège de la Société : **Banlieue Ouest (Yvelines).**

Notre Conseil Danielle Jalbert vous remercie de lui adresser votre CV avec photo et rémunération actuelle sous la référence 3365.

CORT
MEMBRE DE SYNTEC

65, avenue Kléber, 75116 PARIS
Paris-Lille-Lyon-Strasbourg

LEVI-TOURNAY/ASSCOM

CREER LA FONCTION JURIDIQUE

Paris - SFICA (200 personnes, 110 millions de francs de chiffre d'affaires), l'une des plus importantes organisations de consultants et d'ingénierie en France, dont le taux de croissance annuelle est supérieur à 20% est spécialisée dans les domaines de la programmation architecturale et technique, la conception, la réalisation, l'aménagement et l'équipement d'ensembles immobiliers tertiaires neufs ou à renover (bureaux administratifs, locaux commerciaux, hôtels, centres de loisirs, etc.). Pour accompagner son développement, SFICA crée le poste de juriste d'entreprise. Rattaché à la direction générale, il aura un rôle conseil auprès de l'ensemble des départements et filiales du groupe. Sa mission s'exercera principalement dans le domaine du droit des affaires, le domaine social et le droit des sociétés. Il interviendra dans l'élaboration et le suivi des contrats les plus importants. De formation juridique de haut niveau (doctorat, DEA, DESS) le candidat recherché dispose d'une expérience d'au moins 5 ans de juriste généraliste en entreprise et pratique couramment l'anglais. L'intérêt de l'activité du groupe et la polyvalence attendue à ce poste sont de nature à motiver un candidat de valeur. Ecrire à R. ROBERT en précisant la référence A/S8459M - **PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04.** (PA Minitel 36.14 code PA)

sfica

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

INSTITUT THESEUS – SOPHIA ANTIPOLIS

THESEUS, GIE créé entre des grandes entreprises européennes et Télécom Paris, propose le 1er MBA Stratégie Réseaux pour des jeunes manageurs à fort potentiel. Il a ouvert ses portes en octobre 1989.

THESEUS

RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION

Votre mission s'exerce à deux niveaux :
- établir la notoriété de l'Institut en vous appuyant sur un réseau de partenaires internationaux prestigieux (universités et entreprises),
- positionner les produits de l'Institut (MBA, formation continue, centre de recherche) tant auprès d'une clientèle internationale de manageurs de formation supérieure, que de prescripteurs.

Vous mettez en place une politique de communication et de relations presse et publiques au niveau national et international (brochures, annonces médias, forum, salons,...).
De formation supérieure (Bac +4 mini.), vous avez une expérience de la communication de 3 à 5 ans.
Vous parlez impérativement l'anglais couramment, utilisez l'outil micro-informatique.
La connaissance du milieu des grandes écoles et d'une deuxième langue européenne sera un atout.
Des déplacements en Europe principalement et aux USA sont à prévoir.

Merci d'adresser votre candidature (CV +lettre +photo), sous réf. FB/CO à THESEUS, BP 188, SOPHIA ANTIPOLIS, 06560 Valbonne.

MEDIA-SYSTEM

JURISTE

Droits audio-visuels

Une société civile créée en application de la loi du 3 juillet 1985 (loi Lang), ayant pour mission de percevoir et de répartir au bénéfice de ses membres producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes des droits de diffusion, recherche un juriste. Il/elle sera chargé(e) notamment des relations avec les membres, du secrétariat des conseils et des assemblées, de la rédaction des contrats, du contentieux général, du suivi des actions de soutien à la création, ainsi que de la communication. Les candidats doivent être titulaires d'un DEA ou d'un DESS de droit privé et avoir acquis une spécialisation en propriété littéraire et artistique. Agés de 28 ans minimum, ils se sentent attirés par les relations extérieures. L'expérience du secteur audio-visuel constituerait un atout supplémentaire. Le poste est situé à Neuilly-sur-Seine. Ecrire à J. PERRIN en précisant la référence A/D2113M - **PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04.** (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

Responsables des Affaires Sociales

Leader français dans le domaine des pompes, nous sommes la filiale d'un groupe allemand n°1 mondial dans ce secteur. Nous employons 1 500 personnes et réalisons un Chiffre d'Affaires de 1 Milliard de francs.

La mise en place d'une nouvelle politique des Ressources Humaines nous conduit à intégrer les Responsables des Affaires Sociales de trois de nos usines situées près de Châteauroux et de Rouen. Rattachés au Directeur de l'établissement, ils auront en charge l'intégralité de la fonction (administration du personnel, relations sociales, communication...) et mettront en œuvre une gestion dynamique des Ressources Humaines dans le cadre des orientations définies par la DRH Centrale.

Agé de 28/33 ans, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (ESC-IEP-Droit-DESS Sciences Sociales) et vous avez acquis une expérience d'au moins 3 ans en tant qu'adjoint d'un Chef du Personnel. Vous avez de solides bases en Allemand. Vos qualités relationnelles, votre sens de la négociation et votre "poids" personnel vous positionnent comme un interlocuteur crédible du personnel et de la Direction. Nous vous offrons une fonction complète et le charme de la Province. Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et rémunération souhaitée sous réf.116-02IM pour Châteauroux et 116-03IM pour Rouen à ARPE, 38, rue de Lisbonne - 75008 PARIS.

CONSEIL arpe EN RECRUTEMENT

MEDIAPA

CONSULTANT EN RECRUTEMENT

Recrutement et gestion des carrières - Au sein du groupe Caisse des Dépôts, nous sommes au tout premier rang de l'assurance-vie. Dans le cadre de notre développement, nous voulons renforcer notre structure en intégrant un consultant confirmé. Rattaché au responsable du service recrutement et gestion du personnel, vous assurez les opérations de recrutement, détectez et évaluez les potentiels dans le cadre de développements de projets professionnels et participez activement à la mise en œuvre d'outils de gestion prévisionnelle des carrières. Nous recherchons pour ce poste complet une personne diplômée de l'enseignement supérieur (DESS de psychologie de préférence) ayant acquis une expérience du recrutement de cinq ans au moins en cabinet ou dans une grande entreprise. Si vous souhaitez intégrer un groupe qui a les moyens de vous offrir de réelles opportunités de carrière, merci d'adresser votre candidature à P. EVEN en précisant la référence B/5978M - **PA Consulting Group 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04.** (PA Minitel 36.14 code PA)

CAISSE NATIONALE DE PREVOYANCE
Pour la vie.

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

REPRODUCTION INTERDITE

DEVENIR CONSULTANT DANS LE MONDE DE LA HAUTE TECHNOLOGIE

Contribuer à l'amélioration de la fiabilité, de la qualité et de la sécurité des systèmes de production et des organisations mis en œuvre dans le monde de la haute technologie et de l'industrie à risques - *Instruit* par votre expérience et motivé par intérêt professionnel, vous souhaitez participer à la diminution des risques dus à la non-qualité ou à l'erreur humaine. Vous pouvez intégrer nos équipes pluridisciplinaires pour mener des missions de longue durée dans des environnements technologiques de pointe: espace, transports, nucléaire, industrie pétrolière et chimique...

Nous privilégierons votre jeunesse et votre double culture (*idéalement une formation de base* d'ingénieur généraliste complétée par une formation du type sciences humaines, biologie, ergonomie...) ainsi que vos aptitudes à la créativité et à la communication.

Il faut accepter la mobilité géographique totale inhérente à la profession de consultant. Une bonne maîtrise de l'anglais et de la micro-informatique est nécessaire. Ecrire à Ph. LESAGE en précisant la référence A/D2106M - **PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04.** (PA Minitel 36.14 code PA)

Eurisys CONSULTANTS

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

Florian Mantione Institut

*Filiale d'un grand groupe du Bâtiment, notre société (130 millions de F, 130 personnes), recherche pour son siège à **LIMOGES**, son*

SECRETAIRE GENERAL
320 KF +

Mission : directement rattaché au Directeur Général :
- *vous assurez les responsabilités des fonctions administratives, comptables et financières avec l'aide de cadres compétents que vous animez,*
- *supervisez les montages d'affaires,*
- *assistez la Direction Générale dans la définition de sa stratégie.*

Profil : 40 ans au plus, ESC ou Ingénieur + formation gestion ou équivalent, vous avez impérativement 5 ans d'expérience minimum dans la fonction. Une expérience dans le secteur Bâtiment ou Maisons Individuelles sera très appréciée.

Vos qualités : autonomie, rigueur, grande capacité de travail. Entrée en fonction au plus tard le 1er mars 1990.

Possibilités d'évolution de carrière dans le groupe.

*Envoyer CV + photo sous réf. MP 1289 D, à notre conseil Jean-François BATTESTI, **FLORIAN MANTIONE INSTITUT**, B.P. 1289, 31047 Toulouse Cedex et **consultez la définition de fonction de poste sur MINITEL 3615 code SOFTEL.***

AIX – BAYONNE - BESANÇON - BORDEAUX - CLERMONT-FERRAND - DIJON - GRENOBLE - LA REUNION - LA ROCHELLE - LYON - MONTPELLIER - NANTES - PARIS - REIMS - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE.

RESPONSABLE DE LA GESTION PREVISIONNELLE DU PERSONNEL

Nous vous confierons une mission complète et variée : la gestion des carrières, la mise en place des jobs description, les analyses prévisonnelles de la gestion du personnel.

De plus, vous veillerez au maintien d'un climat convivial, fondé sur la communication entre les hommes et les *femmes de l'entreprise.*

Vous possédez une formation supérieure en gestion, peut-être complétée par des Etudes de Droit Social.

Ce que nous attendons de vous, c'est une réelle compétence, des qualités relationnelles importantes et du dynamisme.

Vous êtes motivé par cette opportunité, merci d'adresser lettre + CV et photo sous la référence RG à
M. Philippe GENTILHOMME
MERCEDES-BENZ
FINANCEMENT - BP 114
78153 LE CHESNAY CEDEX

MERCEDES-BENZ FINANCEMENT

MIDLAND BANK S.A.

Jeunes diplômés débutants ou expérimentés

NOUS SOMMES une banque d'affaires à caractère international (600 personnes).

NOUS PROPOSONS *une formation aux métiers de la banque et une* évolution rapide.

VOUS ETES diplômés d'une ESCAE ou d'un DUT et vous parlez anglais si possible. Vous avez un *excellent* potentiel et le goût des chiffres.

Vous deviendrez des **SPECIALISTES DU TRAITEMENT DES OPERATIONS SUR VALEURS MOBILIERES** ou des **FUTURS PROFESSIONNELS DES OPERATIONS SUR TITRES.**

Pour ces postes, basés à Paris, nous vous remercions d'écrire s/réf. 890/M à A.L CONSEIL 35, rue de Naples 75008 PARIS.

A.L conseil

Achats - Appro. - Logistique : organiser nos flux

[illegible] fabrique [illegible] production, qui [illegible] mondiaux de la Branche [illegible] le monde entier vers les différentes [illegible] groupe. [illegible] développement nous amène à créer [illegible]

MATERIAL MANAGER

Membre du Comité de Direction de l'Etablissement, vous êtes responsable de la gestion des flux internes et externes. En particulier, vous contrôlez :
- les achats matières premières, composants et achats généraux,
- la planification des approvisionnements en fonction des programmes de production à l'élaboration desquels vous participez,
- la gestion des commandes et des stocks produits finis,
- la logistique.

Vous organisez, animez une équipe de 20 personnes dont 2 Cadres.

Ingénieur ou généraliste, vous justifiez d'une expérience de 8 à 10 ans acquise dans un environnement industriel complexe. Vous maîtrisez la fonction Achats et la fonction Logistique. Votre aptitude à organiser, à manager des activités internationales, à animer des équipes trouvera un excellent terrain d'expression dans ce poste.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à notre Conseil, sous réf. 967 à :

HAY MANAGERS
5 Place de la Gare de la Part-Dieu
69428 LYON CEDEX 03

THOMSON

PME spécialisée dans l'aménagement d'espaces de bureaux, notre croissance et nos perspectives d'évolution nous conduisent à rechercher pour PARIS :

DIRECTEUR "VERITABLE N°2"

En liaison directe avec le PDG il prendra en charge :
- l'organisation et le contrôle des procédures administratives,
- la gestion financière,
- la mise en oeuvre de l'évolution de nos systèmes informatiques,
- la gestion du personnel.

A 35 ans minimum, vous avez une expérience réussie *similaire, vous êtes prêt à vous investir dans une entreprise* qui vous laissera toute autonomie.
Plus que vos diplômes, nous apprécierons vos qualités d'organisateur, de gestionnaire et de manager ayant le sens de l'animation et du dialogue.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à
CVN Conseil *sous réf. MO/16*
18, rue Joël LE THEULE
78180 ST QUENTIN en Yvelines

CVN CONSEIL

Afin de développer son activité **analyse et calcul de structures** le CENTRE TECHNIQUE INDUSTRIEL DE LA CONSTRUCTION METALLIQUE recherche

UN INGENIEUR

- Grande Ecole ou équivalent,
- *Formation Génie Civil,*
- *Expérience en analyse de structures,*
- *Bon niveau anglais.*

UN CALCULATEUR PROJETEUR

- BTS,
- *Bonne expérience Bureau d'Etude Construction métallique.*

Lieu de travail : SAINT REMY LES CHEVREUSE (78).

Envoyer CV + lettre manuscrite à CTICM, Domaine de Saint Paul 78470 SAINT REMY LES CHEVREUSE.

Le MERIDIEN PARIS ETOILE

Filiale AIR FRANCE, le MERIDIEN PARIS ETOILE (1000 chambres, 4 restaurants, 700 personnes) appartient à une chaîne française à vocation mondiale (50 hôtels) et recrute

JEUNE CADRE
RESSOURCES HUMAINES

Vous prendrez en charge, le recrutement, la gestion des carrières et des emplois et serez amené à suppléer le directeur du personnel dans certains aspects de la fonction.

Vous avez 27 ans environ, vous êtes opérationnel avisé et justifiez d'une expérience significative de la fonction personnel.

Autonome, enthousiaste et créatif, vous évoluerez dans une entreprise vivante et prenante où vous partagerez votre sens de la stratégie et de l'efficacité quotidienne avec une équipe jeune.

De formation supérieure, vous pratiquez l'anglais et votre connaissance de l'hôtellerie ou d'un secteur voisin sera un atout supplémentaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à *l'HOTEL MERIDIEN PARIS ETOILE* - Direction du Personnel - 81, bld Gouvion Saint Cyr - 75017 PARIS.

LVMH
MOËT HENNESSY . LOUIS VUITTON

Notre Groupe qui occupe une position de leader dans le secteur des produits de luxe renforce aujourd'hui la Direction Financière de sa Société Holding et recherche un

Jeune Diplômé

Vous serez associé, au sein du Département
"FINANCEMENTS TRESORERIE ET COMMUNICATION FINANCIERE"
aux opérations d'élaboration, d'analyse et de diffusion des données financières du Groupe tant en France qu'au niveau International, ainsi qu'à la réalisation d'études financières de nature variée.
Ce poste s'adresse à un jeune diplômé (HEC, ESSEC, ESC, IEP...), débutant ou justifiant d'une première expérience de 1 à 2 ans acquise au sein d'un Groupe ou d'un Etablissement Financier.
Rigueur, ouverture d'esprit et fort potentiel seront les garants de votre évolution au sein de notre groupe.
Nous vous remercions d'adresser votre candidature : lettre manuscrite, CV et prétentions, sous réf. E225 M., à ERNST & YOUNG CONSEIL - 6, rue de Téhéran 75008 Paris, qui étudiera votre candidature en toute confidentialité.

Ernst & Young Conseil

Editeur scientifique

HACHETTE Education occupe une place de premier plan dans l'édition d'ouvrages scolaires et parascolaires.
Organisés en équipes éditoriales, par niveau d'enseignement ou par discipline, les éditeurs sont chargés de concevoir et de créer des ouvrages et des collections. Ils définissent avec la direction éditoriale des projets adaptés au marché. Ils en dirigent et en gèrent la réalisation, coordonnant et supervisant le travail des auteurs et des différents spécialistes : correcteurs, illustrateurs, maquettistes, fabricants. De plus, ils suivent en permanence la vie de leurs ouvrages sur le marché.
Nous recherchons un éditeur qui sera chargé de manuels et collections de sciences pour les lycées et les collèges. De formation scientifique (Bac + 4), votre expérience d'éditeur (et si possible d'enseignant) vous permettra d'évoluer et d'élargir vos responsabilités. La pratique de *l'informatique éditoriale est un atout auquel nous serons* très attentifs.

Merci d'adresser votre lettre de candidature, s/réf. 89088/M, à la Gestion des Cadres du Groupe Livre HACHETTE - 24, boulevard Saint-Michel -75006 PARIS.

HACHETTE GROUPE LIVRE

Société réalisant des biens d'équipements industriels, filiale d'un important groupe industriel français recherche

CHEF D'AGENCE

Ce poste conviendrait à un ingénieur TP ENSI, INSA ou équivalent, ayant les qualités d'un patron de petite entreprise, une expérience réussie des travaux industriels acquise en entreprise générale ou en société de montage. Sur les objectifs fixés par la Direction Générale il aura, après *formation, la responsabilité commerciale, technique et administrative d'une* unité.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo sous réf.9468 à **EUROMESSAGES**, soit par FAX au 49.10.95.72, soit par courrier BP 80 - 92105 Boulogne Billancourt cedex, *qui fera suivre votre dossier et vous assurera d'une réponse.*

PARIS LYON STRASBOURG MARSEILLE EUROMESSAGES

UNIVERS DE LA GESTION

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615

Un IMPORTANT GROUPE DE B.T.P. recherche pour renforcer sa Direction des Relations Humaines

CHARGE de RECRUTEMENT

Il prendra en charge la totalité des opérations de recrutement (agents de maîtrise - cadres).
Son sens des relations publiques lui permettra de promouvoir l'image du groupe auprès de Grandes Ecoles et d'I.U.T. constituant des viviers de candidatures.
Ce poste représente une réelle opportunité de carrière pour un candidat titulaire d'un DESS de Psychologie ou de Gestion du Personnel. Une première expérience de la fonction (acquise dans une entreprise de B.T.P.) est vivement souhaitée.

Merci d'adresser votre candidature avec photo et prétentions sous réf. CM/015 à notre **conseil I.D.E.C - 2 avenue Marceau - 75008 PARIS** qui vous garantit une totale discrétion.

IDEC

La holding financière de l'un des premiers groupes bancaires français recherche un

Organisateur Conseil

Coordinateur de Grands Projets Bancaires

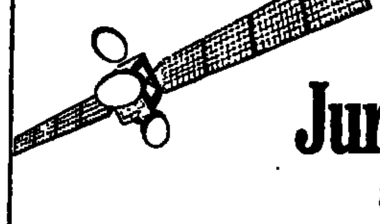
Paris **300/400 KF+**

Au sein d'une équipe rattachée à la direction générale, vous aurez un rôle de toute première importance, votre mission s'orientera sur 3 axes principaux : participer à l'élaboration de la nouvelle architecture du Système d'Information, conseiller et assister les banques du groupe dans sa mise en place sur le terrain; Chargé de "fédérer" les plans d'actions des banques du groupe, vous devrez les convaincre de concevoir et réaliser en commun leurs nouveaux projets. Créatif et diplomate, vous saurez aussi apporter des idées nouvelles à vos interlocuteurs afin d'améliorer l'ensemble des traitements informatiques du groupe. Cette mission vous permettra de contribuer de façon déterminante aux études menées actuellement dans le but de refondre de façon fondamentale le schéma directeur de l'ensemble des banques du groupe.

Vous avez entre 30 et 40 ans, vous êtes obligatoirement de formation supérieure (Grande Ecole de Commerce ou d'Ingénieurs) et vous disposez d'une expérience significative de l'informatique et de l'organisation que vous avez acquise dans une banque ou au sein d'un cabinet anglo-saxon. Vous souhaitez aujourd'hui réfléchir au plus haut niveau à l'évolution des systèmes d'information d'un grand groupe financier et bancaire au sein duquel, vous pourrez, à moyen terme, évoluer. Le candidat idéal sera, avant tout diplomate et dynamique.

Contacter **Christian Katchourine** au (1) 42.89.30.03 ou adresser votre CV + photo + n° tél + lettre manuscrite + rémunération actuelle à **Michael Page Banking**, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous ref.CK5062MO.

Michael Page Banking
Spécialiste en recrutement bancaire
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.Sydney



HIGH TECH

Juriste/Fiscaliste

à l'échelle européenne

Mandatée par de grandes entreprises européennes, notre jeune société a pour vocation de développer, mettre en œuvre et commercialiser des services de liaison par satellite, destinés aux mobiles (transports terrestres, maritimes, ferroviaires, etc.). Doté de puissants moyens, notamment financiers, ce vaste projet de communication se poursuit avec succès et implique, à terme, le développement de filiales européennes.

Pour faire face à cette expansion, notre Directeur Financier recherche dès à présent un Juriste/Fiscaliste. Responsable à part entière de votre fonction, vous aurez pour mission de conseiller et d'assister, en matière fiscale et dans le domaine du droit des sociétés, la Direction de notre siège puis, à terme, celle de nos futures filiales étrangères.

A 30-32 ans environ, doté d'une solide formation fiscale et juridique (DESS, ENI, Droit des affaires et fiscalité...), vous avez acquis une expérience réussie de plusieurs années en cabinet et/ou en entreprise. Ce poste évolutif, qui exige l'anglais, est basé à Evry.

Notre Conseil étudiera confidentiellement votre candidature, adressée sous réf. M/61 à Linden, 14 rue Pergolèse, 75116 Paris.

Linden

Groupe industriel performant de taille internationale recherche pour l'une de ses filiales un

Contrôleur Financier Usine

à fort potentiel

Pays de Loire **280 KF+**

Rattaché hiérarchiquement au directeur de l'unité et fonctionnellement au contrôleur de la division, il animera une équipe de 6 personnes et aura la responsabilité du contrôle de gestion usine, du reporting, de la comptabilité générale et de la trésorerie.

Le candidat recherché, âgé d'environ 30 ans, sera diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieurs et/ou de Commerce et possèdera une expérience de 4/5 ans dans un environnement anglo-saxon (cabinet d'audit puis contrôle de gestion industriel).

D'importantes perspectives d'évolution lui seront offertes à terme.

Contacter **Frédéric Pougeon** au (1) 42.89.30.03 ou adresser CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à **Michael Page Finance**, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf.FP5085MO.

Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.Sydney

DIRECTEUR DES SERVICES ADMINISTRATIF ET PERSONNEL

près Rouen

Filiale d'un important groupe industriel international, notre société (200 personnes - CA 400 MF dont 60% à l'export) élabore, fabrique et commercialise des produits chimiques qui trouvent leurs applications dans des secteurs industriels très variés. Le Président souhaite intégrer un Directeur des Services Administratif et du Personnel qui dépendra directement de lui. Sa mission sera double :

1 - Administration générale de la Société en assurant
- la coordination administrative entre les différents services
- la responsabilité du fonctionnement des bureaux (Office Manager)
- la représentation de la Société auprès des organismes officiels ou professionnels
- la gestion des assurances, etc...

2 - Responsable du Personnel
- initier une politique active de formation et d'information du personnel à la demande des Services intéressés, gérer la recherche et la sélection des candidats
- rédiger les définitions de fonctions, les contrats de travail
- participer aux réunions avec les délégués du Personnel et du C.E.
- gérer la couverture sociale.

Ce poste est proposé à un candidat de formation juridique supérieure et ayant une expérience très confirmée en milieu industriel. La fonction requiert une grande aisance dans la communication afin d'entretenir le climat de confiance qui règne dans l'Entreprise. La pratique de l'anglais courant est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier en précisant vos prétentions, sous référence DS/PCB M à notre conseil MF PARTNERS — 54, rue du Faubourg Saint-Honoré — 75008 PARIS, qui vous garantit la plus totale confidentialité. Entretiens à Paris ou à Rouen.

MF & PARTNERS

MEMBRE DE SYNTEC

Etes-vous prêt à être le n°2 d'une affaire qui réalise 1 Milliard de F. de C.A. avec 600 personnes ?

Au-delà de votre formation supérieure, vous avez plusieurs années d'expérience de la gestion, du management et de l'animation des hommes. Aujourd'hui, vous êtes prêt à prendre de nouvelles responsabilités à la mesure de votre potentiel.

Votre mission est à la fois fonctionnelle sur le court terme :
.formation et animation des équipes administratives
.contrôle de gestion
opérationnelle sur le moyen terme :
.optimisation des investissements et des résultats économiques.
stratégique sur le long terme :
.définition de la politique de développement dans tous les domaines.

Animateur et gestionnaire, vous devrez faire preuve d'une bonne capacité d'écoute, mais aussi de persuasion pour mener à bien vos missions avec les responsables gestion des différentes unités.

Nous sommes un groupe de distribution spécialisé et notre savoir-faire est aujourd'hui reconnu par tous. Apportez-nous vos compétences et nous vous donnerons les moyens de réussir pour évoluer vers de hautes responsabilités.

Pour un premier contact, merci d'adresser lettre manuscrite, cv, photo et prétentions sous réf. MG 1912 à Alliance RH, 39 rue Louis Rouquier, 92300 Levallois-Perret, qui transmettra.

Caisse régionale du Crédit Agricole du Loiret, dans le peloton de tête des caisses les plus dynamiques effectif : 900 personnes.
Afin de consolider notre croissance actuelle et d'accélérer notre diversification, nous recherchons un

Responsable

pour la création du

Service financement de projets et immobilier

Sa mission est de développer, assurer le montage et le suivi des activités de crédit sur des projets de grande envergure, dans les domaines de l'immobilier, des loisirs, des infrastructures, de la santé ou de la communication.
Ce poste, rattaché à la Direction du marché des entreprises comportera à terme l'encadrement d'une équipe.
Vous êtes diplômé(e) de l'enseignement supérieur, avec une expérience réussie de l'analyse financière de 3 à 5 ans dans le domaine bancaire.
Mais surtout, vous avez une personnalité affirmée, une grande capacité relationnelle et un esprit d'analyse rigoureux.
Votre évolution future dans le groupe sera définie par vos compétences et vos souhaits.
Nous vous remercions d'envoyer votre candidature, CV + prétentions, à notre Conseil s/ réf. J77CC.

CONSEIL EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

SEXTANT AVIONIQUE

CONTROLEUR DE GESTION

CROUZET, EAS, SFENA, THOMSON CSF-AVG, ont regroupé leurs compétences pour créer le premier pôle européen pour l'électronique de vol : SEXTANT Avionique.

Responsable du contrôle de gestion de notre Division Test Automatique, vous assistez son Directeur en assurant la responsabilité des opérations de gestion (reporting mensuel, budget et plan à moyen terme).
Vous avez un rôle de contrôle et proposez des actions correctives tant sur le plan comptable que sur le plan prévisionnel.
Diplômé d'une Ecole supérieure de Commerce, avec 4 à 5 ans d'expérience, vous avez une bonne connaissance des systèmes de comptabilité et de gestion.
La pratique de l'informatique et de la micro-informatique est indispensable.
Intéressantes possibilités d'évolution au sein du groupe.
Merci d'adresser votre candidature sous référence 944/NS à SEXTANT Avionique, Gestion des Cadres, Aérodrome de Villacoublay, BP 59, 78141 Vélizy-Villacoublay.

L'ELECTRONIQUE DE VOL PUISSANCE 4

REPRODUCTION INTERDITE

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

INGENIERIE FINANCIERE ET CASH MANAGEMENT : LE CONSEIL

Agé de 26 à 29 ans, diplômé d'une Grande Ecole de Commerce (HEC, ESSEC, ESCP ...), vous avez acquis une première expérience de Trésorerie au sein de la Direction Financière ou de la Trésorerie d'un grand groupe industriel ou commercial. Vous possédez également de solides connaissances en comptabilité et en fiscalité et vous maîtrisez l'anglais.

Au sein de notre équipe Ingénierie Financière, vous participerez en tant que **CONSULTANT**, à nos missions de cash management pour des groupes internationaux de premier plan, notamment dans les domaines : • de l'organisation d'une trésorerie de groupe, • de la création d'établissements financiers dédiés, • de la gestion de trésorerie internationale, • du contrôle des opérations de marché.

Rigueur, autonomie et sens des responsabilités sont des qualités indispensables pour le poste que nous souhaitons vous confier.

Merci d'adresser votre candidature : CV, salaire actuel, lettre manuscrite, sous réf. 912.01, à Anne-Françoise des Déserts

Ernst & Young Conseil - Tour Manhattan - Cedex 21 - 92095 Paris-La Défense 2.

Ernst & Young Conseil

Stratégie, Ressources Humaines, Technologie de l'Information, Ingénierie Financière, Gestion Logistique et Industrielle Intégrée : tels sont les domaines d'intervention qui constituent la force de notre expertise.

Le succès de notre société s'appuie sur sa capacité à créer de nouveaux concepts réalistes, fondés *sur des diagnostics clairs et une mise en œuvre de solutions efficaces et personnalisées.* Avec une prise en compte permanente de l'environnement et de la culture des entreprises, notre démarche favorise la réalisation d'objectifs de progrès aussi bien humains que technologiques.

Carré Turenne

CHARGEURS S.A.

CHARGEURS S.A., est la première entreprise privée française dans le domaine du transport aérien, la première entreprise européenne dans le domaine du transport de voitures par la route, et la première entreprise mondiale dans le domaine du négoce, du peignage et du tissage de la laine.

CHARGEURS S.A. compte parmi ses principales filiales : Aéromaritime, Causse-Walon, Delcer, Gillet, Lainière de Picardie, Lepoutre, Novacel, Paquet, P.J.T., Peignage Amédée, Prouvost Lefebvre, Roudière, U.T.A.

La Division Tissus d'Habillement de Chargeurs S.A. recherche pour renforcer ses entités de management opérationnel de province (Régions Nord et Parisienne)

CONTROLLERS

Intégrés à l'équipe financière de la division, vous serez plus particulièrement chargés de l'élaboration des tableaux de bord, du suivi et du contrôle budgétaire, du reporting, de l'analyse des résultats.

Ces postes évolutifs s'adressent à de jeunes cadres de gestion âgés d'environ 30 ans, diplômés de l'enseignement supérieur (type ESC option finances/comptabilité, DECS...) et pouvant justifier d'une première expérience de 3 ans minimum en contrôle soit *en entreprise, soit en cabinet.* conseil

Une expérience de l'utilisation de l'outil informatique est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature, lettre, CV et photo à l'attention de la Direction du Personnel de la Division *Tissus d'Habillement* - 3, Bld Malesherbes - 75008 PARIS.

Nous sommes un groupe de taille nationale, situé à LEVALLOIS-PERRET (92), filiale de la Lyonnaise des Eaux et nous recherchons un

CONTROLEUR DE GESTION

Nous vous offrons un poste d'une grande variété d'interventions où vous assurerez les missions suivantes au sein de nos filiales :

- Audit comptable social et fiscal,
- Tableaux de bord,
- Budgets et plans de financement.

Vous serez amené, dans le cadre de votre fonction, à vous déplacer fréquemment, notamment en France et en Angleterre.

Vous êtes de formation supérieure, HEC, Sup de Co, Sciences-Po (écofi), ESSEC...ou équivalent, complétée d'un DECS.

Vous parlez anglais. Vous avez acquis une première expérience réussie de 2 à 3 ans dans un poste similaire.

Pour plus d'information, merci d'adresser votre candidature, lettre, C.V. et photo s/réf. 6498 à **MEDIA P.A.** - 50-54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.

groupe lyonnaise des eaux

Nous sommes une société de Services (Multi-établissements, 400 personnes, + 15% de CA/an, environ 3% de marge nette) et recherchons pour notre siège social situé dans les Pays-de-Loire, un

ADJOINT DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Agé d'environ 25 ans, vous êtes diplômé d'une grande *école de gestion* (ESCP, Sup. de CO, EDHEC, ESLSCA...) et possédez une expérience réussie de deux ans environ dans les domaines comptable et financier.

Aujourd'hui, vous souhaitez vous investir dans une PME qui compte sur votre potentiel.

Dans un premier temps, vous prendrez en charge la comptabilité générale et analytique, l'ensemble des aspects fiscaux et la gestion de trésorerie.

Si vous souhaitez partager notre enthousiasme, adressez votre courrier avec CV, photo et prétentions sous référence 6492/LM à

MEDIAPA 50/54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX qui transmettra

MEDIAPA

IMPORTANT ETABLISSEMENT BANCAIRE

Spécialiste du financement des collectivités, et l'un des premiers émetteurs sur le marché obligataire, recherche

GESTIONNAIRE des RESSOURCES OBLIGATAIRES

Directement rattaché au responsable et au sein d'une petite équipe que vous animerez, vous serez chargé :

- de participer au lancement des émissions domestiques et internationales
- de suivre le marché secondaire
- ainsi que de missions d'organisation, de contrôle, d'études et d'évaluation actuarielles.

Pour ce poste, nous recherchons un diplômé de formation supérieure (de préférence à dominante mathématique et financière) justifiant d'une première expérience dans ce domaine d'activité et parlant couramment anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 08.855 à CONTESSE PUBLICITE - 38, rue de Villiers - 92300 LEVALLOIS-PERRET, qui transmettra.

CONTESSE

IMPORTANTE SOCIETE recherche pour son Siège situé à Marne la Vallée

RESPONSABLE ETUDES FONCTION PERSONNEL

Rattaché au Directeur du Personnel, vous aurez en charge la conception, la réalisation et le suivi des études et analyses de la fonction.

Votre mission est d'agir comme force de proposition dans une démarche se rapprochant de celle du contrôle de *gestion, tout en assurant la production de ratios sociaux,* simulations de coûts, enquêtes de salaires, bilan social, développements informatiques et notamment maintenance du système de paye.

Votre intégration se fera en doublure avec la titulaire actuelle qui évolue vers une autre fonction. Vous *travaillerez ainsi particulièrement à la mise en place* d'un nouveau progiciel de paye.

Diplômé ESC, vous disposez impérativement d'une première expérience réussie d'environ 3 ans de la "mathématique sociale" et de l'administration du personnel. Vous maîtrisez bien l'anglais et la micro-informatique.

Merci d'envoyer lettre, CV (photo) et prétentions sous référence 08. 869 à Contesse Publicité, 38, rue de Villiers - 92300 Levalois-Perret qui transmettra.

CONTESSE

JOURNALISTES À VOS PLUMES

POUR UNE OPPORTUNITÉ EXCEPTIONNELLE

Témoigner, informer, rapporter : tout ce que vous aimez faire... Nous recherchons pour le Conseil Général du Haut-Rhin, un responsable de projet à qui sera confiée une mission passionnante : créer à partir de zéro un magazine, reflet de la région. Distribué gratuitement, prévu à environ 200 000 exemplaires par trimestre, ce support complet de communication est destiné à tous publics.

Concepteur et gestionnaire du projet, responsable de la rédaction et de l'édition, vous serez le maître d'ouvrage, chargé de la qualité, des délais et du budget.

C'est une belle aventure à réussir. Alors écrivez-nous, *sous référence 391. La* confidentialité est garantie. Lettre manuscrite avec photo S.V.P. Merci.

Informations Minitel 3616 code Managing.

MANAGING

SEPAM
43, rue de la Couronne
68400 RIEDISHEIM

MEDIAPA

J'avance

Conseiller en gestion de patrimoine

La Banque Populaire Savoisienne de Crédit, implantée au cœur des Alpes, est parfaitement intégrée au tissu économique régional, particulièrement dynamique.

De formation supérieure, une première expérience, même courte, vous a permis d'acquérir les qualités indispensables d'un commercial : sens de la communication et du conseil, dynamisme, disponibilité et investissement personnel sur le terrain.

Nous vous proposons de rejoindre notre banque pour gérer et développer notre portefeuille de clientèle privée. Une formation continue appropriée et un appui logistique permanent vous sont assurés. Ils vous permettront de valoriser vos compétences au sein d'une entreprise à taille humaine qui favorise l'épanouissement personnel.

Merci d'adresser votre candidature à la Banque Populaire Savoisienne de Crédit, DRH, 30 av. des Afforets, 74808 La Roche-sur-Foron Cedex.

BANQUE POPULAIRE SAVOISIENNE DE CREDIT

UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

MEDIA-SYSTEM

ELITAIR

3ème groupe français de restauration, d'hôtellerie et de services, 2,6 milliards de CA, 6000 personnes. Dans le cadre de la création d'une structure fonctionnelle Groupe, nous recherchons

Notre consolideur

26-30 ans, vous avez une formation financière supérieure + DECS. Votre expérience de Groupe vous a permis de pratiquer les techniques de consolidation ainsi que les relations avec des filiales très diversifiées.

Dans une petite équipe polyvalente et très proche de la Présidence, vous aurez pour mission, dans un premier temps, de mettre en place la consolidation de nos différentes activités : procédures et méthodes, règles d'évaluation, plan comptable groupe, manuel de consolidation... Dans un deuxième temps, élargir la fonction à d'autres responsabilités financières et comptables.

Si vous avez de la rigueur, de la discrétion mais aussi du tonus et un grand sens des relations, vous pourrez vous exprimer dans le cadre d'un Groupe en forte croissance ayant une stratégie de développement externe, en particulier sur l'international.

Poste basé à Rueil Malmaison. Anglais indispensable.

*Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous Réf. M130 A à notre Conseil : ARCO
18 Avenue de l'Opéra - 75001 PARIS*

ARCO

arco

NOTRE METIER : LA FIABILITE

UNIVERS DE LA GESTION

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 LM

ASSISTANT GESTION FINANCIÈRE BACK-OFFICE

C'est ce que vous propose la Direction Financière d'une importante Société du secteur tertiaire financier en vous offrant l'opportunité de seconder son responsable comptable et financier

Vos principales missions :
– à partir des décisions prises par la Direction Financière, informer les intermédiaires financiers et contrôler la conformité des opérations
– assister la comptabilité financière pour l'enregistrement des opérations
– établir des liaisons avec la trésorerie pour la gestion des flux
– assurer le suivi du portefeuille de titres
(performances des titres et des intermédiaires financiers).

Votre profil :
Titulaire d'un DESCF, d'un DESS Banque-Finance, Gestion de Patrimoine..., d'une première expérience vous ayant familiarisé aux techniques back-office.

Pour un recrutement rapide, merci d'adresser lettre de motivation, CV, photo et prétentions sous Réf. 12002M à notre Conseil :

ceforpe *marc forget et associés*
10, rue de la Victoire 75009 PARIS

JEUNES CAMBISTES GAGNEZ AU CHANGE

EXPORTEZ VOS TALENTS

Choisir le CCF, c'est vivre une entreprise privée, innovatrice et à taille humaine dont la stratégie claire est au service d'une clientèle à fort potentiel.

Choisir le CCF, c'est rejoindre une équipe de trading international et participer au développement de ses marchés et de sa rentabilité.

Choisir le CCF, c'est acquérir un savoir-faire et une compétence professionnelle dans une structure dont la souplesse favorise les opportunités de carrière.

Choisir le CCF, c'est pour de jeunes cambistes l'assurance d'une formation spécifique de 8 à 12 mois à Paris, avant une affectation dans l'une de nos agences en Europe, Amérique du Nord ou Asie du Sud-Est.

Pour connaître vos chances de bénéficier de cette opportunité, il vous suffit de vous prêter au test qui suit :

Etes vous ?

- diplômé d'une école supérieure de commerce ou de gestion
  oui 1 non 0
- un professionnel des salles des marchés
  depuis au moins 2 ans 2
  depuis moins de 2 ans 1
  vous n'êtes pas... 0
- trilingue (anglais et allemand ou espagnol) 2
  bilingue (anglais) 1
  ni l'un, ni l'autre 0
- mobile 1, dynamique 1, initiateur 1
  ouvert 1, ambitieux 1

Résultats :

20 Aucun espoir, vous ne savez pas compter.
10 Faisons vite connaissance.
6-9 Tentez votre chance.
0-5 Essayez l'année prochaine, une autre promotion vous accueillera peut-être.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) à

Jean-François TARTAULT
Crédit Commercial de France
Direction des Carrières
103, Champs-Elysées
75008 Paris

CCF

Une mission variée, tremplin pour l'avenir

[illegible] ...tion et le [illegible] ...ction sous [illegible] la maîtrise des techniques [illegible] ...pétence et [illegible] vation de tous. Nous développons un [illegible] management participatif basé sur la [illegible] ...l'esprit d'équipe [illegible] impératif [illegible]

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

Diplômé de l'enseignement supérieur (ESSEC, HEC, ESCP....), vous souhaitez mettre en oeuvre vos compétences dans un contexte motivant, valorisant votre sens du dialogue et vos capacités d'initiatives.

Au sein de notre équipe, vous prendrez progressivement des responsabilités dans les domaines suivants :
• contrôle budgétaire : prévisions de résultats, tenue des objectifs, analyse des écarts en liaison avec les différents responsables
• comptabilité générale du département et de ses filiales
• organisation : élaboration et mise en place de procédures de contrôle de gestion.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 4959/UGM à Nathalie HUILLE THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-MARINES
1 avenue Aristide Briand - 94117 ARCUEIL CEDEX

THOMSON

IBM EUROPE

Analystes financiers

DEBUTANT(E)S OU 2/3 ANS D'EXPERIENCE - LANGUE DE TRAVAIL ANGLAIS

Vous avez une formation Grande Ecole de Gestion, Option Finance/Comptabilité, un MBA Finance. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais et vous avez des connaissances pratiques de l'outil informatique (PC - PS, tableur).

Débutant ou fort d'une expérience de 2/3 ans, par exemple au sein d'une société internationale, vous avez déjà appréhendé la comptabilité anglo-saxonne.

Nous vous proposons d'assumer des responsabilités d'analyse comptable et financière, à la Direction des Comptabilités de notre siège européen, PARIS-LA DÉFENSE.

Votre culture internationale et vos qualités d'adaptation seront des atouts indispensables pour réussir et évoluer au sein de nos services financiers.

Adressez votre dossier de candidature (lettre de motivation, CV, photo, rémunération actuelle et souhaitée) sous référence 89836 à SELECOM 226, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS

Selecom
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

[illegible]ise d'un groupe international, leader européen sur son marché dans la fabrication et la distribution de produits techniques.

JEUNE RESPONSABLE DES SERVICES GESTION ET ADMINISTRATION

[illegible] Directeur Général, animant une petite équipe, vous supervisez et réalisez personnellement : comptabilité, finance, budgets, contrôle de [illegible] administration des ventes et logistique, avec un bon outil informatique. Vous **maîtrisez parfaitement l'anglais,** avez une formation supérieure [illegible]e de gestion ou commerciale, une première expérience ou des stages. Nous vous offrons l'opportunité de participer à l'expansion d'une entreprise internationale, après vous avoir formé aux méthodes de gestion anglo-saxonnes (stages en Angleterre).
Capacité d'engagement et potentiel évolutif sont nécessaires pour ce poste très diversifié et déterminant pour notre développement.

Adresser votre candidature et vos prétentions à M. Milliot, Directeur Général,
SELKIRK 943, rue Pasteur, B.P. 349 - 60723 Pont Sainte Maxence Cedex

SELKIRK

Auditez nos filiales de distribution

1er GROUPE FRANÇAIS DE DISTRIBUTION DE BOISSONS auprès des cafés, hôtels, restaurants (1700 personnes). Filiale du GROUPE FRANÇAISE DE BRASSERIE (Heineken, Pelforth, 33, Panach'...).
Nous vous proposons de venir renforcer notre équipe **d'audit interne.**
Vous aurez pour mission de contrôler la bonne application des procédures de gestion au sein de nos 35 filiales (entrepositaires - grossistes) à travers toute la France.

Pour vous sentir à l'aise dans votre action, vous devez avoir une formation supérieure (école de commerce, DECS...) et/ou une première expérience réussie dans un cabinet ou dans une entreprise. Vous devez être également très disponible, des déplacements fréquents étant nécessaires.

Ultérieurement la taille de notre Groupe pourra faciliter votre évolution professionnelle. Le poste est basé à Paris.

Envoyez votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) **sous réf. 4141 M** à FRANCE BOISSONS - 33, avenue de Wagram - 75017 Paris.

MATRA DATAVISION
IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

Optimiser la fonction financière : un des axes stratégiques de notre croissance.

Filiale du Groupe MATRA, et l'un des premiers fournisseurs mondiaux de systèmes de CFAO, nous recherchons deux forts potentiels, **Diplômés Grandes Ecoles (HEC, ESSEC, ESCP,...) :**

Contrôleur de Gestion

3/5 ANS D'EXPERIENCE

Rattaché au Directeur Financier et en liaison avec nos filiales étrangères, vous êtes pleinement responsable de l'élaboration des budgets, de l'analyse et commentaires des écarts et du contrôle de la fiabilité des données.

Votre expérience significative du contrôle de gestion opérationnel ou de l'audit et votre potentiel vous permettront d'accroître très rapidement vos responsabilités, d'optimiser nos outils de gestion et de participer à nos actions stratégiques de développement en France et à l'étranger (réf. N1229).

Auditeur opérationnel

1/3 ANS D'EXPERIENCE

En créant ce poste, vos objectifs sont d'analyser l'existant, de formaliser et mettre en place les procédures informatiques et de gestion, d'assister les responsables financiers des filiales étrangères et de réaliser des audits spécifiques notamment en cas d'acquisitions...

Vous avez une première expérience de l'audit ou du contrôle de gestion, vous êtes mobile et disponible (fréquents déplacements à l'étranger) (réf. N1239).

Pour ces postes, basés aux ULIS (91), la maîtrise de l'anglais est indispensable. Vous évoluerez rapidement (2/3 ans) au sein de notre Groupe en France ou à l'étranger.

Si ces postes "tremplin" vous intéressent, merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions en précisant la référence choisie à notre conseil :

CONCEPT RECRUTEMENT

GROUPE CONCEPT

REPRODUCTION INTERDITE

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

seva

Filiale du Groupe SAINT-GOBAIN implantée à Chalon-sur-Saône (71),la SEVA compte 400 personnes pour un CA de 350 MF.

Dans le cadre du développement de nos différentes lignes de produits : projets et équipements industriels, moules et outillages de formes complexes, outillages et procédés de moulage des composites, techniques de polissage, freins de portes...Nous créons un poste de :

CONTROLEUR DE GESTION

Rattaché au D.A.F., il assure indépendamment des finalités classiques liées au poste, l'animation de la fonction auprès des responsables des lignes de produits et de l'encadrement. Il sera aussi associé à un *certain nombre de travaux* et *études* en étroite relation avec la Direction Financière.

Ce poste s'adresse à un jeune diplômé d'école d'ingénieur et/ou de gestion-commerce, âgé d'environ 27 ans, ayant acquis une première expérience. L'anglais est vivement souhaité. Il s'agit d'un poste évolutif pour un candidat d'envergure.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 39/3051C à :

EGOR REGION EST
41, avenue Foch - 54000 NANCY

GROUPE SAINT-GOBAIN

PARIS

Filiale d'un groupe industriel leader sur nos marchés, nous concevons, fabriquons et commercialisons des biens d'équipements professionnels, pour un CA de 400 MF. Nous recherchons notre :

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER ET DU CONTROLE DE GESTION

Membre du comité de direction, vous organiserez vos équipes (20 personnes, une usine et un siège) pour assurer l'ensemble des fonctions : comptabilité générale et analytique, informatique, trésorerie, relations bancaires, juridique, suivi administratif. Responsable de l'ensemble du contrôle de gestion de la société, vous assurez le reporting auprès du groupe, vous améliorez et garantissez la fiabilité des informations.

Diplômé de l'enseignement supérieur (Sup de Co - DECS ou expertise) votre expérience acquise en milieu industriel vous a permis de développer vos qualités d'organisateur et d'animateur d'équipe... bref, de vous préparer à prendre en charge l'ensemble de la chaîne **"création et traitement des informations de gestion"** au sein d'une société de dimension européenne.

Ecrire à notre conseil sous référence LRA 101/19 M qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

EMPLOI centor
26, rue Henri Monnier
75009 PARIS
Tél : 42 85 15 53

PARIS ■ LYON ■ MULHOUSE

GERANT DE PATRIMOINE

Nous sommes une banque d'Affaires à taille humaine, filiale d'un important groupe financier. Nous recherchons pour notre département Clientèle Privée un **GERANT DE PATRIMOINE**.

De formation supérieure, vous avez acquis une expérience d'au moins 5 ans, pour vous permettre de développer rapidement une clientèle haut de gamme.

Rattaché à notre Directeur des Affaires Financières, vous êtes particulièrement dynamique et prêt à vous impliquer fortement dans vos nouvelles fonctions.

Pour nous rencontrer, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la référence 6495, à

MEDIAPA
50-54, rue de Silly
92513 BOULOGNE BILL.
CEDEX qui transmettra

BATISOFT concoit et commercialise depuis 5 ans un logiciel CAO 2D - 3D destiné aux professionnels du bâtiment et des Travaux Publics.

Dans le cadre de notre expansion et de la structuration de nos services, nous recherchons un

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Vous prendrez en charge :

- La partie financière : emprunts, placements, gestion avec les banques.
- La partie administrative : gestion de l'administration inter-services, mise en place des procédures.
- La gestion du personnel ; définition de postes, gestion des carrières...

Diplômé d'une école de gestion (IAE...) ou de formation comptable ou juridique, vous êtes avant tout un excellent gestionnaire, responsable et autonome, et avez une bonne connaissance de l'entreprise, notamment de la gestion du personnel.

Vous avez un sens aigu de l'organisation et savez prendre des initiatives.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous réf.RAF/12 à BATISOFT - 50, rue Arago 92806 PUTEAUX CEDEX.

BATI SOFT
PARTENAIRE DE VOTRE EVOLUTION

MEDIAPA

C I CH
COMPAGNIE INTERNATIONALE DU CHAUFFAGE

L'un des leaders européens de l'équipement de chauffage, nous réalisons plus de 2 Milliards de CA. Avec des marques comme CHAPPEE, IDEAL STANDARD, BRÖTJE... et déjà plusieurs filiales étrangères, nous préparons 1993 ; nous poursuivrons notre progression par l'acquisition d'autres sociétés européennes.

Nous recherchons, pour nos filiales étrangères le

RESPONSABLE AUDIT - ORGANISATION - GESTION

H/F

Basé à notre siège du Blanc Mesnil (93), il secondera notre Directeur Administratif et Financier pour veiller à l'harmonisation des procédures de reporting du groupe et mener des missions d'organisation et de gestion, concrètes et pragmatiques, avec autonomie.

A 30/40 ans, issu d'une Ecole de Commerce ou Ingénieur double formation, vous avez pratiqué le Contrôle de Gestion ou l'organisation. Accoutumé à l'informatique, vous pouvez reprendre et faire évoluer une comptabilité analytique, une gestion des stocks ; mettre en place une GPAO vous motive.

Homme de contact, vous aurez à dialoguer et à persuader à tous niveaux. Disponiblité, rigueur et pragmatisme seront les éléments déterminants de votre réussite.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) sous la référence 1920 M à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantit une entière discrétion.

251 bd Pereire - 75017 Paris

Actiman

BANQUE HERVET

Le Pouvoir et la volonté d'entreprendre !

Adjoint au Directeur pour la clientèle Entreprises

Banque de siège et de réseau
67 agences et 12 filiales
1 400 personnes
Total de bilan : 12,5 Milliards FF
CA : 1,55 Milliard FF
Résultat net : 100 Millions FF

Si vous êtes convaincu d'exercer un métier passionnant et désirez accroître vos responsabilités, vous devez pouvoir mettre à profit vos qualités commerciales et d'analyse du risque.

Responsable d'une clientèle d'entreprises de qualité, vous avez un rôle de conseil et serait associé aux décisions stratégiques de l'agence.

Diplômé de l'enseignement supérieur, 4 à 6 ans d'expérience réussie auprès des PME *sont indispensables*.

La Banque Hervet assure de réelles perspectives de carrière en vous offrant les moyens d'une grande banque aux structures efficientes.

Merci d'adresser CV + photo + rémunération actuelle à :
Marie-Dominique Kharouni, Banque HERVET, Division des Carrières, 127 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY sous réf.M52AD

L.B.W.

Grand constructeur européen de biens d'équipement, nous avons su bâtir notre réputation sur la fiabilité et la technicité de nos produits, ce qui nous permet d'avoir une croissance saine et de dégager une forte rentabilité.

Suite à une promotion interne, nous recherchons pour notre siège, basé à Paris Ouest, notre nouveau responsable :

AUDIT INTERNE

A 25-30 ans, de formation Sup de Co + DECS (ou équivalent), après une première expérience de 2 à 3 ans en cabinet d'audit, vous souhaitez aujourd'hui donner une nouvelle orientation à votre carrière en intégrant le monde industriel.

Nous vous confierons les fonctions suivantes : • audit comptable et opérationnel des succursales et agences régionales, de l'usine et du siège • amélioration des procédures existantes et établissement de nouvelles procédures comptables et opérationnelles.

Directement rattaché à notre Directeur Financier, vous aurez la responsabilité et la maîtrise totale de vos dossiers. Vous pourrez bénéficier d'un développement personnel de carrière et de réelles possibilités d'évolution.

Si ce poste vous intéresse, merci d'adresser CV, photo et rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75008 PARIS, sous réf. 60.3099 LM ou télécopie au 43.80.92.31.

Mercuri Urval

CONTESSE

BORDEAUX
BANQUE REGIONALE

RESPONSABLE RELATIONS FINANCIERES EXTERIEURES

Cette banque regionale qui fait partie d'un tres important Reseau national, a la notoriete incontestée, développe une large gamme de services financiers à destination des particuliers, et de maniere croissante vers les Entreprises, les Collectivites, les Municipalites et les Administrations. Sur la grande région Sud-Ouest, cet organisme est composé de 280 agences.

Sa forte expansion le conduit a proposer, au sein de sa Direction Financière, le poste de Responsable des Relations Financieres Exterieures.

Ses missions seront les suivantes:

- Développement des relations d'affaires avec tous les partenaires exterieurs: Institutions, Entreprises, Organismes de credit, etc.
- Placement de l'ensemble des produits financiers (FCP notamment) developpes par la banque.
- Partenariat dans des operations de capital-risque, etc. Mais aussi prêts et crédits a moyen ou long terme aupres de ces mêmes clients.

Il s'agit d'une fonction technico-commerciale complete, qui evoluera rapidement vers la responsabilite d'un service comprenant plusieurs cadres.

Pour ce poste de haut niveau, nous souhaitons rencontrer un cadre confirme, diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole de Commerce ou Université) qui dispose d'une expérience similaire de plusieurs années (environ cinq ans). Temperament commercial affirme, il ajoute à cette qualite la maitrise des produits bancaires modernes à destination des Entreprises ou des Collectivites. Sa réussite dans le poste lui permettra à terme des opportunites d'évolution nombreuses et variées au sein du groupe.

Les fonctions sont basées à BORDEAUX. Les conditions offertes et la *notoriete de l'entreprise sont de nature a motiver un professionnel* de valeur.

Nous vous remercions d'adresser lettre de candidature, CV complet et remuneration souhaitee sous réf. 533 a notre conseil NEMESIS, 10, rue de Richelieu 75001 PARIS, qui traitera votre dossier dans la plus stricte confidentialite.

NEMESIS

AFFAIRES

Dévelo… de la clientèle Particu…

…ANQUE WORMS

Filiale de l'UAP, ouverte sur l'EUROPE et le monde, notre banque est connue pour la performance de ses équipes.

Afin de poursuivre notre *développement*, nous *souhaitons* accueillir, au sein de notre réseau national, deux collaborateurs aptes à prendre en charge le suivi de notre clientèle de Particuliers.

Junior - Orléans

Vous êtes diplômé DESS gestion de patrimoine ou équivalent. Vous avez acquis de bonnes connaissances théoriques des produits d'épargne et des placements. Vous avez un profil commercial et le goût des contacts. Vous gèrerez l'ensemble de nos comptes de particuliers et conseillerez notre clientèle en matière de gestion et de trésorerie.

Senior - Grenoble

Vous avez 30 ans et 5 ans d'expérience dans le métier, dont 3 à 5 ans de comptes gérés.

Vous êtes dynamique et motivé. Nous vous confierons le suivi de 500 particuliers dont une dizaine titulaires de compte en gestion. Vous assurerez tant les opérations classiques que la gestion de patrimoine.

Prenez nos affaires en main !

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature, en précisant la région choisie, à la Banque WORMS Direction des Relations Sociales et du Personnel 1, place des degrés - CEDEX 58 - 92059 PARIS LA DEFENSE

MEDIAPA

Importante société de Bourse Parisienne recherche son

Professionnel confirmé, son expérience comptable, informatique, administrative (valorisations, rapports d'activités...) lui permettra d'animer et d'encadrer une équipe.

Diplômé de l'enseignement supérieur, rigoureux et disponible, vous évoluerez dans un environnement dynamique.

Adressez votre candidature (lettre manuscrite + CV + photo) sous réf. 31567 à CONTESSE PUBLICITE, 38 rue de Villiers, 92300 LEVALLOIS PERRET, qui transmettra.

CONTESSE

CHARGE D'AFFAIRES

Sicomi

Paris - Une importante Sicomi filiale d'un puissant groupe financier recherche dans le cadre de son rapide développement un chargé d'affaires. Placé sous l'autorité immédiate du directeur général, il devra assurer de manière très autonome le suivi de l'intégralité des opérations depuis leur phase de négociation jusqu'à l'échéance finale du contrat. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 30 ans minimum, possédant une excellente formation (ESC, IEP, ...) et justifiant d'une première expérience commerciale de quelques années, acquise au sein d'une banque ou d'un établissement financier lui ayant permis d'être en relation avec une clientèle d'entreprises de premier plan. La connaissance du crédit bail immobilier n'est pas nécessaire. Il devra allier d'excellentes capacités commerciales à un réel sens du risque. La rémunération très attractive sera fonction de l'expérience présentée. Ecrire à M. de SOUZA en précisant vos prétentions et la référence A/R9651M - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

CHARGE D'AFFAIRES

Nous sommes un établissement financier spécialisé dans le financement en crédit bail de l'immobilier industriel. Nous bénéficions du double statut de société immobilière pour le commerce et l'industrie et de société anonyme d'économie mixte.
Notre compétence s'étend à ce jour, à deux régions : **Franche-Comté, Bourgogne.** Dans le cadre de notre développement, nous recherchons un :

CHARGE D'AFFAIRES.

De formation supérieure Bac + 4, il justifiera si possible d'une première expérience dans le domaine bancaire ou financier. Au plan technique, c'est avant tout un analyste mais un analyste prospectif.
En termes de personnalité, il possède d'évidentes compétences relationnelles, facultés d'observation et d'écoute. Il est important qu'il sache rédiger ! Ce poste est un **véritable challenge au sein d'une petite équipe jeune et motivée.**

PARIS MONTRÉAL

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 09/07 B 12 à
Jean BABOUOT Consultant
BP 914
25021 BESANÇON Cedex.

CONSULTANT

UNE BANQUE PARISIENNE TRES ACTIVE DANS LE DOMAINE FINANCIER, FILIALE D'UN GROUPE EUROPEEN A VOCATION INTERNATIONALE, RECHERCHE POUR SA DIRECTION DES GRANDES ENTREPRISES :

UN JEUNE EXPLOITANT EXPERIMENTE H/F

Le poste :

Gérer et développer une clientèle de sociétés d'importance nationale et moyenne, de secteurs diversifiés (notamment commerce et industrie de l'agro-alimentaire). la mission du poste vise à traiter directement les problèmes de crédit, mais aussi à pouvoir approcher l'ensemble des besoins de financement pour y répondre en synergie active avec les autres Directions spécialisées : rapprochement d'entreprises, gestion de trésorerie, introduction et émission sur les marchés financiers, etc...

Le candidat :

Diplômé d'une grande Ecole de Gestion ; très attentif au risque et bon commerçant ; ayant au moins trois ans d'expérience de l'exploitation bancaire ; apte à et désireux de s'adapter aux évolutions de la profession.

Une réussite dans ce poste peut conduire à évoluer vers d'autres spécialités du métier de banquier, qui sont toutes pratiquées par notre Banque.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence Z1269 à CONTESSE PUBLICITE, 38, rue de Villiers 92532 Levallois-Perret Cedex qui transmettra.

CONTESSE

Groupe en évolution, d'un effectif de 3000 personnes, spécialisé dans le secteur de l'ingénierie, recherche pour HOLDING à La Défense un

JURISTE

Il sera plus particulièrement responsable des montages juridiques de notre Groupe - **rachats et fusions notamment** - de l'assistance des opérationnels en matière de **droit des affaires et de contentieux** ainsi que du secrétariat des conseils et assemblées.

Vous avez 5 ans d'expérience, une formation supérieure en droit des affaires (maîtrise ou DESS).

Ecrivez nous avec CV + lettre manuscrite + photo sous référence 9302 à : **PUBLIPANEL** - 145, rue de Vaugirard - 75015 PARIS, qui transmettra.

RESPONSABLE DE CLIENTELE ENTREPRISE

MONTPELLIER

Membre d'un groupe international, NSM *est une banque commerciale à forte vocation financière.*
A *une clientèle de haute qualité, nous offrons un service personnalisé, alliant tradition et innovation.*
Notre Succursale de Montpellier *a acquis une grande compétence en gestion bancaire et financière, elle désire associer à son développement un :*
RESPONSABLE DE CLIENTELE ENTREPRISE *Vous êtes chargé de développer notre activité et notre image auprès des entreprises de la région.*
Dynamique *dans votre approche commerciale, faisant preuve d'autonomie et d'aisance dans les contacts, vous apporterez également le conseil de haute qualité que nous voulons assurer dans la gestion quotidienne de notre clientèle.*
A 30/35 *ans, diplômé d'une école de commerce ou équivalent, votre expérience réussie de l'exploitation* Entreprise *vous conduit à relever ce nouveau challenge et à partager notre esprit d'équipe.*
Ce poste comporte une réelle opportunité d'évolution.
Madame Théron vous remercie de lui répondre par courrier sous référence RCE/M/1280
NSM, BP 46608, 75366 Paris Cedex 08. *Votre candidature sera étudiée en toute confidentialité.*

Banque de Neuflize, Schlumberger, Mallet

NSM
GROUPE ABN BANK

MEDIA-SYSTEM

REPRODUCTION INTERDITE

UNIVERS DE LA GESTION

Le système télématique expert de l'emploi des cadres **3615 LM**

Etablissement Financier, filiale d'une Banque Régionale
recherche :

GERANT DE PORTEFEUILLE EXPERIMENTE H/F

Gestionnaire de fonds communs, il animera une équipe de trois gérants et assurera un rôle de conseil auprès des agences du réseau. Agé de 35/45 ans.
Réelles perspectives d'évolution.
Poste basé à Lyon.

GERANT DE PORTEFEUILLE TITRES JUNIOR H/F

A pratiqué la gestion sous mandat pendant 2 ou 3 ans, goût pour la communication indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 599 à :
MEDIAPA
52, rue du Colombier - 69007 Lyon - qui transmettra.

MEDIAPA

ASSISTANT CONTROLE BUDGETAIRE

Rustica semences

Toulouse - Cette société (250 personnes, 400 millions de francs de chiffre d'affaires), filiale du groupe SANOFI, est spécialisée dans la recherche, la production et la commercialisation de semences de grandes cultures. Dans le *cadre d'une forte croissance, elle renforce ses structures* et recherche l'assistant de son contrôleur bugétaire. Il participera activement à l'élaboration des budgets des différentes filiales, en France et à l'étranger. Il effectuera les diverses opérations de reporting mensuel, contrôlera et analysera les écarts... Ce poste évolutif s'adresse à un débutant, diplômé de l'enseignement supérieur (bac + 2 minimum), alliant des *qualités* de gestionnaire et d'homme de *contact*. Ecrire à J. DEVY en précisant la référence B/T225M.

PA Consulting Group
ADVERTISING & COMMUNICATIONS
2 bis, avenue Frizac - 31400 TOULOUSE
Tél. 61.52.34.18

DIRECTION FINANCIERE

HEC, ESSEC, ESCP...

C'est à un jeune HEC, ESSEC, ESCP ou similaire que nous souhaitons confier, à court terme, une responsabilité administrative et financière complète de filiale. Vous intégrerez dans un premier temps la direction financière de notre Groupe et assumerez immédiatement des responsabilités opérationnelles de suivi et de contrôle de nos filiales, en France et à l'étranger : Comptabilités générale et analytique, situations et bilans, juridique, fiscal, procédures internes. Vous serez basé à Paris; fréquents déplacements en France et à l'étranger.

Débutant ou ayant une expérience professionnelle de 2 à 3 ans, si possible dans le BTP, vous souhaitez assumer rapidement de réelles responsabilités de direction financière. Notre Groupe peut vous offrir l'opportunité de progression et d'expression que vous recherchez, par l'ouverture, la mobilité, la disponibilité et l'esprit entrepreneur qu'il requiert de ses membres.

Notre Conseil, qui nous connaît bien, étudiera votre candidature avec le plus grand soin. Merci de lui écrire s/réf. 5883/M avec CV dét., photo et salaire actuel à Pélissier, Guillon & Associés, 93 rue Jouffroy, 75017 PARIS.

CA 1,5 Mdf, export 50%, 2.500 pers. 40 filiales & agences dans le monde. **SOLETANCHE**

ORGANISME CENTRAL D'UN IMPORTANT GROUPE BANCAIRE
recherche pour son back-office international

RESPONSABLE DES OPERATIONS DIVERSES

Nous recherchons des spécialistes comptables ayant déjà acquis une expérience au sein d'une banque ou établissement financier.
Prochainement transferé à Caen, vous intégrerez l'équipe par une formation complémentaire à Paris.
Vous maîtrisez parfaitement les opérations sur titres, dividendes, options, changement de dénomination, OPA, OPE.
Votre sens du conctact, vous permettra de collecter facilement toutes les informations nécéssaires au bon suivi des transactions.
La pratique de l'anglais est undispensable

Si vous voulez participer et évoluer au sein de ce grand département, contactez Jacqueline BOYD, Fabienne BOURGLAN au 42.61.00.81.

Si vous ne pouvez pas téléphoner, adressez votre C.V. à notre conseil ANDERSON, SQUIRES - 28, rue Notre Dame des Victoires 75002 PARIS.

Spécialiste en Recrutement Financier Anderson, Squires

MEDIAPA

La DRH d'une Société de 3.500 personnes, filiale d'un Groupe Multinational de Haute TECHNOLOGIE offre l'opportunité de

DIRIGER la FORMATION

En orientant le schéma directeur et les grands axes de développement du plan de formation de la Société.
Directement rattaché au Directeur des Ressources Humaines, vous avez la responsabilité de la planification générale, et vous coordonnez la réalisation des programmes par Etablissement.
Votre mission :
Analyser les besoins - Développer les compétences - Contribuer à la réussite des itinéraires professionnels - Elaborer et programmer les plans de formation pluriannuels - Organiser, suivre, et évaluer les actions.
Nous souhaitons rencontrer un candidat d'environ 30 ans, de formation BAC + 4 ayant une expérience confirmée dans une fonction similaire en milieu industriel.

Esprit entreprenant, capacité d'analyse, de communication et un grand sens de l'organisation sont des aptitudes nécessaires.
Anglais souhaité.

Merci d'adresser votre CV, photo et prétentions sous réf. TS/127 à notre Conseil MLB & Associés 4 rue Marbeuf - 75008 PARIS.

MLB & ASSOCIÉS

LES TALENTS RARES SONT PRECIEUX

Notre importance et notre développement constant font de nous une des premières sociétés de la grande distribution. Soucieux d'affiner en permanence notre approche des problèmes et l'efficacité de nos outils, nous souhaitons intégrer auprès de notre Directeur Financier un jeune cadre financier en tant que

TRESORIER

Vous avez une formation supérieure type ESC et quelques cinq années d'expériences acquises soit dans la banque, soit en grande entreprise qui vous permettent de dominer les problèmes de gestion de trésorerie, les conditions bancaires, les formules modernes de placements - nous avons à faire face à des flux financiers importants et complexes -. Vous souhaitez mettre à profit vos compétences dans un contexte nouveau et dynamique où vos qualités professionnelles et relationnelles trouveront pleinement à s'exprimer. Vous serez (avec une petite équipe) responsable au niveau du groupe de la gestion de trésorerie, de procéder à son contrôle auprès de nos établissements et filiales (60) et vous devrez être à même de parfaire nos outils de prévision à 12 mois. Vous participerez aussi à des études financières. Vous serez en permanence en relation avec les responsables de trésorerie de nos unités et l'interlocuteur de nos banques.

Si vous pensez avoir le profil requis, merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo, sous réf. 5317 M, à SERIFO - 47 bis avenue Bosquet - 75005 PARIS.

SERIFO
Membre de Syntec

Jeune société française de haute technologie logicielle, appuyée par un actionnariat puissant
recherche
pour consolider sa forte croissance internationale en Europe et aux Etats-Unis

SON DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

(30/35 ans)

Le candidat idéal dispose d'une bonne expérience dans un Cabinet d'Audit complétée par une expérience de « terrain », possède une bonne connaissance juridique et comptable en contexte français et américain et parle couramment l'anglais. Il sait être concret mais est également capable d'intégrer le Comité de Direction dans le cadre de la réflexion stratégique. Stock options possible pour le candidat de valeur.

Envoyer dossier de candidature (lettre + CV) à
Chorus systèmes - 6, avenue Gustave-Eiffel
78182 SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES CEDEX

FINANCE INDOSUEZ TECHNIQUES

Société financière spécialisée dans la gestion de fonds pour le compte de tiers
recherche pour son équipe de

BACK OFFICE

Un diplômé de l'enseignement supérieur débutant ou première expérience :
– dans le back office d'une banque ou
– dans un cabinet d'audit et ayant participé à des missions d'organisation de back office.

De bonnes connaissances en informatique sont souhaitées (micro + programmation Turbo Pascal)

Merci d'envoyer C.V. et lettre manuscrite à :
F.I.T.
11, rue Marsollier, 75002 Paris
Tél. : 49-27-07-29

CGI Dijon

Responsable promotion industrielle
Soyez le porteur de notre projet

Favoriser l'implantation des entreprises et developper le secteur industriel de notre circonscription sont les mots clés de votre mission. Misons ensemble sur notre avenir économique.
Une formation supérieure de type ESC ou école d'ingénieurs + spécialisation en gestion vous permettra de réussir dans ce poste. Une première expérience favorisant la connaissance du milieu industriel est un atout supplémentaire.

N'hésitez pas, téléphonez au (16) 80.31.60.75 ou adressez un dossier complet à CDPA, 52 bd Carnot, 21000 Dijon sous réf. SC/D161.

DIJON - PARIS **CDPA** LYON - BESANÇON

Banque spécialisée dans les opérations de marché et la gestion de capitaux pour le compte de tiers
Filiale d'un grand groupe
recherche
pour sa direction des marchés

UN SPÉCIALISTE DES MARCHÉS INTERNATIONAUX

Expérience (2/3 ans minimum), formation générale, compétence technique, dynamisme sont les qualités requises pour exercer dans les meilleures conditions cette responsabilité.

Envoyer CV + lettre manuscrite et prétentions sous nº 8698
Le Monde Publicité
5, rue de Monttessuy, 75007 Paris

The Mitsubishi Bank, Limited
SUCCURSALE DE PARIS
recherche

ANALYSTE DE CRÉDIT

débutant(e) ou première expérience
Evolution vers poste de chargé(e) de clientèle entreprises
Le candidat devra avoir de solides connaissances financières et le goût des contacts à haut niveau.
Il devra maîtriser parfaitement l'anglais.
Formation supérieure (Sup. de Co ou Bac + 5).
Merci d'adresser C.V., photo et prétentions réf. : B.DEV.1
12/14 Rond-Point des Champs-Elysées, 75008 Paris

Mitsubishi Bank

Groupe financier et bancaire, filiale d'un important établissement bancaire américain, recherche pour accompagner une forte croissance un

ADJOINT TRESORIER GROUPE

Sous le contrôle du trésorier, il assurera :
- la supervision des positions de trésorerie consolidées du groupe,
- la gestion des équilibres financiers.
- la négociation interbancaire francs et devises.
- le reporting groupe.

De plus, il participera activement à la mise en place de nouveaux outils informatiques.

Le candidat aura une formation supérieure en gestion et finance, une aptitude à s'intégrer à une petite équipe dynamique. Initiative et créativité sont recherchées ainsi qu'une bonne pratique de la langue anglaise.

Expérience souhaitée deux années.

Adresser lettre de candidature, C.V. et photo à Mme PAREZ
COMPAGNIE FINANCIERE SECURITY PACIFIC HOLDING S.A.
14, bd Malesherbes - 75008 PARIS.

ORC

PME nouvelle
recherche

COMPTABLE UNIQUE

assurant des tâches administratives
la tenue des journaux comptables et
l'établissement des déclarations sociales et fiscales.
Expérience logiciel comptabilité
Travaux supervisés par un expert-comptable
Connaissance de la langue italienne

Envoyer photo et CV manuscrit et prétentions à :
Société GROUDIT FRANCE
75, avenue Parmentier - 75011 Paris

Hebdomadaire Economique et Financier
recherche

JOURNALISTES (H/F)
(2 à 3 ans d'expérience souhaités)

Les candidats qui seront chargés d'enquêtes et reportages concernant en particulier l'immobilier, l'assurance et les OPCVM, devront avoir de bonnes connaissances juridiques et fiscales.

Ecrire avec CV et prétentions sous réf. 08.0863 à CONTESSE PUBLICITE, 38 rue de Villiers, 92532 LEVALLOIS-PERRET Cedex, qui transmettra.

CONTESSE

Importante société lyonnaise
recherche :

- **ADJOINT AU CHEF DU SERVICE COMPTABLE**
  D.E.C.S. comptable ou équivalent.
  Expérience minimum 5 ans en entreprise ou cabinet.
- **COMPTABLE CONFIRMÉ**
  Niveau D.E.C.S.
  Expérience minimum 3 ans en entreprise ou cabinet.

POUR CES 2 POSTES :
Connaissances micro-informatiques appréciées et sérieuses références exigées.

Envoyer lettre manuscrite + CV + photo + prétentions à
Publiprint P.A. nº T 2738, BP 126, 69685 Chassieu cedex

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Le succès technique et commercial de nos produits ([illegible] MSE, RADES, SPIN, [illegible]) sur les marchés Occidentaux et Grand Export conforte notre position de leader mondial des Télécommunications de Défense.
Face à un fort accroissement de nos activités, nous recherchons pour notre Centre de Gennevilliers un

CONTROLEUR DE GESTION

En liaison permanente avec les Services Comptabilités et Gestion de nos différents Centres, il participera à l'élaboration et à la réalisation des Tableaux de Bord, des Budgets, des études prévisionnelles.

De formation supérieure en gestion (ESCP, Dauphine, ISG, ...), débutant ou doté d'une première expérience (2 ans), utilisateur de micro-informatique, vous souhaitez intégrer une équipe dans un contexte industriel porteur de larges perspectives d'évolution.

Merci de nous contacter : Xavier PERLEAUX - Recrutement des Cadres
THOMSON CSF - Division Télécommunication
66, rue du Fossé Blanc - 92231 GENNEVILLIERS Cedex

THOMSON

HCA

Ingénieur ou E.S.C. débutant Contrôleur de Gestion

L'ALSACIENNE

1 300 personnes, 1,3 Md de CA. Une dynamique commerciale qui positionne ses marques au 1er plan : Petit Exquis, Kango, Chamonix, Palmito, Boggy, Trompette...

Notre usine connaît une si forte croissance des volumes fabriqués, réalise de tels investissements qu'elle vit une réelle évolution culturelle rendant la création du poste de contrôleur de gestion indispensable.

Votre futur patron, le Directeur de l'Usine, vous confiera :
- la mise en place du système de contrôle de gestion usine en cohérence avec celui du siège,
- la production des données fiables et en temps utile qui lui sont nécessaires dans sa gestion à court terme et dans sa réflexion à long terme.

Ingénieur ou diplômé d'une Ecole de Commerce, vous êtes familiarisé avec la micro-informatique et vous avez toutes les qualités d'un bon gestionnaire. Mais on compte beaucoup sur votre capacité de communication à tous les niveaux, sur votre implication totale dans la réussite du challenge que le virage industriel pris par notre usine de CALAIS représente pour ses 300 salariés.
Votre évolution ? Nous pourrons en parler.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. RB 156M à BSN. Service Recrutement Cadres, 7, rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

GROUPE BSN
LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

JEUNES ASSISTANTS CONTROLEUR DE GESTION

SLIGOS
La double compétence informatique

NOUS SOMMES aujourd'hui 2ème SSII française, 2 milliards de CA en 1988, 25 % de croissance par an, 3500 personnes.

VOUS ETES diplômé d'une école de commerce, débutant ou possédant une 1ère expérience. A la fois enthousiaste et rigoureux, vous souhaitez participer activement au développement de votre entreprise.

VENEZ REJOINDRE une de nos directions opérationnelles et valoriser votre formation en tant qu'assistant Contrôleur de Gestion.

VOUS ASSUREZ l'éxécution du contrôle de gestion de plusieurs centres de profit :
- suivi des éléments comptables,
- comptabilité analytique par chantier,
- budget et tableaux de bord.

NOUS VOUS OFFRONS une évolution rapide au sein de notre groupe à la mesure de votre potentiel.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, photo et prétentions) sous référence 529 556 à Martine TURPIN - SLIGOS - Direction Ressources Humaines Cedex 49 - 92067 PARIS LA DEFENSE

HCA

Groupe Alpha
Paris
Clermont
Grenoble
Lille
Lyon
Marseille
Metz
Nantes
Toulouse

Audit - Conseil - Expertise comptable

Participer à notre croissance
Animer et encadrer nos équipes d'assistants

- Notre groupe de 150 personnes développe rapidement son activité tant dans le secteur de l'économie sociale (Mutuelles, Comités d'entreprise) que dans les domaines traditionnels de l'audit.
- Nous recherchons pour nos bureaux de PARIS, METZ et GRENOBLE

4 superviseurs (3 à 5 ans d'expérience)
Jeunes experts-comptables ou mémorialistes.

- Possibilité d'évolution vers des responsabilités accrues.

Contactez Alain PETITJEAN - Groupe Alpha
18, rue Dubrunfaut - 75012 PARIS

Etablissement Financier recherche :

Responsable Back Office

De formation BAC + 4, ayant une expérience de 5 ans environ dans un poste similaire.

Vous avez acquis de bonnes connaissances dans le domaine de la caisse titres, des nouveaux produits financiers et des règlements internationaux. Vous encadrerez une équipe de 4 personnes.

Ce poste nécessite une bonne maîtrise de l'outil informatique et le sens de la rigueur.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 9263 à:

PUBLIPANEL
145, rue de Vaugirard - 75015 PARIS, qui transmettra.

AUGUSTE-THOUARD
IMMOBILIER D'ENTREPRISE

- Assister et former les collaborateurs du Groupe dans leur utilisation des outils informatiques,
- Participer aux études et au conseil interne,
- Assurer une prestation de qualité dans un but d'efficacité et de bonne image relationnelle,

Telle est la mission confiée à un :

Consultant Junior Assistance et Conseil H/F

par **DATA**, filiale du Groupe **AUGUSTE THOUARD**, chargée des applications et services informatiques.

Les standards de la micro-informatique vous sont familiers, MS DOS, MICROSOFT et NOVELL en particulier.
La connaissance de l'environnement Wang VS serait un plus.

Vous avez 30 ans, une formation BAC + 3 minimum et une expérience en systèmes d'information en activité de service.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous référence JPB/LM/058, à C.E.E. - 24, rue Louis Armand - 75015 PARIS.

C.E.E.
CEDRIC EXPERT EXECUTIVE

MEDIAPA

Important organisme d'aménagement, de construction et de gestion immobilière du Nord de la France, recherche :

DIRECTEUR DE LA GESTION LOCATIVE
réf. DGL/M

Responsable d'un chiffre d'affaires d'environ 200 millions il devra :
- définir et mettre en œuvre une nouvelle politique de gestion et du patrimoine immobilier (+ de 13.000 logements),
- organiser l'exploitation courante (entretien, sécurité...), définir et mettre en œuvre une politique des loyers,
- moderniser les outils de gestion et améliorer le service rendu aux locataires,
- responsabiliser une équipe de plus de 130 personnes.

DIRECTEUR DU DEVELOPPEMENT
réf. DD/M

Responsable d'un chiffre d'affaires devant rapidement atteindre et dépasser 200 millions il devra se consacrer aux :
- programmes de construction de logements (locatif, accession), bureaux, commerces...
- opérations d'aménagement urbain et péri-urbain,
- prospections, études préalables (marché, urbanisme, programmation, avant-projet),
- élaboration et négociation des montages juridiques et financiers.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (CV, photo et prétentions) sous réf. choisie à notre conseil : Développement et Management des Hommes et des Entreprises.

D MHE
1, RUE CHAUVEAU-LAGARDE - 75008 PARIS

BRETAGNE - SUD

RESPONSABLE ADMINISTRATIF H/F

Cette Société agro-alimentaire (450 personnes, CA 1,2 Md), est rattachée à un groupe national performant de taille humaine.

Reportant directement au Président du Directoire, le collaborateur recherché prendra en charge l'ensemble des problèmes de gestion (administration générale, personnel, comptabilités, contrôle des coûts, suivi de l'activité), et pourra assurer un lien fonctionnel avec le holding.
Nous souhaitons rencontrer un candidat de 30/35 ans, diplômé d'une école supérieure de gestion, connaissant bien les réalités de la production dans un environnement informatisé.

En échange d'une parfaite discrétion,
merci d'adresser, sous identification 1076C,
votre CV détaillé comprenant références,
photo, et indication de salaire, au CEIP

ceip **Conseil d'Entreprises 56270 PLOEMEUR.**

Nous sommes parmi les tout premiers dans notre domaine sur le marché mondial : groupe français (60 filiales en France et à l'étranger), 10 milliards de CA, coté au second marché, en forte croissance depuis plusieurs années, bénéficiant d'un actionnariat fort. Notre Direction des comptabilités et du contrôle de gestion souhaite renforcer son équipe contrôle de gestion et recherche pour ce faire des jeunes cadres à fort potentiel d'évolution en tant que

CONTROLEUR DE GESTION

Vous êtes diplômé d'une grande école de gestion, vous parlez l'anglais et votre formation comptable est du niveau de l'expertise. Vous avez au moins 5 ans d'expériences de la fonction audit et contrôle de gestion acquises en cabinet dans un premier temps et/ou en entreprise. Vous souhaitez poursuivre quelques années dans ce sens avant d'occuper des fonctions plus opérationnelles au sein d'un grand groupe. Vous trouverez dans notre environnement les responsabilités classiques et complètes d'un contrôle de gestion opérationnel : l'audit et des missions de révision comptable et financière bien sûr, une participation aux travaux de consolidation, mais aussi l'ensemble des suivis budgétaires et des interventions "contrôle de gestion" dans un esprit participatif et de conseil auprès de nos filiales.

Vos qualités de rigueur, votre capacité à intégrer une culture d'entreprise forte, votre aptitude à travailler en équipe sont indispensables pour réussir dans la mission proposée et dans une intégration profonde au sein de notre groupe.

Si vous pensez avoir le profil requis, merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo, sous réf. 5316 M à SERIFO, 47 bis avenue Bosquet - 75007 Paris.

SERIFO
Membre de Syntec

GROUPE BANCAIRE INTERNATIONAL

recherche pour sa

Direction des Engagements un(e)

ANALYSTE CRÉDIT ENTREPRISES CONFIRMÉ(E)

Vous participerez à l'analyse des propositions de crédit et à l'instruction des dossiers à présenter pour approbation.
Votre expérience de la banque, soit au sein d'un service similaire, soit en tant qu'exploitant, renforce le professionnalisme nécessaire à votre réussite dans un environnement stimulant.
Homme de contact, très motivé par la mission proposée, votre évolution s'appuiera sur la synergie entre votre savoir-faire et l'appartenance à un groupe diversifié.

Nous vous remercions d'adresser un dossier de candidature complet sous réf. 5147 à PLAIN CHAMPS, 57, avenue du Général Leclerc 75014 PARIS, qui transmettra.

Etablissement Public - Paris
recherche

un gestionnaire

pour saisie et suivi des crédits au sein de la Direction Administrative et Financière.

Connaissance des procédures publiques exigée (investissement et fonctionnement)
Niveau Bac + 2 souhaité et bonne connaissance de la comptabilité

Envoyez C.V. et prétentions à :
Association pour la Bibliothèque de France
1, place Valhubert - 75013 Paris

MARCHÉS FINANCIERS

Bourse de Nancy

Une nouvelle dimension pour ses intervenants

NANCY

de notre correspondant

Après le mariage de la Société de Bourse nancéienne Jacques Douilhet avec la BUE (*le Monde* du 9 décembre), l'ensemble des intervenants de la Bourse interrégionale de l'Est sont désormais tous affiliés à des établissements leur donnant ainsi une taille suffisante pour s'intégrer au marché national.

Sur les quatre agents de change qui opèrent dans l'Est, deux sont intégrés à des groupes nationaux (Buisson-Schelcher et Tuffier, Ravier, Py). Dans le courant de l'été, M. Roger Kempf s'est retiré en cédant sa charge à la Caisse de gestion mobilière (CGM), filiale à 80 % de la banque Indosuez. Et, jeudi 7 décembre, le quatrième opérateur nancéien, M. Jacques Douilhet, a annoncé le rapprochement de sa société avec la Banque de l'Union européenne (BUE), banque d'affaires du groupe CIC. Ainsi les quatre agents de change lorrains se trouvent-ils à même de prendre place sur le marché national. *« Y aller seul serait revenu à envoyer une deux-chevaux courir les Vingt-Quatre Heures du Mans »*, a expliqué M. Jacques Douilhet.

Celui-ci reste le président de la Société de Bourse qui porte son nom, dans laquelle la BUE a pris une participation de 70 % par l'intermédiaire de sa filiale financière OIF. Selon les deux parties, il s'agit plus d'un *« partenariat »* que d'une intégration : *« Nous visions à une décentralisation financière s'inscrivant dans les perspectives nouvelles offertes par le marché unique européen »*, a souligné M. Pierre de Lauzun, directeur général de la BUE.

Dans le même temps, la Bourse de Nancy tente d'élargir son second marché et son marché hors cote en attirant les PME, notamment par le développement de la société d'étude et d'analyses financières Est-Analyse, créée avec le concours de la société de développement régional lorraine Lordex.

BERNARD MAILLARD

Afin de rentabiliser sa participation de 17 %

Les AGF veulent faire monter le prix de Pechelbronn

Le groupe d'assurances nationalisé, les AGF (Assurances générales de France), semble déterminé à rentabiliser au maximum sa participation de 17 % dans Pechelbronn. La compagnie d'assurances dirigée par M. Michel Albert exige que la transformation de Pechelbronn, une holding du groupe Worms, en société en commandite par action (changement de statut qui consiste à priver les actionnaires minoritaires de leurs droits de vote), passe par un relèvement du maintien de cours de 1 600 francs à 2 000 francs. Autrement dit, les AGF veulent bien céder leurs titres à M. Nicholas Clive Worms, patron du groupe Worms, mais à condition que le prix proposé corresponde à leurs estimations.

Les AGF appuient leurs exigences sur plusieurs études d'agents de change qui estiment le titre Pechelbronn aux environs de 2 200 francs. Une résolution en ce sens a donc été déposée à l'ordre du jour de la prochaine assemblée générale. Celle-ci n'a aucune chance de passer dans la mesure où elle a besoin des deux tiers des droits de vote pour être adoptée. Les AGF le savent bien mais espèrent que cette méthode réveillera un nombre suffisant de petits actionnaires (42 % au moins) pour s'opposer à la transformation juridique de Pechelbronn.

□ **Le Crédit agricole d'Alsace lance un compte d'épargne en écus.** – Le Crédit agricole d'Alsace a lancé un compte d'épargne en écus (1 écu = 6,95 F) proposé à l'ensemble de ses clients dans la perspective du marché unique de 1993, indique un communiqué de la banque publié le samedi 9 décembre. Ce nouveau produit permet de disposer d'un taux de rémunération de 6,5 % brut dans la monnaie européenne, révisable chaque trimestre en fonction de l'évolution du taux de l'écu à Paris. Il est offert à tout particulier, qu'il soit français ou étranger, résident ou non résident. Le compte, dont l'épargne est disponible immédiatement, est associé à un compte en francs, et les opérations ne donnent pas lieu à des commissions de change. En juin 1989, le Crédit agricole d'Alsace avait lancé un compte d'épargne en devises à l'intention des travailleurs frontaliers. – *(AFP.)*

"Une brillante synthèse sur les Etats-Unis, ses faiblesses et surtout ses forces..." *Dynasteurs*

"Ambitieux programme dont on n'a pas fini de parler." *Tertiel*

"Remplace toutes les grandes interrogations du moment, déficits, inflation, récession, protectionnisme, etc. dans leur vrai contexte. Un livre à lire." *Business Bourse*

"... a le mérite de mettre en exergue l'importance des enjeux monétaires et le problème de l'évolution du système monétaire international..." *AGEFI*

Dunod

Convention AFB

Les banquiers veulent s'adapter à la clientèle

La communauté bancaire française va faire un effort particulier pour adapter le système bancaire aux nouvelles aspirations de la clientèle, c'est ce qui ressort des conclusions tirées, début décembre, par M. Dominique Chatillon, président de l'Association française de banques (AFB), à l'issue de la deuxième convention AFB.

« Les années 90 verront s'approfondir les changements des comportements et des données économiques qui conditionnent l'attitude des particuliers dans la gestion de leur trésorerie », a-t-il déclaré. Aussi, selon lui, *« les particuliers ont besoin et souhaitent une gestion de leur trésorerie semblable à celle des entreprises »*.

Pour le président de l'AFB, *« la rencontre de la demande des particuliers et de l'offre bancaire se fait dans un contexte et avec des moyens nouveaux »*. Un effort d'adaptation doit être fait de part et d'autre, a-t-il ajouté.

Pour lui, *« les clients doivent s'habituer à de nouvelles libertés et donc à des risques plus nombreux, et les banques doivent maîtriser le développement de leurs produits »*. *« De nouvelles règles du jeu méritent d'être établies, respectant les logiques économiques, mais plaçant des garde-fous pour faire valoir l'équité »*, a-t-il poursuivi en demandant cependant aux pouvoirs publics de *« laisser se développer et s'autoréguler un marché encore jeune »*.

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

	30 novembre 1989
Total actif	715 767
dont	
Or	200 414
Disponibilités à vue à l'étranger	83 786
ECU	60 307
Avances au Fonds de stabilisation des changes	17 716
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	63 222
Concours au Trésor public	28 870
Titres d'Etat (bons et obligations)	36 432
Autres titres des marchés monétaire et obligataire	300
Effets privés	152 322
Effets en cours de recouvrement	47 485
Total passif	715 767
dont	
Billets en circulation	238 369
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	97 000
Compte courant du Trésor public	28 222
Reprises de liquidités	18 678
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes – Contrepartie des allocations de droits de tirages spéciaux	8 931
ECU à livrer au Fonds européen de coopération monétaire	60 659
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	230 678

TAUX DES OPÉRATIONS

– Taux de la dernière opération sur appel d'offres	9,50 %
– Taux des pensions à 5 à 10 jours	10,25 %
– Taux d'escompte	9,50 %
– Taux des avances sur titres	10,50 %

FRANCFORT

Prolongation d'une heure de la séance dès le 15 janvier 1990

La Bourse des valeurs de Francfort a décidé de prolonger d'une heure la durée quotidienne de ses séances à partir du 15 janvier prochain. Les transactions en Bourse auront lieu de *10 h 30* à 3 h 30, heure locale, contre 11 h 30 à 13 h 30 jusqu'à présent. La fixation des cours au comptant est maintenue à 11 h 30 pour les obligations. Elle est avancée d'un quart d'heure pour les actions (12 heures au lieu de 12 h 15). Cela fait de longs mois que la durée d'ouverture de la Bourse est au centre de discussions – parfois houleuses – dans les milieux boursiers de Francfort. Les partisans d'une prolongation argumentaient qu'avec seulement deux petites heures d'ouverture la place financière de Francfort était handicapée par rapport à ses concurrentes à l'étranger.

Après avoir fait un premier pas, en décidant une prolongation d'une heure, la direction de la Bourse a indiqué qu'elle examinerait à nouveau d'ici un an le problème des heures d'ouverture. Rappelons que la Bourse de Francfort est actuellement en pleine mutation. Ainsi s'y ouvrira le 26 janvier prochain un marché à terme, appelé « DTB », *l'équivalent du Liffe londonien ou du* MATIF français *(le Monde* du 27 mai).

TOKYO, 11 décembre ⬆

Hausse modérée

La Bourse de Tokyo a clôturé, lundi 11 décembre, sur une hausse de 28,61 yens, à *37 752,67* yens, après une chute de 134,05 yens vendredi. Les échanges ont porté sur 700 millions d'actions, contre 850,45 millions vendredi. Les investisseurs ont acheté des titres en baisse, s'attendant à une reprise du Kabuto-cho d'ici à la fin de l'année. Certains estiment même que le Nikkei devrait atteindre les 40 000 yens en janvier. *« Les cours des valeurs sont actuellement en train d'ajuster leur rythme à la suite des hausses rapides de ces derniers temps, mais il n'y a aucun changement en ce qui concerne la tendance actuelle de hausse »*, estimait un responsable d'une firme de courtage.

Dans ce contexte, les valeurs minières ont tiré parti des cours en hausse du métal jaune. Les pétrolières étaient également recherchées, tout comme les maisons de commerce, les ventes de détail et les chemins de fer.

VALEURS	Cours du 8 déc.	Cours du 11 déc.
Akai	874	905
Bridgestone	1 960	1 950
Canon	1 820	1 790
Fuji Bank	3 540	3 550
Honda Motors	1 830	1 820
Matsushita Electric	2 300	2 320
Mitsubishi Heavy	1 190	1 180
Sony Corp.	8 640	8 660
Toyota Motors	2 630	2 600

FAITS ET RÉSULTATS

□ **Les actionnaires minoritaires de Rémy Martin déboutés au pénal.** – Deux nouvelles décisions sont intervenues dans les conflits juridiques qui opposent depuis plus de dix ans les actionnaires familiaux de Rémy Martin avec, d'un côté, les majoritaires (les Hériard Dubreuil) et, de l'autre, les minoritaires (les Cointreau). La chambre d'accusation de la cour d'appel de Bordeaux a rendu un arrêt confirmant les ordonnances de non-lieu intervenues après instruction sur des plaintes déposées, de 1982 à 1986, par les actionnaires minoritaires de Rémy Martin à l'égard des Hériard Dubreuil, dirigeants du groupe. Ces plaintes comportaient plus de vingt-cinq chefs d'accusation. D'autre part, le 7 décembre la cour d'appel de Bordeaux devait entendre l'appel du jugement du tribunal de commerce, qui avait débouté les actionnaires minoritaires de leur demande d'annulation du regroupement des filiales, intervenu entre Rémy Martin et Rémy Associés en mars 1986. Cette audience a été reportée à la demande des Cointreau. Elle devrait se dérouler en février 1990.

□ **Contrat indonésien pour Sopha-Développement.** – Sopha-Développement, société française spécialisée dans l'équipement hospitalier, vient de signer un contrat de 120 millions de francs pour la construction d'un hôpital de six cents lits à Médan, dans l'île de Sumatra. En 1988, la société avait obtenu un premier contrat de 35 millions de francs pour l'extension d'un hôpital dans la banlieue de Djakarta. Elle envisage aujourd'hui de créer une filiale pour la maintenance de ces établissements. Elle a déjà conquis plusieurs marchés en Amérique latine (Brésil et Mexique) et au Moyen-Orient.

□ **Maintien de cours sur Victoire.** – La Compagnie financière de Suez a largement réussi son OPA sur la Compagnie industrielle (CI), maison mère des assurances Victoire, et va désormais mettre en œuvre la procédure de maintien de cours au profit des actionnaires minoritaires, a annoncé, jeudi 7 décembre, la Société des Bourses françaises. Indosuez se portera acquéreur en Bourse, du 11 décembre au 5 janvier, des actions CI qui seraient présentées à la vente, respectivement au prix de 2 276 F et 1 138 F entre le 11 et le 21 décembre inclus, ou de 2 265 F et 1 127 F après détachement du coupon de dividende, du 22 décembre au 5 janvier inclus.

□ **Association pour les cartes de crédit entre le Cetelem et Amro Bank.** – Les banques néerlandaise Amro Bank et française Cetelem ont créé une joint-venture sous le nom de Lecard pour l'émission de cartes de crédit privé fournies par des entreprises de commerce de détail à leurs clients réguliers. L'Amro Bank participe pour 60 % et Cetelem pour 40 % dans la joint-venture, qui sera basée à Utrecht aux Pays-Bas. Lecard utilisera une version de la carte Aurore, distribuée par Cetelem en France.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Arnault & Associés	....	427	Matra Communication	....	196 30
Asystel	....	139 50	Metallurg. Minière	....	239
B.A.C.	....	330	Métroservice	....	208
B. Demachy & Assoc.	....	575	Métroservice (bons)	6 50	6 65
Banque Tarneaud	189 90	191	Molex	200 10	200 50
B.I.C.M.	....	805	Navale-Delmas	....	1173
Boiron	....	414	Olivetti-Logabax	240	....
Boisset (Lyon)	....	280	Om. Gest.Fin.	....	550
Câbles de Lyon	....	2560	Pinault	....	550
Calberson	....	700	P.F.A. S.A.	....	880
Cardif	....	820	Presbourg (C In & Fin)	....	94
C.A. I.-de-Fr. (C.C.I.)	....	770	Présence Assurance	....	465
C.D.M.E.	....	1960	Publicat. Filipacchi	....	725
C. Equip. Elect.	....	339	Razel	....	696
C.E.G.E.P.	....	328 50	Rémy & Associés	....	380
Ciments d'Origny	....	720	Rhône-Alpes Écu (Ly.)	....	314
C.N.I.M.	....	706	St-Honoré Matignon	....	242 90
Codetour	....	....	S.C.G.P.M.	....	740
Conforama	....	1177	Segin	298 70	310 60
Creeks	....	....	Sélection Inv. (Lyon)	....	114
Dafsa	....	180	S.E.P.	....	446
Dauphin	....	610	Serbo	....	535
Devanlay	....	1175	S.M.T.Goupil	....	357
Deville	....	565	Sodinforg	....	210 90
Dolisos	....	180	Supra	....	287
Éditions Belfond	....	169	Thermador Hold. (Lyon)	....	291 50
Elysées Investissem.	....	17 d	TF 1	....	334
Finacor	....	219	Unilog	....	170 20
Gaumont	....	....	Union Financ. de Fr.	....	505
Gr. Foncier Fr. (G.F.F.)	....	310	Viel et Cie	....	190
Guintoli	....	1000	Yves Saint-Laurent	....	1160
I.C.C.	....	267 50			
Idia	....	282			
Idianova	....	147			
IN2	....	308			
Int. Metal Service	....	1020			
Le gd livre du mois	....	408			
Loca Investissement	....	284			
Locamic	....	135			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ LEMONDE

Marché des options négociables le 8 décembre 1989

Nombre de contrats : 25 441.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Déc. dernier	OPTIONS D'ACHAT Mars dernier	OPTIONS DE VENTE Déc. dernier	OPTIONS DE VENTE Mars dernier
Accor	760	136	–	–	7,50
Bouygues	680	–	–	10	–
CGE	440	75	86	–	4
Elf-Aquitaine	520	11	30,50	14	24
Eurotunnel SA-PLC	50	9,10	15	2	5
Lafarge-Coppée	1 400	139	187	3	24
Michelin	171	6	15	7,50	11,50
Midi	1 400	39	–	37	–
Paribas	600	84	105	2	12
Pernod-Ricard	1 700	5	39,90	–	–
Peugeot	850	26	65	19	40
Saint-Gobain	680	4	–	43	–
Source Perrier	2 000	24,50	105	–	–
Société générale	520	36	46	7	22
Suez Financière	400	45	61	2	8
Thomson-CSF	180	1,10	6,40	–	–

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 8 décembre 1989

Nombre de contrats : 45 000.

COURS	ÉCHÉANCES Déc. 89	Mars 90	Juin 90
Dernier	105,32	105,36	105,72
Précédent	105,12	105,08	105,56

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Mars 90	OPTIONS D'ACHAT Juin 90	OPTIONS DE VENTE Mars 90	OPTIONS DE VENTE Juin 90
106	0,62	1,15	1,25	–

INDICES

CHANGES

Dollar : 6,0455 F ⬇

Sur des marchés des changes désormais très calmes, à l'approche de la clôture annuelle des bilans, le dollar s'est effrité. L'augmentation légère du chômage aux Etats-Unis déprime la devise américaine. Le yen a continué de s'affaiblir par rapport du dollar et surtout vis-à-vis du deutschemark, qui reste très fort, notamment à l'égard du franc, cotant à nouveau *3,4175 F*.

FRANCFORT	8 déc.	11 déc.
Dollar (en DM)	1,7735	1,7685
TOKYO	8 déc.	11 déc.
Dollar (en yens)	144,27	144,65

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (11 déc.) ...... 10 3/8-10 1/2 %
New-York (8 déc.) ... 8 3/8-8 7/16 %

BOURSES

PARIS *(INSEE, base 100 : 30-12-88)*

	7 déc.	8 déc.
Valeurs françaises	130,7	132,2
Valeurs étrangères	120,9	NC
(SBF, *base 100 : 31-12-81*)		
Indice général CAC	547,8	547,6
(SBF, *base 1000 : 31-12-87*)		
Indice CAC 40	1 965,63	1 979,29

NEW-YORK *(Indice Dow Jones)*

Industrielles 2 720,78 2 731,44

LONDRES *(Indice « Financial Times »)*

Industrielles	1 850,9	1 862
Mines d'or	297,3	300,5
Fonds d'Etat	83,02	83,14

TOKYO

	8 déc.	11 déc.
Nikkei Dow Jones	37 724,06	37 752,67
Indice général	2 871,93	2 873,66

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. +	UN MOIS ou dép. –	DEUX MOIS Rep. +	DEUX MOIS ou dép. –	SIX MOIS Rep. +	SIX MOIS ou dép. –
$ E.-U.	6,0550	6,0580	+ 85	+ 100	+ 180	+ 205	+ 660	+ 730
$ can.	5,2019	5,2089	– 88	– 57	– 179	– 141	– 395	– 277
Yen (100)	4,1961	4,1997	+ 129	+ 151	+ 265	+ 300	+ 813	+ 890
DM	3,4109	3,4139	+ 67	+ 85	+ 123	+ 146	+ 368	+ 427
Florin	3,0222	3,0252	+ 47	+ 59	+ 90	+ 108	+ 276	+ 326
FB (100)	16,2463	16,2631	– 54	+ 181	+ 112	+ 266	+ 546	+ 950
FS	3,8034	3,8077	+ 73	+ 89	+ 149	+ 175	+ 451	+ 515
L (1 000)	4,6319	4,6377	– 129	– 83	– 215	– 169	– 546	– 461
£	9,5336	9,5444	– 430	– 370	– 767	– 668	– 1972	– 1805

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	8 3/8	8 5/8	8 9/16	8 11/16	8 3/8	8 1/2	8 1/8	8 1/4
DM	7 1/2	7 3/4	7 13/16	7 15/16	7 15/16	8 1/16	8 1/16	8 3/16
Florin	8 3/8	8 5/8	8 3/8	8 1/2	8 3/8	8 1/2	8 3/8	8 1/2
F.B. (100)	9 3/8	9 3/4	9 9/16	9 7/8	9 5/8	9 15/16	9 11/16	10
F.S.	7 1	7 1/4	7 3/4	7 7/8	7 3/4	7 7/8	7 13/16	7 15/16
L (1 000)	10 1/2	11 1/2	12 1/2	12 7/8	12 5/8	13	12 3/4	13
£	14 7/8	15 1/8	15 1/16	15 3/16	15 1/8	15 1/4	15	15 1/8
F franç.	10 1/16	10 5/16	10 1/4	10 3/8	10 3/8	10 1/2	10 1/2	10 5/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 8 DECEMBRE

Cours relevés à 17 h 31

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
3780	C.N.E. 3% ★	3727	3760	3733	+ 0 16
1049	B.N.P. T.P.	1040	1040	1040	....
1195	C.C.F. T.P.	1215	1200	1197	− 1 48
1090	Créd. Lyon. T.P.	1076	1063	1063	− 1 21
1699	Renault T.P.	1780	1780	1790	+ 0 56
2010	Rhône-Poul. TP	2101	2030	2031	− 3 33
1219	St-Gobain T.P.	1225	1238	1220	− 0 41
1235	Thomson T.P.	1185	1215	1190	+ 0 42
845	Accor	900	903	905	+ 0 56
650	Air Liquide	673	665	670	− 0 45
2240	Als. Superm.	2520	2520	2520	....
615	A.L.S.P.I.★	615	612	613	− 0 33
2880	Arjom. Prioux★	3050	3021	3080	+ 0 98
630	Aussedat-Rey★	626	626	625	− 0 16
870	Aux. Entrepr. ★	980	978	978	− 0 20
580	Av. Dassault ★	550	551	548	− 0 36
345	BAFP ★	380	388 50	393 80	+ 3 63
340	Bail-Equipem.★	351	351	351	....
1000	Bail Investiss.★	990	980	970	− 2 02
390	B.N.P. C.I. ★	435	433	436 80	+ 0 41
910	Bolloré Tech.	909	906	903	− 0 66
625	Cie Bancaire ★	676	675	675	− 0 15
805	Bazar H.-V.★	829	826	825	− 0 48
670	Béghin-Say ★	678	682	674	− 0 59
1610	Berger (Ms)	1540	1540	1535	− 0 32
715	Bic ★	723	723	730	+ 0 97
900	B.I.P. ★	881	885	880	− 0 11
555	B.I.S.★	624	611	621	− 0 48
2930	Bongrain S.A. ★	3148	3140	3140	− 0 25
990	Bon-Marché ★	1023	1011	1038	+ 1 47
690	Bouygues ★	696	691	695	− 0 14
134	B.P. France ★	155 60	154	152 10	− 2 25
700	B.S.N.★	766	762	767	+ 0 13
725	Canal Plus★	789	789	785	− 0 51
460	Cap Gem. S.★	505	507	505	....
3330	Carrefour★	3665	3680	3645	− 0 55
200	Casino★	219 50	218 60	219	− 0 23
127	Casino A.D.P.★	135	135	136	+ 0 74
1050	Castorama D.I.	1180	1170	1170	− 0 85
135	C.C.M.C.	156	155	155	− 0 64
645	C.E.G.I.D.	703	720	710	+ 1
235	Centrest	245 50	246	246	+ 0 20
....	C.E.P. Comm.	572	574	580	+ 1 40
420	Cerus★	435 10	436 40	434 80	− 0 07
585	Cetelem★	849	840	850	+ 0 15
640	C.F.A.O.★	652	645	643	− 1 38
475	C.G.E.	509	505	518	+ 1 77
1600	C.G.I. Informat.	1795	1799	1799	+ 0 22
1440	C.G.I.P.★	1575	1575	1571	− 0 25
680	C.G.P.	700	700	699	− 0 14
1100	Chargeurs S.A★	1219	1208	1269	+ 4 10
780	Cica	803	805	805	+ 0 25
1550	Ciments franç.★	1700	1690	1680	− 1 18
576	Club Méditerr.★	611	610	621	+ 1 64
216	C.M.B. Packag.	242 10	242 30	248	+ 2 44
173	Codetel★	172	171	177	+ 2 91
425	Cofimeg★	425	425	425	....
795	Coles ★	865	865	877	+ 1 39
236	Cpt. Entrepr.★	228	236	229 60	+ 0 70
1070	Compt. Mod. ★	1208	1178	1211	+ 0 17
340	Concept S.A.	380	379	379	− 0 26
1210	Créd. Foncier ★	1376	1375	1370	− 0 44
500	C. F. Internat. ★	517	513	518	+ 0 19
190	C.C.F.★	215 90	205	222 50	+ 3 06

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
695	Cr. Lyon. (CI) ★	707	698	708	+ 0 14
1140	Crédit Nat.★	1131	1140	1143	+ 1 06
300	C.S.E.E. ★	370 50	375 90	371	+ 0 13
4010	Damart S.A. ★	4405	4405	4430	+ 0 57
2200	De Dietrich★	2180	2161	2199	+ 0 87
220	Dév. P.d.C. (Li)	220	220 90	220 90	+ 0 41
335	Dév. R. Sud-Est	356	357	357	+ 0 28
585	D.M.C.	580	575	572	− 1 38
....	Drouot Assur★	440	439 90	426	− 3 18
4840	Docks France ★	5000	4980	4999	− 0 02
900	Dumez ★	970	980	953	− 1 75
1070	Duménil Leblé	1159	1165	1156	− 0 26
2120	Eaux (Gén.)★	2300	2280	2330	+ 1 30
480	Ecco ★	502	509	515	+ 2 59
1110	Electrofinanc. ★	1094	1149	1116	+ 2 01
450	El. S. Dassault★	504	505	495	− 1 79
485	Elf-Aquitaine	517	518	513	− 0 77
415	– (certific.) ★	423	425	425	+ 0 47
1320	Epeda B.-F.	1340	1350	1380	+ 2 98
2780	Essilor★	2999	2985	3025	+ 0 87
1300	Essil. int.(DP)★	1311	1326	1353	+ 3 20
455	Esso S.A.F. ★	640	625	648	+ 1 25
2280	Eurafrance★	2690	2745	2682	− 0 30
1820	Eurocom ★	2008	2000	2000	− 0 40
86	Eurodisneyland	90 70	90 15	91 80	+ 1 21
4000	Euromarché★	4300	4200	4345	+ 1 05
935	Europe nº 1 ★	1120	1110	1124	+ 0 36
47	Eurotunnel ★	57 10	57	57 05	− 0 09
1780	Exor ★	1976	1976	1931	− 2 28
1520	Facom★	1590	1595	1571	− 1 19
1110	Fichet-Bauche★	1185	1195	1189	+ 0 34
210	Financial★	213 90	210	210	− 1 82
320	Fives-Lille★	370	372	368	− 0 54
2410	Fromager. Bel★	2360	2304	2320	− 1 69
1890	Gal. Lafayette★	2070	2070	2090	+ 0 97
570	Gascogne★	592	590	590	− 0 34
1630	Gaz et Eaux★	1800	1785	1818	+ 1
760	Géophysique★	900	888	900	....
605	Gerland★	668	665	664	− 0 60
740	Groupe Cité★	735	735	740	+ 0 68
2250	Gr. Victoire	2275	....	....	....
1120	– (certif.)	1134	....	....	....
1100	GTM-Entrep.★	1210	1190	1198	− 0 99
1050	Guyenne-Gas.★	1238	1208	1220	− 1 45
370	Hachette ★	397	396	410	+ 3 27
1310	Havas ★	1450	1460	1459	+ 0 62
615	Hénin (La)★	674	666	670	− 0 59
1160	Hutchinson ★	1260	1260	1270	+ 0 79
315	Imétal ★	321 10	324	333 40	+ 3 83
161	Ingénico ★	156 50	156 90	156 90	+ 0 26
5560	Inst. Mérieux★	5900	5900	5960	+ 1 02
580	Interbail★	505	505	508	+ 0 59
1720	Intertechnique★	1870	1850	1850	− 1 07
1150	J. Lefebvre★	1262	1245	1275	+ 1 03
1180	Labinal ★	1160	1155	1162	+ 0 17
2360	Lab. Bellon★	2570	2500	2567	− 0 12
1430	Lafarge-Coppée	1526	1515	1523	− 0 20

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
1320	Lebon ★	1399	1398	1399	....
3270	Legrand ★	3585	3528	3555	− 0 84
1790	Legrand (DP) ★	1785	1798	1798	+ 0 73
1680	Leroy-Somer★	1915	1928	1972	+ 2 98
790	Locabail Im.★	775	778	778	+ 0 39
500	Locafrance ★	525	525	520	− 0 95
820	Locindus★	865	870	879	+ 1 62
380	Luchaire★	376	380	379 90	+ 1 04
4810	L.V.M.H.★	5110	5130	5170	+ 1 17
480	Lyonn. Eaux ★	535	530	528	− 1 31
79	Mais. Phénix★	84	84 75	83 50	− 0 60
305	Majorette (Ly)★	323	320	320 10	− 0 90
440	Mar. Wendel ★	509	500	493	− 3 14
390	Matra ★	404	401 50	400	− 0 99
4390	Merlin-Gerin ★	4790	4780	4780	− 0 21
260	Metaleurop★	264	262 50	270 50	+ 2 46
225	Métrologie Int.★	258 50	253 10	253	− 2 13
153	Michelin	166 30	165 20	174 70	+ 5 05
1250	Midi (Cie)	1390	1398	1393	+ 0 22
180	Midl. Bk SA★	186	185	182	− 2 15
445	Min Salsig (Ms)	470	490	480	+ 2 13
200	M.M.B.M. ★	207	206 50	206	− 0 48
140	Moulinex★	150	146 10	144	− 4
....	Navig. Mixte ★	1894	1891	1900	+ 0 32
191	Nord-Est ★	202 90	203 90	208	+ 2 51
310	Nordon (Ny)	328	327	327	− 0 30
775	Nouvelles Gal.★	744	744	769	+ 3 36
760	Occid. (Gén.)★	790	790	790	....
1510	Omn.F.Paris★	1670	1670	1660	− 0 60
410	Olipar ★	412	411 50	412	....
4630	Oréal (L')★	4849	4800	4850	+ 0 02
595	Paribas	675	665	678	+ 0 44
425	Paris-Réesc.★	483	480	495	+ 2 48
1610	Pechelbronn ★	1709	1735	1809	+ 5 85
315	Pechiney CIP★	330	329	335 90	+ 1 79
186	Pechiney Int.	204 80	206 90	207 80	+ 1 46
460	Penhoet★	550	550	585	+ 6 36
1380	Pernod-Ricard★	1505	1490	1520	+ 1
800	Peugeot S.A.	853	850	855	+ 0 23
450	Plastic Omn.★	485	498	498	+ 2 68
595	Poliet ★	639	636	630	− 1 41
1180	Prétabail Sic.★	1185	1185	1185	....
820	Primagaz★	925	925	940	+ 1 62
870	Printemps★	735	740	740	+ 0 68
4000	Promodès★	4660	4680	4650	− 0 21
515	Radiotechn. ★	514	507	523	+ 1 75
163	Raff. D. Total ★	184	184	181	− 1 63
3310	Redoute (La) ★	3530	3530	3495	− 0 99
455	R.-Poulenc CIP★	472	474	475	+ 0 64
335	Robur financ.	342	338	338	− 1 17
182	Rochette (La)	183 90	....	....	....
2310	Roussel-Uclaf★	2150	2200	2200	+ 2 33
4850	R. Impér. (Ly)	5020	5000	5080	+ 1 20
183	Sade	187	187	187	....
1620	Sagem ★	1564	1546	1575	+ 0 70
620	Saint-Gobain	646	645	647	+ 0 15
1410	St-Louis ★	1538	1539	1540	+ 0 13

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
2850	Salomon	3330	3330	3360	+ 0 90
585	Salvepar	596	605	615	+ 3 19
990	Sanofi ★	1064	1065	1052	− 1 13
1900	S.A.T. ★	1770	1711	1765	− 0 28
330	Saul-Chât. (S)★	342	332	330 30	− 3 42
859	Saupiquet (Ns)	960	970	970	+ 1 04
865	Schneider ★	906	902	930	+ 2 65
51	S.C.O.A.★	49 95	50 20	49 70	− 0 50
1100	S.C.R.E.G. ★	1100	1125	1151	+ 4 64
1000	Seb ★	1062	1068	1065	+ 0 28
520	Sefimeg ★	519	516	514	− 0 96
575	Sextant A.	605	601	600	− 0 83
1570	S.F.I.M.★	1688	1690	1690	+ 0 12
240	S.G.E.★	250	245	249	− 0 40
860	Silic★	835	850	845	+ 1 20
620	Simco	625	608	601	− 3 84
1070	Sk. Rossignol★	1070	1075	1089	+ 1 78
935	Sligos ★	930	930	930	....
500	Société Génér.	530	523	548	+ 3 40
141	Sodexco	141 10	141 10	141 10	....
165	Sodero (Ns)	172 90	172 90	172 90	....
4030	Sodexho ★	790	798	780	− 1 27
....	Sogenal (Ny)	104	102 10	102 50	− 1 44
385	Sogerap★	455	455	470	+ 3 30
2500	Somm-Allib. ★	2795	2720	2810	+ 0 54
1820	Source Perrier★	1847	1845	1852	+ 0 27
785	Sovac ★	835	825	830	− 0 60
720	Spie-Batignol.★	739	740	735	− 0 54
1230	Strafor ★	1200	1190	1190	− 0 83
390	Suez	439 90	435 50	446 50	+ 1 50
385	Synthelabo ★	409	407 90	409	....
153	Thomson-C.S.F.	158 20	157 60	156 10	− 1 33
485	Total (CFP) ★	550	550	572	+ 4
93	– (certific.)★	106	106	108 90	+ 2 74
400	Trailleur (Fin.)	400	400	399	− 0 25
480	U.F.B.-Locab. ★	490	486	487	− 0 61
1040	U.I.C. ★	1140	1133	1144	+ 0 35
645	U.I.F. ★	635	640	657	+ 3 46
985	U.I.S.★	969	972	980	+ 1 14
240	U.C.B. ★	257	257	260	+ 1 17
890	Unibail★	870	870	873	+ 0 34
790	Valéo ★	851	850	850	− 0 12
455	Vallourec ★	475	475 90	475	....
390	Via Banque★	424 50	425	423	− 0 35
1230	Zodiac	1262	1256	1280	+ 1 43
940	Elf-Gabon ★	1039	1040	1100	+ 5 87
148	Amax Inc.	142	....	....	....
215	Amer. Express	208 50	....	....	....
285	Amer. Teleph.	264 90	....	....	....
169	Anglo Amer. C.	168 50	....	....	....
590	Amgold	581	....	....	....
300	Banco Santander	304	....	....	....
915	BASF (Akt)	975	....	....	....
980	Bayer	970	....	....	....
109	Buffelsfont.	112 80	....	....	....
225	Chase Manh.	218 30	....	....	....
122	Echo Bay Mines	112 10	....	....	....

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
90	De Beers	100 10	....	....	....
2300	Deutsche Bank	2550	....	....	....
1130	Dresdner Bank	1315	....	....	....
89	Driefontein Cal	86 80	....	....	....
710	Du Pont-Nem.	728	....	....	....
255	Eastman Kodak	280 20	....	....	....
28	East Rand	33 50	....	....	....
240	Electrolux	252 30	....	....	....
785	Ericsson	780	....	....	....
285	Exxon Corp.	282	....	....	....
270	Ford Motors	274 80	....	....	....
79	Freegold	78 10	....	....	....
152	Gencor	173	....	....	....
365	Gén. Electr.	385	....	....	....
550	Gén. Belgique	587	....	....	....
265	Gen. Motors	273	....	....	....
50	GdMetropolitain	54 05	....	....	....
41	Harmony	46 90	....	....	....
275	Hewlett-Packard	278	....	....	....
63	Hitachi	64 30	....	....	....
895	Hoechst Akt.	910	....	....	....
118	Homestake	116	....	....	....
104	Imp. Chemical	109 80	....	....	....
620	IBM	601	....	....	....
360	ITT	366	....	....	....
192	Ito-Yokado	192	....	....	....
198	Mac Donald's	205	....	....	....
96	Matsushita	98 60	....	....	....
21	Maxwell	21 85	....	....	....
475	Merck	468	....	....	....
465	Minnesota M.	471 50	....	....	....
360	Mobil Corp.	365 70	....	....	....
265	Morgan J.P.	253	....	....	....
31760	Nestlé	33400	....	....	....
1100	Nixdorf	1057	....	....	....
128	Norsk Hydro	140	....	....	....
188	Ofsil	185	....	....	....
1980	Petrofina	1938	....	....	....
250	Philip Morris	259 80	....	....	....
145	Philips	145	....	....	....
118	Placer Dome	109	....	....	....
400	Quilmès	387	....	....	....
420	Randfontein	480	....	....	....
410	Royal Dutch	439 20	....	....	....
50	Rio Tinto Zinc	52 40	....	....	....
29	Saat. & Saatchi	25 80	....	....	....
65	St Helena Co	64 85	....	....	....
270	Schlumberger	289	....	....	....
41	Shell transp.	44 60	....	....	....
2010	Siemens A.G.	2274	....	....	....
360	Sony	361	....	....	....
147	Sumitomo	162 10	....	....	....
48	Telefonica	48 10	....	....	....
230	T.D.K.	238 10	....	....	....
50	Toshiba Corp.	55	....	....	....
460	Unilever	484 80	....	....	....
320	Unit. Techn.	316	....	....	....
680	Vaal Reefs	645	....	....	....
395	Volvo	375	....	....	....
285	West Deep	288 50	....	....	....
350	Xerox Corp.	362	....	....	....
144	Yamanouchi	151	....	....	....
2 58	Zambia Corp.	2 60	....	....	....

Comptant (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp. 8,80 % 77	....	4 798
9,80 % 78/93	....	4 001
10,80 % 79/94	....	2 811
13,25 % 80/90	....	6 825
16,20 % 82/90	....	14 602
16 % juin 82	....	7 978
14,60 % fév. 83	....	11 600
13,40 % déc. 83	112 87	12 923
12,20 % oct. 84	....	2 039
11 % fév. 85	110 25	8 740
10,26 % mars 86	104 22	7 618
ORT 12,75 % 83	....	--
OAT 10 % 2000	105 85	5 342
OAT 9,90 % 1997	105 22	9 764
OAT 9,80 % 1996	102 75	8 377
Ch. France 3 %	....	--
CNB Bques janv. 82	....	3 830
CNB Paribas	....	3 830
CNB Suez	....	3 830
CNI janv. 82	....	3 830
PTT 11,20% 85	106 50	0 359
CFF 10,30% 86	....	8 178
CNE 11,50% 85	103 75	5 331
CNT 9% 86	95	5 437
CRH 10,90% déc. 85	107 50	9 219
C.N.C.A. T.P.	....	108
C.G.E. 6% janv. 89-99	....	52
Drouot Ass. Obl. conv.	....	--
Métrologie I. 6% 6/7	....	8 380

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (Sté Fin.)	....	1512
A.G.F. (St Cent.)	....	1212
Alsthom	....	....
Applic. Hydraul.	....	1281
Arbel	....	1029
Astorg	....	320
Avenir Publicité	....	1850
Axa Midi Assurances	....	346
Bain C. Monaco	....	530
Banque Hypoth. Eur.	....	375
Béghin-Say (C.I.)	....	510
Blanzy-Ouest	....	2073
B.N.P. Intercontin.	....	300
Bénédictine	....	....
B.T.P. (Compagnie)	....	110
Calf	....	861
Cambodge	....	681
C.A.M.E.	....	190
Carbone-Lorraine	....	942
Caves-Pochin	....	31 10 d
C.E.G.Frig.	....	400
Centen. Blanzy	....	6400
Cerabati	....	147

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Champex (Ny)	150	150
C.I.C. (Financ. de)	....	230 20
C.I. Maritime	....	701
Citram (B)	2080	2100
Clause	....	1112
Cofradel (Ly)	....	1300
Cogifi	....	395
Comiphos	....	817
Cie Industrielle	....	9880 o
Comp. Lyon-Alem.	....	605
Concorde (La)	....	1534
C.M.P.	....	....
Créd. Gén. Ind.	....	485
Cr. Universel (Cie)	....	709
Créditel	....	140
Darblay S.A.	....	627
Degremont	....	620
Delalande S.A.	....	2150
Delmas Vieljeux	....	5120
Didot-Bottin	....	1100
Eaux Bass. Vichy	....	1185
Eaux Vittel	....	4365
E.C.I.A.	....	....
Electro-Banque	....	353
Eli-Antargaz	....	1010 d
E.L.M. Leblanc	....	620
Enelf-Bretagne	....	360
Entrepôts Paris	....	1420
Europe Soudure Indust.	....	101 60 d
Eternit	....	2190
Finalens	....	221 30 *
FIPP	....	277 70 d
Fnac	....	1895
Foncière (Cie)	....	855
Fonc. Lyonnaise	....	934
Foncina	....	485
Forinter	....	....
Fougerolle	....	938
France I.A.R.D.	....	1071 d
France (La)	....	19400
From. Paul Renard	....	1770 o
GAN	....	2334
G.F.I.I.	....	300
Gaumont	....	680
Genefim	....	311
Gévelot	....	530
Gr. Fin. Constr.	....	430
Gds Moulins Paris	....	1430
G. Transp. Ind.	....	820
Imm. Plaine-Monceau	....	....
Imminvest	....	....
Immobail	....	425
Immobanque	....	780
Immob. Marseille	....	9150
Immofice	....	525
Invest. (Sté Cent.)	....	3310
Jaeger	....	229
Lambert Frères	....	524
Lille-Bonnières	....	1862
Loca-Expansion	....	282
Locafinancière	....	388
Locatel	....	405
Louis Vuitton	....	1460
Louvre (Sté)	....	4140
Lucia	....	2000
Machines Bull	....	83

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Magasins Uniprix	....	162
Magnant S.A.	....	98 10
Maritimes Part.	....	389 60
Métal Déployé	....	801
Mors	....	142
Navig. (Nat. de)	....	236
Nozal	....	295
Optorg	....	435
Oréal (L') C.I.	2300	2310
Origny-Desvroise	....	1345
Palais Nouveauté	....	1082 d
Paluel Marmont	....	720
Parfinance	....	247
Paribas-CIP	370	....
Paris France	....	245
Paris-Orléans	....	280 10
Partenha	....	468
Patern. Ries. Div.	....	1650
Pathé-Cinéma	....	....
Piper-Heidsieck	....	2290
P.L.M.	....	422
Porcher	....	710
Promodès	1750	1750
Publicis	....	1100
Rochefortaise S.A.	....	1020
Rosario (Fin.)	....	570
Rougier et Fils	....	375
Rozières (usine de)	....	700
Secer	....	760
SAFAA	....	430
Safic-Alcan	....	700
SAFT	....	3279
Saga	....	223
Salins du Midi	....	690
Satam	....	143
Savoisienne (M)	342	342
SCAC	....	610
Senelle Maubeuge	....	501
S.E.P. (M)	179 50	179 50
Sidi	....	492
Sinnor (Li)	....	....
Sinvim	....	409
Siph (Plant. Hévéas)	....	465
Sofal financière	....	789
Soficel	....	1140
Soffo	....	515
Soficomi	....	690
S.O.F.I.P. (M)	478	478
Sofragi	....	1611
Sopagri	....	159 50
Sophia-Bail	....	490
Soudure Autog.	....	970
Sovabail	....	621
Suez (Fin. de)-CIP	247 80	247 80
Stemi	....	798
Taittinger	....	4100
Talcs de Luzenac	....	....
Télémécanique Elect.	....	....
Testut-Aequitas	....	....
Tour Eiffel	....	327
Ulmer S.M.D.	....	898
Ugine A. Chat. Gueug.	....	393 30
U.A.P.	....	690
U.T.A.	....	2600
Vicat	....	3100
Viniprix	....	2350

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Vinax	....	172
Waterman S.A.	....	1021
Brass. du Maroc	....	169 20 d

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	870	....
Akzo	365	....
Alcan Alum	133 70	136
Algemene Bank	129	127
American Brands	419 50	420
Arbed	895	964
Asturienne Mines	206	....
Bco Pop Espanol	475	475
Banque Ottomane	1740	1780
B. Régl. Internat.	42300	42500
Br. Lambert	700	699
Canadian-Pacific	130	130
Chrysler corporation	117 50	....
CIR	23	23 10
Commerzbank	930	914
Dart. and Kraft	....	....
De Beers (port.)	....	....
Dow Chemical	400	396
Gén. Belgique	....	....
Gevaert	1180	1185
Glaxo	148 90	149 90
Goodyear	284 20	....
Grace and Co	183	184
GTE corporation	418	....
Honeywell Inc.	490	....
Johannesburg	1345	....
Kubota	56	58
Latonia	....	....
Midland Bank Plc	32	32 10
Mineral-Ressourc.	94 35	96 20
Noranda	124	124 90
Olivetti	22 10	22 30
Pakhoed Holding	403	401
Pfizer Inc.	447	443
Procter Gamble	399 90	399 90
Ricoh Cy Ltd	48	50 10
Rolinco	325	320 50
Robeco	321 50	321
Rodamco	242 90	245
Saipem	11 10	11 40
Sema Group	34 50	34 90
Shell fr. (port.)	....	....
S.K.F. Aktiebolag	126	126
Steel Cy of Can.	97	....
Tenneco	370	380
Thorn EMI	74	73 50
Toray indust. inc	44	....
Vieille Montagne	....	....
Wagons-Lits	1370	1410
West Rand	15 60	15 95
Whitman Corporation	189	....

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
American Petrofina	....	....
Banque Hydro-Energie	340	....
Buitoni	850	....
Calciphos	203	....
Chambourcy (M.)	978	....
Cochery	380	....
Cogesbor	115	....
C. Occid. Forestière	180 10	....
Copamex	350	....
Europ. Accumul.	79 50	73 50 o
Gachot	133	....
Guy Degrenne	590	....
Haribo-Ricqlès-Zan	210	....
Hoogovens	297	....
Merlin Immobilier	240	....
Nicolas	910	....
Particip. Percier	357	....
Rorento N.V.	177 80	....
St-Gobain-Emballage	1990	....
Sems-Motra	345	....
S.E.P.R.	2100	....
S.P.R.	580	....
Sté Lecteurs du Monde	487	....
Ufinex	380	....
Union Brasseries	104	....
Wonder	1470	....

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 8/12	COURS DES BILLETS Achat	COURS DES BILLETS Vente
Etats-Unis ($ 1)	6 030	6 054	5 850	6 320
ECU	6 944	6 954	....	....
Allemagne (100 DM)	341 790	341 700	331	351 500
Belgique (100 F)	16 269	16 266	15 700	16 750
Pays Bas (100 fl.)	302 910	302 850	293	312
Danemark (100 krd)	88 050	88 030	85	92
Norvège (100 k)	89 120	89 290	....	....
Grande-Bretagne (£ 1)	9 510	9 574	9 150	9 950
Grèce (100 drachmes)	3 726	3 714	3 400	4 200
Italie (1 000 lires)	4 631	4 635	4 400	4 900
Suisse (100 fr.)	380 030	379 950	368	392
Suède (100 krs)	95 160	95 290	92	99
Autriche (100 sch)	48 550	48 520	47	50 100
Espagne (100 pes.)	5 294	5 287	5 050	5 600
Portugal (100 esc.)	3 907	3 910	3 650	4 350
Canada ($ can 1)	5 188	5 204	5 050	5 450
Japon (100 yens)	4 183	4 198	4 060	4 280

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 8/12
Or fin (kilo en barre)	78700	78600
Or fin (en lingot)	78650	79600
Pièce française (20 fr)	451	458
Pièce française (10 fr)	380	.....
Pièce suisse (20 fr)	502	506
Pièce latine (20 fr)	454	457
Souverain	575	580
Pièce de 20 dollars	2740	2745
Pièce de 10 dollars	1505	1520
Pièce de 5 dollars	945	.....
Pièce de 50 pesos	2965	2980
Pièce de 10 florins	475	490
Or Londres	.....	.....
Or Zurich	.....	.....
Or Hongkong	.....	.....
Argent Londres	.....	.....

SICAV (sélection) 8/12

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	1152 39	1124 27
Action	242 58	236 09
Actions France	605 46	583 58
Actions sélectionnées	694 46	669 36
Aedificandi	685 05	680 29
A.G.F. Actions (ex-CIP)	1256 68	1226 04
A.G.F. 5000	720 18	702 61
A.G.F. ECU	1070 31	1069 71
A.G.F. Foncier	127 14	124 04
A.G.F. Interfonds	451 32	440 31
A.G.F. Invest	135 93	132 61
A.G.F. OBLIG.	1129 80	1124 18
A.G.F. Sécurité	10989 43	10989 43
Agfimo	727 86	710 11
Alcal	208 52	200 98
A.L.T.O.	179 38	172 90
Amsi-Gan	6591 19	6387 77
Amplitude	673 13	653 52
Arbitrages court terme	5697 37	5695 99
Associc.	1162 08	1162 08 ◆
Atout Futur	385 84	373 15
Aurecic	1517 78	1473 57 ◆
Avenir C.I.C.	114 71	111 37 ◆
Avenir Alizés	1567 11	1526 58
Axa Europe	124 76	119 08
Axa Investissements	132 14	126 15
Axa N.P.I.	106 92	102 07
Axa Valeurs PER	137 88	131 63
Bred Associations	2595 45	2587 69
Capitacic	1043 63	1028 11 ◆
Capital Plus	1694 57	1694 57
Cardan-Pierre	36 21	34 65
CIP (voir AGF Actions)	......	......
Cousic	1055 53	1039 93
Comptavalor	5591 19	5582 82
Compterstraite	113 43	110 13
Convertimmo	434 22	417 52
Crédinter	564 57	548 13 ◆
Crédit Mutuel Capital.	1039 55	1019 17
Diam	1157 85	1119 78
Drouot-France	930 46	898 27
Drouot-Investiss.	1122 32	1071 43
Drouot-Sécurité	258 70	245 08
Drouot-Sélection	147 55	140 86
Ecacic	1149 48	1132 50 ◆
Ecureuil Capitalisation	2069 80	2049 31
Ecureuil Investissement	420 49	408 23
Ecureuil Monoprenière	53092 87	53092 87
Ecureuil Monétaire	31273 19	31273 19
Ecureuil Trimestriel	1983 30	1983 66
Elicash	2204437	2204437
Energia	276 37	263 84
Eparcic	2852 73	2852 73 ◆
Eparcourt Sicav	4308 25	4297 51
Epargne Associations	25345 02	25307 06
Epargne-Capital	8643 15	8557 57
Epargne Court-Terme	541 85	541 85
Epargne Croissance	1690 58	1645 33
Epargne-Industr.	102 59	97 94
Epargne Inter	628 37	612 53
Epargne J	55662 94	55662 94
Epargne Long-Terme	192 95	187 79
Epargne Monde	1384 54	1347 48
Epargne Première	11787 54	11699 79
Epargne-Oblig.	198 83	193 51
Epargne-Centre	1100 31	1070 86
Epargne-Unie	1426 71	1376 14
Epargne-Valeur	471 30	458 69
Epsilon	1175 68	1164 02
Eurocic Leaders	1146 58	1113 18 ◆
Eurodyn	1209 04	1169 28
Euro-Gan	7443 30	7105 78
Fonsicav (div. par 10)	11362 47	11362 47
Foncial	285 10	276 13
France Avenir 4/4 Ret.	......	......
France-Gan	10109 05	9659 64
France-Garantie	269 11	268 57 ◆

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
France-Index Sicav	118 84	115 94
France-Investiss.	460 12	448 90
France-Obligations	462 28	457 70 *
Francic	607 81	493 02 ◆
Francic Pierre	125 19	121 54 ◆
Francic Régions	1334 74	1295 86 ◆
Fructi-Associations	28 57	28 57
Fructi-Epargne	30 06	29 33
Fructicapi	34 28	33 76
Fructicourt	113068 11	113068 11
Fructidor	238 04	234 52
Fructifrance	988 27	964 17
Fructimmo	32 37	31 58
Fructivar	4397 14	4386 17
Fructi ECU	575 63	567 12
Fructi-Première	10958 28	10794 36
Futurobligs	1162 11	1123 90
Gestilion	59110 01	58862 60
Gestion Associations	163 80	160 20
Horizon	1269 17	1232 20
Interépar	107486 72	104336 62
Interoblig.	12071 98	11807 67
Intersélect France	590 16	583 28
Japacic	205 43	199 45
Jeune épargne	241 61	238 04
Laffitte-Amérique	240 98	230 05
Laffitte Europe	298 74	283 28
Laffitte-Expansion	301 62	287 94
Laffitte-France	377 83	360 70
Laffitte-Immobilière	277 36	264 78
Laffitte-Japon	452 04	431 54
Laffitte-Oblig.	140 39	134 02
Laffitte-Rend.	194 07	185 27
Laffitte-Tokyo	394 48	376 59
Latitude	5411 19	5403 09
Lauré Court terme	10107 04	10107 04
Lauré Long terme	5396 10	5238 93
Lion-Associations	11686 69	11686 69
Lion-Institutionnels	23684 46	23625 39
Lionplus	779 19	771 48
Lion Trésor	2163 60	2142 18
Livret Bourse Investis.	563 47	547 06
Livret portefeuille	753 41	731 47
Méditerranée	205 57	196 25
Mensuel CIC	10098 90	9997 91 ◆
Mondiale Investissem.	463 41	432 85
Monocic	5800 01	5800 01 ◆
Monedan	53538 36	53538 36
Moné J.	58025 46	58025 46
Mutualité Dépôts	10836 83	10814
Mutuelle Unie SIL	156 57	149 47
Natio-Epargne	14243 49	14102 46
Natio-Epargne Trésor	6384 09	6351 39
Natio-Court terme	224697	224697
Natio-Inter.	1217 45	1184 87
Natio-Monétaire	20335 86	20335 86
Natio-Obligations	553 10	538 30
Natio-Patrimoine	1594 57	1551 89
Natio-Placements	66522 93	66522 93
Natio-Revenu	1023 68	1013 54
Natio-Sécurité	11309 27	11309 27
Natio-Valeurs	879 48	855 94
Nippon-Gan	7115 07	6792 43
Nord-Sud Développ.	1243 21	1240 73
Normalif	13262 74	12992 86
Obli Associations	122 32	121 11
Oblicic Mondial	9241 28	9104 71 ◆
Oblicic Régions	1046 03	1029 59 ◆
Oblig. toutes catég.	152 18	149 93
Oblilion	1083 73	1082 80
Oblisécurité	10874 08	10874 08
Oraction	1307 36	1284 37
Ovalor	6400 88	6169 53
Paribas Epargne	16518 61	16485 64
Paribas Opportunités	128 46	123 22
Paribas Patrimoine	571 50	548 20
Paribas Revenu	90 18	89 27

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Patrimoine Retraite	178 61	175 11
Parvalor	704 67	694 15
Phénix Placements	259	257 71
Pierre Investiss.	786 83	767 64
Placement A	1237 82	1213 55
Placement crt-terme	72312 70	72188 36
Placement J	5742 33	5730 87
Placement Premier	53879 81	53871 87
Plénitude	117 41	114 27
Poste Gestion	51972 67	51972 67
Première Obligations	10936 41	10925 48
Prévoyance Ecureuil	114 45	111 39
Priv'Association	23461 70	23461 70
Quartz	128 48	125 32
Rentacic	163 31	160 90 ◆
Revenus Trimestriels	5330 82	5277 84
Revenu Vert	1145 80	1128 67
St-Honoré Bio-aliment.	970 80	926 78
St-Honoré Global	286 23	273 25
St-Honoré Matignon Pl.	245 46	234 33
St-Honoré Pacifique	633 36	604 64
St-Honoré P.M.E.	559 40	534 03
St-Honoré Réel	11995 33	11947 54
St-Honoré Services	547 06	526 02
St-Honoré Technol.	841 49	803 33
Sécuricic	1405 71	1404 31 ◆
Sécuri Taux	11178 39	11178 39 *
Sicavdon (Cardan BP)	705 61	695 18
Sicav-Associations	1486 99	1484 76
S.F.I. fr. et ét.	737 36	715 88
Sicav 5000	451 41	439 33
S.I.G.	860 58	831 19
Silvafrance	712 10	693 04
Slivam	468 81	454 32
Slivarente	215 57	213 44
Slivinter	469 28	456 72
S.N.I.	1305 35	1287 33 ◆
Sogepargne	336 27	323 15
Sogevar	1176 45	1123 10
Soginter	1447 99	1382 33
Soleil Investissement	593 79	586 86
Stratégie Actions	1258 93	1210 51
Stratégie Rendement	1169 34	1131 56
Technocic	1205 36	1170 25 ◆
Techno-Gan	6504 49	6208 54
Thesora	528 82	523 58
Transcontinents	89 42	87 67
Trésor Plus	1038 96	1028 57
Trésor Réal	11439 38	11439 38
Trésoricic	111015 74	111015 74 ◆
Tulion	5232	5180 20
U.A.P. Investiss.	489 65	471 95
U.A.P. moyen terme	110 41	108 42
Uni-Associations	117 66	117 66
Unifrance	627 22	604 55
Unifoncier	1503 90	1449 54
Uni-Garantie	1367 38	1330 74
Uni-Régions	3429 48	3305 52
Univeste	2337 41	2280 55
Univer	193 46	193 46
Univers-Actions	1337 37	1293 39
Univers-Obligations	1617	1563 83
Valorex	604 86	590 13
Valorg	1684 75	1683 07
Valrel	42606 78	42585 49
Vauban	23219 17	23195 95

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché − o : offert − * : droit détaché − d : demandé − ◆ : prix précédent − ★ : marché continu

Le Monde

Pour la première fois depuis 1971

Réunion à Berlin des ambassadeurs des quatre puissances victorieuses

Un mois après l'ouverture du mur, et pour la première fois depuis 1971, les quatre puissances alliées victorieuses de l'Allemagne en 1945 devaient tenir, lundi 11 décembre une conférence sur Berlin.

La conférence réunit au quartier général des Alliés à Berlin-Ouest les ambassadeurs en RFA des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France, ainsi que l'ambassadeur en RDA de l'Union soviétique, indique un communiqué publié dimanche 10 décembre par le gouvernement militaire français, qui précise que cette réunion a été demandée par l'URSS vendredi 8 décembre.

Officiellement, la conférence sera consacrée à *« l'initiative de Berlin »* de l'ancien président américain Ronald Reagan. Cette initiative, qui remonte à décembre 1987, prévoyait l'amélioration de la desserte de Berlin et l'organisation de manifestations internationales comme des *Jeux olympiques*. Selon le communiqué français, l'URSS est maintenant prête à discuter de ce projet. Lors du sommet américano-soviétique de Malte, la semaine dernière, le président George Bush avait proposé que les Jeux olympiques d'été de 2004 se déroulent dans les deux parties de la ville divisée.

En fait, la réunion doit examiner la nouvelle situation créée par la décision des autorités de RDA d'autoriser les voyages à l'Ouest pour tous les citoyens est-allemands, et elle sera surtout consacrée aux problèmes de la circulation aérienne au-dessus des deux Etats allemands, a-t-on appris, dimanche, de sources diplomatiques à Bonn.

Le trafic aérien est le principal problème que les quatre puissances aient à régler ensemble. Depuis l'ouverture du mur, les deux compagnies allemandes Interflug (RDA) et Lufthansa (RFA) souhaitent pouvoir voler entre les deux Etats (*le Monde* du 9 décembre), et Lufthansa aimerait retrouver le droit de desservir Berlin, qui lui est refusé depuis la guerre.

Le statut d'occupation à Berlin, *confirmé par les accords de 1971*, date des accords de Londres de 1944-1945, aux termes desquels le territoire de l'ancienne capitale du Reich a été divisé en quatre secteurs (URSS 45,6 %, Etats-Unis *23,9 %*, Grande-Bretagne 18,7 % et France 11,8 %) qui devaient être administrés en commun. Berlin-Ouest, issu de la réunion des trois secteurs occidentaux, s'étend sur 479 kilomètres carrés et compte plus de 2 millions d'habitants, contre 403 kilomètres carrés et 1,2 million d'habitants pour Berlin-Est. – *(AFP.)*

Les réactions aux déclarations de M. Mitterrand

● Sur le sommet de Strasbourg

M. André Lajoinie, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, a estimé que le président de la République avait *« appuyé »* au sommet de Strasbourg *« les visés annexionNistes du chancelier Kohl, ce qui ne peut qu'aggraver, pour l'avenir, l'hégémonie de ce pays, notamment vis-à-vis de la France ». « Il n'y a rien de bon à attendre de cette soumission de la France à cette Europe inféodée au capital allemand*, a-t-il ajouté. *On mesure la valeur des promesses sociales du président Mitterrand quand lui-même admet que les principales questions économiques et sociales doivent à l'avenir se décider à Bruxelles. »*

M. Bruno Megret, délégué national du Front national, a constaté que *« M. Mitterrand a désigné l'URSS comme un partenaire et non plus comme un adversaire ». « Quand on rentre dans une période de grande incertitude géopolitique*, a-t-il ajouté, *la méfiance devrait être de règle et l'attitude confiante de M. Mitterrand traduit une légèreté inquiétante pour notre pays. »*

M. François Léotard, président du Parti républicain, a trouvé un président Mitterrand *« assuré »*. Sur le bilan du sommet de Strasbourg, *« son seul regret »* a été de voir le problème posé en termes de victoire ou pas de l'Allemagne. M. Léotard a estimé qu'il fallait aller plus loin en posant *« deux questions fortes : sommes-nous disposés à une défense commune avec les Allemands ; il s'agit d'enlever les craintes sur l'avenir qui ne sont pas fondées »*. La deuxième question est de savoir si nous sommes *« capables d'avoir une politique d'immigration commune européenne »*.

Pour M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, *« le président de la République a marqué d'une façon lucide, sereine et volontaire, l'engagement international de la France et a tracé une ligne de force de l'approfondissement des relations Est-Ouest, respectueuse des frontières et des alliances historiques, orientée vers la paix et le désarmement »*.

Selon le secrétaire général du syndicat Force ouvrière, **M. Marc Blondel**, *« lorsque le président de la République souligne que la charte sociale adoptée à Strasbourg, bien que positive, n'est pas suffisante, il rejoint les préoccupations de FO, pour qui il est nécessaire de mettre en place un droit social européen, base de garanties concrètes pour les travailleurs »*. M. Blondel a par ailleurs approuvé *« le plaidoyer pour la liberté du président de la République. Pour FO, qui ne reconnaît pas les syndicats officiels dont la vérité est celle du marxisme-léninisme dans le domaine syndical, le vent de la liberté doit s'accompagner d'un soutien aux syndicats libres et indépendants dans ces pays »*.

● Sur l'immigration et la situation sociale

M. Jacques Chirac, invité de RTL lundi matin 11 décembre, a confirmé qu'il allait rapidement lancer les formulaires en vue de la « pétition » pour obtenir du président de la République l'organisation d'un référendum sur le vote des immigrés. Il estime en effet que M. Mitterrand n'a pas renoncé à ce projet, puisqu'il *« le conserve en permanence comme un levier contre l'opposition : dès qu'il sent que les socialistes baissent un peu, il appuie sur ce levier et renforce ainsi l'extrême droite. Un jour ou l'autre, il sortira ce projet de son chapeau pour le faire voter par l'Assemblée nationale. »*.

L'ancien premier ministre a *« contesté l'affirmation de M. Mitterrand selon laquelle il n'y aurait pas plus d'immigrés aujourd'hui qu'il y a vingt ans »*, ajoutant : *« Il devrait aller plus souvent dans les quartiers difficiles plutôt que de se promener sur les quais du cinquième arrondissement. »*

Enfin, M. Chirac a souligné que son gouvernement avait bien respecté le droit des gens en matière d'expulsion des immigrés,puisque *« le Conseil constitutionnel avait approuvé notre système »* et que des accords avaient été conclus avec les pays d'origine de ces immigrés.

M. Emile Zuccarelli, président du MRG, a estimé que *« François Mitterrand s'est attaché à rappeler les conditions de la France unie : cohésion nationale, cohésion sociale, respect du droit, il a souligné que la lutte contre l'immigration clandestine et ceux qui l'exploitent appelle en contrepartie, pour les immigrés admis sur notre sol, une politique d'intégration dont l'école et le logement sont les principaux piliers. »*

M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, a déclaré pour sa part que *« François Mitterrand a rappelé avec fermeté les principes de notre législation en matière d'immigration ». « Sans céder sur le droit des gens et les traditions de la France*, a ajouté M. Mauroy, *il s'est montré attentif à la vie quotidienne de nos concitoyens, fidèle à la laïcité de l'école et aux engagements pris dans la* Lettre aux Français *». « Le président de la République s'est fait l'interprète des préoccupations des Français, il a défini une étape nouvelle de la politique sociale à la mesure des succès économiques du gouvernement de Michel Rocard.*

M. Bruno Megret, délégué du Front national, a jugé que *« sur l'immigration*, M. François Mitterrand *a avancé des chiffres mensongers, feignant d'ignorer qu'il y a en France sept millions d'étrangers et qu'il en rentre chaque année deux cent cinquante mille ». « M. Mitterrand*, a ajouté M. Megret, *a superbement ignoré la voix des Français telle qu'elle s'est exprimée à Dreux, Marseille et dans la Haute-Loire (...)*.

Selon **M. Marc Blondel**, secrétaire général de Force ouvrière, *« le président de la République a raison de souligner l'importance du chômage. Nous approuvons ses propos sur la nécessité d'une négociation d'ensemble pour réformer toute la grille de la fonction publique, cette négociation devant, pour FO, améliorer les traitements, permettre de meilleurs déroulements de carrière et assurer le maintien d'une administration républicaine »*.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Régime

VOUS connaissez mon amie Claudine ? Non ? Mais si, c'est une bonne copine. Elle préside l'ADEPF, l'Association pour la défense et l'épanouissement des personnes fortes. L'autre jour, elle passe me prendre au bureau.

— Tiens, te voilà ! Ça va ? Mais t'a encore grossi, dis donc ! Génial ! Comment tu fais ? Tu suis un régime ?

— *Même pas. Je mange normalement*, mais tout me profite.

— Il y en a qui ont de la veine !

— Plains-toi ! Toi, t'arrêtes pas de maigrir — et c'est pas pour te faire plaisir, mais c'est fou ce que ça te vieillit.

— Tu crois vraiment ?

— Si, si, je te jure. Tu parais dix ans de plus que ton âge.

— Ouais, mais c'est galère, tu sais. Je me prive de tout, même de sommeil. Une grasse matinée, et je perds trois rides. Ce que j'aimerais être comme toi !

— Bof ! Regarde le mal que j'ai à m'habiller. Ils ont jamais rien à ma taille. Là, je cherche une robe-housse très ample, très...

— Et moi un maillot de bain à manches qui s'arrête aux genoux. In-trou-va-ble ! Non, c'est vraiment scandaleux, cette indifférence à nos différences. Et ce rejet. Et ce dégoût.

— Surtout en ce qui nous concerne, nous les obèses. On *n'entre pas dans les fauteuils de* cinéma. Les sièges d'avion sont trop étroits. En bagnole, on n'arrive pas à boucler nos ceintures de sécurité, et alors, dans le boulot...

— Ah ! tu vas pas me repasser la cassette de la conductrice de bus et de l'employé des postes qui se sont fait lourder parce qu'ils étaient trop gros. Eux, au moins, la retraite-couperet à soixante balais, ils y couperont. Et puis alors, question chose du machin...

— Oui, bon, les hommes préfèrent les rondes. Ils sortent avec les maigres et ils rentrent avec les grosses, d'accord. Seulement, qu'ils aient honte de me montrer, je supporte pas, ça me vexe.

— N'empêche, tu peux en avoir un sous ta couette.

— Toi, pareil. Les mecs *vivent avec une jeune et meurent* chez leur vieille. Suffira de sauter sur l'occasion.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 11 décembre

Poursuite de la hausse

La Bourse de Paris amorce sa cinquième semaine consécutive de hausse en débutant lundi sur une légère progression de 0,20 %. Parmi les plus fortes avances figuraient la CSEE (+ 4,8 %), Chargeurs (+ 3,8 %), Essilor ADP (+ 3,8 %). En baisse on notait SCREG (– 4,3 %), CCMC (– 3,2 %) et Promodès (– 3,1 %).

L'ESSENTIEL

SECTION A

Les déclarations de M. Mitterrand ..... 2 à 4

Les conclusions du sommet de Strasbourg . 5 et 6

Les changements dans les pays de l'Est .... 6 et 7

La préparation du congrès de Rennes
Les partisans de M. Fabius entre la rénovation du PS et la critique du gouvernement 9

Quatre élections cantonales
Regain du Front national, baisse du PS 11

SECTION B

Le tirage au sort de la Coupe du monde 1990
La grande fête organisée à Rome pour le tirage au sort de la Coupe du monde de football 1990 a été ternie par les menaces que font peser sur l'épreuve la réunion dans un même groupe de l'Angleterre, des Pays-Bas et de l'Irlande du Nord, équipes à risques en raison de la violence de leurs supporters 13

L'Europe de la formation a besoin des régions
Un colloque européen organisé par la DATAR à Marseille a montré la nécessité de la coopération interrégionale au sein de la Communauté pour adapter les formations aux besoins de l'économie et aux évolutions technologiques 14

Les victimes d'attentat devant l'incompréhension
Traumatismes physiques, traumatismes psychologiques, les victimes d'attentat se sentent généralement incomprises, voire oubliées. Elles en éprouvent un sentiment d'injustice profonde 15

Le « Sade » de Bussotti
En 1967, un spectacle provocateur, le *Sade* de Bussotti, faisait scandale au Sygma de Bordeaux. Aujourd'hui, c'est la version concert qui est présentée au Festival d'automne 16

Deutsch-Lavaudant
Le Théâtre de la Ville accueille l'un des meilleurs spectacles de la saison, *Féroé la nuit*, de Michel Deutsch, mis en scène par Georges Lavaudant, histoire d'un homme entre rêve et dérision 18

Mort de Bruno Carette
Bruno Carette, le « Nul » blond au sourire coincé, au regard chaleureux, vient de mourir. Il avait trente-trois ans et venait de tourner avec Louis Malle 18

La crise de la bande dessinée
Un mois avant le salon d'Angoulême, le marché de la bande dessinée pour adultes connaît quelques difficultés. Les magazines *Pilote* et *Circus* ont arrêté leur parution, et Dargaud vend son catalogue. Crise de croissance ou campagne de *moralisation* ? 20

SECTION C

Nouveau plan d'austérité en Argentine
Dévaluation de 50 % de l'austral, hausse des tarifs publics 25

Contrôle des changes
Les Français devraient pouvoir bientôt ouvrir des comptes à l'étranger 25

Le Club Méditerranée à l'Est
Les bouleversements dans les pays socialistes donnent des idées à M. Gilbert Trigano 27

Les négociations sociales au CNPF
La méthode tourbillonnante de M. Jean-Louis Giral 28

Affaires
● Les banques, la haute couture et le parfum ● *Livres sur les* « affaires » et manuels pratiques sur la Bourse 32

CHAMPS ÉCONOMIQUES

L'Afrique délaissée
Le continent noir n'est plus le champ clos des rivalités internationales. Face à la perspective du grand marché et à l'attraction des pays de l'Est, l'Afrique est-elle encore « l'avenir de l'Europe » ? . 29

La chronique de Paul Fabra
Le capitalisme sans bilan 31

Services

Abonnements 28
Annonces classées ... 33 à 45
Campus 22
Carnet 22
Cinéma 21
Loto, Loterie 22
Marchés financiers .. 46 et 47
Météorologie 23
Mots croisés 22
Radio-télévision 23

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 10-11 décembre 1989 a été tiré à 534 270 exemplaires.

MODE :
ELLES NE PENSENT QUE "TISSUS".
ELLES NE JURENT QUE PAR "RODIN"...

▶ Elles disent : "une robe à des milliers de francs, c'est de la folie, un budget entier pour un unique vêtement, non et non !"
▶ Elles disent : "quand on a fait le tour de Paris et qu'on a pris la peine de comparer le style et les prix, alors on se rend compte que Rodin est vraiment le "numéro 1".
▶ Sans commentaires : des tissus sublimes depuis 30 F le mètre.

RODIN
36, CHAMPS-ELYSÉES PARIS

3617
tarifmedia
Les performances de la télématique en plus

GLOBE
INTELLOS DE GAUCHE
les 10 bandes rivales

Raffinée...
Fine, fraîche et particulièrement pure, VOLVIC accompagne les meilleurs plats de Paris.
Chez PATRICK MASBATIN "L'AIGUIÈRE" Paris 11e

·VOLVIC·

Etonnante collection de lits de repos...
En tous styles, toutes dimensions, laques et patines anciennes : *également transformables* en couchage de deux personnes (concessionnaire exclusif Jean Roche). Rémy réédite les plus beaux meubles « Louis XIII », « *Rustique* » (noyer de France), en passant par le XVIIIe siècle, jusqu'à l'Art nouveau et même l'Art déco.

Rémy
Rémy : 80-82, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.

La meilleure façon
de ne rien oublier
était
de penser à tout

DALLOZ
CODE DE PROCÉDURE PÉNALE
CODE DE JUSTICE MILITAIRE

Les codes Dalloz ont tout ce qu'on est en droit d'attendre d'un code Dalloz : une réactualisation constante, une organisation méticuleuse, une présentation encore plus rationnelle. La solution de facilité en quelque sorte.

Dalloz - Les indispensables